ÉTUDES

DE

LITTÉRATURE ET D'HISTOIRE

PAR

JOSEPH REINACH

FRANCE ET ALLEMAGNE
MARIVAUX
HISTORIENS FRANÇAIS CONTEMPORAINS
WILLIAM HAMILTON
ET LA LOGIQUE PARLEMENTAIRE
GAMBETTA ORATEUR
NOTES ET SOUVENIRS

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1889

ÉTUDES

DE

LITTÉRATURE ET D'HISTOIRE

Coulommiers. — Imp. P. Brodard et Gallois.

ÉTUDES

DE

LITTÉRATURE ET D'HISTOIRE

PAR

JOSEPH REINACH

FRANCE ET ALLEMAGNE
MARIVAUX
HISTORIENS FRANÇAIS CONTEMPORAINS
WILLIAM HAMILTON
ET LA LOGIQUE PARLEMENTAIRE
GAMBETTA ORATEUR
NOTES ET SOUVENIRS



PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

—

1889


Biblioteka Jagiellońska
1001277317

A

MON CHER MAITRE ET AMI

P. CHALLEMEL-LACOUR

Comme un faible témoignage de reconnaissance et d'affection.

J. R.

FRANCE ET ALLEMAGNE

DE L'INFLUENCE HISTORIQUE DE LA FRANCE
SUR L'ALLEMAGNE. — DE L'INFLUENCE INTELLECTUELLE
DE L'ALLEMAGNE SUR LA FRANCE. —
UNE COUR ALLEMANDE AVANT LA RÉVOLUTION.

DE

L'INFLUENCE HISTORIQUE DE LA FRANCE

SUR L'ALLEMAGNE

L'influence qu'une nation exerce sur celles qui l'entourent est une action complexe, un travail lent où rien n'est brusque, et dont ne s'aperçoivent souvent, pendant de longues années, ni le pays qui étend son influence, ni celui qui la subit. Certains peuples, au cours de leur histoire, n'ont supporté qu'une influence dominante; d'autres ont reçu, au contraire, des influences multiples et variées. Ceux-ci ont, d'ordinaire, l'esprit plus large et plus ouvert, le caractère plus aimable; ceux-là, qui pressent le fruit étranger jusqu'à la dernière goutte du suc, portent en eux la passion étroite de l'homme d'un seul livre que redoute Sénèque. La France et l'Allemagne offrent ce contraste. L'Italie, l'Espagne, l'Angleterre, plus tard l'Allemagne elle-même et les États-Unis d'Amérique, ont exercé leur action successive ou simultanée sur la France; l'Allemagne n'a subi directement qu'une seule action efficace, celle de la France, mais d'une façon incessante et continue, à toutes les périodes de son his-

toire, dans l'édifice de ses lois comme dans la structure de sa société. Ni l'Italie, qu'elle avait cependant conquise et qui eût pu traiter son vainqueur comme la Grèce avait fait de Rome, ni l'Angleterre, qui est de même race, n'ont agi sur le développement historique de l'Allemagne d'une manière sensible, avec suite. Quand on cherche à savoir de quels éléments divers l'Allemagne a composé son génie, quelles sont les parts de l'élément indigène et de l'élément étranger dans ce grand corps, combien, dans ce monument, il y a de pierres et de marbres empruntés à d'autres carrières que les siennes, on reconnaît que l'Angleterre et l'Italie arrivent bien après la France, presque au même rang que la Suède et la Russie. Mais la France est toujours là, avec la Réforme et avec les Bourbons, avec l'ancien régime et avec la Révolution, avec Napoléon qui fait dévier vers l'Allemagne le cours de la Révolution qu'il arrête en France, avec les événements de 1830 et 1848 qui ont été peut-être plus efficaces, par leurs contre-coups, sur la rive droite du Rhin que sur la rive gauche. La grande initiatrice de l'Allemagne, c'est la France. Chaque siècle produit ou developpe un certain nombre d'idées dont la somme constitue le progrès et la civilisation. Au rebours des invasions barbares, la marche de ces idées a toujours été d'Occident en Orient, de France en Allemagne : au ve siècle, l'idée chrétienne; au xiie, la poésie populaire et les universités; au xvie, la Renaissance; l'esprit scientifique et philosophique, au xviiie; au xixe, les principes démocratiques [1]. On ne trouvera pas une nation qui doive plus à une autre que le peuple allemand à cet « ennemi héréditaire », ce « mauvais voisin » qui s'appelle la France.

1. Rambaud, *les Français sur le Rhin*, p. 6.

I

Ce qui distingue d'abord l'horloge germanique, c'est qu'elle est constamment en retard. En 1453, en France, le moyen âge est fini; il ne finira en Allemagne qu'avec Gœtz de Berlichingen. Sous le règne brillant des Valois d'Angoulême, Gœtz, de notre côté du Rhin, serait tout à fait dépaysé (1510-1562) et les chevaliers teutons, ses camarades, passeraient pour des fantômes; sous Ferdinand Ier, sur les bords de la Jaxt, le château ni le soldat de Berlichingen ne détonnent dans le paysage environnant. En plein XVIe siècle allemand, on trouve chez Gœtz, qu'on a le droit de prendre pour type, tous les traits des grands feudataires de notre XIVe siècle. C'est le même orgueil, la même indépendance farouche, le même sentiment de parité avec le prince : « Qui t'a fait comte? Qui t'a fait roi? » — la même ignorance, la même bigoterie, la même pitié pour les misérables, le même mépris des commerçants et des bourgeois, le même courage et, pour redresser les torts ou venger les injures, le même système de justice distributive, celui de l'Irlandais qui renverse brutalement un Anglais à Covent-Garden, sous prétexte qu'il vient d'être renversé lui-même, non moins brutalement, à Drury-Lane. Evidemment, nos chevaliers féodaux n'ont point servi de modèle aux chevaliers teutons : le caractère du moyen âge est partout le même; il importe seulement d'observer que l'ère des temps modernes se lève cent ans plus tard pour l'Allemagne que pour nous.

Après ce moyen âge, qui est un hiver, le printemps du monde : la Renaissance. Les nations commencent à s'individualiser. En France, la féodalité s'est écroulée sous les coups de Louis XI, la royauté élève sur les

débris des châteaux forts son pouvoir souverain et le peuple l'aide à cette rude besogne, la jeune démocratie qui préfère au tyran « Légion » le tyran « Un seul ». Cette collaboration du peuple et de la royauté contre les grands feudataires est un événement considérable dont la rumeur s'étend de proche en proche, gagne la frontière de Lorraine, passe la montagne et le fleuve, se répand sur l'Allemagne. La bourgeoisie des villes, les corporations, toutes les petites gens, *die kleine Leut*, les premiers prédicateurs de la Réforme, s'en émeuvent, s'en réjouissent, tournent les yeux vers la France. Les princes de l'Empire s'inquiètent. Quand François Ier briguera la couronne impériale contre Charles d'Espagne, ce qui paralysera la puissance des écus d'or au soleil, c'est la pensée qui vient aux électeurs de la condition où les rois de France ont réduit ces grands seigneurs qui disposaient de tant d'autorité, du sort pareil que l'avènement du vainqueur de Marignan leur réserve [1], et, tout haut dans la salle du *Rath*, l'archevêque de Mayence s'écrie : « Il n'y a plus aujourd'hui, dans le royaume de France, personne qui ne tremble au plus petit signe du roi de France », ce qui décidera du vote. Mais le peuple regrettera longtemps le résultat de la bataille électorale et bientôt, sous le joug de fer de l'absolutisme autrichien et catholique, les princes eux-mêmes se tourneront vers le roi des Welches, qui les accueillera bien, « non seulement parce que nos « ancêtres étaient aussi des Germains, mais à cause « de l'alliance et de l'antique amitié par la similitude « des mœurs de leur temps établies entre les deux na- « tions [2] ». Les reîtres eux-mêmes deviennent des agents

1. Mignet, *Rivalité de François Ier et de Charles-Quint*, t. Ier, ch. II, p. 117.

2. Circulaire de Henri II aux États d'Allemagne.

actifs d'influence et, partant, de civilisation; à leur retour au pays, ces mercenaires des Valois rapportent toujours, avec leur solde, quelques idées françaises, et ces idées font leur chemin; ils ne seront même pas étrangers au mouvement de la Réforme.

Artistique et littéraire en France, la Renaissance est théologique en Allemagne, — affaire de climat et de tempérament. — Le génie qui domine tout le xvie siècle est celui de la révolte contre les vieilles dominations, mais il ne regarde pas dans l'avenir ou, du moins, ce qu'il rêve pour l'avenir, c'est la restauration d'un autre passé meilleur, plus humain et plus doux : l'Italie et la France reviennent à la civilisation gréco-latine; l'Allemagne au christianisme primitif. De là, dans la marche de l'esprit humain à cette époque, ces deux mouvements : le premier qui est caractérisé par le progrès des lettres et des arts, le second qui est le développement audacieux de l'esprit de doute et d'examen [1]. Ce second mouvement, qui a eu l'Allemagne pour principal théâtre, n'est que la conséquence du premier; on ne conteste pas cette transformation de la Renaissance à son passage d'Italie en Allemagne par-dessus les Alpes, de France en Allemagne à travers les Vosges. L'arbre de la Réforme, assurément, a puisé la sève vivifiante de ses racines dans le sol germanique; sans doute, c'est dans l'air pur et sain de la Thuringe qu'il a poussé, étendant ses rameaux sur une si grande partie du globe : mais c'est la France qui a donné le gland, et c'est la France encore qui a sauvé le jeune chêne de la hache du bûcheron autrichien.

Les réformés de toutes les nations sont frères; même

1. Voir Michelet, *Tableau chronologique de l'histoire moderne*, p. 85.

il leur arrive trop souvent de sacrifier la patrie à la religion; — des uns aux autres, dans ce vaste champ de bataille qui comprend la moitié de l'Europe, l'on se doit aide, secours, hospitalité, à charge légitime de revanche. De là, entre pays jusqu'alors étrangers, presque inconnus l'un à l'autre, un échange régulier d'idées; de là, tous ces « services » dont le protestantisme allemand est redevable à la France. Nos *prétendus* d'abord, qui n'ont pas attendu le Dr Martin pour se déclarer, élargissent la doctrine nouvelle; ce sont eux qui font de la Réforme autre chose qu'une révolte religieuse : une révolution politique et sociale. Puis, l'épée même de la France, non pas seulement de la France calviniste, mais de la monarchie française elle-même : Henri II, dont les ducs de Saxe, les landgraves de Hesse, les margraves de Brandebourg, invoquent le secours contre Charles-Quint, secours qu'ils payent, il est vrai, des trois évêchés; Henri IV, qui tombe sous le poignard de Rome au moment où il s'apprêtait à passer le Rhin en libérateur [1]; Richelieu enfin et Mazarin, sans qui la guerre de Trente ans eût pu devenir une guerre de Cent ans, où la cause de la libre pensée allemande eût succombé. Quand Wallenstein ravage la Poméranie, quand les Croates de Tilly jettent les nourrissons protestants dans les flammes de Magdebourg, quand les Wallons de Pappenheim entassent dans les temples les cadavres des Luthériennes violées, c'est vers la France que les réformés allemands tournent les yeux. Et quand l'héroïque intervention suédoise a échoué, c'est Condé et Turenne qui relèvent la partie perdue et gagnent la bataille finale. Rocroy et Fribourg, Nordlingen et Sommerhausen, c'est là, non ailleurs, que fut con-

1. Schiller, *Guerre de Trente ans*, p. 49.

quise la paix de Westphalie, la traduction allemande de l'Édit de Nantes. Schiller feint de l'ignorer; l'Allemagne du XVIIe siècle ne l'ignore pas. Après le traité d'Osnabrück, une véritable explosion de gratitude éclate chez tous les princes à qui le petit-fils de Henri IV a assuré l'indépendance contre la maison d'Autriche, chez tous les sujets à qui le grand cardinal et le roi très chrétien ont assuré la liberté de conscience. Une clause spéciale du traité de Westphalie assure à la puissance libératrice la garantie perpétuelle du pacte consenti et « l'Alliance du Rhin », dix ans après la pacification, ratifie encore la clause de protection et d'alliance.

La France a sauvé le protestantisme allemand du joug autrichien; elle sauve ensuite l'Autriche même de l'invasion turque à la bataille de Saint-Gothard; et maintenant, tous, catholiques et luthériens, du Rhin au Danube, glorifient le nom français : « Nous revenons, écrit le général de Coligny à Louvois, chargés des bénédictions des Allemands. » Dans l'Allemagne occidentale, surtout, la véritable Allemagne, la gratitude est universelle et hautement proclamée. A la cour des électeurs et des princes-évêques, la France est seulement à la mode; dans les grandes cités commerciales du Rhin et jusque dans les campagnes, elle a vraiment sa place dans le cœur des bourgeois et des hommes du peuple. Il ne faudra rien de moins que l'abominable incendie du Palatinat, le crime sans excuse de Louvois, pour changer cette affection en haine et pour unir, dans une colère commune contre l'ennemi d'Empire, les gouvernements et les peuples. Mais l'influence française, au grand scandale d'ailleurs de Madame et du premier roi de Prusse, ne s'en ressentira point. Louis XIV peut devenir l'ennemi; il reste le modèle, le prototype du souverain : toutes

les grenouilles du Saint-Empire, les yeux fixés sur le roi des rois, se gonflent à crever. Dans cette société, hier encore si grossière, aujourd'hui déjà si corrompue, tout se fait à « la française » : quiconque se respecte, électeur ou margrave, évêque ou grand seigneur, s'habille, mange, s'amuse, danse, chasse, aime « à la française » ; pas un roitelet qui, juché sur les talons surélevés du roi-soleil, ne s'affuble de son énorme perruque; tout petit prince a son Versailles et pas une baronne à trois quartiers qui ne rêve de la Montespan. La véritable *Montagne de Vénus*, c'est la galerie du Palais-Royal, et le vrai chevalier Tannhauser, c'est le petit prince de Birckenfels qui veut épouser Fanchon.

Avec le XVIIIe siècle, l'influence de la littérature et de la philosophie succède à l'influence de nos modes. On a commencé par le décor, les rubans et les colifichets; on continue par le théâtre et l'*Encyclopédie*. Vers la seconde moitié du siècle, l'esprit français paraît avoir deux capitales, Paris et Berlin. Voltaire écrit que la lumière « aujourd'hui nous vient du Nord » : je le crois bien! La lumière française a préféré les brumes grises de la Sprée ou de la Néva à l'éteignoir d'une monarchie en décadence, et elle a émigré. Sans doute, l'âpre bise de Poméranie la chassera bientôt : elle n'en aura pas moins brillé à Potsdam, pendant quelques années, chaude autant que vive, quoi qu'on ait dit, rayonné de là sur la moitié de l'Europe, fourni d'étincelles divines des peuples à peine dégrossis qui ne connaissaient encore que l'art de vaincre. Beaux-arts, belles-lettres, philosophie, sentiment de la dignité humaine, la France apporte avec elle toutes les joies et toutes les forces de la vie. Elle va réellement façonner, pétrir l'esprit allemand.

Les jeunes gens, qui seront demain la gloire intellectuelle de l'Allemagne, achèvent leur éducation dans nos écoles, Gœthe à Strasbourg. La société polie ne parle que le français, qui devient pour l'Allemagne du XVIIIe siècle ce que le latin a été pour l'Europe du moyen âge; on laisse aux laquais et aux rustres l'usage de la pauvre langue allemande, si déclassée, si méprisée que c'est une audace pour un auteur allemand d'écrire dans sa langue maternelle, et que le roi de Prusse ne s'étonnera jamais assez qu'un homme d'esprit, comme Gellert, n'écrive pas ses fables en français. Le point d'honneur est de parler et d'écrire le français comme à Paris même, et plusieurs y réussissent avec un singulier bonheur. Il n'y a de beaux tableaux, de belles statues, de beaux drames, de beaux livres que ceux qui viennent d'outre-Rhin, avec la marque de la Ville. On joue sur les scènes allemandes les classiques français, qu'une pieuse admiration élève au niveau sacré des classiques grecs : c'est la source inépuisable des grandes pensées, des grandes émotions. Quand Gœthe et Schiller eux-mêmes voudront se retremper aux eaux vivifiantes, ils traduiront des tragédies de Voltaire et de Racine; la *Dramaturgie de Hambourg* est tout entière dans le théâtre de Diderot sans qui Lessing n'eût jamais été qu'un grammairien. Avant de s'attendrir sur les souffrances du jeune Werther, le cœur allemand a appris de Saint-Prix les délicatesses de la mélancolie amoureuse. On ne verra plus jamais pareille pénétration d'une nation par une autre. L'Allemagne eût été gouvernée pendant vingt années par un prince de la maison de Bourbon, Louis XIV lui-même eût réalisé le rêve du traité secret de 1670 et coiffé la couronne impériale : l'influence française se serait moins développée en tous sens, moins étendue,

moins propagée, l'Allemagne s'en serait moins imbue que sous le règne de Frédéric.

Tout a contribué à faire de ce plus grand des Prussiens « un Français jusqu'au bout des ongles » : son éducation confiée à des réfugiés protestants et dirigée par sa grand'mère Sophie-Charlotte, qui connaissait Versailles comme si elle y avait été nourrie ; la prison où le condamna son père, « le barbare allemand, son père [1] », la longue retraite de Rheinsberg, où, relégué loin des affaires publiques, il apprit notre littérature par cœur et entra en correspondance avec Voltaire et Maupertuis. « Je n'ai jamais aspiré, écrit-il, qu'à prendre pour modèle tout ce qu'il y eut jamais de grands hommes et, tirant de leur caractère tout ce qui peut entrer dans celui d'un seul, à travailler sincèrement à en former le mien... [2] » Mais il n'a jamais, de son propre aveu, cherché ses modèles qu'en France : Richelieu d'abord, qui est pour lui l'incomparable cardinal, qu'il invoquera en fondant l'Académie de Berlin et dont il pastichera jusqu'aux manies littéraires, déclarant par exemple à d'Alembert qu'il aimerait mieux avoir fait *Athalie* que toute la guerre de Sept ans ; puis Louis XIV, son véritable « prototype », qu'il respecte avec une dévotion qui nous étonne nous-même, « sans avoir l'espoir d'en approcher : *Cæsar est supra grammaticam*, écrit-il à Voltaire, moi, je ne suis grand par rien ». Il n'a pas seulement, comme dit la margrave de Bayreuth, « un chien de faible pour les Français », mais ce qui est allemand lui est naturellement étranger. Quand il veut connaître la *Métaphysique* de Wolf, il se la fait traduire en français par son ami Sahm, « parce que le livre allemand lui est

1. Michelet, *Histoire de France*, t. XVI, chap. XIII.
2. Sainte-Beuve, *Causeries*, t. III, p. 170.

pénible ». Il pense en français. A la veille des merveilleuses batailles où il écrase nos troupes, c'est en français qu'il écrit ses adieux à sa sœur ou qu'il exhale les viriles résolutions du chef qui veut,

.... en dépit de l'orage,
Penser, vivre et mourir en roi.

L'Allemagne tout entière, se désintéressant des éternelles querelles des cabinets, a perdu jusqu'au souvenir de ses vieilles rancunes. La guerre de la ligue d'Augsbourg, l'incendie du Palatinat, avaient fait monter aux lèvres germaniques les mots jusqu'alors inconnus de « patrie commune », de « nation allemande », de « patriotisme » [1]. Aujourd'hui, Lessing écrit « qu'il n'a aucune idée de ce que peut être l'amour de la patrie »; et Schiller : « Allemands! ne cherchez point à former une nation, contentez-vous d'être des hommes! »

II

Français, pour Frédéric, signifie *libre penseur*; le moment approche où *France*, pour l'Allemagne, comme pour l'Europe, va signifier *Révolution*. Le fracas de la chute de la Bastille a reveillé le monde, a retenti dans la vallée du Rhin, plus sonore et plus joyeux que partout ailleurs; l'aube du 10 août, qui se leva sur l'abolition des privilèges, « apparut à la Germanie tout entière comme le plus beau jour depuis la chute de l'empire universel de Rome [2] ». Du premier jour, l'Allemagne donna son cœur à la Révolution. La jeunesse enthousiaste s'élança à sa rencontre comme l'alouette au

1. Rambaud, *loc. cit.*
2. Jean de Müller.

soleil; les philosophes en firent leur affaire propre. « Si les Français, écrit Fichte [1], ne conquièrent pas une immense suprématie et s'ils n'introduisent pas de vastes changements en Allemagne, il est certain que, d'ici à quelques années, un homme, connu pour avoir pensé une fois librement, ne trouvera plus en Allemagne un coin sûr pour y poser sa tête. » Voilà la politique, l'intérêt; voici la poésie, la joie pure, « la plus belle espérance qui ait jamais fait tressaillir poitrine humaine. » — C'est le juge de *Hermann et Dorothée* qui parle ainsi :

Qui peut nier, en effet, que son cœur ne se soit épanoui, qu'il ne l'ait senti battre plus librement dans sa poitrine, aux premiers rayons du nouveau soleil, lorsqu'on entendit parler du droit commun à tous les hommes, de la liberté qui exalte les âmes et de la précieuse égalité? Alors chacun espéra vivre de sa propre vie; elle sembla se briser, la chaîne sous laquelle tant de nations semblaient asservies et que l'égoïsme et l'oisiveté tenaient dans leurs mains. Dans les jours tumultueux, tous les peuples n'avaient-ils pas les yeux fixés *sur la capitale du monde*, qui l'avait été si longtemps, et qui méritait maintenant plus que jamais ce titre magnifique? Les noms de ces hommes, les premiers porteurs du message, n'étaient-ils pas semblables aux plus grands noms qui soient parmi les astres? Chacun ne sentait-il pas s'élever son cœur, son esprit, son langage? Et, comme voisins, nous fûmes les premiers enflammés d'ardeur. Alors la guerre commença et les Français en armes s'approchèrent; mais ils semblaient n'apporter que l'amitié. Et ils l'apportèrent en effet, car ils avaient tous l'âme exaltée; ils plantaient avec allégresse les joyeux arbres de liberté, promettant à chacun son droit, à chacun son gouvernement national. Les jeunes gens, les vieillards se félicitaient, et la danse joyeuse commença autour des nouveaux étendards. Ainsi les Français entraî-

1. *Essai pour rectifier le jugement du public sur la Révolution française.*

nants gagnèrent d'abord les esprits des hommes par leur ardente et courageuse conduite, puis le cœur des femmes par leur grâce irrésistible. Même nous trouvâmes léger le fardeau de la guerre, qui exige de si grands sacrifices : une espérance lointaine planait devant nos yeux; elle attirait nos regards séduits dans de nouvelles carrières. Il est beau le temps où, avec son amante, le fiancé prend l'essor à la danse, en attendant le jour de l'union souhaitée, mais il était plus magnifique le temps où le premier des biens que l'homme puisse rêver nous sembla proche et accessible! Toutes les langues étaient déliées; vieillards, hommes faits, jeunes gens exprimaient hautement des pensées et des sentiments sublimes.

La Révolution française est pour l'Allemagne ce que le Nil est pour l'Egypte : le fleuve créateur qui couvre la vieille terre de ses flots, la féconde, la renouvelle et fait sortir les moissons de son sein. La guerre est le canal aux mille bras qui répand sur le sol desséché les eaux fertilisantes. Les rois ont beau déclarer la guerre d'Empire : d'un bout à l'autre de l'Allemagne, la jeunesse, la bourgeoisie, le peuple font des vœux pour la France, acclament ses soldats, leur ouvrent les portes des villes, proclament la République sur leur passage. Le souffle qui vient de l'autre côté du Rhin bouscule les vieilles tyrannies, les renverse, à Spire les droits féodaux, à Trèves les privilèges ecclésiastiques, à Cassel les barrières qui portent défense aux mendiants, aux porcs et aux Juifs de séjourner sur le territoire de l'Électeur, à Mayence le trône épiscopal. L'Allemagne se donne à la France comme au fiancé céleste. « De Spire jusqu'à Bingen, écrit Forster, tous les suffrages se sont prononcés unanimement pour l'acceptation de la République et pour la réunion au peuple français. » On plante partout les arbres de la liberté, on prête le serment d'égalité, on brûle les *insignes du despotisme* aux accents du

Te Deum des Français. C'est bien, comme avait dit Gœthe au bivouac de Valmy, « l'ère nouvelle de l'histoire du monde ». Les ducs et les margraves font défection; les cercles de Souabe et de Franconie, la Hesse, le duché de Bade, appellent Jourdan et Moreau. Les émigrés, qui proclament inhospitalier le sol allemand, quittent Coblentz et Munich moins devant les baïonnettes des armées de Sambre-et-Meuse et du Lech que devant l'hostilité manifeste des habitants.... Où le cheval d'Attila a passé, l'herbe ne pousse plus. La méconnaissance des droits de l'homme et du citoyen ne poussera plus où la Révolution a passé avec « les immortels principes » et le code civil.

Les annexions furent-elles plus nuisibles qu'utiles à l'influence française? Il faut distinguer entre les annexions de la République et celles de l'Empire. En 1798, après la mort de Hoche, qui emporte la république cisrhénane dans sa tombe, le pays rhénan s'était vraiment donné à la France. « La réunion avec la République, dit Gœrres [1], est la meilleure fortune pour la rive gauche du Rhin. On n'avait pu faire jusqu'ici des efforts pour la réaliser, puisque le Directoire voulait, non la réunion, mais l'indépendance des pays occupés. Aujourd'hui, *l'on nous accorde la réunion* et par là nous atteignons le but si longtemps désiré. » Forster tient le même langage : « La nature a donné le Rhin pour frontière à la France : malheur à l'insensé qui voudrait déplacer ses limites! L'union avec la France est le but en vue duquel nous avons toujours travaillé. » Et les bourgeoises du Palatinat célèbrent « la bienfaitrice, la libératrice toute-puissante du genre humain, la République! » En effet, la suppres-

1. Discours de Gœrres à Coblentz, *apud* Rambaud, p. 311.

sion des prérogatives, exemptions et privilèges de la noblesse cisrhénane, l'abolition de la noblesse héréditaire, des justices patrimoniales, des droits de police et des taxes, des dîmes et corvées, des substitutions, de la sujétion féodale et du servage, le remplacement des justices ecclésiastiques, municipales ou princières par les tribunaux civils, la division administrative de l'an VIII, la création des écoles primaires, centrales et spéciales sur les ruines des vieilles universités gothiques, l'impôt foncier, la patente et les contributions mobilière et personnelle remplaçant les droits féodaux, la liberté du travail, la suppression des couvents et des congrégations, le concordat [1], autant de bienfaits.

Le premier consul Bonaparte, héritant de l'œuvre révolutionnaire, peut dire avec orgueil : « Ces avantages, quel esprit raisonnable pourrait les méconnaître? Des privilèges odieux n'enchaînent plus l'industrie des ouvriers; le gibier ne ravage plus les champs des cultivateurs, ne dévore plus les fruits de son travail; pour tous ont cessé d'avilissantes corvées; pour tous a cessé la dégradation des servitudes féodales. La dîme est abolie; les contributions de tous genres sont adoucies; les perceptions sont également réparties entre les terres du seigneur et de l'ecclésiastique ci-devant exempts de charges et celles du particulier qui les supportait seul; les douanes intérieures, qui se rencontraient au passage d'une contrée à une autre ou empêchaient de remonter les rivières, sont supprimées. Une justice impartiale, des administrations régulières sont substituées à l'autorité arbitraire des baillis [2]. » Mais

1. Décrets du 5 avril 1795, du 26 mars 1798, du 6 mai 1798, du 23 janvier 1798, du 21 mars 1798, du 28 avril 1798, du 7 janvier 1798, du 17 décembre 1798, du 2 juin 1802, etc.
2. 18 juillet 1801.

cette œuvre admirable de la Révolution, le nouvel empire carlovingien ne la détruira pas moins cruellement en Allemagne qu'en France. Sans doute, les bourgeois d'Aix-la-Chapelle et de Cologne recevront avec des transports d'enthousiasme le vainqueur d'Austerlitz, le président de la confédération du Rhin, le nouvel empereur d'Occident. Quand il fera ouvrir le tombeau de « son prédécesseur » Charlemagne, quand il ajoutera des foudres, dans le chœur de la cathédrale, à l'aigle d'Othon III, quand la folle créole, Joséphine, s'assoira en riant dans le fauteuil sépulcral de Karl le Grand, certes la foule applaudira encore à ces ironies shakespeariennes du destin qui ferment irrévocablement le livre du passé, et le peuple, dételant les chevaux du vainqueur, s'attellera à sa voiture. Sans doute, Napoléon et ses monarchies feudataires apporteront autre chose encore que ces spectacles au peuple allemand : en Bavière, l'abolition de la chevalerie, des couvents, du servage, la constitution du 1er mai 1808; dans le grand-duché de Berg et de Clèves, la liberté communale; dans le grand-duché de Francfort, l'abolition des corporations et privilèges; en Wurtemberg, l'abolition des fiefs, des fidéicommis; en Westphalie, l'abolition des corps privilégiés, des exemptions fiscales, la publicité des procédures, l'inamovibilité des juges, le système décimal, l'interdiction des punitions corporelles dans l'armée; partout le Code français « comme le plus éminent produit de la sagesse législative », la suppression des servitudes territoriales, la tolérance religieuse, l'égalité civile; car partout, ce régime, tout despotique et militaire qu'il est, représente la Révolution avec sa haute notion, jusque-là inconnue, de respect humain et de justice, et il s'annonce comme le défenseur de l'opprimé, des protestants persécutés en Bavière, des juifs pourchassés en

Hesse, des ouvriers et des paysans malmenés d'un bout à l'autre de l'Empire par les hobereaux.

Mais, en regard de ces biens que de maux, que d'intolérables souffrances, que d'humiliations! L'égalité conquise ne fait sentir que plus tristement l'absence de la liberté, et le despotisme impérial est une chape de plomb sur toutes les têtes; comme les horloges d'une même ville réglées mécaniquement sur celle du clocher, il faut que tous les cerveaux pensent à l'unisson du seul cerveau, celui de César, qui ait le droit d'avoir une volonté propre : la moindre plainte est séditieuse, la moindre remontrance un crime de lèse-majesté; pas de journaux, pas de brochures; le spectre de Palm fusillé hante toutes les librairies; les membres de sa famille, son frère, son beau-frère, que Napoléon a installés sur les trônes à la place des « familles qui ont cessé de régner », ne sont pas plus libres que le dernier caporal : ils s'appellent entre eux « les frères esclaves »; gourmandés, brutalement rabroués, ils offrent à chaque instant leur démission. Les taxes arbitraires et vexatoires ont été supprimées; mais l'énormité des impôts réguliers, qui disparaissent au gouffre de la guerre, épouvante le percepteur lui-même : « Je ne puis répondre que de moi, écrit Jérôme à son frère, mais il me sera impossible de contenir plus longtemps l'esprit d'un peuple misérable. » Les douanes intérieures ont été abolies et l'on peut « remonter les rivières »; mais le blocus continental les a remplacées, qui écrase le commerce et, sous prétexte de ruiner l'Angleterre, ruine le continent. Napoléon signe parfois des licences pour la vieille France; il les refuse durement, même dans les crises les plus aiguës, à la France allemande de la rive gauche du Rhin et à l'Allemagne française de la rive droite : la tasse de café à un demi-thaler;

la contrebande punie de mort; les denrées coloniales frappées d'un droit de 50 p. 100; celles qui n'ont pas été déclarées confisquées; les produits manufacturés de l'Angleterre brûlés : d'immenses bûchers, allumés dans toute l'Allemagne, consumant sous les yeux des populations frappées de terreur les laines, les soieries, les cotonnades; dans toutes les maisons, à tous les foyers, l'Inquisition de la douane. Enfin, plus cruelle que tout le reste, que les impôts doublés, que le blocus qui peuple du moins l'Allemagne de ses premières manufactures indigènes, que les insolences asiatiques du despote qui met les musées au pillage, bafoue le sentiment national et arrache à l'olympien Gœthe lui-même un cri de patriotisme révolté, la loi atroce de la conscription, qui oblige les peuples vaincus à fournir des soldats au César vainqueur pour ses plus folles entreprises, près de deux cent mille hommes en six années, levés de force jusque dans les derniers villages, poussés, la crosse dans les reins, aux boucheries d'Espagne et de Russie, aux guerres fratricides contre la Prusse et l'Autriche; sur seize mille Hessois qui sont partis pour Moscou, il en revient mille; les Bavarois et les Saxons ne sont pas moins affreusement décimés : « L'armée westphalienne, écrit le roi Jérôme, ayant péri à peu près tout entière dans la campagne de Russie, non seulement le trésor n'eut pas à la solder et à la nourrir pendant les six derniers mois de l'année, mais le budget des dépenses se trouve dégrevé d'une dizaine de millions qui représentaient l'entretien de ces troupes pendant le semestre : triste économie réalisée sur la mort et qu'aucun financier n'eût su faire entrer dans ses calculs! » Et le cœur de l'Allemagne est retourné. Hier, les princes accouraient à Paris, offrant leurs services empressés « à la sublimité de Sa Majesté impériale et royale »; aujourd'hui, le vide se fait,

la grève pour les plus humbles fonctions; jusque dans le département du Mont-Tonnerre, aux portes de Mayence, on ne trouve plus de maires : « personne ne veut l'être[1] ». Hier, les peuples s'embrassaient et, jusque sur le champ d'Iéna, les soldats fraternisaient, « échangeaient les regrets de s'être blessés dans la bataille[2] »; aujourd'hui, le malaise universel et la misère ont rallumé l'insurrection; voici le *Tugendbund*, Katt et Dœrnberg, la « noire légion de la Vengeance », les *brigands* de Schiller, et Napoléon contraint à cet aveu : « Hâtons-nous de sortir de cette guerre (les campagnes de 1809), ou nous allons nous trouver entourés de mille Vendées. » Hier, c'était vingt millions d'hommes applaudissant le prince archichancelier disant à l'Empereur : « Vous, Charlemagne, soyez le maître, le régulateur, le sauveur de l'Allemagne! » Aujourd'hui, c'est la proclamation de Brunswick : « Sonnez le tocsin, que ce signal d'incendie allume dans vos cœurs la flamme pure de l'amour de la patrie! »

Ainsi, après avoir dû à la Révolution d'avoir connu les droits de l'homme et du citoyen, l'Allemagne va devoir à Napoléon de s'être connue comme nation. L'Allemagne, sans doute, se serait passée volontiers de ce sanglant bienfait; nous aussi, nous nous en serions passés; mais il n'est pas moins réel que tous ceux dont la Révolution a semé son passage et il ne sera pas moins durable. La vieille femme de Henri Heine qui, en apprenant la défaite de Napoléon à Leipsig, s'écrie : « Ce sont les nobles qui ont vaincu! » n'avait point si tort. Mais les nobles vainqueurs, qui proscrirent d'ailleurs les héros du *Tugendbund*, devront subir et même pratiquer les principes que leurs pères ou eux-mêmes

1. *Jean-Bon Saint-André, sa vie, etc.*, par M. Nicolas, p. 347.
2. *Souvenirs militaires* du colonel de Senneville.

avaient repoussés avec horreur et qui survivront à la chute du conquérant. On ne lave pas l'empreinte qu'a laissée la Révolution. Ce mouvement de 1813 lui-même, qui brise la puissance française, l'esprit de la Révolution lui a-t-il été étranger? Cette insurrection, ces *Freiwillige* de Stein, ces chants « cuirassés » d'Arndt et de Kœrner, cette prédication de Fichte, n'est-ce pas la levée en masse, les volontaires de 92, la *Marseillaise* et le *Chant du départ*, et Laharpe, coiffé du bonnet rouge, faisant retentir la Sorbonne du tonnerre de sa parole enflammée? Comment, par quel prodige, la Prusse a-t-elle substitué en si peu d'années aux méchantes troupes d'Iéna et d'Auerstædt les soldats redoutables de Kulm et de Leipzig? Ce prodige, c'est le système landwehrien; et le système landwehrien, le service militaire obligatoire pour tous, c'est la loi de Jourdan, la loi de l'an VI : « Tout Français est soldat et se doit à la défense de la patrie; lorsque la patrie est en danger, tous les Français sont appelés à sa défense, suivant le mode que la loi détermine, et ne sont même pas dispensés ceux qui auraient déjà obtenu des congés.» — La France oublia la loi, la Prusse la traduisit et il faudra Sedan et Metz pour que nous reprenions notre bien en croyant faire un emprunt à nos vainqueurs!

III

Après 1815, l'influence de la France sur l'Allemagne continue à être, presque exclusivement, l'influence de la Révolution. Au lendemain de Waterloo, une même lutte s'engage dans toute l'Europe : d'une part la Sainte-Alliance, c'est-à-dire l'ancien régime, le droit monarchique, la légitimité, les religions d'État, les castes, les privilèges; de l'autre, la Révolution, qui s'appelle tou-

jours la France. Les rois coalisés l'ont exploitée pour soulever les peuples contre Napoléon; ils ont reconnu solennellement ses principes en dictant la charte à Louis XVIII : ils rentrent chez eux et la retrouvent. Ce n'est pas en vain que nos armées se sont promenées quinze années du Tage au Volga; elles ont fait autre chose que de faire voler l'aigle de clocher en clocher : ces rudes semeurs, nos soldats, ont jeté à pleines mains, dans tous les sillons du monde, le grain de la liberté; la terre l'a reçu, le germe a pris racine et maintenant les vieilles monarchies voient avec stupeur une jeune moisson, verte et forte, s'élever sur le centre de l'Europe.

Faucher la moisson menaçante, les innombrables congrès que M. de Metternich fait tenir à son bataillon de rois n'ont pas d'autre programme : il est trop tard! Les Bourbons ont été ramenés en France comme la contre-révolution; mais on leur a imposé le régime parlementaire comme une garantie de paix et c'est le régime parlementaire qui, par la liberté de la presse et par la tribune, rend la parole à la Révolution. Sans doute, notre charte a été copiée sur la constitution anglaise; mais l'Angleterre est *isolée* dans sa vie publique, comme dans sa « ceinture d'argent » : c'est la France qui parle pour tous et c'est elle qu'on écoute, même quand elle ne fait que répéter; c'est elle qui va donner à l'Allemagne, dupée par ses princes, la force de résister à l'esprit du moyen âge qui tente une dernière revanche, et de sauver l'avenir. La tribune française a été rendue aux voix éloquentes qui, sans crainte, vibrantes d'espoir, plus retentissantes au milieu du grand silence de la paix universelle qui a succédé à la guerre napoléonienne, célèbrent la Révolution, discutent les droits des peuples et des gouvernements, limitent le pouvoir royal. Comment

fermer l'oreille allemande à ces paroles? Comment « mettre un frein aux nouvelles calamités qui menacent l'Europe »? Ainsi parle M. de Metternich dans ses conciles d'Aix et de Vienne, de Troppau et de Laybach; tous les moyens sont bons pour cette œuvre sainte : la Diète refuse la représentation nationale qui avait été promise solennellement; les chartes, octroyées dans la première joie de la victoire, sont déchirées; le *Tugendbund* est dissous, Arndt est jeté en prison. La jeunesse allemande accepte la lutte; après le coup d'éclair du poignard de Sand qui perce Kotzebue, voici la *Burgenschaft* d'Iéna avec ce programme : « Réaliser les engagements de 1813, c'est-à-dire mettre en pratique les principes de 1789. » L'agitation se propage dans les universités, dans les champs d'exercice gymnastique; les Sociétés secrètes, dont le *Tugendbund* avait donné le goût, se multiplient, prennent pour évangile la Déclaration des Droits; la Révolution se germanise, la voilà religion avec des mystères et des saints. « O sacré cœur de Robespierre, chante le doux poète du *Romanzero*, cœur désintéressé, incorruptible et logique comme le couperet de la guillotine! »

L'agitation libérale, que l'exemple et l'influence de la France entretiennent en Allemagne, met en échec les princes de la Confédération qui voudraient restaurer le régime du bon plaisir; elle n'est pas de force encore à prendre l'offensive. La révolution de 1830 lui fait faire un premier pas. A la nouvelle de l'insurrection de Paris, l'enthousiasme allemand avait éclaté; les plus grandes scènes de la première Révolution semblaient éclipsées par ce lumineux épisode, la légende des barricades, la noblesse et la générosité de la victoire; un souffle de jeunesse et de foi passa sur le monde : « Saintes journées de juillet, s'écrie Henri

Heine accouru à Paris, les dieux, pleins d'admiration, auraient voulu être simples citoyens de Paris! » Les princes allemands, qui n'avaient rien des dieux de l'Olympe, mais qui avaient senti les trônes trembler sous eux, offrirent quelques garanties : les insurgés du Hanovre, des deux Hesses, du duché de Brunswick et de la Saxe remportèrent quelques lambeaux de constitution. Mais la réaction fut prompte : « Je vois bien, écrit Heine, qu'on a pris des précautions pour que les arbres de liberté n'élèvent pas leurs branches jusqu'au ciel. » Louis-Philippe ayant refermé l'outre des vents, la Diète de 1832 reprit, avec une mauvaise foi insigne, les principales concessions de 1830 : véritable alliance des rois contre les peuples; en cas de révolte, la diète doit prêter assistance au membre de la Confédération qui est menacé; les États s'engagent à se livrer mutuellement les prévenus politiques. C'est un nouveau retard de seize années; l'ébranlement définitif ne sera donné que par la Révolution de février.

La Révolution de 1830 avait été l'origine de quelques émeutes qui furent renfermées dans des bornes étroites et qui furent rapidement apaisées; l'orage qui éclata au printemps de 1848 avec un fracas étourdissant eut des conséquences autrement importantes : encore une fois, il venait de ce même côté d'où partait, depuis un demi-siècle, l'impulsion de toutes les grandes protestations; mais, cette fois, la vieille maison vola littéralement en éclats [1].

Nous voici, en effet, au tournant décisif de l'histoire d'Allemagne. Un seul cri en 1830 : Liberté! Aujourd'hui, c'est le cri d'Unité qui retentit. En huit jours, toutes les grandes villes ont fait leur 24 février, chassé leurs princes, selon le programme parisien copié et

1. Kohlrausch, *Deutsche Geschichte*, p. 226.

reproduit sans variante, avec les mêmes incidents, les mêmes abdications précipitées, les mêmes fiacres qui emportent les rois en exil; on obtient des gouvernements qui ont eu la sagesse de céder, des capitulations qui, du soir au matin, mettent le peuple allemand en possession de lui-même. Hier, le moyen âge; aujourd'hui, en un tour de main, la liberté de la presse, la liberté de réunion, le jury, la garde nationale, la responsabilité ministérielle, l'égalité religieuse, l'éligibilité de tous les citoyens, enlevés d'assaut, arrachés à la pointe de l'épée, par quelques bandes de gymnastes. Et, cela fait, rien n'est fait : « *Was ist des Deutschen Vaterland?* Qu'est-ce que la patrie de l'Allemand? — C'est l'Allemagne tout entière. » La liberté était, hier, le but suprême; aujourd'hui, elle n'est plus qu'un moyen. Ce peuple, qui est esclave depuis dix siècles, entre sans surprise en possession de la liberté et même de la plus extrême licence : le mot magique, c'est l'unité. Les couleurs allemandes, séditieuses la veille, éclatent au soleil. Quelques centaines de professeurs et de publicistes sans mandat se réunissent à Heidelberg, décrètent la convocation d'une assemblée nationale à Francfort pour le 30 mars, moins de six semaines après la proclamation de la république française; et la Diète s'incline, déchire les protocoles de Carlsbad et de Vienne, révoque les résolutions fédérales de 1832, approuve la convocation du *Vorparlement*. Il ne manque au mouvement vertigineux qui emporte ce peuple qu'un homme : si le roi de Prusse avait voulu d'une couronne révolutionnaire, il était, dès 1848, empereur d'Allemagne. L'homme manqua; l'archiduc Jean d'Autriche, *le bon Jeannot*, proclamé vicaire de l'Empire, n'était qu'un poète.

En apparence, que reste-t-il de la révolution allemande de 48? Rien : le parlement de Francfort s'est

effondré dans le vide, l'église de Saint-Paul a entendu le chant du cygne des grands orateurs libéraux ; l'Autriche rentre en scène, victorieuse et impitoyable, les insurgés badois sont écrasés, les princes reprennent leurs concessions. Ce sont là des comptes d'épicier. En réalité, la vieille Allemagne féodale est morte et, sous le misérable morcellement qui subsiste, l'unité germanique est fondée dans les esprits. Par les conquêtes morales et sociales que les princes vainqueurs respectent, tout en retirant les droits politiques momentanément abandonnés, l'Allemagne continue à affirmer son existence comme nation. Il semble que les puissances voisines doivent s'effrayer de ce rêve. Mais le gouvernement de la France a passé aux mains d'un halluciné ; Napoléon III lance dans le droit des gens le principe des nationalités. Comprend-il seulement ce mot ? Il dit à un professeur du Collège de France qui l'interroge [1] : « Le principe des nationalités, c'est la géographie. » Il fait l'unité italienne à Solférino et le traité entre l'Italie et la Prusse, qui recevra son exécution à Sadowa, est signé dans son cabinet des Tuileries. Des Tuileries à la galerie des Glaces à Versailles, il faut une heure de voiture. C'est là, quatre ans plus tard, que sera proclamé l'empire allemand.

IV

L'influence historique de la France sur l'Allemagne ou, pour parler en termes plus exacts, la part de l'exemple de la France dans l'histoire de l'Allemagne, a été trop considérable pour que la raison d'État ait pu permettre aux écrivains contemporains d'outre-

1. M. Adolphe Franck.

Rhin de la reconnaître. On aurait pu l'avouer cependant et l'expliquer, sans que l'amour-propre germanique en souffrît. Ce n'est point, en effet, l'originalité qui fait défaut à l'esprit allemand : c'est l'esprit d'initiative qui a fait défaut à l'Allemagne jusqu'au jour où elle a cimenté son unité dans le sang français. Comment les tronçons divisés de ce grand corps eussent-ils pu trouver en eux-mêmes la force d'impulsion? Nécessairement, ils ont été amenés à la chercher à l'étranger et, nécessairement aussi, c'est à la France qu'ils ont été conduits à la demander. Les races slaves (Pologne et Russie) ont suivi l'Allemagne dans les voies de la civilisation et de la liberté : or, un peuple ne subit l'influence que d'un peuple ou d'un État qui le précède dans l'une ou l'autre de ces voies. L'Angleterre est issue du même rameau que l'Allemagne et elle est arrivée avant elle à l'indépendance politique et au degré de culture le plus élevé; mais l'isolement de l'Angleterre n'est pas moins politique et moral que géographique; elle est trop loin : elle élèverait la voix que sa voix se perdrait parmi la brume et sur les flots de la mer du Nord; et elle n'élève point la voix, elle garde sa science pour elle, elle répugne à répandre sa lumière; il faut aller chez elle pour la connaître, être admis à bord de « sa puissante galère, toujours à l'ancre, immobile au milieu des mers [1] ». C'est un voyage que l'Allemagne n'ose pas entreprendre, mais que la France fera, au XVIIIe siècle, servant ainsi d'intermédiaire entre les deux sœurs germaniques. Et, de même, la frontière d'Italie est trop difficile : les Alpes arrêtent les idées au passage. Les soldats allemands ont pu conquérir l'Italie, en rapporter même des instincts nouveaux de plaisir et de luxe;

1. Chatterton.

mais ils n'ont pas connu l'Italie, dont la découverte, comme celle d'une autre Amérique, reste à faire jusqu'au xv[e] siècle, jusqu'à Charles VIII. Mais, même alors, l'esprit italien est trop différent de l'esprit allemand pour qu'un échange d'idées puisse s'établir facilement; il faut que les exportations italiennes passent d'abord par les officines françaises.

Ainsi, l'Allemagne a été rejetée naturellement vers la France. A l'origine, point d'antagonisme de race : Saxons et Gallo-Romains avaient été soumis les uns et les autres par les Francs, population mixte, flottante, indécise : « personne ne se rendait compte de ce qu'ils étaient [1] »; et les deux peuples se mêlent presque indistinctement au vainqueur. Plus tard, quand les deux mots d'Allemagne et de France commencent à se dégager, quand les deux pays se sont séparés, le souvenir du grand empereur Karl, que chacun a le droit de revendiquer, reste un lien moral qui dure longtemps. D'ailleurs point de frontière, une barrière à peine : auprès de la mer du Nord, le Rhin est un fossé; les Vosges ne sont qu'un tertre auprès des Alpes. Toutes « ces provinces indécises entre le système du Saint-Empire et celui du royaume capétien », — Flandre, Hollande, Liège, Luxembourg, Trèves, Lorraine, Alsace, Bourgogne, — sont faites non pour mettre les deux peuples en conflit, mais en communication pacifique [2]. Voilà le grand courant établi. Les gens qui savent écouter sont rares : l'Allemand est de ceux-là; il ne perd pas un mot de son interlocuteur français qui ne déparle pas, qui n'est peut-être pas un grand inventeur, mais qui est le premier des vulgarisateurs et dont l'esprit donne

1. Michelet, *Histoire de France*, t. I, p. 155.
2. Rambaud, *loc. cit.*, p. 5.

des ailes à tout ce qu'il touche. Avec celà, chez ce Français une incroyable faculté d'ascendant : « Il y avait, dit Mme de Staël, je ne sais quelle puissance magique dans les mots d'élégance et de grâce, prononcés par les Français, qui irritait singulièrement l'amour-propre [1]. » Or, à cette puissance d'ascendant correspond, du côté allemand, une puissance, non moins extraordinaire, d'assimilation. L'Allemagne emprunte à la France plus qu'elle ne l'imite; mais l'emprunt fait, elle ne se contente pas de démarquer, elle transforme. Parfois la France elle-même s'y trompe et finit par importer comme denrée étrangère sa propre exportation d'autrefois. Il en est ainsi des courants d'idées qui gouvernent l'Allemagne comme des grands fleuves qui l'arrosent : ils ont tous leur source dans les montagnes étrangères; mais, en arrivant sur le sol allemand, leurs eaux prennent une teinte et un aspect nouveaux; le fleuve tout entier se germanise, et les habitants, les voyageurs eux-mêmes, se refusent à croire qu'il n'a pas toujours coulé en pays teuton.

1. *De l'Allemagne.*

7 juillet 1877.

DE

L'INFLUENCE INTELLECTUELLE

DE L'ALLEMAGNE SUR LA FRANCE

On a vu dans une étude précédente quelle a été l'influence de la France moderne sur l'Allemagne, influence *historique*, car elle a compris le développement politique et social avec celui des lettres et des arts. L'influence de l'Allemagne sur la France a été tout autre; elle ne s'est exercée que dans le domaine de l'esprit pur : au XVIe siècle, par la religion; au XIXe, par les lettres, la philosophie; aucune trace d'action politique. Pourquoi cette influence « historique » de la France sur l'Allemagne, et, en regard, cette influence purement « psychique » de l'Allemagne sur la France?

On peut expliquer cette différence de deux manières. En premier lieu, par la différence même du génie des deux peuples : la France, née pour l'action; l'Allemagne pour la contemplation. Une nation qui n'a longtemps existé, comme l'Allemagne, que par l'esprit, n'a pu agir que sur l'esprit des nations qui se sont trouvées en contact et en échange d'idées avec elle. — En second lieu, par la différence des constitutions

politiques des deux peuples. L'ère moderne trouve la France une, maîtresse d'elle-même, avec sa féodalité en ruines, indépendante sous une royauté indigène dans laquelle elle se personnifie; et cette unité française va grandissant, s'affermissant, se consolidant d'année en année. Au contraire, du XVIe au XIXe siècle, l'Allemagne n'est même pas une expression géographique. Avant la Réforme, son unité impériale est à peine une entité philosophique; tous les ans, l'Empire est mis aux enchères, brocanté publiquement par les princes de l'Europe : « Combien l'âme de l'Allemagne? combien son corps et sa dépouille?[1] » Au lendemain de la Réforme, de la Confession d'Augsbourg, ce fut pis encore. A la voix retentissante de Luther, l'Empire, comme une maison de verre, vola en éclats. « Chaque province voulut avoir son indépendance politique, comme chaque conscience relevait de son autorité privée [2]. » Ce fut un émiettement général, aussi désastreux par ses conséquences que l'effroyable consommation d'hommes de la guerre de Trente ans [3]. A la fin du XVIIe siècle, il n'y a plus trace, de l'autre côté du Rhin, de vie nationale : l'Autriche a absorbé l'Empire, la Prusse naît à peine; entre les deux une poussière de peuples.

L'unité morale ne fait pas moins défaut que l'unité politique. Le Brandebourg, qui est devenu Prusse, rougit le premier de cette humiliation, mais sa gloire militaire reste « la propriété d'une seule armée »; le vrai réveil, c'est le grand mouvement littéraire et philosophique du XVIIIe siècle. Pour la première fois, l'Allemagne se sentit *une* dans Gœthe, dans Beethoven,

1. Michelet, *Histoire de France*, t. VIII, p. 101.
2. Quinet, *Allemagne et Italie*, t. VI, p. 141.
3. L'Allemagne, à la fin de la guerre de Trente ans, avait perdu plus du tiers de sa population.

dans Kant. Cette entité morale ainsi constituée sera le premier pas vers l'unité matérielle; Napoléon lui fera faire le second pas. En la refoulant brutalement dans ses foyers, il ranime chez elle la nationalité assoupie [1]. Comme l'Angleterre, par la guerre de Cent ans, par Poitiers et Azincourt, par Duguesclin et Jeanne, avait révélé à la France son unité politique, la France à son tour, par les guerres impériales, par Iéna et Friedland, par Blücher et par Arndt, prépare l'unité germanique; l'Allemagne devra à la France de s'être connue comme nation.

Aujourd'hui, l'Allemagne est *une*, une sous la Prusse: faut-il s'attendre à la voir exercer sur nous une influence d'ordre politique? On ne le croira pas, d'abord parce que la guerre de 1870 a creusé entre les deux pays un abîme au-dessus duquel on ne jettera pas de pont; — ensuite, parce que notre histoire contemporaine est le développement de notre Révolution, que la Révolution n'a besoin pour poursuivre son œuvre d'aucune impulsion étrangère et que toute tentative contraire à sa marche, quelque appui qu'elle puisse trouver au dehors, est destinée à échouer. Donc, dans l'avenir, point de place, selon toute apparence, pour une influence politique et sociale; et, dans le passé, rien qu'une influence intellectuelle à étudier, l'action mystérieuse de l'âme allemande sur l'âme de la France.

I

Voisine immédiate, tantôt reculant, tantôt avançant sa frontière d'un fleuve ou d'une chaîne de collines,

1. Quinet, *loc. cit.*, p. 511. — Lanfrey, *Histoire de Napoléon*, t. V, 308.

l'Allemagne n'a été longtemps pour la France qu'une grande inconnue. Monté sur un sommet des Vosges, dans la première moitié de notre XIXe siècle de cosmopolitisme moral, Michelet, regardant vers le Rhin, se trouble, détourne la tête, tremble à la seule pensée du tout-puissant lotos germanique « qui fait oublier la patrie » [1]. Dans la longue suite des âges antérieurs, monté sur le même sommet, un Français de l'ancienne France n'a point souci de fermer l'oreille aux voix chantantes des sirènes du Rhin; elles chantent déjà, peut-être, mais il ne les entend pas; rien ne tressaille en lui à l'aspect des flèches élancées des cathédrales ou du monastère de la noble religieuse « qui passa trois cents ans à écouter l'oiseau de la forêt ». A l'égard de l'Allemagne, il est sans haine comme sans amour. — C'est vers le sud (au XVe, au XVIe siècle) que se tournent ses regards chargés de désirs. C'est là d'ailleurs, dans les plaines de la Lombardie et de la Toscane, que Français et Allemands commenceront à se reconnaître, lutteront, batailleront, rivaux irrités, se disputant la même maîtresse, la belle Italie, la divine prostituée des hommes du Nord. Même après ces rencontres, à la veille de la Réforme, que connaissons-nous de l'Allemagne? Ses grandes architectures, Cologne et Strasbourg? Ces monuments sont muets pour la France des Valois; le gothique, même sur son propre sol, lui semble un genre secondaire et presque barbare. Ses poètes et ses peintres? Mais l'Allemagne elle-même ignore son Gottfried et son Wolfram d'Eschenbach, son maître Wilhelm et son adorable Wohlgemuth. Ce n'est pas davantage les blondes filles du Rhin; elles emplirent d'amour le cœur des poètes romantiques, mais les poètes de la Pléiade n'ont eu de rimes que

1. *Histoire de France*, t. II, p. 65.

pour l'Italie et l'Espagne. La France connaît de l'Allemagne ses opulentes cités commerciales, les riches marchés de ses villes libres; elle connaît surtout ses lourdes armées contre qui elle s'est heurtée de loin en loin sur les champs de bataille, qu'elle a souvent repoussées, qu'elle n'a jamais osé suivre dans leurs noires forêts, et dont, même vaincue, elle a gardé cette impression que les Allemands sont de beaucoup au-dessous des Français, des Anglais et des Flamands pour « la perfection d'honneur », que « ce sont gens fort convoiteux et ne faisant rien si les deniers ne vont premièrement devant [1] ». La France sait encore que de l'autre côté du Rhin, à Francfort, s'élève le siège du saint empire romain de la nation germanique. Mais ce mot d'Empire ne fait que résonner aux oreilles des peuples comme une puissante abstraction. On le croit encore saint, mais on sait déjà à merveille qu'il n'est ni germanique ni romain. La papauté réside en Italie, l'Empire en Allemagne; mais ni l'Empire, ni la Papauté n'impliquent aucune idée de nationalité. Ce sont deux sommets accessibles à chacun. Tout roi a dans son berceau la couronne de César, comme le plus humble prêtre a dans la poche de sa soutane les clefs divines de saint Pierre. Des moines français se sont assis sur le trône pontifical : pourquoi un roi de France ne ceindrait-il pas le bandeau de Charlemagne? François Ier est candidat à la couronne impériale, où il a pour concurrent un Espagnol. Les électeurs avaient commencé par offrir la couronne à un Allemand, Frédéric le Sage; mais l'honnête Saxon avait réfusé, malgré les instances de Bonnivet, ne se croyant pas dans sa modestie, lui Allemand, digne de l'Empire.

1. Froissard, éd. Siméon Luce, t. I, p. 171, 395.

En même temps que cette élection, voici Luther, la Réforme. On a voulu voir dans notre Réforme la fille de la Réforme allemande ; l'erreur a été dénoncée depuis longtemps. Les deux Réformes sont sœurs : même la sœur aînée, c'est la nôtre; Lefebvre d'Etaples a précédé Luther. Aussi bien, en France et ailleurs, aux Pays-Bas comme en Allemagne, la Réforme est-elle née d'elle-même, Renaissance religieuse et morale à qui la Renaissance artistique, dont elle procède par la curiosité réveillée des esprits, a tendu la main. Sur notre sol français, elle apparaît d'abord à Meaux, dans un grand centre ouvrier; la lointaine influence de l'Allemagne n'a évidemment rien à voir dans ces débuts. De ce côté-ci du Rhin comme de l'autre, « le vrai créateur de la Réforme », c'est la misère des âmes qui éclate partout à la fois, avec Jean Leclerc dans l'Ile-de-France, Farel dans le Dauphiné, Louis Berquin en Picardie. Toutefois, s'il est avéré que la Réforme n'est autre que la Renaissance religieuse et que nos *prétendus* n'ont pas eu besoin de Luther pour se déclarer; s'il est certain surtout que la Réforme allemande n'a été protégée à l'origine, puis assurée de la victoire que par l'épée de la France, on ne niera pas davantage que le grand élan, l'essor irrésistible, ne soit venu d'Allemagne. Ce qui donne à la révolution naissante des âmes le courage, la sainte confiance, la joie héroïque, c'est l'éloquent docteur allemand, c'est la scène de Worms, c'est ce Sinaï, la Wartbourg, « d'où l'on voit jaillir par moments de sublimes et mystérieux éclairs »; c'est l'admirable chant, cette *Marseillaise* de la Réforme : « Une solide forteresse, c'est notre Dieu ». Ainsi, impulsion et encouragement, voilà pendant un quart du siècle le caractère de l'action exercée par la Réforme allemande sur la nôtre; pourtant, même alors, la pensée germanique vient encore de trop loin,

il lui faut franchir trop de barrières avant d'arriver jusqu'à nous : par suite, le centre d'influence va se déplacer, d'Augsbourg passant à Genève, de Martin Luther à Jehan Calvin. Le grand maître de notre Réforme, c'est le fils du tonnelier de Noyon, l'intrépide auteur de l'*Institution chrétienne*. Bientôt une véritable bifurcation s'opère; en France, la Réforme devient surtout politique : — elle avait été politique dès le début, témoin les hésitations de François Ier, les conseils de sa sœur le pressant de se convertir au protestantisme pour faire pièce à Charles-Quint; — en Allemagne, jusque vers la seconde moitié de la guerre de Trente ans, elle reste essentiellement religieuse. C'est l'esprit d'envahissement autoritaire qui anime la papauté, le cléricalisme ultramontain que les calvinistes français combattent avec le plus d'acharnement. C'est contre le sensualisme romain que les luthériens allemands se sont révoltés, parce qu'ils le trouvent souillé de paganisme, antichrétien; « ils brisent sans pitié les séduisantes images des madones, remplacent les belles concubines des prêtres par les froides femmes légitimes des pasteurs, font de Dieu un célibataire céleste, médiatisent les saints et coupent les ailes aux anges [1] ».

Tant d'âpre vertu n'est pas pour plaire à l'esprit français. Joyeux et frivole, il reste indifférent, presque hostile; langue persane, langue allemande, Montaigne les « enferme dans le même sac » où, pour un empire, il ne voudrait mettre le nez. Les dames, les courtisans et les poètes parlent tous l'italien et l'espagnol; l'allemand est profondément et, qui pis est, volontairement ignoré; mieux vaudrait encore apprendre avec Gargantua à réciter le Domat à rebours que de perdre

1. Henri Heine, *De l'Allemagne*, Ire partie, p. 35.

son temps à étudier un si noir grimoire, cette rauque « langue de chevaux ». Et, naturellement, l'on s'obstine dans cette ignorance. Voiture raconte que trois savants allemands sont venus rendre visite à Mme de Rambouillet : « Tous ces messieurs sont en *us*, Salvius, Cruquius, Borchius; l'un d'eux porte un manteau de satin violet, hiver comme été. On les traite en véritables bêtes curieuses, parce qu'ils sont du Nord. On les engage à parler devant le monde; on examine leurs révérences; on prend mesure du collet de leur habit et de la dimension de leurs pourpoints. Longtemps on tient son sérieux, mais enfin l'on ne peut plus; on éclate de rire quand l'un d'eux, qui ne parle que latin, propose à une belle dame d'apprendre l'allemand *pour se divertir*. » — Thomas Diafoirus ne paraîtra pas plus grotesque à Angélique. — Sans doute, dans la seconde moitié du siècle, la guerre de la ligue d'Augsbourg, après la guerre de Trente ans, va nous montrer une Allemagne politique ; mais, comme par le passé, l'Allemagne intellectuelle, le peu qui en existe encore, reste ignoré. On ne s'expliquerait même pas qu'il eût pu en être autrement; c'est la grande époque de la mode française en Allemagne; nous avons tout en abondance, eux sont pauvres : Crésus n'emprunte pas à Irus. Aussi bien, tout ce que l'on a pu reconnaître en Allemagne d'original, tout ce qui porte franchement l'estampille allemande, n'inspire-t-il qu'indifférence ou dédain. A Versailles, pendant tout le siècle de Louis XIV, l'image même de l'Allemagne, c'est la duchesse d'Orléans, la rude princesse Palatine, laide, grossière, mangeant de la choucroute, plaignant le Palatinat incendié, s'apitoyant sur les protestants expulsés, et priant Dieu qu'avant de mourir il lui soit permis encore une fois de savourer une soupe à la bière.

Pour trouver un premier changement, il faut gagner le XVIIIe siècle, la fin de la Régence. Pendant que l'Allemagne, malgré nos défaites de la guerre de Succession, continue à avoir pour nous des yeux chargés d'admiration et d'envie, que nous sommes toujours pour elle le modèle inimitable et le souverain arbitre du goût, l'Angleterre commence à nous faire la leçon, à nous en remontrer, avec Shakespeare, qu'elle vient seulement de découvrir elle-même, sur l'art dramatique, avec Locke sur la philosophie, avec Newton sur la physique, avec ses hommes d'État, Bolingbroke, Hamilton, Walpole, sur les sciences économiques et politiques. Or, en dépit de Boileau, la France a préféré de tout temps les louanges aux conseils. Assurément, on ne repousse point l'influence anglaise; mais on ne sait aucun gré au peuple initiateur et l'on reporte, comme pour se dédommager, toute la sympathie disponible sur l'autre peuple, celui qu'on a initié soi-même, cette pauvre Allemagne qui brûle depuis si longtemps, sans qu'on l'en remercie, un épais encens sur nos autels. La France enfin fait bon visage au thuriféraire et daigne s'en occuper. La grande dame eut alors de nobles condescendances pour la rustique paysanne du Rhin; elle consentit à l'instruire elle-même dans l'art des belles manières, à lui faire épeler elle-même les livres de ses poètes et de ses philosophes; elle la décrassa, l'habilla de ses propre mains. Frédéric est l'élève de Voltaire, l'Allemagne est l'élève de la France, qui s'amuse aux progrès de la novice. Il faut dire à son excuse qu'elle croit impossible que la rustaude devienne jamais une sérieuse rivale. Soubise est si bête, le roi Bien-Aimé est si vil, Frédéric, sur les champs de bataille, même quand il bat nos généraux à plate couture, cherche si galamment à mériter les compliments des Parisiens, que Paris trouve fort

simple de chansonner le général français qui a été vaincu à Rosbach et de crier bravo au royal disciple de Voltaire. Cependant, vers la fin de la guerre de Sept ans, on commence à penser que Frédéric ressemble un peu trop à ces enfants de Montaigne qui, drus et forts du bon lait qu'ils ont sucé, battent leurs nourrices; on rit bien encore, mais il semble déjà que ce soit d'un rire forcé. « Ce Prussien de Voltaire », dit-on couramment, non sans amertume, et quelle joie, pour Voltaire lui-même, de se gausser des « *poéshies* du roi mon maître »! Première brouille entre Voltaire et Frédéric; certes, on se raccommodera, mais ce n'est pas la France qui fera le premier pas; elle a été avertie; c'est Frédéric, c'est l'Allemagne qui ont encore trop d'enseignements utiles à tirer de nous, qui ne sauraient renoncer à notre compagnie.

Ce fut un peu après, vers 1770, que commença le grand mouvement littéraire et philosophique de l'Allemagne, le renouveau de son génie. Jusque-là, l'Allemagne moderne n'a produit que de plates imitations du français, les plus méchantes copies qu'on puisse imaginer; Frédéric les repoussa avec dédain. Si Frédéric eût accueilli cette muse plagiaire, l'Allemagne eût été condamnée, pendant un demi-siècle encore, à une littérature factice, contrefaçon bâtarde de la nôtre, à l'honnête industrie des Gotsched. On connaît le joli récit de Schiller. Chassée de Potsdam par le grand roi, la pauvre muse résout de se créer à elle-même sa gloire et elle se réfugie fièrement sur le sommet des montagnes : « dès lors, le poète indépendant ne connaît pour loi que les impressions de son âme et pour souvenir que son génie ». Evidemment, cet aimable conte n'est pas tout à fait exact. Les yeux tournés vers la mer qui lui apportera Shakespeare et Ossian, le poète allemand a peut-être

d'autres lois encore que les impressions de son âme; avec Lessing, le meilleur élève qu'ait fait Diderot, avec Schiller, traducteur juré de Racine, avec Gœthe lui-même, le poète allemand a certainement aussi d'autres souvenirs que son génie. Mais que Lessing, quand il combat de toutes ses forces l'imitation allemande de notre imitation du théâtre grec, emprunte ou non les armes les plus solides de la *Dramaturgie de Hambourg* à l'auteur du *Fils naturel*, inventeur assez malheureux, en son pays, du drame bourgeois, la muse allemande n'a pas moins le droit de s'affirmer désormais libre et indépendante. Ce fut une magnifique éclosion, la plus soudaine et la plus inattendue de l'histoire. Un vrai miracle peuple tout à coup ce désert et dresse tous ces sommets, Gœthe, Kant, Beethoven, Klopstock, Herder, dans la lande aride. Hier, Gotsched : aujourd'hui une pléiade de génies; du soir au matin, dans toutes les branches de l'esprit humain, des émules aux plus illustres, et, à la place des copistes, des précurseurs.

Pendant que l'Allemagne accomplit ainsi sa révolution littéraire, la France prépare la Révolution. Les rimes d'or des poètes d'outre-Rhin se perdent au milieu de l'immense rumeur de notre tempête. Parfois, dans une demi-heure de calme, la France entendra prononcer quelques noms, ceux des poètes qui l'ont saluée avec joie comme la libératrice du genre humain, et, d'un décret, entre deux batailles, les fera naturaliser par Danton [1]. Mais a-t-elle le

1. L'Assemblée législative, par décret du 26 août 1792, accorda le titre de citoyen français à Campe, Klopstock, Anacharsis Clootz et Schiller, qu'on écrit *Giller* au procès-verbal de l'Assemblée, *Gilliers* au *Moniteur* et *Gille* dans le diplôme du 30 août, signé Clavière et contresigné Danton. (Régnier, *Préface de la traduction complète des œuvres de Schiller.*)

temps de s'arrêter? Kant est grand, Gœthe est plus grand; mais elle a vraiment autre chose à faire qu'à pleurer à cette heure sur les souffrances du jeune Werther, ce neveu des Saint-Preux et ce futur oncle des René et des Obermann, qu'à écouter le majestueux oratorio de la *Messiade* ou même qu'à se faire expliquer la *Critique de la raison pure*. La gigantesque bataille contre le vieux monde l'absorbe tout entière. Pendant le sublime orage, les poètes désertent les Académies pour les champs de bataille, les philosophes quittent les Sorbonnes pour les Conventions. Il faut du bronze, toujours du bronze, à la fournaise. Les armées françaises, qui passent et repassent à travers l'Allemagne, ne s'inquiètent guère de son admirable renouveau. L'esprit de la nation est ailleurs : la génération de la Révolution est d'une indifférence profonde à l'égard de tout ce qui n'est pas du domaine de la politique, celle de l'Empire à l'égard de tout ce qui sort du militaire. On a bien encore quelques rimeurs, quelques romanciers, deux ou trois auteurs dramatiques, mais pour la forme seulement, par vieille habitude, pour avoir à couronner quelqu'un aux Jeux décennaux. Bientôt, on n'aura plus de philosophes, Napoléon ayant proscrit l'*idéologie*, « responsable de la Terreur », — et plus d'historiens, Napoléon ayant mis Tacite au ban de l'empire, afin d'avoir en pleine sécurité ses historiographes à lui, comme il a déjà ses préfets, ses évêques et ses maréchaux. Des critiques superficiels, racontant cette histoire, ont imaginé que la France d'alors était menacée, même déjà atteinte, de stérilité intellectuelle. La vérité, que la suite a démontrée, est que l'esprit de la Franee était en jachère : il avait tant travaillé, tellement produit depuis trois ou quatre siècles, qu'il lui fallait, sous peine de succomber, quelques années de repos, années

deux fois utiles, car leur silence fut la mort des pseudo-classiques, des fils de Campistron. Alors seulement, sur ce champ que Rousseau et Bernardin de Saint-Pierre avaient remué au siècle dernier, Chateaubriand, Mme de Staël, Benjamin Constant, Royer-Collard, purent jeter utilement dans les sillons un grain nouveau. Comme la glèbe, enfin reposée, était bonne pour la jeune semence, les épis ne tardèrent pas à sortir du sol. Mais comme le ciel impérial avait brûlé d'une ardeur dévorante, comme les épis ont besoin de pluie, les semeurs eux-mêmes invoquèrent les nuages, et bientôt deux grandes nuées, venues d'Angleterre et d'Allemagne, éclatèrent et descendirent en eau fécondante sur le sol français.

II

La révélation même de l'Allemagne avait été très brusque; la France cependant y était déjà préparée. Malgré les apparences, il n'y a pas de conversions foudroyantes. L'élève du pharisien Gamaliel, qui vient d'assister au martyre de saint Etienne, est déjà mûr, sans que lui-même s'en doute, pour le christianisme, et, quand il part pour Damas, Paul est prêt déjà à percer sous Saül; la vision lumineuse n'a d'autre but que de faire éclater au grand jour ce qui fermentait mystérieusement dans l'âme. Il n'en est pas autrement ici. Au moment où l'Allemagne cesse d'être pour nous la grande Inconnue, il existe déjà en France un fond de dispositions communes auxquelles répondent par avance la jeune poésie et la jeune philosophie d'outre-Rhin. Cette prédisposition, qui est la cause même et la raison nécessaire des influences subies, est aussi l'origine d'inextricables confusions. Dans le do-

maine des lettres, on donne, par exemple, l'épithète de « germaniques » à des qualités dont les unes appartiennent au fond commun de l'humanité, dont les autres ont été d'abord cultivées en France. Gœthe écrit de Diderot : « C'est la tête la plus allemande de la France »; voici la vérité : de tous les écrivains français du XVIIIe siècle, sans en excepter Voltaire, Diderot est celui qui a exercé l'influence la plus énergique sur les écrivains allemands, sur Lessing, sur Gœthe; Gœthe a connu (et s'est assimilé) le *Neveu de Rameau* avant le public français; c'est sur une traduction allemande de Gœthe que fut traduite et publiée la première édition française du chef-d'œuvre de Diderot. Ainsi le critique d'art qui louerait le Pérugin de son élégance raphaëlesque ne serait pas plus inconséquent que Gœthe écrivant à Schiller que Diderot est la tête la plus allemande de la France. — Même erreur chez Mme de Staël jugeant Jean-Jacques, Bernardin de Saint-Pierre et Chateaubriand : « Ils sont à leur insu de l'école germanique, vu qu'ils ne puisent leur talent que dans leur âme. » Alors, Platon, Virgile, Pétrarque et Shakespeare sont aussi de l'école germanique, à leur insu?

Cette prédisposition de la France était essentiellement religieuse. Epuisé par la tourmente de 1790 et les guerres napoléoniennes, l'esprit français, vers 1815, n'avait pas seulement soif de repos politique, mais de repos moral. L'*Encyclopédie* et la Révolution lui avaient infusé, si l'on peut dire, une dose trop forte de scepticisme, de critique et d'audace; il aspirait, de nouveau, à reposer doucement sur le mol oreiller de la foi chrétienne et d'un spiritualisme consolateur.

Le XVIIIe siècle avait été positif, essentiellement pratique; « le grand effort y était de n'être point dupe [1] » ;

1. Taine, *les Philosophes du* XIXe *siècle en France*, p. 294, *passim*.

on n'écoutait pas son cœur, on analysait ; les raisonnements tenaient la place des sentiments ; les philosophes avaient proclamé Dieu à la hâte, par précaution, mais ils ne sentaient pas sa présence. Pas de métaphysique : « la philosophie paraissait une extension de l'algèbre », et Condillac croyait avoir chiffré les opérations de l'esprit. Pas de poésie : l'admirable prose, claire et simple, est souveraine. Voilà l'action. — Voici maintenant la réaction inévitable : « Élevés dans la foi, les pères avaient douté ; élevés dans le doute, les fils voulurent croire. » Le XIXe siècle a vingt ans ; il est sentimental, exalté, enthousiaste ; il demande à être dupe, et il sera dupe en effet ; il doute de sa raison, il croit aveuglément à son cœur ; la passion remplace la réflexion ; les nouveaux philosophes remettent le christianisme à la mode et changent Dieu en « tapissier décorateur ». De la métaphysique à flots : les mélancoliques rêveries d'un Chateaubriand succèdent, dans le domaine de la philosophie, à l'algèbre d'un Condillac. On est dégoûté de la prose : la jeunesse est obsédée d'un ardent désir d'idéal ; elle a besoin d'amour. La musique, la poésie et la philosophie allemandes n'ont qu'à se présenter, qu'à passer le Rhin ; nous parlons déjà la même langue.

La poésie de la Renaissance germanique est sortie du christianisme ; c'est une fleur de la passion, née du sang du Christ [1]. Mais, dès le début du siècle, la France a connu la même rose mystique ; les cloches argentines, que Bonaparte écoutait à la Malmaison avec des larmes dans les yeux, les idylles romanesques d'un néo-catholicisme artistique et musical, ont séduit la foule, la même foule qui portait Voltaire au Panthéon

1. Heine, *Allemagne*, p. 17.

et installait la déesse Raison à Notre-Dame; dans son fameux article du *Moniteur*, le premier consul, célébrant le *Génie du christianisme* qui vient de paraître, se garde bien de négliger cette sentimentalité religieuse et l'exploite avec une merveilleuse habileté pour faire accepter le Concordat. — Le vrai chrétien classique marchait, au milieu de la nature, les sens soigneusement bouchés, comme une abstraction et comme un spectre : le poète allemand de l'*époque des arts*, à la fois panthéiste et chrétien, est ivre de la nature; mais cette ivresse exquise a depuis longtemps exercé ses ravages parmi nous (les *Rêveries d'un Solitaire*, les *Études de la nature*, *Atala*, *Corinne*). — On sent dans l'esprit allemand un enthousiasme vague, un désir qui ne peut atteindre son but; « Werther avait été une étincelle jetée sur une mine fortement chargée, l'expression d'un malaise général »; mais René, qui grandissait, Manfred, qui venait de naître, allaient être l'expression, en France et en Angleterre, du même malaise. La grande école poétique de l'Allemagne n'est autre chose que « le réveil de la poésie du moyen âge, telle qu'elle se manifeste dans ses chants, dans ses œuvres de peinture et d'architecture, par les arts et la vie privée [1] ». Mais déjà le moyen âge avait reparu en France, comme une protestation contre cette antiquité classique dont on nous avait saturés impitoyablement, en prose, en vers, sur les pendules et jusqu'en amour; l'Allemagne peut importer hardiment « toute sa bimbeloterie du XIIe siècle, tout son joli monde de châtelaines, de pages, de marraines et d'ermites [2] ». — Quand Voltaire pensa avoir écrasé l'*infâme* : « Qu'allez-vous

1. Heine, *Allemagne*, p. 186.
2. Victor Hugo, *le Rhin*, p. 16.

mettre à la place? » demanda quelqu'un; Voltaire de s'étonner et de lever les bras au ciel : « Je viens de tuer une bête féroce, et vous me demandez ce que je vais mettre à la place! Mais rien du tout, malheureux que vous êtes, rien du tout! » Voltaire protestait avec raison, mais son interlocuteur, plus pratique, connaissait mieux ses concitoyens. Le *fini* de Condillac ne put suffire longtemps à l'esprit français. De tous côtés, on demanda l'*infini* à cors et à cris : Chateaubriand attache la foule à ses pas et l'école elle-même, — par Royer-Collard, qui lui apporte d'Écosse Hume, Reid et Dugald Steward; par l'obscur, mais profond Maine de Biran, — l'école se prépare à l'idéalisme kanto-platonicien, le fameux éclectisme de Victor Cousin où Socrate, le Christ et Porphyre coudoyaient Kant, Schelling et Hegel, qui devait être immortel et qui a duré un quart de siècle!...

Ainsi, la pâte étant prête (rêve et abstraction mêlés), il ne manquait que le ferment. Ce fut l'Allemagne ou, pour parler plus exactement, le livre de Mme de Staël sur *l'Allemagne* qui l'apporta [1]. L'idéal désiré, l'objet précis et réel qui fixe et incarne tant de vagues songeries et d'aspirations infinies, c'est l'Allemagne, — l'Allemagne entrevue à travers le livre de Mme de Staël. Notre romantisme connaît-il la véritable Allemagne, a-t-il sérieusement approfondi cette jeune littérature qui est déjà un monde? En aucune façon. Nos poètes, nos philosophes mêmes savent tout juste que cent volumes de vers et de métaphysique, réputés admirables, sont nés, depuis un quart de siècle, de l'autre côté de Rhin; ils en ont déchiffré les titres; s'ils en ont lu quelques chapitres, c'est en traduction; ils disent « Gœthe

1. La première édition de *l'Allemagne* parue en France (seconde de l'ouvrage) est de 1814, 3 vol. in-8°, à Paris, chez Nicole.

et Kant » à peu près comme ils disent « Osiris et Baal ». Mais c'est tout : à quoi bon savoir? ils sont amoureux, ils se sont épris de l'Allemagne sur une image poétique comme ce roi d'Angleterre qui avait demandé la main d'une princesse de Clèves dont il ne connaissait que le portrait par Holbein. L'image est-elle ressemblante? est-ce un portrait de fantaisie? Pourquoi s'en inquiéter si l'image est charmante? Et l'image est délicieuse. Même aujourd'hui, comment la regarder sans émotion, cette belle Allemagne de Mme de Staël, divine sœur de la *Mélancolie* du grand Dürer, avec son œil bleu doucement voilé, son pur sourire, sa haute coiffe de châtelaine et sa robe flottante aux mille plis, verte comme l'eau du Rhin? Nous savons cependant comment Mme de Staël avait vu l'Allemagne et composé son portrait; qu'Éléonore avait trouvé dans une peinture délicate à l'excès de l'amour allemand un prétexte commode de dénoncer l'inconstant Adolphe; que Corinne, Genevoise sentimentale, répandait à flots, sur le moindre grimaud qui lui plaisait, sa poésie débordante; que « la Sultane de la pensée », qui avait fait annoncer sa visite, avait trouvé l'Allemagne parée de ses plus beaux atours pour recevoir la grande femme savante; qu'enfin, « nouveau Potemkin », Auguste Schlegel à la noble voyageuse avait fait accroire que cela se passait ainsi tous les jours [1]. Mais la génération romantique était ignorante de tout; royaliste de naissance et de cœur, les souvenirs des guerres impériales, Leipzig et Waterloo, Bulow et Blücher, ne l'arrêtaient pas; elle aimait tout simplement, comme on aime *la* femme dans la première femme aimée, la poésie elle-même dans ce premier amour pour la blonde Allemagne.

1. Caro, *Jours d'épreuve*, p. 11.

Une telle influence, littéraire et philosophique, pouvait-elle être profonde? Heine, pour qui tout le romantisme français se résume en un retour accidentel vers le moyen âge, écrivait judicieusement, dès 1833 : « Le plus grand nombre des écrivains français n'alla regarder dans le sépulcre du passé qu'à dessein de chercher un costume intéressant pour le carnaval; la mode du gothique n'était en France qu'une mode et ne servait qu'à rehausser les joies du temps présent [1]. » D'où cette conséquence que l'esprit de la France se trouvera, en définitive, moins modifié, moins atteint que sa langue, autrefois si vive et si nette, et qu'encombrent désormais, en vers, les expressions vagues, les adjectifs sonores et nuageux, et, dans la philosophie, les horribles substantifs allemands, *sesquipedalia verba*, l'objectivisme et le subjectivisme de Kant, les modalités de l'infini de Hegel, l'amphigouri esthétique de Schelling. Le vocabulaire enrichi ou alourdi (comme on voudra) est le grand ressort de l'éclectisme et du romantisme. Le spiritualisme de M. Cousin doit sa victoire au style philosophique allemand ; le romantisme doit la sienne au *côté nocturne* de la nature, ce que Mme de Staël a vu le mieux de l'Allemagne. Évidemment, il y a autre chose encore : jusque-là, la France avait aimé passionnément le grand jour, le clair soleil, la pleine lumière, la sereine antiquité païenne; elle vient de s'éprendre des pénombres, de la nuit; elle chasse

1. Je n'insiste pas sur l'influence des musiciens allemands sur les nôtres, parce que c'est là une question d'éducation acoustique bien plus que d'éducation intellectuelle. C'est, en effet, d'après des règles mathématiquement progressives que notre oreille s'est formée à la riche harmonie germanique, à Beethoven, à Schumann, à Meyerbeer. Se formera-t-elle à Wagner?... Oui, dès qu'elle se résignera à entendre habituellement ses puissantes orchestrations.

du domaine poétique les faunes et les satyres, les nymphes et les dryades, et toute une population d'êtres sombres se répand dans sa littérature, comme jadis dans le Rheingau : « les ondins, qui prirent les eaux ; les gnomes, qui prirent le dedans de la terre ; l'esprit des rochers ; le frappeur ; le chasseur noir, traversant les halliers monté sur un grand cerf à seize andouillers; la pucelle du marais noir; les six pucelles du marais rouge; les douze hommes noirs; l'étourneau qui proposait des énigmes; le corbeau qui croassait sa chanson; la pie qui racontait l'histoire de sa grand'mère;... tout un monde de monstres, d'hydres et de spectres; et l'âpre vent de la Wisper apportait des nuées de vieilles fées, petites comme des sauterelles [1] ». Désormais l'art grec cède le pas à l'art gothique, et la rêverie se perd dans les profondes cathédrales pleines d'ombre. Jusque-là, avec Ninon, la joie avait marqué la force de l'esprit : on se persuade qu'il n'est grande âme qui ne soit *triste jusqu'à la mort*, prédestinée à la douleur, méconnue, déplorable; d'où toute une génération de « Werther-Carabins ». Les pères aimaient les belles filles saines et rieuses, gaillardes, au parler net et franc, vraies enfants du terroir; les fils se meublent un harem d'étrangères : pour le plaisir du corps, des Andalouses que le besoin de la rime loge à Barcelone, et, pour l'extase de l'âme, de blondes Allemandes, Thècle, Léonore aux pâles couleurs, Dorothée, Marguerite [2], Charlotte, qui passe légèrement dans les

1. Victor Hugo, *le Rhin*, t. Ier, p. 17.

2. Dans un pays où l'on est toujours plus royaliste que le roi, observez que la Marguerite française — celle d'Ary Scheffer ou de Gounod — est beaucoup plus allemande que la Marguerite allemande — celle de Gœthe, que Berlioz seul a comprise et rendue.

rêves étoilés, séraphique et beurrant des tartines.... Mais enfin, tout compte fait, cela encore a-t-il été autre chose qu'un décor, qu'un costume de carnaval? Sans doute, ce carnaval a duré près d'un quart de siècle (1816-1840). Parmi toutes les influences que nous avons subies à « cette époque d'éclatante résignation aux principes discordants qui faisaient invasion parmi nous à la suite des peuples », cette part a-t-elle été prédominante? L'influence de l'Espagne sur notre théâtre n'est-elle pas de beaucoup plus considérable? Celle de l'Angleterre sur toutes les branches de notre littérature sans exception, drame, poésie lyrique, roman, n'est-elle pas plus efficace et plus profonde?... Mais quoi! la France détestait l'Angleterre et aimait l'Allemagne; elle oubliait Leipzig et ne pardonnait pas Waterloo; elle se souvenait à peine de Blücher et ne prononçait qu'avec colère le nom de Wellington. L'influence réelle est une chose, la mode en est une autre : or, la mode était à l'Allemagne, on affublait tout « à l'allemande » : notre école éclectique germanisa Platon; notre école romantique germanisa Byron, et ce fut le théâtre de Schiller qui nous donna la clef de Shakespeare.

III

L'histoire de nos rapports intellectuels avec l'Allemagne comprend trois époques distinctes : période séculaire d'ignorance, période trentenaire de demi-savoir et d'amour, période de savoir réel et de désenchantement prosaïque. La première période finit au livre de Mme de Staël; la deuxième période en 1840, quand la fièvre romantique tombe, quand l'éclectisme

est promu définitivement philosophie officielle, après le *Rhin* de Musset et malgré la *Marseillaise de la paix*.

Nous n'avions connu qu'un portrait de l'Allemagne; nous allons connaître le monstre lui-même, et la révélation nous frappera d'une cruelle surprise. Cette fois encore, la France a cherché l'Allemagne à un demi-siècle de distance de la place où elle était réellement. A la veille de la Révolution, nous imaginions l'Allemagne occupée à plagier et paraphraser, encore et toujours, le siècle de Louis XIV : précisément, la muse allemande venait de proclamer sa fière indépendance, Klopstock remplissait les cathédrales des graves accents de son orgue, l'étincelle de *Werther* éclatait; Kant, dans ses silencieuses promenades, avait fini de méditer ses *Critiques*. La France s'apercevra de la Renaissance germanique quand elle sera à son apogée, toute émerveillée de voir une forêt où elle soupçonnait à peine des broussailles. Même phénomène en 1840, pour les mêmes causes : tout mouvement de l'Allemagne est sourd, intérieur, et nous sommes distraits et crédules; entendre pousser l'herbe est une faculté qui nous fait défaut. Le bel enthousiasme généreux de Schiller et de Gœthe jeune est converti depuis longtemps en fiel amer; fanée et flétrie, l'exaltation naïve d'autrefois avec l'ancienne foi, l'antique recueillement, la vieille insouciance politique ; la poésie est descendue dans la tombe avec Gœthe et l'idéalisme avec Hegel. — Voici les nouveaux : Wolfang Wenzel dresse cent mille petits Teutons à la haine cannibale de la France [1]; la jeune Université jure de venger dans le sang français le supplice de Conradin et d'en revenir au traité de Verdun entre les fils de Louis le Débonnaire. On admire au ciel la lumière

1. *Die Franzosenfresser*.

d'étoiles qui sont éteintes depuis des siècles. Les idées passant des consciences dans les volontés et des volontés dans les actions ont métamorphosé la poétique Allemagne : une Allemagne nouvelle, rude et brutale, âpre et haineuse, s'est élevée à la place; nous voyons toujours la blonde songeuse d'autrefois, « pays d'extase, rêve continuel, science qui se cherche toujours, enivrement de théories, tout le génie d'un peuple noyé dans l'infini ».

On n'a pas assez insisté sur cette date, 1840, celle de la rupture morale entre les deux peuples, rupture définitive, sur laquelle on essayera en vain de revenir, mais qui est loin de se présenter dans les deux pays de la même manière. C'est toute la distance entre le *Rhin* de Musset, impertinent comme l'amoureux défi d'un page, et le menaçant *Rhin* de Becker, sombre comme un ciel chargé de nuages, grondant comme le tonnerre lointain. La France apprend avec surprise que l'Allemagne lui rend oignons pour pommes, haine pour amour : « Quoi! vous avez oublié, ingrats, les bienfaits de la Révolution; nous avons conscience pourtant d'avoir été généreux et aimables; nos fils de 1804, pendant leur séjour en Allemagne, se sont donné beaucoup de peine pour plaire au moins à la plus belle moitié du peuple germanique [1]! » L'Allemagne, elle, est loin de badiner; elle n'a pas encore été aussi sérieuse. Elle prend prétexte du « bruyant tambourinage » de M. Thiers; la diane française l'a réveillée; de la mer du Nord au lac de Constance, les noires forêts, les hauts rochers, se sont renvoyés l'écho du rugissement prussien; elle ne se rendormira plus.

L'Allemagne? Il n'y a plus d'Allemagne : où la France va s'obstiner à la chercher pendant vingt années encore,

1. Heine, p. 184.

il y a la Prusse. L'Autriche a oublié son ancienne hégémonie germanique, elle a reporté toutes ses pensées sur l'Italie et sur l'Orient; elle laisse le champ libre à la Prusse qui vient de jeter, au nom des principes économiques, le filet aux mille mailles serrées, le Zollverein, sur toute la Confédération. Le pôle, maintenant, est à Berlin. C'est une révolution, lente, sûre, méthodique. Avant de s'emparer des corps, la Prusse s'est rendue d'abord maîtresse des âmes; de naïves et enthousiastes qu'elles étaient, son premier soin est de les faire rapaces et dures, égoïstes comme elle-même. Elle provoque à la révolte « contre la tyrannie de Gœthe », contre l'idéalisme de Kant; la pensée de Gœthe allant au genre humain, elle lui oppose le néo-romantisme qui n'est intelligible que pour les autochtones de l'Elbe et de l'Oder, la peinture symbolique de l'école de Dusseldorf. La philosophie se cuirasse, coiffe un casque à pointe, saccage l'idéal comme un simple village d'Alsace ou de Lorraine. Ce grand pays de la foi et de l'amour est devenu, à son tour, le pays du doute et de la colère.

Cependant, le commerce intellectuel entre les deux peuples continue; même, les illusions tombées de nos yeux, il se développe avec une force nouvelle, devient plus actif, plus régulier; seulement, l'influence de l'Allemagne change de caractère : elle était poétique, elle est et restera désormais scientifique. Avant le divorce des cœurs, on disait : « La douce, la chaste, la romanesque Germanie »; après, c'est « la savante, l'érudite, la docte Allemagne ». Aussi bien aura-t-on plus de profit à travailler à l'école de la pédante qu'à filer aux pieds de la rêveuse. L'action est générale, s'exerce sur toutes les sciences, sciences de raisonnement et sciences d'observation, histoire et philosophie, grammaire et linguistique, paléographie et critique

des textes, lexicographie et archéologie, jurisprudence et exégèse. Dans tous ces départements, nos savants sont les débiteurs avérés des professeurs d'outre-Rhin. Sans doute, nous avions déjà une Académie des inscriptions, des dictionnaires, des répertoires et des cartes. Mais les nouvelles méthodes, précises et rigoureuses, l'art des patientes et sûres reconstitutions, les lentes analyses qui font jaillir la vérité historique d'une stèle funéraire ou d'un tesson d'amphore, viennent d'Allemagne. Les fortes études où nous pousse l'exemple de l'Allemagne ont, en outre, une influence d'un caractère plus général : un certain changement dans la direction, dans la tournure même de l'esprit français en est évidemment la conséquence. Montaigne donnait à notre génie curieux et léger la jolie devise : « Un peu de tout, rien du tout » ; dans nos nouveaux rapports de critiques, et non plus d'amoureux, avec l'Allemagne, nous prenons quelque chose de son esprit approfondissant, *seines gruendlichen Geistes*. Nous avons risqué même, au lendemain de 1870, de lui en prendre trop et de perdre, dans une imitation peu raisonnée, quelques-unes de nos qualités naturelles. Mais nous sommes revenus vite à notre véritable rôle, à notre vraie mission, qui est de faire de la clarté. Nos érudits ne sont pas toujours aussi savants que leurs confrères allemands ; mais, quand ils le sont, il leur arrive souvent de l'être mieux. Un écrivain allemand n'en saurait jamais faire assez pour convaincre son public qu'il n'est pas superficiel ; il devient affreusement rébarbatif et finit par faire des ténèbres avec de la lumière. Voltaire ripostait aux pédants qui le taxaient de légèreté : « Ces gens-là ne savent pas combien je prends de peine pour ne pas leur en donner. » Les maîtres de notre école peuvent dire de même, au contraire des docteurs de Gœttingue et d'Iéna qui disent certai-

nement de leurs lecteurs : « Ces gens-là ne savent pas combien nous prenons de peine pour leur en donner à leur tour. » Toutefois, l'Allemagne ne croit pas à ce changement de notre part; elle n'a jamais compris que la France de la Révolution et le Français de la Régence. « Jeune ou vieux, riche ou pauvre, un Français, quelles que soient son origine,sa province, sa condition, est nécessairement aux yeux des Allemands un voltairien fat et fluet, toujours riant, qui jure de par Helvétius et Marmontel;... de même qu'une Française pour une jeune Allemande est un être à qui le démon de la coquetterie ne laisse pas une heure de répit pour une passion profonde et mutuelle [1]. »

Nous jurons cependant de moins en moins par Helvétius; Kant l'a remplacé dans nos serments. De métaphysique, pour ainsi dire, qu'elle était, l'influence de la philosophie allemande sur la nôtre est devenue, elle aussi, scientifique et, par conséquent, féconde. Pendant sa première phase, cette action n'avait donné qu'un médiocre résultat : rien que le triomphe de l'éclectisme dû à l'appoint trouvé par le spiritualisme de M. Cousin dans le dogmatisme historique de Hegel bien plus que dans la sévère doctrine de Kant. M. Cousin s'était arrêté à la surface : il savait à peine la langue, avait trahi à plaisir, en les expliquant, la *Phénoménologie de l'esprit* et les trois *Critiques*. N'est-ce pas à lui, sinon à Mme de Staël, que remonte la fameuse théorie du « scepticisme inconséquent » de Kant, abattant d'une main dans la *Critique de la raison pure* ce qu'il devait réédifier de l'autre dans la *Critique de la raison pratique*? N'emprunte-t-il pas à Hégel lui-même ce qu'il a de moins bon, ses formules creuses et son intolérance d'esprit? Mais l'éclectisme, du jour où il se

1. Quinet, *loc. cit.*, p. 223.

fit doctrine officielle et presque orthodoxe, s'était condamné à l'immobilité; cette ῥητορικὴ φιλοσοφοῦσα, comme dit Aristote, qui avait l'esprit d'exclusion des grands systèmes sans en avoir l'originalité et la cohésion, ne fut bientôt plus qu'une religion d'école; les chercheurs sincères de la vérité philosophique se remirent en chasse. Ils se divisèrent en deux groupes principaux: les uns, avec Auguste Comte, se confiant à leurs propres forces, essayèrent de construire un nouvel édifice métaphysique où n'entreraient que des matériaux originaux; les autres, moins audacieux, mais non moins avides de lumière, allèrent puiser aux sources mêmes les théories seulement entrevues jusqu'alors à travers le voile corrupteur des analyses et des comptes rendus oratoires. Ce que Cousin lui-même avait commencé pour la philosophie de Platon, ce que les Barthélemy Saint-Hilaire, les Ravaisson, les Jules Simon, les Vacherot, les Bordas-Dumoulin, les Bouillier, les Charles de Rémusat avaient accompli pour Aristote, pour l'école d'Alexandrie, pour Descartes et pour Bacon; ce que d'autres plus récents feront pour la nouvelle philosophie anglaise; d'autres encore l'entreprennent avec succès pour Kant, pour Fichte, Schelling et Hégel. Non seulement on traduit les grands ouvrages de ces maîtres, mais on parvient encore pour la première fois à se faire, dans l'école et au dehors, une idée exacte de leurs théories.

Les grands systèmes ne survivent pas à leur auteur; pour parler comme Pascal, il n'y a jamais eu de kantien ni d'hégélien effectif parfait; il n'en est pas moins vrai que la pensée de ces deux grands réfléchisseurs, Kant et Hégel, a débordé de leurs systèmes, qu'elle s'est infusée partout. Les détails, les classifications plus ou moins artificielles, les catégories du jugement, les subdivisions de la logique s'évanouissent, s'oublient;

mais, pour peu que le système philosophique ait été puissant, qu'il ait renfermé un certain nombre d'idées grandes ou justes, il laisse derrière lui des fils naturels qui retiennent plus de traits de la physionomie paternelle que ses prétendus fils légitimes. Ainsi Platon est plus socratique que Xénophon, Kant est plus leibnizien que Wolff, M. Boutroux plus et mieux kantien que Fichte lui-même.

Aussi bien la tendance qui se fait jour à travers la crise philosophique sortie des ruines de l'éclectisme est-elle, en même temps qu'un mouvement en avant, un mouvement en arrière. Comme l'Allemagne, qui depuis Shopenhauer a souvent répété cette formule : *Es muss auf Kant zurückgegangen werden*, « il faut reculer jusqu'à Kant », la philosophie française, elle aussi, abandonne les ruisseaux dérivés des disciples pour se retremper aux sources vives du maître de Königsberg. On ne parle plus des évolutions de l'idée dans le domaine de l'histoire, on discute un peu moins sur le beau idéal, on ne cherche plus à réconcilier le catholicisme et la philosophie, à marier la République de Venise avec le Grand Turc. L'éclectisme, né des doctrines mêlées de Descartes et de Hégel, était surtout une philosophie de l'intelligence ; la doctrine nouvelle, issue de Leibniz, de Kant, est surtout une philosophie de la volonté. En métaphysique comme en morale, elle remplace un mécanisme aveugle et fatal par un dynamisme fécond et spontané. Il arrivait, comme Kant l'avait annoncé, qu'il ne serait véritablement compris qu'un siècle après sa mort.

Enfin, à une époque encore plus récente, trois sortes d'influences, secondaires, il est vrai, mais dont il est nécessaire d'indiquer la trace. La « philosophie de la nature », née du darwinisme, n'est devenue un système métaphysique, dans toute la force du terme,

qu'en Allemagne; entre les mains des Hæckel, des Vogt et des Strauss, elle a remplacé ou transformé de l'autre côté du Rhin le sec matérialisme de Moleschott et de Büchner; c'est en grande partie par des ouvrages allemands qu'elle est venue jusqu'à nous. Si elle a exercé une action perturbatrice sur les esprits mal préparés, les penseurs de toutes les écoles, même les plus résolument idéalistes, ont fini par adopter, en se tenant dans une juste mesure, ce qu'il y a de vraiment grand dans sa théorie : la transformation des forces et le progrès des espèces. — Une seconde école allemande, celle qui a l'ambition d'ériger en sciences positives et indépendantes et de traiter par des méthodes scientifiques les différentes parties de la philosopbie et surtout la psychologie, a trouvé également parmi nous de fervents adeptes. C'est de Herbart, de Wundt, de Fechner, non moins que de Stuart Mill, d'Herbert Spencer et de Bain, que relèvent nos psychologues contemporains, positivistes ou non, MM. Taine, Ribot, Léon Dumont, Joly et Delbœuf. — En troisième et dernier lieu, l'école pessimiste allemande, Schopenhauer et M. de Hartmann. On a regardé avec curiosité les bizarres doctrines métaphysiques du *Monde comme Volonté* et de la *Philosophie de l'Inconscient*; le côté « nirvanien » de la nature humaine et la mode, à qui il a pris fantaisie de s'en mêler, ont fait à la partie morale de leurs systèmes un bruyant succès. Nous avons entendu d'abord une femme éloquente[1] accuser, avec des imprécations, Dieu qu'elle nie des maux dont elle a souffert ou dont on a souffert près d'elle; nous voyons aujourd'hui des jeunes gens indécis et inquiets chercher dans un système *a priori* la justification de leur tempérament; la philosophie, comme l'amour, a ses Werther.

1. Mme Ackermann.

La maladie, qui est réelle, sera sans doute passagère ; elle n'atteindra pas notre esprit national, essentiellement actif, toujours plus occupé à diminuer la part du mal dans le monde qu'à la proclamer, sans profit pour personne, en plaintes irritées et stériles....

Maintenant, que nous réserve l'avenir? On a déjà montré combien il est invraisemblable que l'Allemagne impériale puisse exercer jamais une action politique sur la France républicaine de la Révolution. Dans la refonte de nos lois d'enseignement et de nos lois militaires, nous avons emprunté à l'Allemagne tout ce que nous pouvions, sans péril pour l'originalité de notre esprit, lui emprunter. Si le triomphe de l'hégélianisme a été de courte durée dans le domaine des idées, pourquoi serait-il plus durable dans le domaine des faits? Quant à l'influence purement intellectuelle de l'Allemagne, il est évident qu'il sera chimérique sous peu de vouloir la distinguer du mouvement général qui emporte le siècle. Si les frontières politiques subsistent, les barrières de l'esprit sont aujourd'hui tombées. Partout, à la fois, s'agitent dans la même mêlée confuse les opinions, les idées, les systèmes. Comment rechercher dans cette mêlée la part exacte qui revient à chaque peuple? Comment reconnaître dans la mer immense les eaux qui viennent de la Seine, de la Tamise ou du Rhin?

23 mai 1878.

UNE

COUR ALLEMANDE AVANT LA RÉVOLUTION

Nous allons célébrer le centenaire de la Révolution de 1789 et nous savons pourquoi nous le fêterons : cent écrivains, depuis Boisguillebert jusqu'à Michelet, depuis Arthur Young jusqu'à M. Taine, nous ont appris ce qu'était l'ancien Régime et ce dont la Révolution nous a délivrés. Mais 89 n'a point affranchi que nous, qui saurons être reconnaissants; la Révolution française, à la grande différence de la Révolution d'Angleterre, s'est adressée à tous les peuples, au monde entier, à l'humanité. En Italie, où les républiques naîtront sous ses pas; en Espagne, où elle abolira l'Inquisition; en Belgique et dans les Pays-Bas, d'où elle chasse les Impériaux, partout elle brise les tyrannies et sème la liberté à pleines mains; en Allemagne surtout, elle est généreuse et bienfaisante parce que la tyrannie des princes et des moines y est pire que partout ailleurs et que sa venue n'est saluée nulle part avec plus de joie. Seulement, si nous nous souvenons de ces choses, si la France de 1889 n'a point oublié ce qu'elle doit à la France de la Révolution, il

n'en est pas de même de l'Europe, surtout de l'Europe centrale, ou, du moins, de ses peuples, car les rois n'ont point oublié. Les rois ont gardé rancune à la date que nous nous préparons à glorifier : c'est notre honneur; les peuples, Allemands, Italiens et Hongrois, ont perdu la mémoire de ce qu'ils nous doivent : c'est leur honte. Rappelons donc ce qu'était, à la veille de la Révolution, l'un quelconque de ces peuples aujourd'hui si bien affranchis de tout sentiment de gratitude, l'une quelconque de ces principautés allemandes, la Bavière, par exemple. Cela pourra être instructif et, peut-être, piquant. Les documents abondent; ceux dont je me servirai sont presque tous d'origine allemande, par conséquent peu suspects; les lettres de la duchesse Palatine, les correspondances de l'électeur Joseph-Clément de Cologne, du baron Wideman, les mémoires du chambellan Mœndel, des chanceliers Pœlnitz et von Unertel, la chronique d'Augsbourg, le journal de Schlœsser, les histoires de Rothamel, d'Heller de Hellersberg, de Wolff, surtout le livre vengeur de Vehse, l'*Histoire des cours allemandes depuis la Réforme*. L'étude qu'on va lire n'est, à proprement parler, qu'un centon; la critique allemande ne pourra la contester qu'en contestant les œuvres allemandes où j'ai puisé; elle aimera mieux sans doute sacrifier la réputation de ses princes d'autrefois que celle de ses historiens.

I

Avant 1789, dans tous les pays de l'Europe continentale, le tiers État n'est rien; partout, le pouvoir est le fief de trois sortes de personnes, les ecclésiastiques, les nobles et le roi. En Bavière, le chef héréditaire des

seigneurs ne porte pas la couronne royale : il est seulement électeur, prince du Saint-Empire; mais la différence est toute nominale et le pasteur serait roi que le troupeau ne serait pas plus sévèrement tondu. A l'électeur [1], en effet, comme au roi de France lui-même, appartient (depuis la dissolution des diètes provinçales) « le pouvoir législatif sans dépendance et sans partage [2] ». De lui seul, comme de l'empereur ou du tzar, dépend l'ordre public tout entier. Pour les dix mille nobles, *libera et immediata imperii nobilitas* [3], ils n'ont guère moins de biens et de privilèges en plein XVIIIe siècle qu'en plein moyen âge (ils peuvent battre monnaie, rendre la justice civile ou criminelle, lever des impôts); et pour l'Église, nulle part, même en Espagne, elle n'est associée au trône par un lien plus intime et plus étroit.

Pourquoi, retenant avec elle la masse des Allemands du Sud, la Bavière a-t-elle résisté au grand mouvement de la Réforme? C'est que les Wittelsbach, asservis de longue date au trône apostolique, les petits-fils dévots et dégénérés de Luitpold, l'ont ainsi voulu : eux seuls, Guillaume II et Albert III, ont brisé l'élan qui emportait vers Luther leurs sujets de toutes les classes avec les Hessois et les Saxons [4]. Aucun clergé allemand n'est plus corrompu que le clergé bavarois : au concile de Trente, en 1563, l'évêque de Salzbourg déclare lui-même « qu'entre cinquante prêtres, il serait impossible d'en trouver un seul qui, ouvertement, n'en-

1. Les électeurs, en leur seule qualité d'électeurs, étaient presque des rois; ils avaient droit à tous les honneurs de la royauté, sauf qu'on ne les traitait pas de *majestés*. (Rambaud, *les Français sur le Rhin*, p. 36.)
2. Réponse de Louis XV au Parlement de Paris, lit de justice du 3 mars 1766.
3. Article 28 du traité d'Osnabrück.
4. Lettre du duc Albert au pape Pie V, décembre 1570.

freignît pas le sixième commandement [1] »; et les États communaux, les assemblées générales ont retenti, pendant un siècle, des plaintes les plus violentes « contre les curés qui payent, d'un écu par an, le droit d'entretenir des concubines [2] », contre les moines « qui portent dans les familles d'affreux ravages [3] » qu'on spécifie. Mais ce clergé est le bras droit des ducs pour pressurer le bon peuple des campagnes, pour tenir en respect les hauts barons féodaux; mais les légats de Rome déchargent les ducs fainéants des soucis du pouvoir; et rien ne vaut contre de telles considérations, ni le cri des consciences opprimées, ni la misère des paysans spoliés, ni l'intérêt politique. En vain, les chefs de la noblesse, qui sont des esprits déliés, ont fait observer que le jeu de la maison de Bavière, rivale naturelle de la maison d'Autriche, serait de prendre la tête du mouvement réformateur dans l'Allemagne du Sud [4]. Guillaume II et Albert III n'ont voulu entendre que leurs confesseurs : *Salus ecclesiae suprema lex esto*, dit la Sainte-Chronique [5]. « Les pauvres gens », qui avaient embrassé avec joie la foi luthérienne, se soulèvent dans la vallée du Danube, à Algau, sur les bords du Rhin : on les massacre [6] et la terreur noire va durer un quart de siècle. Un jésuite énergique, Canisius, est chargé par le Pape lui-même de pétrir cette terre molle. Il est trop intelligent, au lendemain d'une alarme si chaude, pour ne pas prendre contre les prêtres qui donnent le scandale quelques

1. Pietto Sarpi, dit Fra Paolo, *Istoria del concilio Tridentino*.
2. États communaux, 1512, 1549, 1560, 1570.
3. Assemblée générale de Salzbourg, 1510.
4. Rapport de Luigi Mocenigo, ambassadeur de Venise, 1548.
5. Gmeiner, *Histoire de la réforme à Ratisbonne*, p. 16. — P. de Stetten, *Chronique d'Augsbourg*, p. 255.
6. *Histoire des jésuites en Bavière*, par le chevalier de Lang. — H. Zschokhe, *Histoire de Bavière*, t. III, liv. V, p. 33.

mesures de rigueur : il frappe ainsi d'une amende de 1500 florins tout ecclésiastique convaincu de vivre en état de concubinage et bannit les moines ivrognes de la présence du prince [1]. Mais sa vraie mission, qu'il proclame, est d'exterminer l'hérésie. Comme il est notoire que « Luther prêche l'adultère, le libertinage et l'outrage à la Vierge Marie [2] », il s'en suit que les zélateurs de « cet infâme » ne méritent aucune pitié; donc, Canisius confisque leurs biens au profit de l'ordre, interdit « toutes relations même commerciales avec les prétendus réformés », détruit leurs livres par le bûcher et finalement les expulse [3]. La Bavière restera catholique.

Voici donc la formule de l'État bavarois : le duc règne et les jésuites gouvernent. Guillaume III a convoqué un soir toute sa cour, en gala solennel, « pour se vouer officiellement à la continence » et traîne ses journées dans son oratoire à fabriquer de menus objets de dévotion; Maximilien, qui lui succède, passe sa vie à cheval, gagne le bonnet électoral à la pointe de l'épée, et, débauché infatigable, remplit l'Allemagne du bruit de ses orgies césariennes : mais l'Ordre de Jésus gouverne toujours [4]. Après le père Canisius, le père Grégoire de Valence; après Simon Franke, qui institue les visites domiciliaires des vendredis et jours de jeûne « dans le pieux dessein de découvrir et livrer aux juges les mangeurs de viande », Jacob Keller, « illustre et vénéré » sous le nom de

1. Mandement du 3 janvier 1584.
2. Mandement de 1573.
3. 1584.
4. Pour le règne de Maximilien, cf. les Mémoires du chevalier de Lang, l'*Histoire du peuple bavarois et de ses princes*, par Zschokke, l'*Histoire de Maximilien et de son temps*, par P. Ph. Wolf, Munich, 1807, 4 vol.

Laurentius Sylvanus pour avoir écrit en latin cicéronien l'éloge de Ravaillac [1] : c'est une dynastie ininterrompue de véritables maires du palais. L'électeur prie ou bataille, s'emplit de bière ou court les filles; mais c'est toujours les jésuites qui lui tiennent sa maison et sa principauté. Tout se fait par eux et pour eux. « Qui nomme aux emplois? — Les jésuites. — Qui dilapide les finances? — Les jésuites. — Qui construit les collèges? — Les jésuites [2]. » Les hautes fonctions appartiennent aux élèves de l'Ordre qui ont fait vœu d'obéissance, Othon de Schwarzenberg, le chevalier de Palweilen, l'affreux cuistre Wenzeslas Petrus; il n'y a d'argent dans les caisses que pour leurs bâtisses et pour leurs affaires; le gouvernement du prince, l'administration du trésor, l'éducation de la jeunesse, tout leur est abandonné. Dès 1590, ils ont trois énormes collèges, largement dotés, à Munich, à Ingolstadt et à Dillingen, et les deux tiers des églises sont leur propriété [3]. « Leur chapelle de Munich est une merveille; les meilleurs peintres ont été chargés de la décorer sans souci de la dépense et, pour diriger le chœur, le duc a fait venir d'Italie Giacomo di Fossa et six castrats. On y remarque trois lustres d'argent à vingt-quatre bras pesant quatre-vingts livres et deux autels d'or massif qui ruissellent de pierreries [4]. » La pompe de leurs cérémonies, indispensable pour faire impression sur le peuple, sur Jacques Bonhomme qui sue tous les ans trois cent mille

1. *Tyrannicidium, seu scitum catholicum de tyranni internecione, adversus calumnias in societatem Jesu jactatas*, Munich. 1611.

2. Vehse, t. XXIII, p. 64.

3. *Historia provincial. Soc. Jesu, Germaniæ superioris*, t. I, p. 117, 165.

4. Jean Landschieber, *apud* Vehse, t. XXIII, p. 93.

florins de plus, ne le cède en rien au luxe des pieux édifices et, tous les deux ou trois mois, des processions superbes traversent la ville [1]. L'Inquisition, qui est leur œuvre, est savamment organisée, avec une armée de plus de deux mille employés qui, bon an mal an, dénoncent, expulsent, jettent en prison et dépouillent de leurs biens six à huit cents hérétiques, protestants et juifs. La cour de Munich envie-t-elle à celle de Madrid le grand et pieux divertissement des auto-dafés? Sans délai, les limiers de l'Inquisition partent en chasse et, comme ils cherchent bien, ils ne tardent pas à découvrir deux misérables sorcières qu'on brûle en superbe appareil, aux sons de la musique jouant l'hymne triomphal de la Saint-Barthélemy : « elles pleurèrent et se lamentèrent beaucoup, mais les céré-

1. Le licencié Müller a fait la description détaillée de la Fête-Dieu de 1580 dans un grand volume in-f° de 600 pages, précieusement conservé au couvent des Augustins, à Munich, et qui valut 2094 florins à son auteur. « Dieu le père y fut représenté par un homme de grande et belle taille, très vigoureux et qui avait pris pour modèle le vieux docteur Six. Des instructions précises lui furent données et il s'y conforma parfaitement, marchant avec une grande dignité, sans gêne, sans embarras, et ayant pour chacun un sourire affable et paternel. Il avait été plus difficile de trouver pour la personne du Christ un figurant convenable, et il avait fallu chercher longtemps avant de découvrir un homme d'une trentaine d'années, qui ne fût ni trop gros, ni trop maigre, qui ne louchât pas, à la physionomie fine, au nez régulier, avec des cheveux bruns et une barbe plutôt rousse; en un mot, un homme bien bâti et de nobles manières. Seize Vierge-Marie venaient ensuite, dont la dernière, qui était la plus belle, était portée sur un char de nuages et posait le pied sur le croissant argenté de la lune. Enfin, on voyait encore les grands prêtres Melchisedech, Aaron et Caïphe, avec de longues barbes blanches, des visages joufflus et rouges et de fortes panses, et derrière eux une suite interminable de personnages historiques, Adam et Ève, le géant Goliath, saint Georges, puis le diable qui vomissait du feu et du soufre... »

monies furent de toute beauté [1] ». Munich, ainsi, devient digne de son nom, du moine qu'elle porte dans ses armes, et de son glorieux surnom de *Rome allemande*. « Si la Vierge Marie, aube du jour et soleil des âmes, écrit Stanislas Pézorvisky, gentilhomme polonais [2], devait jamais revenir en ce bas monde, ce serait en Bavière et non en Judée qu'elle descendrait. »

En attendant la mère de Dieu, c'est vingt ordres religieux divers qui descendent sur la Bavière, alléchés par l'odeur du festin. Comme les peuplades barbares qui envahirent l'empire romain au ve siècle, carmes et théatins, minimes et servites, les uns plus que les autres avides et rapaces, vrais oiseaux de proie, se ruent au xviie siècle sur la Bavière; les jésuites, bons princes, les laissent ramasser les miettes. Sauf les capucins, en effet, franciscains réformés qu'on appela d'abord « les caniches des jésuites » et qui mirent à la mode un horrible regain du moyen âge, les flagellations volontaires, « ragoût de débauches, auquel les femmes se livrèrent avec ferveur [3] », aucune de ces congrégations ne les menace d'une sérieuse concurrence. Que veulent ces moines vulgaires? Des aumônes, des donations, des rentes. La Société tient à autre chose. Il leur importe peu que ce soit un des leurs ou quelque théatin qui prêche à la cour. Mais qu'un évêque ou même un archevêque demande à partager avec eux le privilège d'élever le prince héritier dans les saines doctrines, un refus sec et brutal, approuvé aussitôt par la curie, est la réponse [4].

1. Comptes de la cour ducale de Bavière, *apud* Vehse.
2. Lettre écrite de Parme, 1598, citée dans l'histoire des Évêques de Ratisbonne.
3. Correspondance de Madame, duchesse d'Orléans, lettre du 3 avril 1721.
4. Hofmann de Rottemberg, *Histoire des évêques de Ratisbonne*, t. I, p. 570.

Aussi bien, dans l'art de façonner des tyrans, dévots ou libertins, peu importe, mais toujours dociles à l'ordre, les Canisius et les Grégoire de Valence sont-ils passés maîtres. Voyez, dans le très curieux journal d'Abraham Kern et dans la correspondance du comte de Grenfeld [1], l'éducation de Maximilien le Grand, le premier électeur. L'enfant, dès l'âge le plus tendre, a été rompu par la prière; à dix ans, il passe quatre heures tous les jours à dire ses *ave*, « et ses genoux, usés sur les dalles, sont durs comme la pierre ». A douze, on le met au latin, mais les classiques païens sont remplacés dans sa bibliothèque par des auteurs sacrés, Tite-Live par Jovius et Natalis, Salluste par Sadolet, Homère et Virgile par Prudence et Vida; les *ave* sont renforcés maintenant par des macérations répétées. A quinze ans, séjour prolongé chez l'électeur palatin Louis-Philippe de Neubourg, protestant convaincu, mais très riche et très généreux; le jeune Maximilien, dressé selon les règles, emploie pieusement toute sa gentillesse à capter le vieux parent. A dix-huit ans enfin, voyage avec le père Grégoire, précepteur plus que tolérant, à travers l'Allemagne et l'Italie. Max a voulu s'émanciper, il s'est avisé de reprocher à son père l'effacement du pouvoir ducal, il a fait mine de s'occuper des affaires de l'État; l'Ordre a décidé aussitôt de détourner vers les plaisirs (*actus et excessus nocturnos*) cette gênante activité. Le change donné est pris avec bonheur : le futur électeur sera un franc libertin, mais il laissera les révérends pères maîtres de gouverner à leur guise. Il ne voit plus que par leurs yeux : « Hier, écrit-il à son père, le 21 août 1585, j'ai appris de mon confesseur avec une vive satisfaction que le bruit courait du meurtre du roi de France (Henri IV). Si ce bruit

1. *Apud* Vehse, p. 109.

pouvait être confirmé, ce sera une joie indescriptible[1]. » Et, le lendemain de son avènement, le futur chef de la Ligue catholique se rend en pèlerinage à Altœtting, au couvent des jésuites, pour y déposer sur l'autel de la Vierge, dans une cuvette d'or, un parchemin avec cette inscription tracée dans son propre sang : *In mancipium tuum, me tibi dedico consecroque, Virgo Maria, hoc teste cruore atque chirographo Maximilianus peccatorum coryphæus*[2].

Un pays qu'administrent les jésuites et qu'occupent les Croates, c'est un pays voué à la ruine, à l'abêtissement, à la mort intellectuelle. La Bavière du XVIIe et du XVIIIe siècle ne produira en effet que des « populations ignorantes, appauvries, demi-barbares[3] ». Mais c'est un pays aussi où le prince et les grands, hobereaux et chevaliers, pourront user et abuser sans crainte de leurs privilèges. Le collier féodal vissé autour du cou, le paysan est la *chose* du seigneur; le bourgeois, courbé sous le joug ecclésiastique, « s'estime heureux dès que les surtaxes n'absorbent pas la totalité de son revenu[4] », et « le pauvre cheval, chargé d'une selle d'or[5] », n'a plus la force ni même la volonté de ruer.

II

Une grenouille vit un bœuf
Qui lui sembla de belle taille....

« C'est à la populace des hobereaux immédiats de l'Allemagne, dit Saint-Marc Girardin, que pensait La

1. Lettre écrite d'Ingolstadt.
2. Vehse, *loc. cit.*, XXIII, p. 64, 65. — Wolf, *loc. cit.*, t. I, chap. III.
3. Rambaud, *les Français sur le Rhin*, p. 348.
4. Vehse, *ut supra.*
5. Expression de Gustave-Adolphe.

Fontaine dans sa fable »; l'imitation jalouse de la cour de France, tel est bien, au XVIIe siècle, le caractère dominant des cours d'outre-Rhin. Si le rayonnement auguste du Roi-Soleil éblouit alors l'Europe et si les regards sont dirigés de partout vers le temple majestueux où trône ce prototype des souverains, c'est l'Allemagne qui est frappée de l'admiration la plus profonde et qui met le moins d'amour-propre à en témoigner. Pauvre et inculte, sans arts, sans auréole, oublieuse de sa Renaissance, se croyant stérile, osant à peine, dans le concert des dieux et des rois, articuler les sons rauques de « sa langue de chevaux [1] », elle n'était rien. A la différence de l'Angleterre, des Pays-Bas ou de l'Espagne, quand elle se comparait à sa glorieuse voisine, qu'avait-elle à lui opposer?

Elle regardait ses vieux burgs du Rhin avec leurs tours crénelées et leurs grandes salles où avaient banqueté jadis les guerriers à crinière de lion, où maintenant les fils dégénérés se saoulaient d'un vin triste, — et elle les trouvait sombres et laids auprès de Versailles qui s'élevait étincelant de marbre et d'or, auprès de Marly retentissant du grelot des fêtes. Elle cherchait ses poètes et ses musiciens, et quand la Forêt Noire lui renvoyait l'âpre chant des Niebelungen ou le mont de Vénus la légende de Tannhauser, elle rougissait en songeant à Racine, à Quinault et à Lulli. Elle cherchait ses peintres, et Dürer lui semblait rude et grossier auprès de Mignard. Elle tournait les yeux vers les chefs de sa noblesse, ceux qui avaient mission de la représenter devant le monde, et un sentiment de confusion lui venait quand, auprès de ses reîtres malappris et de ses rustiques châtelaines, elle

1. Expression de Charles-Quint.

apercevait ces beaux fils de France, ces seigneurs élégants et superbes,

> Ces belles Montbazons, ces Châtillons brillantes,
> Ces piquantes Bouillons, ces Nemours si touchantes,
> Dansant avec Louis sous des berceaux de fleurs [1]....

Et la « manie française » éclate d'un bout à l'autre du Saint-Empire romain qui n'était déjà plus, selon le mot de Voltaire [2], ni saint, ni Empire, ni romain, mais qui n'était pas encore le *Vaterland.* Au milieu d'une atmosphère presque générale de sympathie (car la moitié de l'Allemagne devait à la France la liberté de conscience, et les marches triomphales de nos armées n'avaient pas encore été déshonorées par les féroces exécutions du Palatinat), tous, électeurs et évêques, landgraves et margraves, princes et simples chevaliers, se mettent à l'école de Louis XIV. On trouva plus tard que « l'odeur des lys se faisait trop fortement sentir en Germanie [3] ». Mais, en ce moment, nulle part, sauf peut-être sur les bords de la Sprée, on ne saurait respirer assez le délicieux parfum. C'est plus qu'une mode, c'est une véritable passion. Luxe, élégance, plaisir, gloire, intelligence heureuse de la vie, splendeur des lettres et des arts, le seul nom de France résume toutes ces choses. Au sortir de l'affreuse guerre de Trente ans, roitelets et reîtres, tous ceux qui ont porté dans cent batailles le casque et le cimier, éprouvent le besoin de se reposer, de se divertir, de jouir de l'existence. Or, où s'amuse-t-on mieux et plus qu'à la cour du grand roi? où le doux art de vivre est-il mieux entendu, mieux cultivé? Ce que la Mecque est pour les peuples de l'Islam, Versailles le devient pour

1. Voltaire, *Dialogue d'un Parisien et d'un Russe.*
2. *Dictionnaire philosophique.*
3. Frédéric le Grand.

le monde germanique, la Cité sainte, la ville où l'on ne saurait plus se dispenser d'aller en pèlerinage, et ces trois petits mots : *à la française*, c'est désormais l'alpha et l'oméga de toute science. Puis, comme, par malheur, il est impossible d'émigrer avec armes et bagages et de transporter duchés et fiefs de l'autre côté du Rhin, toute cette légion de princes, une fois qu'elle est revenue dans sa morose Allemagne, n'a plus qu'une ambition, celle d'y reproduire tant bien que mal les délices dont elle a goûté là-bas, d'y acclimater quelques-unes des splendeurs dont elle a le regard à jamais émerveillé. « Langue française, vêtements français, cuisine française, mobilier français, danse française, musique française, maladie française, il y aura aussi une mort française.... A peine les enfants ont-ils mis la tête hors du corps de leur mère, on songe à leur donner un maître de langue française. Pour plaire aux jeunes filles, fût-on laids et difformes, il faut avoir un habit français [1]. » Cette imitation de la France est le plus souvent une contrefaçon grotesque? Oui, mais qui s'en doute? Les ambassadeurs du grand roi sont trop polis pour ne pas proclamer que tout, dans cette singerie, est « fort juste et fort galant [2] », et ce que le rude électeur de Brandebourg blâme et condamne chez ses confrères, ce n'est point la maladresse et la gaucherie de l'imitation, c'est l'imitation même. Lui seul, en effet, dans toute l'Allemagne, « n'a point de chien de faible pour les Français [3] ». Prussien il est, Borusse il reste. Bon pour des Wittelsbach, non pour des Hohenzollern, de se faire les pla-

1. Écrit anonyme de 1689, cité par Bourdeau, *l'Allemagne au* XVIIIe *siècle*.
2. M. le duc de Vitry, *apud* Vehse, XXIII, 196.
3. Expression de la margrave de Baireuth, lettre à Voltaire.

giaires des Welches [1]. Plus les « chétives pécores », ses voisines, s'efforcent d'approcher de l'idéal qui resplendit à Versailles, plus il les méprise.

Donc, par toutes les capitales, sauf à Berlin, « il n'y a pas jusqu'au cadet d'une ligne apanagée qui ne s'imagine être quelque chose de semblable à Louis XIV [2] ». A Munich surtout. La *Ville du Moine* était un terrain admirablement préparé pour cette contrefaçon ; les ducs, comme on l'a vu, s'étant déchargés des affaires du gouvernement sur les chefs des congrégations, n'avaient en tête d'autre souci que le plaisir, et la noblesse, de son côté, lasse depuis longtemps de ses devoirs féodaux, n'aspirait qu'à devenir une société de salon facile et corrompue. La jolie électrice Henriette-Adélaïde de Savoie n'eut qu'un geste à faire pour donner le branle. D'où lui seraient venus les obstacles? De l'électeur Ferdinand-Marie? Il n'était pour elle qu'un docile instrument « dont elle jouait comme de la gracieuse mandoline toujours suspendue, à droite de son lit, dans sa chambre à coucher [3] ». — Des révérends pères? Pour faire de Munich la plus brillante résidence de la Société, ils n'avaient point cessé de pousser à la dépense et au luxe. — Des diètes provinciales? Elles avaient été précisément congédiées « pour n'avoir point voulu acquitter de bon gré les charges et impôts ». — Du bon peuple? Il était, depuis la dissolution des États provinciaux, taillable et corvéable à merci.... Sans plus de retard, la danse commença. Quoi! Munich n'a qu'un seul château à l'aspect claustral, vaste caserne aux façades décorées de pauvres fenêtres et de fausses

1. Karl Biedermann, *Deutschland im achtzehnhem Jahrhundert.*

2. *Anti-Machiavel* de Frédéric II, p. 49.

3. Chapuzeau, *Relations de l'état présent de la maison electorale et de celle de Bavière*, p. 75.

corniches, nu et froid à l'intérieur, sans glaces, sans gobelins, avec quelques portiques en rocaille et deux portes de bronze pour tout décor, sans astragales ni festons? Vite des peintres, des sculpteurs, des artistes en tout genre qu'on importe de tous les coins de France et d'Italie, tapissiers de Beauvais et architectes vénitiens pêle-mêle avec des stucateurs florentins et des cuisiniers bourguignons. Un seul palais en ville, même s'il est décoré par les glorieux élèves de Jean Rottenhamer et de Pierre Candide, c'est peu pour une électrice de Bavière : il lui faudra tantôt, à la naissance du prince héritier, le noble Leonsberg, puis, trois ans plus tard, comme Leonsberg n'est encore qu'un Marly, Nymphenbourg, le Versailles bavarois, confié à Augustin Borello, « le maître ès architecture de l'Adriatique [1] », autre artiste que Heinrich Schœn et Hans Reifensbül, les architectes du grand Maximilien.

Le roi de France a des cabinets d'armures et de médailles, une ménagerie : puisque « les gens de qualité apprennent aussi la musique », monsieur Jourdain l'apprendra donc, et le beau comte de Gassner réunit pour l'électrice une riche collection de cuirasses, de monnaies et de bêtes féroces :

— Est-ce assez? dites-moi; n'y suis-je point encore?
— Nenni. — M'y voici donc? — Point du tout. — M'y voilà?

« Quoi! n'ai-je pas aussi mon théâtre italien et ma comédie, trois troupes de drames et vingt orchestres? J'ai mon Lulli : il a nom Scarlatti, et si Bissari ne vaut pas Racine, Dominique Gisberti est-il tant inférieur à Quinault? Versailles a le bassin de Neptune : Munich aura le lac de Staremberg que sillonne un

1. Chapuzeau, *loc. cit., passim.*

second Bucentaure, en attendant les eaux jaillissantes de Schleissheim. Les tueries de Saint-Germain sont superbes : celles de Vossenhofer sont-elles moins sanglantes? Un voyage à Marly de vingt et un jours est un objet de 120 000 livres de dépense extraordinaire [1]; n'ai-je pas donné une fête de quinze jours qui a coûté 125 604 florins [2]? Le vin coule à flots aux trente-six tables du château de Saint-Cloud : au dernier festin de Nymphenbourg, mes convives bavarois, aux estomacs de géants, n'ont-ils pas bu pour 2000 florins de vin d'Espagne et pour 5000 florins de bière, sans compter les vins du Rhin [2]? Il y a 496 charges chez la reine de France : est-ce que mes chambrées de femmes sont de beaucoup moins nombreuses? sont-elles moins coûteuses, puisque deux filles d'honneur reviennent plus cher que, jadis, toute une chambrée? La maison du Roi-Soleil est de 14 000 personnes; est-ce qu'un nombre énorme de stipendiés n'emplit pas la mienne? Le roi de France paye, par an, 200 000 francs en café, limonade, chocolat, orgeat, eaux glacées, et le café au lait des dames d'atour avec un petit pain tous les matins, revient pour chacune de ces croqueuses à 2000 francs par an [3] : est-ce que mes dames d'atour ne consomment pas plus d'oranges et de citrons en un mois que jadis de pommes, et plus de sucre que jadis de sel [4]? Et si l'impôt de France va toujours croissant, est-ce que mes taxes n'ont pas été quadruplées en vingt années? »

Albert VII, le gros duc pansu, à la tête lourde et grave, toujours ruisselant de bijoux et de broderies, le premier qui ait été atteint de « la maladie de la

1. Taine, t. I, p. 167.
2. *Mémoires de l'abbé Pacichelli,* Munich 1676, *apud* Vehse.
3. De Luynes, XVII, p. 37.
4. Rapport du chambellan Mandl.

pierre », a dédaigné le surnom de « Magnanime » que lui offraient les jésuites et de « Père des Muses » que lui décernaient les courtisans : il a choisi celui de « Fontaine d'Or ». Et « Fontaines », ou, mieux encore, « Gouffres d'Or », ils seront tous, jusqu'au dernier des Wittelsbach, écrasant le contribuable, retournant les caisses, accumulant les banqueroutes pour la plus grande gloire de leurs mangeailles, de leurs coucheries et de leurs bâtisses.

Voilà pour le décor, pour la copie, maladroite et servile (où l'âme fait défaut), des dehors, du cadre luxueux, de la représentation théâtrale et ruineuse. — Voici maintenant le tableau : Partout, sous la frivolité d'emprunt, sous la galanterie badine qu'on essaye d'imiter, percent la grossièreté native, gothique et ostrogothique, la balourdise héréditaire, les habitudes de goinfres et d'ivrognes, le *Saufteufel*, le démon de la bouteille que Luther déjà signalait comme le mauvais génie des Allemands [1]. C'est bien les vices de la cour de France, mais dépouillés de leur aimable bonne grâce, sans vernis, sans fard ; on vit de « nos balayures ». Parmi les grands seigneurs et les grandes dames de Versailles, on n'a garde de prendre modèle sur un duc de Beauvilliers, un duc de Chevreuse, une marquise de Sévigné, un duc de Saint-Simon. Quand il s'agit d'exportation, surtout en Allemagne, la vertu n'est point une denrée française : le vice, seul, est français. Le marquis et la marquise de Richelieu, le duc d'Uzac, le duc de Chenonceaux, Mme de Cambis, voilà les types qui les séduisent et qu'ils se plaisent à copier. Ils les copient fort exactement et même les perfectionnent. Charles-Maurice, le beau-

1. Cf. une suite de portraits caractéristiques dans l'étude de J. Bourdeau, *l'Allemagne au* XVIIIe *siècle*; dans les satires de Logau.

frère de la Palatine, ne dessoule pas : « son ivrognerie lui brûle le corps et il en crèvera[1] » ; — le duc de Saxe-Zeitz, le prince d'Anhalt, le duc de Frise, « les plus vilains personnages que Madame ait vus de sa vie », sont ivres-morts dès l'aube, « pourris jusqu'à la moelle » ; ils entretiennent jusqu'à cinq et six danseuses à la fois ; — parfois, même, les danseuses ne leur suffisent pas : le jeune duc de Wolfenbuttel s'est épris de Charles-Louis, « qui l'a reçu fort mal et qui a été au moment de lui casser le cou » ; — le margrave de Dourlach se baigne dans une piscine de marbre, aux accords de la musique, avec seize femmes nues ; — un peu plus tard, l'électeur Charles-Albert suivra ce bel exemple à Nymphenbourg ; — le petit prince de Birkhenfels, tout fier d'avoir soufflé une vulgaire « coureuse », Moreau, dite Fanchon, à M. le grand prieur de Vendôme, l'entretient à raison de mille pistoles par mois, a son médaillon dans sa poche qu'il montre à tout venant et, crainte de la voir revenir au grand prieur, lui propose de l'épouser : Fanchon préfère retourner au grand prieur ; — le comte Minquitz prend dans la cassette de sa maîtresse pour 50 000 francs de pierreries : arrêté, traduit en justice, il explique qu'il a reçu de la comtesse saxonne un présent napolitain, qu'un dédommagement lui est dû.... Si le dégoût ne vous prenait, si l'on avait le courage de dépouiller, crayon en main, les mémoires et les correspondances du temps, ou seulement la grande compilation de Vehse, tout l'almanach de Gotha y passerait ; tous, margraves et landgraves, wildgraves et rhingraves, ducs et contes, évêques et abbés du très Saint Empire

1. Correspondance de Madame, Versailles, 5 octobre 1697 ; Fontainebleau, 5 octobre 1699, 7 août 1699, 21 janvier 1700 ; Versailles, 22 juillet 1702, *passim*, 27 juillet 1700, 31 août 1700, 22 juillet 1702, 14 septembre 1718, 15 décembre 1718.

auraient leur fiche, — tous et toutes, depuis la duchesse de Nassau-Siegen qui se fait donner la discipline dans la rue, « par manière de réclame », jusqu'à la petite comtesse de Wartemberg qui ne veut pas permettre que son fils, un grand gamin de quinze ans, « couche ailleurs que dans son lit à elle ; on lui dit que cela fait jaser, mais elle ne s'en soucie pas » : elle fait l'éducation du jeune homme.... Ici, dans des coupes de fin cristal, le vin ailé de Champagne; là, dans des bocks de grès massif, la lourde bière bavaroise. En amour, la maison publique à domicile est l'idéal : l'évêque d'Erthal et le comte Hornitz n'ont jamais moins de douze demoiselles sous la main. A table, c'est le festin de Trimalcion : aux dîners de noces des princesses, les convives, « ivres à ne pouvoir parler, ne se lassent pas de rendre les boyaux », et aux banquets où l'on convie les philosophes, l'amphitryon se fait suivre « d'un pot de chambre de grandeur énorme où il aurait pu se noyer [1] ».

III

Mais c'est à la tête surtout qu'il faut regarder. Si vous voulez, prenons l'électeur Maximilien-Emmanuel, fils et successeur de l'électeur Ferdinand-Marie. Il est de beaucoup, par sa claire et vive intelligence, par le penchant naturel de son cœur, l'un des meilleurs de sa dynastie. Sa mère, l'aimable Adélaïde de Savoie, a repoussé pour lui la férule des Jésuites et confié son éducation à un Français, homme d'esprit et de goût, le marquis de Beauveau; il n'est donc ni menteur ni

1. Mémoires de la margrave de Baireuth; correspondance de Leibnitz, 1702, lettre citée par Bourdeau, *l'Allemagne au XVIIIe siècle*.

hypocrite. Sans doute, il est, dès le début, « bien prince, comme dira de lui Fénelon, c'est-à-dire faible dans sa conduite et corrompu dans ses mœurs [1] »; mais s'il est paresseux, il n'est pas insensible à la gloire, et, s'il est libertin, il est brave. Il a dix-sept ans quand il coiffe le bonnet d'électeur (1679), vingt ans à peine quand son mariage avec la fille de l'Empereur Léopold fait de lui un successeur probable au trône d'Espagne; sa sœur, Marie-Anne, est dauphine de France. C'est le plus jeune des princes allemands, le plus beau, le plus riche, le mieux apparenté; son père, malgré de folles dépenses, lui a laissé un trésor encore pourvu; il lui a laissé surtout une ligne politique très habile, la neutralité *officielle* entre la France et l'Autriche, tout en s'étant assuré du côté de Louis XIV, par le traité secret de 1670, dans le présent des subsides importants et, dans l'avenir, la couronne des Romains pour le cas où le grand roi se ferait élire Empereur d'Allemagne. Il semble que Max n'ait qu'à se laisser vivre : administrer en paix la Bavière qui est éprise de lui, tenir son rang avec honneur dans l'armée impériale, attendre sans impatience les événements qui feront de lui le roi de Naples ou le roi des Romains, c'est le conseil du vieux chancelier Gaspard Schmid. Voici comment Maximilien II écoute les conseils de la sagesse :

D'abord, « il se débarrasse de son métier [2] ». Gouverner un peuple que la guerre de Trente ans a

1. Fénelon, *Correspondance*, t. III, p. 799.

2. Cf. Archives du comte Toring-Pessenbach, *apud* Vehse, *passim*. — *Mémoires du maréchal de Villars*, t. Ier, p. 410 et suiv. — *Mémoires du marquis de D...* (François-Henry de Sassenage) *sur la guerre d'Espagne et de Bavière*, à Cologne, chez P. Martinet, 1712. — *Villars d'après sa correspondance*, par le marquis de Vogüé, t. Ier, ch. I.

épuisé, réorganiser une armée, rétablir des finances, restaurer l'agriculture, créer des routes, des écoles et des usines, qu'il fasse, lui, une si misérable besogne! Cette honnête pensée ne lui est même pas venue et, s'il avait eu le malheur de s'y arrêter, son entourage, *les Savoyards*, qu'il a hérités de sa mère, l'auraient vite détourné d'un aussi vulgaire dessein : « Que les Révérends Pères gouvernent : toi, fais la guerre, beau Maximilien, et fais l'amour! » Il laisse donc l'administration de l'électorat à une manière de conseil permanent dont la liste a été dressée par le supérieur du collège d'Ingolstadt et par le comte Thunn, ministre d'Autriche : ce sont les ministres Berckheim et Leydel, tous deux pensionnaires de la cour de Vienne, le baron de Mair, autre agent autrichien, et les secrétaires intimes Reichardt et Malknecht, ce dernier préposé plus spécialement aux finances et qui « n'oubliera pas les siennes ». Pourvu que la cassette électorale soit pleine, pourvu que l'impôt rentre, tout est bien. Munich est triste et laid avec ses maisons de briques et de bois, ses rues gothiques, ses palais où les architectes italiens viennent à peine de mettre la pioche. En attendant que le séjour de la Bavière soit devenu supportable et « qu'on cesse de s'y ennuyer à mort », Max-Emmanuel part pour Vienne. Ce petit-fils de Maximilien le Grand n'est pas un électeur, c'est un officier de cavalerie. De 1674, date de son avènement, à 1699, où il perd coup sur coup sa femme et son fils unique, Max est proprement au service de l'Autriche. Une fois par an, il part en poste pour Landshut ou Léonsberg : il jette un coup d'œil sur les énormes constructions dont il a laissé les plans, tient quelques conseils, signe quelques décrets pour le relèvement des taxes, ébauche quelques négociations, et puis retourne à Vienne au triple galop. Vienne, l'hiver,

avec son train de fêtes perpétuelles; Venise, au printemps, agitant ses grelots sur les flots légers des lagunes; et, dans l'entr'acte d'été, pour mériter, autrement que par sa fière prestance et sa jolie tête, les faveurs de Mlle de Welen ou de Mlle de Sinzendorf, parce qu'aussi la bataille lui plaît, la guerre dans la vallée du Danube contre les Infidèles. Sa renommée dépasse les salons de Vienne : elle remplit d'épouvante les villes turques. Dès que son justaucorps bleu de ciel paraît à la tête des escadrons impériaux, les bachas ottomans replient les ailes sur le centre : les charges du « Roi bleu » sont un tourbillon qui emporte tout sur son passage. Au siège de Vienne, où sa bravoure, aux côtés de son premier beau-père, l'Empereur, lui gagne le cœur de son futur beau-père, le roi de Pologne; à Mohacz, où, le sabre à la main, il met en pièces les janissaires de Soliman II; au siège de Bude, où il monte le premier à l'assaut; au siège de Belgrade, où il entre par la brèche, Max se couvre de gloire : les évêques du monde entier, le pape lui-même le célèbrent comme le vainqueur des Infidèles, le plus solide boulevard de la chrétienté. Mais la bataille est à peine finie, la fumée du dernier coup de canon s'est à peine dissipée dans le ciel rayonnant de Hongrie ou de Serbie, que l'électeur reprend le chemin de Vienne, « plus pressé, dit Villars, de jouir de sa renommée au milieu des plaisirs, et plus touché du désir de faire parler de lui, que soigneux d'acquérir un savoir bien profond dans la guerre ».

Il est encore trop beau, trop brillant de gloire pour que les femmes ne l'aiment pas pour lui-même : pendant l'hiver de 1687, les grandes dames viennoises et vénitiennes se livrèrent pour l'Electeur de Bavière et son inséparable compagnon, Eugène de Savoie, de vrais combats. Mais il y a les dés, les fêtes, les chasses

de Straubing, les immenses travaux de Nymphenbourg et de Schleissheim, les dilapidations des valets en l'absence du maître : bientôt le trésor paternel est à sec. Alors commencent les négociations honteuses : cet électeur du Saint-Empire, qui est d'abord un chef de reîtres, met aux enchères son alliance et son épée. L'une et l'autre seront désormais au plus offrant : en 1688, à l'Empereur contre le roi de France ; en 1702, à Louis XIV contre la Grande Ligue. De folles rivalités d'amour traversent ces marchandages : la comtesse Kaunitz, qui porte les couleurs d'Autriche ; Mlle de Welen, toute dévouée à la cause française, qui défend à Max de partir pour la Hongrie, sinon « elle se jettera dans un couvent pour n'en sortir de l'été » ; la comtesse Paar, qui tient boutique d'influences politiques et qui passe de Villars au chancelier Strattmann, de Louis XIV à Léopold, selon l'importance du présent qui lui est promis pour récompense de ses services ; plus tard, une simple courtisane vénitienne, la Canossa, qui aidera à emporter le succès de l'alliance française pour la guerre de la succession d'Espagne comme la comtesse Paar avait décidé, en 1688, de l'adhésion à la Ligue d'Augsbourg. — Au fond, l'Electeur, qui attache plus de prix, sur le chapitre d'amour, à la diversité qu'à la qualité, tient surtout à l'argent, en temps de paix, pour la satisfaction de ses goûts ruineux, et au commandement séparé, en temps de guerre, pour la satisfaction de son amour-propre. Ces deux questions sont « l'*Alpha* et l'*Oméga* de la politique de l'Électeur », le secret des pourparlers interminables où, pendant quinze années, Max-Emmanuel met sur les dents le chancelier Mayr, où Kaunitz pousse « le dévouement au bon service de l'Empire jusqu'au sacrifice conjugal », où Villars acquiert une gloire diplomatique qui ne le

cède en rien à sa renommée militaire. Louis XIV n'a promis (mars 1688) que le titre de roi des Romains et les royaumes de Naples et de Sicile; Léopold offre au mois de décembre le gouvernement des riches Pays-Bas et 400 000 florins de subsides : c'est l'Empereur qui l'emportera, surtout quand il aura ajouté un petit supplément à ses propositions, un million payé en cinq termes comme bonne-main. L'Empereur exige que Villars reçoive son *compliment* : l'Électeur, avec la docilité d'une fille entretenue, *licencie* l'ambassadeur du grand roi. — Dix ans plus tard, c'est la cause française qui l'emportera par une offre ferme de 10 millions de livres, qui arrivent au bon moment à Munich, 5 millions en traites sur les banquiers d'Augsbourg, 5 millions en pistoles sonnantes, à dos de mulets.

Dans l'intervalle de la paix de Ryswick (1697) et des premières négociations pour la succession d'Espagne, l'Électeur était devenu veuf. A cinq semaines de distance, Max avait perdu sa femme, la fille de l'Empereur, et son fils unique, l'enfant chétif que l'archiduchesse Maria-Antonia lui avait donné en mourant et que Charles II venait de désigner comme l'héritier légitime du trône d'Espagne. Il n'eût perdu que sa femme, il n'aurait point songé à se remarier; le plus volage des époux n'éprouvait pas le besoin d'être mari. Mais, après vingt années de règne, la Bavière était sans héritier : adieu la couronne du roi des Romains, le rêve d'échanger l'Électorat pour Naples! adieu ces Pays-Bas dont le gouvernement même temporaire avait compensé l'humiliation de vingt batailles perdues contre Catinat, Lorge, Luxembourg et Villars, et qu'il avait été si heureux d'éblouir par son faste!... Six mois après ce double deuil, Max convolait en secondes noces avec la riche héritière de Jean Sobiesky, Thérèse-Cunégonde. Il se trouvait, sur le moment,

d'humeur plutôt mélancolique, sinon vertueuse; il n'était, peut-être, que fatigué : il écrivit à la reine de Pologne qu'il était résolu « à faire peau neuve et à être désormais un époux fidèle ». Ce fut Thérèse-Cunégonde, par un juste retour, qui protesta contre cette conversion à la vie bourgeoise. En échange de la forte dot que sa femme lui apportait de Pologne, Max avait renvoyé jusqu'à Amsterdam sa maîtresse, la belle Anna de Lonchier, comtesse d'Arco. Thérèse ne lui en sait point gré. Si l'Électeur s'est marié pour se reposer, l'Électrice s'est mariée pour s'amuser. Au bout d'un an, Max est réduit à la pénible humiliation d'implorer le secours de sa belle-mère : « Votre fille, écrit-il à la reine Marie, n'a nulle affection pour moi; elle ne fait que lire des romans, courir avec des jeunes officiers aux bals masqués et ailleurs; elle est, sans cesse, contre moi, d'une humeur effroyable, chasse toutes ses dames et traite les nobles bavarois comme des laquais [1]. » La reine Marie haussa les épaules, donna raison à sa fille et l'engagea à reprendre, à la première scène conjugale, le chemin de Varsovie, avec sa dot. Max essaye de se résigner; Thérèse continue à jeter sa dot par toutes les fenêtres à la fois. La reine de Pologne a augmenté sa cassette de 300 000 livres : « ce n'est pas pour qu'elle les garde », et elle ne les garde pas. Les fêtes recommencent.

Un beau jour, Thérèse est enceinte, « un peu trop brusquement », et Max est assailli par le doute le plus cruel : « Dieu fasse, écrit-il à sa belle-mère, que l'enfant ne ressemble pas trop à l'infâme secrétaire Calmouk ou au maudit juif, le confiseur de Plock! »

1. Pour toute l'histoire des démêlés conjugaux de Maximilien-Emmanuel, et pour l'état de la cour de Bavière, cf. Vehse, t. XXIII, *passim*.

— Nous voilà loin de Lauzun, à qui l'on demandait ce qu'il répondrait à sa femme (qu'il n'avait pas vue depuis un an), si elle lui écrivait : « Je viens de découvrir que je suis grosse », et qui riposta : « Je lui écrirais : « Je suis charmé que le ciel ait enfin « béni notre union ; soignez votre santé, j'irai vous faire « ma cour ce soir. » — Thérèse, elle, ne soigne pas sa santé : pendant sa grossesse, elle se met au jeu dès le matin, y reste jusqu'à la nuit, ne quitte la table de pharaon que pour des soupers qui finissent en véritables orgies. « La Bavière n'a jamais rien vu de tel et crie à la vengeance de Dieu. » Puis, l'enfant naît, une fille, Marianne-Caroline, que l'Électeur reçoit avec transport, qu'il couvre d'*agnus Dei* et d'amulettes.... Mais Thérèse-Cunégonde jette les amulettes au feu et chasse les nourrices de sa fille « qui sont trop jolies ».

A son tour, maintenant, d'être jalouse ou de le feindre, moyen commode pour exaspérer son mari et conquérir une liberté illimitée. La comtesse d'Arco étant revenue à Munich, l'Électrice demande à grands cris « le renvoi de la vieille sorcière, de la marchande d'amour ». Max cherche à badiner : « Si je devais, madame, ne pas mettre les pieds dans tous les lieux où j'ai eu des maîtresses, je devrais, pour vous satisfaire, m'enfuir, je crois, jusques en Inde. Soyez sans souci au sujet de ***; la nouveauté est l'Évangile de l'amour. » Thérèse, qui touche à ses fins, riposte en recommençant ses promenades nocturnes dans le parc de Keyserfeld avec le « beau juif de Plock ». A l'Électeur, alors, de se fâcher et de menacer : « Si vous vous permettez encore une seule fois de vous promener la nuit dans le parc, j'enverrai votre cher confiseur à tous les diables; j'exige que vous soyez toujours accompagnée de deux dames. » L'Électrice ne se laissa pas intimider; elle renvoie le confiseur, mais

prend un jeune confesseur, le jésuite Schmacke, avec qui elle machine le coup de théâtre décisif : un beau soir, en pleine assemblée, le conseiller Marx-Christophe, baron de Mair, vient, en son nom, interdire à l'Électeur l'entrée de la chambre nuptiale. Cette fois, Max s'avoua vaincu, on s'arrangea et un compromis solennel fut signé. Liberté réciproque. Désormais, Thérèse aura licence de courir Munich déguisée en femme de chambre, de manger du camphre, de se promener dans les parcs à toute heure de nuit, avec le juif de Plock ou le jésuite Schmacke, de passer sans gêne du confiseur hébreu au confesseur romain. De son côté, l'Électeur reprend la bonne vie d'antan, *sein Luderleben*, dit la Palatine ; il retourne à la comtesse d'Arco, tout en trouvant « l'Evangile de l'amour » chez la marquise de Valsassina, « sans compter les grisettes ».

Le voilà lancé de nouveau et on ne l'arrêtera plus. Mieux ou, du moins, autrement remarié, il eût peut-être fait réellement peau neuve, comme il en avait exprimé l'intention : après le naufrage définitif de son mariage, il se précipite, tête baissée, dans une existence de faste, de plaisirs et de dépenses auprès de laquelle sa vie d'autrefois paraît raisonnable. Il tient de sa mère la maladie de la bâtisse : à Landshut, à Keyserfeld, à Leonsberg, il n'arrête pas de construire, de restaurer, de planter, de meubler ; à Nymphenbourg, il occupe 800 prisonniers turcs à creuser un canal. Quand ce n'est pas pour lui, c'est pour ses maîtresses, la marquise de Valsassina, la comtesse Paar, qui rentre en scène, Mlle de Sinzendorf, qui guettait le moment, toutes grandes mangeuses d'argent, — la comtesse Paar avait débuté « par un capital supérieur à 300 000 florins », — jouant qui à la Fontange, qui à la Montespan, rivalisant entre

elles de luxe et de folie [1]. C'est une fête perpétuelle. La maison de l'Électeur a, comme celle de Louis XIV, ses vingt services distincts; ses collections de boiseries et de trumeaux sont les plus riches de l'époque; ses écuries sont des palais et sa cuisine un petit monde; il a 300 chevaux, 40 voitures, 200 laquais; la chasse de Vossenhofer occupe cinq équipages pour le cerf, le renard et le sanglier, un équipage spécial pour le castor, un autre pour le héron; le théâtre, l'opéra, le corps de ballet sont montés sur le même pied; il tient table ouverte à toute la noblesse accourue à Schleissheim, pour y vivre, comme à Versailles même, aux frais du prince, logée, nourrie, amusée et domestiquée. « Ce ne sont, dit l'ambassadeur de France, que carrousels, comédies, amourettes, parties de chasse et de traîneaux. » Seulement, tout cela coûte très cher, la dot de l'Électrice a été dévorée en dix-huit mois et les impôts, depuis longtemps, ne rentrent plus : on a beau les élever de 50 p. 100, la source même est tarie, la gent corvéable ne rend plus. L'Electeur se rabat sur les emprunts, il emprunte partout, à des taux usuraires, comme un fils de famille aux abois, à Venise, à Vienne, à Bruxelles, un million et demi de florins, en deux fois, au seul conseil communal de Bruges : vers la fin de 1698, il se trouve devoir plus de 30 millions de florins, dont il ne peut même plus payer les intérêts [2]. Il a recours aux alchimistes : Ruggiero, qu'il fait successivement comte, maréchal, conseiller d'État, grand maître des cérémonies; Taufkirchen, qu'il fait grand veneur, gouverneur du palais, ministre, qui ont, tous deux, trouvé le moyen de faire de l'or et qui, naturel-

1. Kaunitz à Strattman, mai 1688.

2. Vehse, t. XXIII, p. 201-288; archives Tœrring, instruction de l'Empereur au comte Schlick et lettres du comte de Monosterol.

lement, n'ont rien trouvé que le moyen d'escroquer le premier 60 000, le second 40 000 florins. Une vente de bijoux donne 8 millions de florins; mais, au train de vie qu'il mène avec une rage croissante, ce n'est qu'une goutte d'eau; l'an d'après (1699), le conseil communal de Bruges, qui veut rentrer dans ses fonds, décrète l'Électeur d'arrestation, comme le dernier des manants, et fait vendre aux enchères les meubles et tapisseries de son hôtel de Bruxelles. — Il ne restera plus bientôt à l'Électeur qu'une ressource : vendre son âme au roi de France. On a vu qu'il avait hésité un instant, — le temps de présenter à Vienne des demandes de « troc » (l'échange de la Bavière pour le royaume de Naples) et de subsides (150 000 florins par mois) qui avaient été repoussés, — et comment une jolie gondolière et surtout dix millions de pistoles l'avaient décidé.

L'Électeur a trouvé sur les lèvres rouges de la Canossa la preuve certaine des droits du petit-fils de Louis XIV à la succession d'Espagne. « Par malheur, observe Sassenage, les troupes bavaroises étaient moins solides que les seins de marbre de la Vénitienne. » Les débuts de la campagne avaient été heureux; conseillé par Villars, qui reprenait ainsi une brillante revanches, l'Électeur avait mis la main sur les villes impériales d'Ulm, de Neubourg et de Ratisbonne et remporté la victoire d'Hochstædt (1702-1703). Mais les irrésolutions perpétuelles de Max, une fourberie audacieuse qui, entre deux batailles, renouait avec la cour de Vienne d'indignes pourparlers, un amour-propre maladif que ne justifiait même plus la bravoure de cet Hercule fatigué, avaient exaspéré le vainqueur de Friedlingen, qui finit par demander son rappel et laissa l'Électeur à sa seule incapacité. Six mois plus tard, Max-Emmanuel n'est plus qu'un prince fugitif et dépossédé. Les misérables troupes bavaroises, sans

vivres, sans munitions, se débandent, sur ce même champ de bataille d'Hochstædt, devant l'armée impériale (par économie, les officiers recommandaient aux soldats de tirer très lentement); et l'électorat est enlevé en un tour de main par les Croates, qui mettent le pays à feu et à sang :

Attendu, décrète le gouverneur général, comte de Löwenstein, qu'en prenant les armes contre les troupes de S. M. I., *tous* les Bavarois se sont rendus coupables d'un crime de lèse-majesté envers le maître légitime que Dieu le tout-puissant leur a donné, ordonnons, sans autre forme, qu'ils soient, tous tant qu'ils sont, pendus haut et court. Toutefois, dans notre inépuisable clémence et paternelle douceur, décidons que tout quinzième homme seulement, ayant été désigné par le sort, sera pendu en présence des autres; et qu'en outre dans chaque district judiciaire un de ces misérables sera pris sans tirage au sort et publiquement exécuté. Quant aux autres et par un effet de notre naturelle et très haute magnanimité, ordonnons que leur vie leur soit laissée, mais qu'ils soient conduits dans notre forteresse d'Ingolstadt, les hommes valides pour y être incorporés dans notre armée comme simples soldats, les non valides pour subir les travaux forcés à perpétuité. Ordonnons encore que dans les villes, lesquelles sont plus coupables que les campagnes, tout dixième, au lieu de tout quinzième homme, soit pendu au gibet et que tout non valide soit immédiatement expulsé, ses biens ayant été prealablement confisqués au profit de notre trésor. Seront aussi, mais sans destination de sort, punis sur-le-champ de pendaison tout chef notoire et tout soldat déserteur [1].

On croit rêver : le texte du décret impérial et royal est là, cependant, sur parchemin, d'une authenticité incontestable, et il est certain que le comte de Löwenstein n'épargna aucun soin pour l'exécuter [2].

1. *Kaiserliches-Königliches Patent* du 26 décembre 1705.
2. Jean Nastlos, *les Autrichiens en Bavière*, Ulm, 1805.

Les malheureux paysans trouvent un reste de courage et de force pour se soulever au cri de : « Plutôt mourir Bavarois que pourrir impériaux! » Ils sont effroyablement massacrés, 1500 dans la seule nuit de la Saint-Sylvestre, les « Vêpres bavaroises », dit Zschokke, à Sendlin, 2000 autour d'Augsbourg, 3000 dans la vallée de l'Inn, dont les eaux roulent les cadavres pendant plusieurs semaines[1].

Quant à l'Électeur, il a pris la fuite; du « roi bleu » d'autrefois, rien n'est resté dans les bras de la Canossa : il oublie ses enfants en bas âge, que le comte Tüchein ramassera quelque part pour les livrer à l'Empereur, et l'Électrice, à qui le père Schmacke est seul resté fidèle et que le Pape recueillera à Rome; « il ne pense tout le temps qu'à sauver sa misérable peau ». Mis au ban de l'Empire, il n'a fait qu'une traite de Munich à Bruxelles, accompagné de la seule Marie Popuel, comtesse d'Arco, qui a profité de la débâcle pour jeter la Vénitienne à la porte et reprendre son ancienne place de maîtresse en titre.

La « vieille marchande de sourires » compte-t-elle sur un retour possible de la fortune, où elle se fera payer sa fidélité au centuple? Le certain, c'est qu'elle va rester, pendant dix années, défiant les misères et les humiliations de l'exil, l'inséparable compagne de l'Électeur. C'est elle, maintenant, qui l'entretient : à Bruxelles, pour satisfaire aux dépenses de la maison, elle ouvre un véritable tripôt, « donnant à jouer toute la nuit »[2]. Elle ferme les yeux sur la vie crapuleuse qu'il a reprise avec une fureur de malade. Devant les Impériaux qui sont entrés en Belgique, il fuit de ville

1. Eisemann; Correspondance de l'électeur et de l'électrice de Bavière, lettres du 1[er] janvier 1705, 5 janvier 1706, 21 mai 1708.

2. Saint-Simon, t. XXVII, p. 112. (Édition de Paris, 1842.)

en ville, de Bruxelles à Mons, de Mons à Namur, de Namur à Versailles, « laissant de sa race dans les villages » [1]. Rien ne lui répugne : elle rougit pour lui, mais ne le quitte pas plus que son ombre. Après Ramilies, où il partagea la responsabilité de la défaite avec Villeroy, sa dernière fierté l'abandonne ; il n'aimait plus la guerre depuis longtemps, mais il continuait à la faire : il demanda au roi de l'en dispenser désormais et de l'héberger à Versailles. Il est vieux avant l'âge, éreinté, « son nez s'est abaissé sur sa bouche de manière à rejoindre presque son menton » : la comtesse le voit toujours « avec sa bonne mine et sa taille bien faite d'autrefois » [2]. Il est l'objet de tous les mépris de la cour, du roi qui ne peut comprendre « qu'un prince du Saint-Empire n'ait nul souci de son rang et aille jusqu'à dîner chez Mlle d'Antin, lui qui pourrait s'asseoir avec Mme la duchesse et Madame » [3] ; de la princesse Palatine, sa cousine, qui lui reproche sa lâcheté, ses basses complaisances pour Torcy, l'excusant cependant, à part elle, « vu qu'il a besoin de ces gens-là : autrement il mourrait de faim » ; du duc d'Orléans, dont il endosse les bâtardes quand le duc les trouve « trop arlequins » [4]; du comte de Clermont, à qui il cède sans contestation le pas et la droite [5] : pour Mme d'Arco, il reste toujours le premier des Électeurs, colonne et lumière du Saint-Empire, « ayant seul le droit, aux termes de la *Bulle d'Or*, de s'asseoir et de faire asseoir ses envoyés sur des sièges rouges ».

Naturellement, les jours d'épreuve finis, il n'a rien

1. Madame, 24 novembre 1710.
2. Madame, 28 mai 1711.
3. Même lettre.
4. Madame, 23 septembre 1711.
5. *Antiquités rhénanes*, t. Ier, p. 573.

oublié et il n'a rien appris, sauf à tourner des tabatières de buis. Une honte vague le tient quelque temps de revenir à Munich, dans cette Bavière que la victoire de Villars lui restitue et qu'il avait si misérablement abandonnée et trahie. Un an après la signature du traité de Bade, il traîne encore à Saint-Cloud ; il s'obstine à croire que, « du côté de la maison d'Autriche, il y a toujours quelque vue ou envie de troquer qui regarde ses États »[1] : s'il pouvait aboutir à quelque convention de territoire où il échangerait la Bavière, encore toute ensanglantée et meurtrie, pour les Pays-Bas qui lui rappellent ses plus beaux jours, ou pour la Sicile, « éponges encore pleines », ou même pour la Sardaigne, quelle aubaine! Mais ces pitoyables négociations échouent, l'Empereur le repousse avec dédain pendant que, lassé, excédé par ce mendiant couronné, Louis XIV lui laisse entendre qu'il est de trop chez lui. Max-Emmanuel se décide à réintégrer son électorat, où Thérèse-Cunégonde vient le rejoindre.

La Bavière est ruinée de fond en comble, la famine règne dans toute la vallée du Danube, d'innombrables bandes de vagabonds errent dans les campagnes, pillant, volant, incendiant les meules et les chaumières, plus de commerce, plus d'industrie, une misère noire dans toutes les villes. Max, cependant, ne songe qu'à reprendre, à nouveaux frais, sa vie de plaisirs. L'Électrice, définitivement enterrée dans la bigoterie, n'est occupée qu'à exécuter les vœux qu'elle a fait à Rome, un couvent de Servites à Munich, 1718 cellules de capucins à Nymphenbourg[2] : il est libre, non pas

1. Lettre du 11 mai 1714 à l'Électrice; lettre de l'Électeur Joseph-Clément de Cologne au chevalier Kay, 9 janvier 1714.
2. Pöllnitz, *Mémoires*, année 1719.

sans doute de retourner, comme il le voudrait, à Paris ou à Bruxelles, mais de recommencer avec un nouvel éclat sa *vie de Polichinelle*[1]. Il fait venir de Paris des troupes de chanteurs, de danseurs, de filles d'opéra, de piqueurs, 1500 chevaux et 4000 chiens. On joue au pharaon pendant une moitié de la nuit et les joueurs y sont réputés « les plus habiles de l'Europe à corriger la fortune[2] ». L'Électeur lui-même la corrige. Puis il est repris de sa manie de bâtisse : les caisses étant vides, il recommence à emprunter, 4 505 078 florins en quatre ans et demi, à des taux assez honnêtes, 12 p. 100 à Ruffini, 13 p. 100 à Oppenheim[3], pour construire le parc de Nymphenbourg avec mille fontaines, dont une seule coûte 600 000 florins, la Pagode, le lumineux Badenbourg avec sa piscine d'albâtre, la chapelle Madeleine, le palais de Schleisheim. Au bout de quelques mois, il doit derechef, partout, à Dieu et au diable, 286 404 florins aux États généraux, 7000 florins pour glaces à Defert d'Amsterdam, 16 000 pour tapisseries à Ambroso de Gênes, 30 921 à Lyon pour soieries, 665 487 pour bijoux et pierres précieuses à Venise et à Vienne[4]. Quand il n'y a plus moyen d'emprunter, il se fait faux monnayeur — en cinq années, il change sept fois le cours des monnaies en circulation — et bonneteur — il installe le loto public qu'il a, d'abord, la pudeur de faire tenir par un Italien de rencontre, le comte Joseph de Santo-Pitto, mais qu'il finit par exploiter directement. Il paraît impossible de descendre plus bas dans la turpitude : du moins

1. Lettre de l'Électeur Joseph-Clément, 14 janvier 1716.
2. Casanova, *Mémoires*, t. V, chap. XIV.
3. Heller de Hellersberg, *Histoire de la justice et de l'administration en Bavière*, t. Ier, *passim*.
4. Mémoires du chancelier Unertel; rapport du baron Freyberg; Vehse, *loc. cit.*

l'infortunée Bavière le croit. Les successeurs de Max-Emmanuel se chargeront de la détromper.

Il a suffi d'un Vehse pour la biographie, même intime, du troisième électeur; maintenant, pour un Charles-Albert, pour le palatin Charles-Théodore, il faudrait Suétone et Casanova. La Bavière est mêlée étroitement aux plus importantes affaires de l'histoire du XVIIIe siècle; la fatalité en fait le champ de bataille naturel des armées autrichienne, prussienne et française; la politique de Frédéric II et du cardinal Fleury font, pendant quelques mois, de l'Électeur bavarois, qui a refusé de reconnaître la Pragmatique sanction de Charles VI, le roi de Bohême et l'empereur d'Allemagne : avec la grandeur croissante des événements, il semblerait que le vieux courage des Wittelsbach dût se retrouver et que le prix de l'enjeu dût réveiller, même chez cette race abâtardie, l'esprit et la fierté d'autrefois. Il n'en est rien. Chez les rois de France, chez Louis XV comme chez Louis XIV, à côté de l'homme de plaisir, il y a toujours, quoi qu'il arrive, le roi :

> Le roi de France eut toujours dans le cœur
> Avec l'amour un très grand fond d'honneur [1].

Ici, désormais, sauf une seule exception [2], pas le plus petit fond d'honneur. Le métier de roi n'existe plus : en temps de paix, par semaine, trois petits conseils d'une demi-heure, renvoyés d'ailleurs, à chaque instant, pour la chasse, les carrousels, les parties de campagne; — en temps de guerre, l'Électeur est partout, sauf sur les champs de bataille. — Pendant l'atroce campagne de 1741, où les généraux

1. Voltaire, *la Pucelle.*
2. Maximilien-Joseph III.

impériaux, Mentzel et Trenck, firent de la vallée du haut Danube un désert, Charles-Albert, cacochyme à quarante ans, ne se distingua que par l'agilité de ses fuites. Il est l'Empereur de la Diète, reconnu par la moitié de l'Europe, par le roi de Prusse, par le roi de France, contre François de Lorraine, qui n'est encore que l'Empereur de Marie-Thérèse. Il ne fera pas un effort viril pour affermir sur sa tête cette couronne, pas un effort pour venir au secours des braves gens qui meurent pour sa cause. « Les pandours, dit un rapport officiel, ne font que saccager, incendier, tuer et violer. Aux portes des villes et aux arbres des routes, ils pendent les habitants, par manière de distraction; ils pillent les couvents et les églises, souillent les vases sacrés, vendent aux juifs l'or, l'argent et les pierreries des sacristies et des chapelles. Ils coupent aux paysans qu'ils prennent les armes à la main le nez et les oreilles; dans plusieurs villages, ils ont violé les femmes et les filles attachées avec des cordes sur le dos de leurs maris ou de leurs pères; des enfants à la mamelle ont été embrochés ou jetés aux chiens [1] ». L'Électeur — l'empereur Charles VII — se contente d'envoyer le rapport à Fleury, avec une supplique si basse qu'elle écœure même les ministres bavarois. L'année d'après (1743), une lettre de change de 40 000 écus, que le maréchal de Noailles ne craint pas de souscrire sous sa responsabilité personnelle, le console de l'évacuation de la Bavière. Sur son lit de mort, il recommande à son fils d'abandonner l'alliance française et de se réconcilier avec l'Autriche, basse trahison qui fut ponctuellement exécutée. — Les

1. Archives nationales, Aff. étr., Bavière, n° 91, lettre de l'Électeur au cardinal Fleury, 10 janvier 1741, *apud* Vehse. — Cf. d'Arneth, *Hist. de Marie-Thérèse*, t. II, p. 8, et le duc de Broglie, *Frédéric II et Louis XV*, t. I, p. 348.

plus parfaits autocrates du reste de l'Europe tiennent simplement le peuple pour matière taillable, corvéable et « pendable » à merci : ici, on fait mieux, on vend le bétail humain. A la veille de la guerre de Sept ans, vente de 8000 Bavarois à l'Empereur pour la guerre sur la frontière turque à raison de 36 florins par tête; mais ce troupeau se débande au premier coup de canon, déserte en masse, d'où une lourde baisse sur les cours; l'année d'après, l'Autriche ne paye plus que 28 florins par tête; les cours ne remonteront qu'à la bourse de Londres, pendant la crise aiguë de la guerre américaine, où le Bavarois sera coté jusqu'à 6 livres sterling et 3 pence [1]. L'Électeur donne une heure aux soins de ces affaires de négrier et le reste du jour est tout entier à des Zaïres de maison publique.

Il était déjà arrivé à Max-Emmanuel de tromper les grandes dames avec de simples filles : « Lorsque le roi donna des noms aux avenues dans la forêt de Marly, l'Électeur voulut à toute force qu'il y eût l'allée des Grisettes, ce que le roi ne jugea pas à propos [2] ». Le *Maetressenthum* d'aujourd'hui n'est plus, « en principe », que le règne des filles de la dernière catégorie. Il n'y a que des prêtresses de cet ordre à la grande orgie où, moins d'un an après la mort de son père, Charles-Albert consacre un autel à la mémoire du défunt dans l'ermitage de Nymphenbourg, et où l'on cassa pour 300 thalers de verres à boire [3]. Les sirènes qui descendent avec lui dans la piscine d'albâtre appartenaient à la même confrérie [4]. Les Centauresses des grandes chasses de Straubing ont débuté par recevoir

1. Dépêches du baron Widemann, 2 septembre 1751.
2. Correspondance de Madame, 24 novembre 1716.
3. Aretin, *Annales historiques*, t. VI, p. 288.
4. Vehse, t. XXIII, 278.

les leçons de tous les écuyers de l'armée. On ne remonte d'un degré qu'avec Charles-Théodore : l'héritier de Maximilien-Joseph [1] tient, lui, pour la confusion des genres; il fait asseoir, à la même table, la comtesse de Torring-Seefeld à sa droite, l'Électrice à sa gauche, et, pêle-mêle, la boulangère Habor, la duchesse Elisabeth de Shenk, l'actrice Seyffert, une demi-douzaine de danseuses et six castrats [2]. Quant au cousin germain du Palatin, le duc Charles de Deux-Ponts, « il est tout simplement, raconte l'honnête, le véridique Schlœzer, atteint de la furie sanguinaire. Un jour, il a pris la main d'une dame qui lui déplaisait, comme pour la baiser, et il lui a coupé l'index avec les dents. Un autre jour, ayant fait venir son cuisinier dans son cabinet, il le fit mettre nu, lui versa de l'esprit-de-vin sur le corps et y mit le feu; le cuisinier étant devenu enragé au milieu des plus horribles contorsions, l'Électeur a recommencé l'opération avec l'un de ses secrétaires, mais celui-ci a été sauvé par un valet compatissant qui le fit couvrir de fumier ». C'est la folie dernière des races pourries, car la débauche ramène à la brutalité bestiale des sauvages. Déjà Charles-Albert, à la moindre altercation avec sa femme, lui arrachait à pleines mains ses longs cheveux flottants; la malheureuse en emplissait des cassettes qu'elle montrait à ses amies [3]; et l'on n'a jamais vu l'Électrice Charlotte que la cravache à la main : quand on lui fera sa toilette funéraire, sa belle-sœur constatera, avec un « ouf! » de satisfaction, que « c'est bien la seule fois qu'on l'habille sans qu'elle injurie ou batte ses gens [4] ».

1. 1778.

2. Schlösser, *Histoire du* XVIIIe *siècle,* 5e édition, Heidelberg, t. II, p. 33, 210, *passim.*

3. Moser, *Vie de l'Impératrice Amélie,* et dépêches de Widemann.

4. Renatus Hauser, *Mémoires,* p. 286.

IV

Pendant que le prince coule ainsi des jours tissus de boue et de sang, il faut voir comment les favoris, sous la direction du haut clergé et des congrégations, administrent et justifient la terrible définition donnée par le roi de France : « La Bavière est un paradis terrestre habité par des bêtes féroces. »

Sauf un intervalle de quelques années, — le règne de Maximilien-Joseph III qui, sous l'influence de l'*Encyclopédie*, exécuta avec quelque vigueur la bulle contre les jésuites, permit aux protestants de célébrer librement leur culte à Munich et, dans l'entr'acte de deux chasses à courre, fonda l'Académie bavaroise des sciences, — c'est la Compagnie qui gouverne. Les ministres, Seilen, Waldbourg-Fiel, Furstemberg, Freyssing-Nohenaschau, Berchem, sont de simples machines à signatures, grassement payées. Tous, même le juif Simon, métamorphosé en comte d'Hofenfels, abandonnent aux révérends pères le pouvoir effectif. Organiser les fêtes électorales, recruter le sérail de Maximilien-Emmanuel, la ménagerie d'hommes sauvages de Charles-Théodore, la meute, les écuries et les cuisines de Maximilien-Joseph, suffit à leur activité. Une chasse dont la dépense annuelle est de 80 000 florins, une meute de 2000 chiens, des écuries de 1000 chevaux et « la solennelle hiérarchie des cuisines », avec 10 cuisiniers en chef, une « laveuse générale des marmitons », 82 rôtisseurs, sauciers et pâtissiers pour des dîners où défilent jusqu'à 400 plats et dont la dépense monte à 10 000 florins, ne sont pas d'ailleurs de petites administrations [1]. A faire sauter l'anse du

1. Vehse, t. XXIV, p. 216. — Schlösser, *Staatsangeizer*, l'article daté « Fez à Marocco » et signé « Ibrahim ben Abdallah ».

panier pendant douze années, le comte de Berchem met de côté 3 millions de florins : cela est plus intéressant que de réorganiser la voirie, de venir en aide à l'agriculure ou de créer des écoles. Les Révérends Pères sont estimés de longue date, ayant fait leurs preuves aux Flandres, en Castille et au Paraguay, pour les plus sûrs, les plus implacables percepteurs d'impôts : à la seule charge de trouver, pour les besoins de la cour, de l'argent encore et toujours de l'argent, ils ont carte blanche. Mettez un moine sur le radeau la *Méduse*, il trouvera de l'argent : il en trouvera en Bavière. Ce misérable pays a été ruiné de toutes les manières, par des lois fiscales abominables, par des lois agraires et commerciales qui ne sont pas moins stupides; il a été ravagé, saccagé par vingt invasions : la Compagnie cependant ne sera pas embarrassée pour lui faire suer tous les ans les 15 millions que l'Électeur réclame et les honnêtes courtages qu'elle s'approprie.

D'abord, les tailles : le dîmier prend la moitié du produit net; dans l'Électorat, sur un revenu de 100 florins, la taille monte à 51 florins et, dans le Palatinat, à 49; l'Électeur tire à peu près autant de la terre que son propriétaire[1]. Puis, la capitation, 1 ou 2 florins par tête, qui tond de la même faux impitoyable le fermier, le rentier, le moindre journalier, le porcher, le maçon, qui, comme en France d'ailleurs, saisit « non seulement celui qui possède, mais encore celui qui ne possède pas[2] »; son corps même répond de sa dette : le paysan ou l'ouvrier qui ne paye pas est incorporé dans le premier régiment qui passe, et, s'il a le malheur d'être grand et fort, vendu, au profit

1. Keyssler, Voyage en Bavière, *apud* Vehse.
2. Taine, *l'Ancien régime*, p. 46.

du Trésor, à l'Empereur ou au roi d'Angleterre. Le vif livre la moitié de son bien; le mort ne laisse pas les deux tiers de son avoir à ses enfants : sur un bien de 4000 livres, le fisc en perçoit tout de suite 1216 [1]; à l'entrée de toutes les villes, des moindres bourgs, les mailles serrées de l'octroi ne laissent rien passer : tout paye, foin, œufs, suif, fagots; et, dans l'enceinte même des villes, des taxes spéciales à la porte des halles et des marchés. Le grain, déposé à la halle de Munich, est frappé de 12 kreutzers par boisseau. « Mieux vaudrait, avoue un jour Seinsheim, forcer les paysans à porter tout le blé au château [2]. » Écrasé entre ces charges odieuses et les décrets ineptes de 1762, — sur les heures où les troupeaux iront aux champs sous peine d'amende, sur les prix des journées de travail sous peine d'amende pour le patron qui paye plus, de cellule et de fouet pour l'ouvrier qui accepte plus que le tarif, — le paysan préfère laisser sa terre en friche, se faire vagabond ou voleur, émigrer en Amérique ou en Espagne. On a beau pendre les enrôleurs : en cinq années (1764-1769), dix mille paysans bavarois suivirent Gaspard Thürriegel dans la Sierra Morena [3].

Voilà pour les campagnes; dans les villes, l'ingéniosité de la Société a découvert, de même, d'abondantes sources de revenus, et elle les tarit de même; après avoir ruiné l'agriculture, elle ruine l'industrie et le commerce [4]. Les aides d'abord : la bière, boisson nationale, est frappée de six droits divers, droit d'octroi,

1. Rothamel, *Vie de Maximilien III*, p. 126. — *Annales hist.*, t. VI, supplément.
2. Widemann, 13 décembre 1751.
3. Widemann, dépêche, 27 mai 1751.
4. Cf. Relation sommaire de l'état de la Bavière, *Annales historiques*, t. VII, p. 183.

droit d'écluse, droit du gros manquant, droit des hospices, droit de courtage, droit d'inspection. Puis, la taxe mobilière, véritable impôt sur le luxe dont la noblesse et le clergé sont seuls exempts, qui décourage les bourgeois de s'enrichir; les licences de mariage, si chères, perçues avec tant de dureté, qu'elles découragent les braves gens de se marier et que, dans ce pays dévot, ultra-catholique, le nombre des enfants naturels s'élèvera au tiers de la natalité; les « impôts d'églises », *Kirchensteuer,* sous les formes les plus variées; la taxe militaire. Deux sortes de spéculations, pratiquées à jet continu, enlèvent au commerce toute sécurité : l'exportation et l'importation étant alternativement autorisées et interdites, l'Électeur, qui a les jésuites pour agents de change, joue à coup sûr à la hausse ou à la baisse des différentes denrées; en second lieu, le cours du florin a cessé d'être fixe; des décrets électoraux, rendus à l'improviste, modifient, tous les deux ou trois ans, la valeur de la monnaie fiduciaire [1]. Le « lotto » devient une institution d'État : l'almanach de « bonne fortune », publié avec privilège de l'Électeur, le recommande, l'impose presque aux populations. Enfin, une série de décrets, où l'on reconnaît la main des anciens trafiquants d'indulgences, réglemente la vente des offices judiciaires, des grades dans l'armée, des emplois à la cour et des titres de noblesse [2]. Sur 125 conseillers secrets, dont 85 avec le titre d'Excellence, et 1000 conseillers ordinaires qui figurent à l'almanach électoral, les deux tiers, au bas mot, ont acheté leurs titres entre 2000 et 3000 florins; MM. les préposés aux douanes, MM. les surveillants des eaux et forêts ont payé leurs emplois; on anno-

1. *Annales,* t. VII, p. 203 et suiv.

2. *Acts of parliament,* rapport de Walpole sur l'origine des mouvements populaires, 1780.

blit bon an mal an, contre espèces sonnantes, une centaine de roturiers (23 comtes et 80 chevaliers en 1797); l'armée, pour 8000 hommes, a 2000 officiers; pour deux méchants bateaux qui pourrissent sur le Danube et le Rhin, on a un grand amiral et dix capitaines : toutes ces épaulettes, ou peu s'en faut, ont été mises à l'encan [1]. La vénalité des charges étant la règle, rien d'étonnant si la plupart des fonctionnaires sont « des coquins, et n'ont qu'une pensée : se payer de leurs frais de premier établissement sur le pauvre peuple [2] ».

Nécessairement, un gouvernement qui entend ainsi ses devoirs ne produit pas seulement la misère, mais le crime. La Bavière pullule de brigands. « Il n'y a point de pays en Allemagne — ni peut-être au monde — où les crimes soient aussi fréquents [3]. » Les soldats réfractaires, les paysans ruinés par l'impôt prennent la grand'route comme les Corses le maquis. Impossible de voyager sans escorte. Vers 1750, le banditisme est devenu une véritable institution, avec un gouvernement central, des provinces, des cadres fortement organisés. L'armée des brigands a son généralissime : Hiesel, qui se dit et se croit peut-être, ni plus ni moins que le Moore de Schiller, le redresseur des torts des opprimés, qu'on obéit au doigt et à l'œil comme un cheik de Haschachins et qui négocie de puissance à puissance avec la société à laquelle il a déclaré la guerre. Il fait régner la terreur dans les campagnes où tous les vagabonds et mendiants lui servent d'espions, où la complicité de tous les paysans lui est

1. Vehse, t. XXIV, p. 225 et suiv. — William Wraxall, *Journal*, p. 147.

2. Dr Moore, lettres écrites de Bavière, Londres, 1775.

3. Anselmus Rabiosus, pseudonyme de l'auteur de *Reise durch Oberdeutschland*, 1778.

acquise [1]. Pendant plus d'un quart de siècle, tous les efforts du chancelier Kigulœus Aloyse de Kreitmayr tendent à la répression du brigandage. Son Code pénal (*Novus Codex juris bavarici criminalis*) est véritablement écrit avec du sang. A chaque ligne, la peine de mort et les supplices les plus atroces. La torture est appliquée en toute occasion, *conjecturaliter*, sur le plus léger indice; la noblesse a le droit d'infliger la question; « si le patient s'évanouit, on s'arrêtera, et, quand il reprendra connaissance, on recommencera jusqu'à l'aveu [2] ». Pour un vol de 20 florins, la pendaison; pour une récidive de vol de 30 kreutzers, la pendaison; pour l'homicide, le sacrilège et la sorcellerie, la pendaison ou le bûcher. En dix-huit années, dans le seul bailliage de Burghausen, on exécute 1100 individus [3]. En 1774, il y eut à Munich deux ou trois supplices par semaine. Le peuple s'y habitue, y prend goût, accourt à la cloche funèbre qui annonce le bûcher ou la roue, plus vite qu'au tocsin. « Les grandes routes sont bordées de gibets des deux côtés comme ailleurs d'arbres utiles. » — Notez que ce Code abominable est l'œuvre d'un ministre honnête homme, probe, austère, l'auteur du *Code de procédure* et du *Code civil Maximilien*, « qui surpassaient toutes les législations connues jusqu'alors en Allemagne ». — Mais le pays est tombé dans un tel état de barbarie qu'il semble que, pour le ramener à la civilisation, il est indispensable d'avoir recours à des lois aussi barbares que les hommes mêmes.

Peut-être il serait plus utile d'ouvrir des écoles, car l'ignorance de ce misérable peuple dépasse toute croyance, un tiers des habitants de la Bavière ne sait

1. Moore, *Lettres*.
2. Livre II, ch. VIII, sect. IV.
3. Rambaud, *loc. cit.*, p. 93 et *passim*.

pas lire, un paysan qui sait écrire est un être rare. Mais les jésuites ont fait de l'ignorance la pierre angulaire de leur règne [1]. A la première velléité de réforme, ils poussent les hauts cris ; l'Académie des sciences que l'Électeur essaya de fonder à Munich est une invention du diable; Cassini, chargé par le roi de France de mesurer le méridien entre Paris et Vienne, est dénoncé aux paysans qui s'émeutent comme un envoyé de Satan. Il faut donc commencer par les expulser. Mais le gouvernement du chancelier Kreitmayr ne dure qu'un jour et les jésuites rentrent par la fenêtre : ils retrouvent leurs 9 collèges, leurs 6 couvents, — celui d'Ingolstadt qui vaut 3 millions, celui de Schlagen qui se fait, par la vente annuelle de 40 000 amulettes et médailles, un revenu de 10 000 florins [2]; — les décrets de 1770, qui défendaient à tout couvent de recevoir par testament plus de 2000 florins, à tout moine de recevoir plus de 100 florins, sont abrogés; les protestants sont chassés, les ordres des illuminés et des francs-maçons sont interdits, les fondateurs de l'Académie exilés; la censure, rétablie, ordonne aux libraires de Munich de mettre au pilon les *Prolégomènes* de Kant et la *Critique de la raison pure.* « Le Fouet de Satan » et « les Bretelles mystiques de l'âme et du corps [3] » les remplacent avec avantage. La criminalité, un instant enrayée, redouble : « On ne voit plus en Bavière que des pendus et des jésuites ».

1. Cassini, *Relation de deux voyages faits en Allemagne pour déterminer la grandeur des degrés de longitudes par rapport à la géographie et à l'astronomie*, 1763, in-4°, *passim.*
2. Rothamel, *loc. cit.*, p. 277.
3. *Ibid.* — Vehse, t. XXIV, p. 239.

V

Et tout à coup la Révolution française s'élance au ciel, « venant comme la justice, comme la raison éternelle, ne demandant rien aux personnes que de réaliser leurs meilleures pensées, que de faire triompher leurs droits [1] »; les princes ont beau arrêter les courriers, brûler sur les places publiques les journaux de Paris : l'incendie de la Bastille frappe d'un rayon de joie tous les yeux qu'on a voulu couvrir d'un bandeau, et le bruit que fait en roulant le tonnerre de 89 éclate à toutes les oreilles qu'on a essayé de boucher. On voit cette lumière, on entend cette foudre de partout, à Londres, à Pétersbourg, à Rome, d'un bout à l'autre de cette Allemagne, plus pauvre, plus misérable, plus humiliée dans toutes ses espérances et plus méconnue dans tous ses droits, plus foulée aux pieds qu'à la veille même de la guerre de Trente ans.

Ce ne sont pas seulement les poètes et les philosophes qui acclament cette renaissance du monde : Jean de Müller qui proclame le 14 juillet « le plus beau jour depuis la chute de l'empire romain »; Merck qui pleure de joie devant les ruines de la Bastille où le peuple de Paris vient de poser la première pierre « pour le bonheur de l'humanité »; Schlœsser qui entend « les anges au ciel chanter un *Te Deum* »; Schiller qui fait ajouter son nom « à la liste des amis de la liberté et de la fraternité universelle »; Klopstock, Fichte, l'olympien Gœthe lui-même qui salue « la naissance d'une nouvelle ère dans l'histoire »; le vieux Kant, à Kœnigsberg, qui dérange sa promenade quotidienne et s'en va tous les jours, loin, sur la route poudreuse,

1. Michelet, *Révolution*, t. III, liv. VIII, ch. I.

au-devant du messager qui apporte les nouvelles de France; l'excellent Joachim-Henri Campe qui écrit à ses amis de Brunswick [1] : « Je ne saurais rendre les impressions qui s'emparèrent de moi lorsque, pour la première fois, je vis la cocarde française aux chapeaux et aux bonnets de ceux que nous rencontrions, bourgeois et paysans, enfants et vieillards, prêtres et mendiants, et que je pus lire sur les fronts joyeux une sorte de fierté, en présence d'hommes appartenant à d'autres pays. J'aurais voulu pouvoir serrer dans mes bras les premiers qui se présentèrent à moi. Ce n'étaient plus des Français; mes compagnons et moi, nous avions cessé un instant d'être des Brandebourgeois, des habitants de Brunswick; les dissidences, les intérêts des nations avaient disparu : Je suis homme, disait chacun de nous, et rien de ce qui concerne l'humanité ne m'est étranger. » — C'est la nation elle-même, dans toutes ses classes, du noble lettré au paysan ignare, du bourgeois à l'ouvrier, qui a tressailli. C'est le baron Anacharsis Clootz, l'apôtre du genre humain, le prince de Salm, qui accourent à Paris, le prince Charles de Hesse, « Monsieur Hesse qui va s'asseoir aux Jacobins entre son tailleur et son cordonnier » [2]; — c'est la bourgeoisie qui dévore l'ardente gazette de Schlœsser, qui dresse partout les bustes de Lafayette et de Mirabeau, « leur rendant des honneurs divins », qui fête, à Hambourg, la prise de la Bastille par des processions de jeunes filles vêtues de blanc; — c'est la jeunesse des écoles, Schelling et Hegel, Stolberg et Guillaume de Humboldt, qui salue « les funérailles du despotisme » et boit « au bruit des canons, de la musique et des cris de joie, au

1. Lettre écrite de France à l'époque de la Révolution, p. 11. — Cf. Rambaud, *loc. cit.*, p. 128.
2. Richter, *Anacharsis Clootz*, Berlin, 1865.

prochain succès de la Révolution en Allemagne [1] »; — c'est les soldats de l'Empire eux-mêmes qui diront tout haut, en franchissant la frontière de France : « Nous allons combattre contre nous-mêmes [2] »; — c'est la masse des classes laborieuses qui, à travers toute l'Allemagne, « blâment la coalition contre les peuples » [3]; — c'est les paysans qui, des bords du Rhin aux bords de l'Elbe, de la Forêt Noire à la vallée du Danube, se soulèvent par bandes, abattent les gibets, montent à l'assaut des abbayes, s'emparent des biens d'Église, massacrent le gibier des ducs, mettent le feu aux châteaux, sonnent le tocsin, se ruent, la torche et la faux à la main, au grand œuvre de « la culbute générale [4] ».... Vous avez vu un petit coin du grand tableau, où tout est corruption, despotisme, misère, iniquité : qui s'étonnerait de ce réveil, de cette explosion?

Les princes eux-mêmes ne s'en étonnent point. Déjà, depuis quelque temps, à l'anxiété, à la révolte latente, au frémissement mystérieux de tant d'hommes las d'être traités en esclaves, ils avaient deviné la Révolution, comme à la fin d'une chaude journée d'août, à la lourdeur de l'atmosphère du ciel embrasé, on pressent l'orage. « Si j'étais sujet, avait dit Louis XV, je me révolterais à coup sûr. » Les roitelets, principions et autres sérénissimes d'Allemagne avaient eu le même instinct de l'inévitable catastrophe, et auraient voulu prendre leurs sûretés. Effrayé par Weishaupt et les illuminés, Charles-Théodore avait déjà demandé à

1. Bourdeau, *l'Allemagne au* XVIIIe *siècle*, passim.
2. *Annual Register*. Londres, vol. CXXXVII, p. 146.
3. *Ibid.*
4. Expression de Mirabeau. — Cf. Hormayr, *Bavière et Palatinat*, p. 101; Sybel, *Histoire de l'Europe pendant la Révolution*, t. Ier, p. 475; Bourdeau, *loc. cit.*; Rambaud, p. 137.

l'Empereur le troc de la Bavière contre un royaume de Bourgogne à créer avec le Palatinat, les duchés de Juliers et de Berg, et les Pays-Bas. Il est trop tard : la Révolution arrive, elle est là.... Alors c'est à la Révolution elle-même, au monstre déchaîné et invincible, qu'on fait des avances. Isnard a proposé de déclarer à l'Europe « que, si l'on suscitait une guerre des rois contre la France, la France suscitât une guerre des peuples contre les rois[1] » : le Bavarois a compris; ses paysans qui, partout, courent sus aux deux grands ennemis, le gibier féodal et les moines, lui ont aidé à comprendre. En vain, l'Empereur proclame la guerre d'Empire : l'électeur bavarois et le palatin signifient, tous deux, solennellement, à la diète de Ratisbonne, qu'ils entendent rester neutres et, dès l'automne de 1792, plantent à leurs six frontières des poteaux avec cette inscription : « Territoire neutre de Palatinat et de Bavière ». A Mannheim, les magistrats palatins vont délivrer eux-mêmes aux officiers français des passeports qui les désignent comme officiers de l'armée de l'Électeur; à tout prix, il faut gagner quelques semaines, prendre le temps de garnir ses poches, de pourvoir aux nécessités de l'exil pour le jour qu'on pourra reculer, mais qu'on sait inéluctable, où l'armée de la Révolution débordera sur l'Allemagne du Sud.

La République est victorieuse et, partout, « spectacle unique dans l'histoire », les peuples se réjouissent de la défaite de leurs princes vaincus, « demandent au ciel de nouveaux triomphes de la France[2] ». Comme la Savoie a embrassé avec transport les soldats de Montesquiou et la Hollande l'armée de Sambre-et-Meuse, l'Allemagne ne demande qu'à se donner à Custine. « Il y a souvent,

1. Assemblée législative, novembre 1791.
2. Klein, *Geschichte von Mainz*; Rambaud, *loc. cit.*

dit l'auteur des *Mémoires d'un homme d'État*, des dîners entre les Français et les Allemands où ceux-ci portent des toasts à la prospérité et à la gloire de la république. » Custine entre le 21 octobre 1792 à Mayence et réunit aussitôt, au *Rathaus*, le magistrat et les bourgeois. Il n'est venu que pour leur offrir l'amitié de la République française; il n'imposera aucune constitution, comme ce serait cependant le droit du conquérant; ami de la liberté et de l'égalité, il respecte les droits du peuple; le peuple a le droit de se donner une forme de gouvernement. « Dans le cas même où vous préféreriez l'esclavage aux bienfaits de la liberté, vous resterez libres de décider de quel despote vous voulez recevoir les chaînes; je continuerai à protéger votre pouvoir de constituant jusqu'à ce que la libre volonté des citoyens se soit manifestée. Vous êtes donc en possession de décider souverainement si vous voulez conserver l'ancienne constitution, vous en choisir une nouvelle ou accepter celle des Français! » Les bourgeois répondent par des acclamations répétées : « Vive la liberté! Vive la république! » et la chute du prêtre-roi de Mayence soulève dans toute l'Allemagne un immense applaudissement. La panique et le désarroi sont dans toutes les cours, le landgrave de Hesse-Cassel s'esquive de sa capitale, les prélats de Wurtzbourg et de Fulda font leur soumission, le Reichstag de Ratisbonne emballe ses archives et loue des bateaux pour descendre le Danube, l'archevêque-électeur de Cologne s'enfuit à Munster, la municipalité de Coblentz fait ses malles, le sénat de Francfort offre de l'argent. Partout, les libéraux, les ouvriers, arborent le drapeau tricolore. « De Spire à Bingen, écrit Forster [1], tous les suffrages se sont prononcés unanimement pour l'acceptation

1. *Forster's Briefe*, Leipzig, Id., 1863.

de la République et pour la réunion à la France. Les paysans se déclarent avec courage, excepté ceux à qui les prêtres et les fonctionnaires déchus mettent la puce à l'oreille. » Custine n'avait qu'à vouloir, qu'à avancer au nord sur Coblentz, à l'est sur Mannheim, au sud sur le Wurtemberg et la Bavière. « Si grand, avoue Sybel, était alors l'élan des populations allemandes vers la France que les 10 000 hommes du général républicain n'auraient rencontré nulle part de résistance » ; s'il avait marché en avant, il n'eût trouvé sur toutes les routes, à l'entrée de toutes les villes, que bourgeois et paysans « prêtant le serment d'hommes libres », répétant avec enthousiasme la proclamation : « Guerre aux palais des tyrans, paix aux chaumières des honnêtes gens ! » On écrivait de Berlin au club des Jacobins de Mayence : « Un seul choc et la Prusse est en République ». C'était exagéré, mais ceci ne l'était pas : un seul choc et l'Allemagne du Sud, tout entière, se donne à la France.... Custine n'en put croire ses yeux, eut peur de s'aventurer et s'arrêta.

Ce fut Moreau qui cueillit cette gloire facile. Le 23 juillet 1793, le soir de la capitulation de Mayence : « Citoyens, avait dit Merlin aux républicains rhénans qui l'entouraient, soyez tranquilles, dans quelques mois nous reviendrons et nous vengerons toutes les injures que l'on fera à nos amis. » La France revint, en effet, dès 94, et les mêmes scènes recommencèrent : princes, margraves, évêques s'éparpillant aux quatre vents comme une bande de moineaux, toutes les villes rouvrant leurs portes à deux battants et semant de rameaux et de fleurs la route des soldats français. Jourdan à Aix, Championnet à Cologne, Marceau à Bonn, Hadry à Mayence, replantent les arbres de la liberté sur les places publiques. Enfin, un beau jour, l'armée de Rhin-et-Moselle paraît sur

le Lech [1]. La pensée qu'il pourrait résister ne vient même pas à Charles-Théodore. Il disparaît, il s'évanouit, on sait à peine où il a passé, à Vienne ou à Dresde. Une immense acclamation s'élève; les États provinciaux, réunis pour la première fois depuis trois siècles, offrent la paix, l'armée se débande, le drapeau français flotte gaiement au faîte des clochers et le général Desaix écrit au général Bonaparte : « Je me suis « toujours et partout vu traité avec la plus parfaite « distinction. A Munich, le premier jour, du côté où « l'on apercevait ma cocarde tricolore, j'avais l'accueil « le plus agréable; du côté opposé, on me tenait pour « un émigré et j'avais toutes les marques de mépris. Je « ne saurais trop répéter combien il est superbe d'être « Français en pays étranger.... »

1. 1797.

Décembre 1888.

DIX-HUITIÈME SIÈCLE

MARIVAUX

LE MILIEU. — LE THÉATRE. — LE ROMAN.
LE JOURNAL.

MARIVAUX

I

La Régence venait de finir, bizarre et merveilleuse époque, puissante éclosion de vie et de liberté après de longues années de contrainte. Dans le soupir de soulagement que la France poussa le soir où mourut Louis XIV et dans la folle éruption de joie qui suivit, il y eut, avec moins de jeunesse et de fraîcheur, quelque chose de l'allégresse du monde à l'aube de la Renaissance italienne. Moins d'un siècle plus tard, les premiers temps du Directoire, qui suivirent la Terreur, offrirent un spectacle semblable. Toutes les vies sont triples. En quelques mois les hommes dépensent les forces vives qu'ils ont accumulées et retenues pendant les années précédentes. Mais ils dépensent aussi, et souvent en pure perte, les forces qu'il eût fallu réserver pour l'avenir. Aussi, au lendemain de ces périodes de fièvre, la nature est fatiguée, les ressorts de l'homme sont usés; on respire dans l'air une lassitude et une mollesse envahissantes; les horizons sont rétrécis, l'œil ne supporte plus les lumières franches; l'esprit, devenu impuissant aux grandes conceptions, ne se complaît plus que dans les détails, dans les nuances, dans la ténuité des fines analyses.

De 1724 à 1740, l'histoire nous montre un de ces lendemains. Dans la politique et dans les lettres on dirait un entr'acte. Hier, la Régence, essor sans pareil d'activités désordonnées, concert assourdissant de bruits, toutes les insolences du plaisir débridé et toutes les audaces de l'esprit libre de ses chaînes, le système de Law, les débuts de Voltaire et de Montesquieu, un débordement universel de sève, l'été de la Saint-Martin de l'ancien régime, un automne si radieux qu'on le prendrait pour un second printemps. Demain, l'*Encyclopédie*, la lutte des philosophes contre l'Église et contre la royauté, les titres du genre humain retrouvés, la guerre déclarée à toutes les superstitions et à toutes les tyrannies, la revendication de tous les droits, les grands semeurs d'idées qui préparent la Révolution, l'enfantement d'un monde nouveau. Entre ces deux actes retentissants du grand drame de l'histoire, seize années d'apaisement ou de fatigue, de réaction, de demi-silence, peut-être de recueillement, le vague bourdonnement qui s'élève, dans une salle de théâtre, entre la chute et le lever du rideau. C'est la première moitié du règne de Louis XV, le long ministère du cardinal Fleury.

Tout est médiocre. Le roi, ni bon, ni mauvais, oscille entre sa femme et ses premières maîtresses. Le gouvernement du cardinal-évêque n'est que plat, triste et ennuyeux. On laisse aller le temps : où? on ne sait, et on n'en a cure. La pensée du siècle, dit Michelet, n'apparaît pas. Le clergé est tout-puissant. La politique n'offre point d'intérêt. Pour réveiller l'attention, il faut des choses extraordinaires, la mort de Plélo, les aventures de Bonneval-pacha. Dans la société, une demi-décence est à la mode; la haine de ce qui est franc et public s'appelle le retour aux bonnes mœurs. Mme de Tencin trône, mais il faut enterrer furtivement

Mlle Lecouvreur. La littérature, arrêtée dans son élan, semble détournée de son but. Ayant rétracté les *Lettres persanes*, Montesquieu n'est plus que M. le président de Montesquieu. Voltaire, bâtonné, exilé, publie la *Henriade* à Londres, — le poème de la *Tolérance* serait séditieux à Paris, — et cache les trois quarts de ses manuscrits. Diderot étouffe faute d'air. Jean-Jacques est laquais. Un affadissement est partout, quelque chose de vieillot, de terne, d'incolore. La philosophie paraît morte, et, avec elle, l'histoire, la critique, les sciences physiques et naturelles qui passent pour athées. Rien qu'une gracieuse renaissance des arts lyriques et de la peinture. Puis, dans les esprits, — je ne dis pas : dans les cœurs, — l'amour de l'amour. La Régence avait abusé du froid plaisir. La fatigue des sens détermina la réaction. Pour Mlle Gaussin, qui jouait Zaïre, on enrichit le dictionnaire de ces mots : avoir des larmes dans la voix.

« Marivaux a eu parmi nous, disait Grimm, la destinée d'une jolie femme et qui n'est que cela, c'est-à-dire un printemps fort brillant, un automne et un hiver des plus durs et des plus tristes. » Ce printemps de Marivaux, c'est l'entr'acte qui sépare la Régence de l'*Encyclopédie*. C'est dans « cette jeunesse de sa journée » qu'il donna ses fleurs charmantes, ses légères comédies, et le piquant badinage de ses romans. Quand l'aimable saison fut écoulée, il cassa ses pipeaux, s'enferma dans le silence. La chaleur du jour était devenue trop forte, la lumière trop éclatante; le siècle était énorme, trop formidable pour lui, trop lourd à porter.

Il était né à Paris, en 1688, d'une famille normande, les Carlet de Marivaux, et l'on ignore presque tout de ses premières années. Il paraît certain qu'il fit des études médiocres, qu'il ne fut pas nourri « du lait pur

et substantiel de la sainte antiquité [1] ». Il s'en ressentira toute sa vie. Non seulement il s'enrôlera dans l'armée des Perrault et des La Motte, mais encore il aura toujours, dans l'esprit, la débilité des enfants trop tôt sevrés. L'ordre, la précision, l'harmonie, les grandes qualités des classiques, lui feront défaut. Il manquera d'assiette, d'équilibre. Il ne saura pas regarder simplement, et il verra petit. Incapable de s'élever à la conception des ensembles, il se noiera dans les détails. Il a le teint pâle ; le sang qui coule dans ses veines est pauvre. Mais cette faiblesse est celle d'un charmeur qui est un poète.

Sa famille voulait faire de lui un magistrat, comme son père et son aïeul qui avaient été membres du parlement de Rouen, mais Marivaux refusa, répondit qu'il ne voulait pas quitter Paris, qu'il voulait « écrire », être un homme de lettres, bien qu'il ne sût encore, de son aveu, à quelle muse se vouer. Peu d'auteurs se sont plus longuement et plus péniblement cherchés. En attendant, il s'occupa de se faire une position dans le monde, et il y réussit sans peine. Il était de figure avenante, fine et spirituelle, recherchait de préférence la société des femmes, mais sans arrière-pensée de passion, par délicatesse naturelle, comme les chats qui aiment à se frotter aux étoffes douces de velours et de soie. Il était de mœurs pures, chose rare en ce temps de décence hypocrite; point de caractère plus affable que le sien; il avait naturellement le cœur bon, très charitable. Même après avoir perdu rue Quincampoix toute la fortune de son père, on le voyait sacrifier jusqu'à son nécessaire [1] « pour rendre la liberté et même la vie à des particuliers qui le connaissaient à peine, mais qui étaient ou réduits au

1. D'Alembert, *Éloge*.

désespoir ou poursuivis par des créanciers impitoyables ». Il recommandait le secret à ceux qu'il se trouvait heureux d'obliger, et il cachait à ses plus intimes amis ses chagrins domestiques et ses propres besoins. Il avait l'esprit ouvert comme le cœur, mais craintif, sans haine et répugnant aux rudesses de la lutte. L'âme dédaigneuse de Dante n'habitera jamais en lui; son amour-propre, qui devint plus tard très chatouilleux, se cachait encore. Observateur toujours en éveil, il ne tarda pas à appeler l'attention par la grâce de sa causerie et l'indiscrète profondeur de ses jugements. Mme de Tencin lui ouvrit son salon, mit sa vanité à l'enrégimenter dans la bizarre collection d'écrivains, d'amateurs, d'hommes de cour, d'abbés et de fripons qu'elle appelait « ses bêtes ». Bien différent par le cœur de tout ce monde interlope, Marivaux avait avec lui des affinités d'esprit trop marquées pour se trouver déplacé dans le salon de la Tencine, comme disaient les vieux amis de la dame. Ce qui manquait à son éducation fut rapidement acquis, son initiation ayant été confiée à Fontenelle qui était alors le grand prêtre du joli. En effet, le beau de ce temps-là, du petit XVIIIe siècle, c'était le joli.

Les civilisations, même après avoir rencontré la vraie beauté, finissent presque toutes dans le culte du joli, comme les vieillards qui épousent de toutes jeunes filles avant de mourir. La société française en était là, à la veille de la Révolution. Dès 1720, « Haine au simple! » était la formule; tout ce qui n'était pas compliqué passait pour laid. Décidément, avec La Motte, les modernes étaient vainqueurs sur toute la ligne de bataille et les anciens étaient traités de barbares. Ce que prisaient les beaux esprits de l'époque, c'était le gracieux, le mignon, ce qu'on appelait « le petit et l'aimable des choses ». Voyez la peinture :

Watteau, Lancret, bientôt Boucher; — la sculpture : Clodion, Falconet, avec qui le nu prend l'air du déshabillé ; c'est le règne des statuettes et des magots en pâte tendre de Saxe ou de Sèvres; — l'architecture : le *rococo*; — la poésie : les gentils abbés et les pimpants marquis qu'un madrigal bien tourné met à la mode et conduit droit à l'Académie ; — l'amour : il n'en reste plus, comme dit un livre du temps, que le « papillotage », ou comme dit Mme de Choiseul, la « passionnette ». Le mot d'ordre est de supprimer ce qui vient de la nature. L'idéal féminin est une poupée, « l'enfant de l'art par excellence ». Sous l'énorme échafaudage des perruques poudrées et sous le gonflement des paniers, cherchez à deviner la femme; elle a disparu sous l'uniformité du baume blanc et d'un vermillon « qui dit quelque chose ». On ne connaît le teint d'aucune femme du XVIIIe siècle. Tout est artificiel. La langue, naguère encore franche et claire, est torturée de mille façons, outrée et énervée à la fois. Partout, on a perdu les grands chemins, on ne fréquente plus que les sentiers. Si quelquefois on essaye de s'élever de terre, on ne vole pas, on voltige. Le bon ton exige qu'on regarde la nature par le gros bout de la lorgnette, ce qui rapetisse agréablement les objets. Gœthe dira : « C'est le siècle de l'esprit » ; Mme de Tencin, mettant la main sur son cœur, disait : « C'est de la cervelle qui est là ».

Telle était l'esthétique qui fut enseignée à Marivaux et qu'il accepta sans peine, tant elle était en harmonie avec sa nature féminine, et, pour tout dire, avec ses aptitudes de *grand médiocre*[1]. Nécessairement, il commença par une flatterie au goût du jour : voulant avoir

1. Sainte-Beuve, *Lundis*, IX, 342-380. — Goncourt, *la Femme au XVIIIe siècle*, ch. VI.

sa place marquée parmi les modernes, il débuta par une manière de sacrilège, une parodie de l'*Iliade* qui n'a qu'une circonstance atténuante : Marivaux ne connaissait Homère que par la traduction de La Motte; le *Télémaque travesti* suivit bientôt. En cherchant ainsi à rendre ridicules les anciens et leurs admirateurs, le jeune écrivain se mettait tout de suite à la mode; ces deux méchants ouvrages, auxquels il ajouta encore le *Don Quichotte moderne*, furent reçus avec faveur. Mais, par bonheur, Marivaux avait un fond exquis de sens critique; il reconnut de lui-même que ses parodies n'avaient rien de bouffon : il aurait beau se forcer, le rire rabelaisien de Scarron ne sortirait pas de son étroit gosier. Il renonça donc à la farce, et, toujours incertain de la marche à suivre, fit comme tout le monde, écrivit une tragédie. *La Mort d'Annibal,* qui paraît aujourd'hui « au-dessous de la platitude », fut applaudie, jouée trois fois de suite à la Comédie-Française et une fois à la Cour. Mais, ici encore, Marivaux témoigna de sa sagacité en revisant contre lui-même le jugement du public. Si ses parodies manquaient de gaieté, il se rendit compte que sa tragédie pouvait prêter à rire [1], et, désavouant l'Annibal sexagénaire qui disputait à l'ambassadeur du Sénat romain le cœur de la fille de Prusias, il renonça à Melpomène et à ses pompes. Alors seulement, après ces deux actes de sage renonciation, il trouva sa voie. La Motte lui avait conseillé, presque dicté, l'*Iliade travestie*; l'oublieux neveu du grand Corneille, Fontenelle, l'avait poussé à lutter contre le glorieux souvenir de *Nicomède*. Par deux fois, Marivaux jugea qu'il s'était trompé. Le tardif dégagement de la chrysalide, le délicat papillon qui a nom Marivaux, nous

1. Avertissement d'*Annibal*.

le devons à une comédienne dont le nom est pareil à un gazouillement d'oiseau, Gianetta-Rosa Benozzi, dont le surnom fait penser à Shakespeare et au Tasse : la Sylvia.

II

Prenez un plan du vieux Paris et, ayant remonté jusqu'au tiers la rue Saint-Denis, engagez-vous dans une méchante ruelle à qui de lugubres souvenirs ont fait donner le nom mérité de Mauconseil. Devant vous, une tour quadrangulaire, énorme, percée de baies ogivales et couronnée de mâchicoulis, occupe l'horizon. Toutes les maisons que vous longez sont noires, d'apparence triste et misérable, habitées par de petits bourgeois et des ouvriers. A votre droite, juste à l'angle de la rue transversale de la Comtesse-d'Artois, un bec cornu de lanterne avance, et si vous approchez de cette masse sombre qui fut l'hôtel des ducs de Bourgogne, vous lirez, au-dessus d'une large porte basse, ces mots écrits en lettres d'or sur plaque de marbre vert : *Théâtre des comédiens italiens ordinaires du Roy, entretenu par Sa Majesté.* Au printemps de 1716, le directeur du théâtre est le fameux Lélio qui signe, quand il ôte le masque comique pour prendre sa bonne plume de poète, Riccoboni ; la prima donna, l'âme légère et tendre de la troupe, c'est Mlle Sylvia.

Les *Gelosi* revenaient d'exil, car, étant la joie, ils étaient aussi la liberté, et le Roi-Soleil, l'année même ou il fermait Port-Royal, les avait priés de repasser les Alpes. Mais le Régent les ayant rappelés, ils étaient redevenus aussitôt les enfants gâtés du public qui les

trouvait si gais, si frais, si amoureux, si pétillants de saillies, si irrévérencieux pour toutes les grandeurs et pour toutes les sottises, que leur théâtre était le seul qui fût ouvert et plein tous les soirs. Delisle, Sainte-Foix vinrent à eux, demandant à travailler pour leur scène que, presque seuls, les auteurs italiens avaient fournie jusque-là. Pour un siècle et plus, Molière avait épuisé la haute comédie, je veux dire les caractères généraux, et ne laissait d'autre champ à ceux qui se prétendaient ses émules que celui de l'imitation. Quand on se sentait la vocation comique, lorsque l'originalité native répugnait à la copie, que faire en attendant qu'on inventât un genre nouveau? Il n'y avait qu'à revenir en arrière, au point de départ du grand poète, aux pièces à intrigues, aux comédies de fantaisie. Seulement, il fallait naturaliser la comédie transalpine, c'est-à-dire en supprimer les grosses farces, les indécences, les trivelinades; mettre la société française sur la scène et, sous les noms des amoureux italiens, jouer les coquettes et les petits-maîtres de la ville; créer entre la comédie *dell'arte* et la haute comédie un genre intermédiaire, libre et poétique comme la première, « critique et social » comme la seconde [1]. Marivaux, à la fois poète et moraliste, était plus propre que tout autre à opérer cette tranformation. S'il ne goûtait pas Homère, il ne comprenait point Molière, et il disait tout haut de *Tartufe* et des *Femmes savantes* que ce n'étaient point des comédies; enfin, il était amoureux de Mlle Sylvia à qui il ne déplaisait pas, et qui avait décidé qu'elle ferait de lui l'écrivain attiré de son théâtre.

Avant d'étudier le dedans de Marivaux, — sa théorie de l'amour et les ressorts de ses personnages,

1. Maurice Sand, *la Comédie italienne*.

— regardons pour un instant les dehors, les décors de ses comédies et les costumes de ses acteurs; entrons dans cette salle où les Gelosi ont succédé aux frères de la Passion. A l'orchestre, six musiciens raclent le violon. Les loges, peu nombreuses, sont toujours bondées, et du monde le plus élégant. Au parterre, on se tient debout. Quand la cour vient à la Comédie-Italienne, et elle y vient souvent, une ou deux rangées de chaises, juste devant l'orchestre, marquent ses places. Beaucoup de lumières; « c'est un fait avéré que les quinquets y sont moins fumeux qu'à la Comédie-Française [1] ».

Le rideau se lève; ce n'est plus l'éternel salon et la banale place publique de Molière et de ses successeurs; c'est un pays nouveau, l'on dirait presque celui de Boccace dans le *Décameron*, ou de Shakespeare dans ses comédies; et les décors ont été certainement copiés dans le *Voyage à Cythère* et dans la *Conversation galante*. La scène est dans un parc ou dans une grande salle vitrée qui donne sur un jardin. Le ciel, d'un bleu attendri, comme celui d'un plafond, est semé de légers nuages blancs pareils à un dispersement d'amours ou de papillons. Les arbres, un peu grêles, ont reçu la première couche dorée de l'automne. Pour que les souliers de satin y glissent plus doucement, le sable des allées est poli comme la marqueterie des parquets à losanges. Ce ne sont dans le lointain que terrasses, bosquets semés de statues blanches, massifs taillés en arcades ou en coupoles, cabinets de verdure et lacs d'amour, enveloppés d'un demi-jour qui invite au plaisir.

Sur ce fond léger se détache la petite troupe des personnages; ils sont, comme le paysage qui les

1. Riccoboni, *Histoire du Théâtre italien*.

entoure, empruntés à la réalité contemporaine, mais transformés pour l'idéal. A première vue, les amoureux font songer aux princes charmants des contes de fées; mais on n'est pas longtemps à observer qu'ils ont la bouche en cœur, et qu'ils portent des mouches, comme dans les salons de Paris et sur les porcelaines de Saxe. A leur premier sourire, on prendrait les femmes pour des cousines des filles mutines et folles de Shakespeare; mais elles affectent les poses minaudières des héroïnes galantes de Lancret. Le costume italien des Granolleschi, tapageur et brillant, a disparu; les modes modernes l'ont remplacé, celles que Watteau a inventées. Et ce changement n'est point affaire que de costume; car en quittant sa batte, Arlequin a quitté sa grossièreté cynique : c'est Scapin avec un grain de poésie dans le cerveau; en perdant ses grelots et ses clochettes, Colombine a perdu son impudence effrontée : c'est Angélique espiègle. D'un bout à l'autre de son théâtre, Marivaux recommence et reprend ainsi le travestissement ingénieux des *Jeux de l'amour et du hasard*, où Lisette, dans les paniers de Sylvia, Pasquin, dans le justaucorps de Dorante, s'habituent du premier coup à parler et à agir comme si Pasquin était né chevalier, et Lisette marquise. La politesse la plus raffinée est la loi. Jamais un éclat, jamais une explosion de passion; les causeries seront à mi-voix, et les cœurs ne brûleront qu'à petit feu. C'est une suite de pastels. Comme la Tour et Rosalba à Lebrun, Marivaux succède à Molière.

Quelle jolie conversation que celle de ses coquets personnages! combien vive et amusante! Deux notes seulement : la taquinerie et la tendresse, mais variées à l'infini : on dirait des vocalises de rossignol. Tantôt ce sont « des déclarations si heureusement filées

qu'elles tiennent lieu d'incidents [1] », aveux mélancoliques, toujours rappelés dès qu'ils s'échappent des lèvres, impertinences si gracieuses qu'elles sont pardonnées d'avance. Tantôt, ce sont des concetti qui se croisent comme des lames d'acier, des lazzi qui sont inutiles à la scène, « parce que sans eux l'action marcherait toujours », mais qui ne s'éloignent point de l'intention de la scène, car, s'ils la coupent à chaque minute, ils la renouent par « la même badinerie ».

Ce qui leur plaît à tous, ce n'est point l'arrivée, c'est le voyage; ce n'est pas l'amour, c'en est le sentier. Ils s'en amusent, comme un chanteur de ses propres roulades. Comme les volants et les balles aux jeux de la raquette et de la paume, ils se renvoient, sans se lasser, les mots d'esprit et les jeux de mots. Ils mettent des rubans à leurs phrases, comme à leurs corsages et à leurs pourpoints. Ils ne disent rien en style simple. Leur langage, où tous les genres sont brouillés, ressemble souvent à du jargon, mais quel gentil jargon! et comme il traduit bien, dans sa subtilité pointue, le petit cœur raffiné qui bat sous ces frêles poitrines! Ils ne restent jamais assis; ils vont et viennent, pirouettent, sautillent; ils ne marchent pas : ils dansent un éternel menuet. Toujours en mouvement, ils ne sont jamais pressés. Ils s'attardent à regarder chaque coin d'horizon que le hasard découvre; et ils enfilent toutes les digressions de traverse qu'ils rencontrent. Ils sont nés gens du monde, ne comprennent pas d'autre bonheur que celui de vivre dans une société oisive et distinguée, présentent tous aux yeux les mêmes dehors astiqués. L'intrigue est ici l'accessoire des sentiments minutieusement développés, comme dans les opéras italiens l'harmonie est l'accessoire de la mélodie.

1. Palissot.

Parler d'amour, c'est, dit-on, faire l'amour. Ces faibles, ces délicats se contentent de la causerie.

La troupe est peu nombreuse : d'abord, les deux amoureux, Lélio et Mlle Sylvia, avec leurs doublures, leurs ombres, le valet de Lélio, Arlequin ou Lépine, le plus effronté et le plus divertissant de tous les fous de la Garonne, et Mlle Violette, la soubrette qui reflète comme un miroir et répète comme un écho l'esprit et la beauté de sa jeune maîtresse. Puis, dans la demi-teinte, les pères grondeurs et les mères radoteuses, les jardiniers et les paysans, parfois un second couple pour danser avec le premier un quadrille de galanterie. Tous, d'ailleurs, sont construits sur le même modèle. Les bourgeois sont un peu plus positifs, les paysans un peu plus rusés, les valets un peu plus grossiers; mais ils sont tous de même lignée. Peu ou point de cœur; le cerveau absorbe toutes les forces vives, et ce cerveau est toujours en fonction. Il raisonne de tout, il dicte jusqu'aux moindres paroles, aux moindres gestes; il a juré de n'être jamais dupe. Aussi les propriétaires de cet admirable instrument sont-ils toujours sur le qui-vive contre eux-mêmes : ils s'observent sans cesse, passent leur temps à « se rendre compte »; le mot « s'abandonner » ne leur offre aucun sens; tout en faisant une déclaration, ils rajustent un ruban chiffonné et secouent, sur les manches de satin, un grain de poussière. Ils sont frivoles et inconstants, parfaitement incapables d'émotion, d'un élan de tendresse vraie. Ils sont artificiels, au point de vouloir paraître naturels, et leurs moindres naïvetés sont malices. Ils courent sans cesse après l'esprit, et l'attrapent souvent; mais cet esprit, qui est presque toujours amusant, n'est jamais gai. Ils ne sont entêtés que du *fin*, c'est le second mot qui leur vient aux lèvres. Ils disent : un geste *fin*, un

cœur *fin*, comme nous disons : une liqueur ou une senteur fine.

Ayant une sensibilité exquise de vue, d'ouïe et d'odorat, ils aiment mieux en toute chose « le rusé que le grand, le coquet que le tendre, le je ne sais quoi que la vraie beauté ». Ils sont comme les acteurs qui les jouent, *gelosi*, jaloux par-dessus tout d'être appréciés et goûtés, mais uniquement pour leur esprit. Ils tiennent que le vieux dicton : « Triste comme un amoureux », est une sottise [1]. Eux, ils ne sont jamais plus spirituels qu'en jouant la comédie d'amour, pareils aux oiseaux dont le désir avive au printemps les chatoyantes couleurs.

Ils ont tous, petits-maîtres et laquais, grandes dames et suivantes, le « cœur » fait de la même manière; ils parlent tous le même langage, le même jargon raffiné. Vous pouvez, dans une pièce de Shakespeare, supprimer le nom des interlocuteurs avant les tirades qu'ils prononcent : le lecteur attentif les reconnaîtra à leur façon de parler et ne se trompera jamais dans l'attribution. Retranchez d'une scène de Marivaux les mêmes indications, et essayez de démêler si c'est Pasquin ou Lélio, si c'est Sylvia qui parle ou Lisette : vous n'y parviendrez pas; il faut attendre quelque trivialité d'antichambre, d'ailleurs inutile, ou quelque juron des champs.

En résumé, monotonie dans les types, monotonie dans le dialogue; nous allons voir à présent que toute l'intrigue (quand intrigue il y a) se noue et se dénoue sans être accidentée de la moindre aventure, du moindre coup de théâtre. Sans doute, la phrase succédera si logiquement à la phrase, la riposte à la demande, le sourire encourageant au sourire sup-

1. *Pièces détachées*, t. IX, p. 496.

pliant, que les mains des deux amants se joindront quand même à la fin de la comédie. Mais il n'en restera pas moins acquis que l'abbé Desfontaines avait raison et que les personnages de Marivaux passent des actes entiers à « s'égarer dans des labyrinthes aux riants dédales qui sont l'image de leur cœur, pour le seul plaisir de se promener, et qu'ils font cent lieues sur une feuille de papier ».

A vrai dire, c'est après coup seulement qu'on songe à se plaindre de cette pauvreté d'invention. Sur le moment même, le charme de la causerie est trop vif pour ne pas s'en laisser bercer comme d'une musique.

III

Allons droit à la pièce modèle, à *la Surprise de l'Amour* [1]. Marivaux, de son propre aveu, a passé sa carrière dramatique à la refaire avec des variantes, comme tel peintre, Rubens ou l'Albane, a passé sa vie à peindre, dans des attitudes, des rôles et des costumes différents, la femme ou la maîtresse dont il était amoureux.

Malgré la fantaisie qui voltige d'une scène à l'autre, ouvrant les horizons d'un monde imaginaire et, parfois, presque féerique, observez d'abord que vous ne quittez pas Paris et combien la comédie est toujours exactement datée. A peine le triste Lélio a commencé sa confession, vous reconnaissez ce lendemain de la Régence, où l'homme, fatigué du plaisir, la bouche amère de la déception qu'il a trouvée au fond de la coupe, douta de la bonté de l'amour et blasphéma

1. *La Surprise de l'Amour* fut représentée la première fois par la Comédie italienne, le 3 mai 1722.

contre la femme : « Dis-moi, mon pauvre garçon [1], si tu rencontrais sur ton chemin de l'argent d'abord, un peu plus loin de l'or, un peu plus loin des perles et que cela te conduisît à la caverne d'un monstre, d'un tigre, si tu veux : est-ce que tu ne haïrais pas cet argent, cet or et ces perles? » Lélio réussit ainsi à se convaincre lui-même, pendant une heure, à se croire heureux d'avoir chassé le souvenir de l'être perfide par excellence, de « ce joli petit chat » qui a tant de griffes! Mais quoi! l'instant d'après, il se sent triste « de n'être plus gai ». Il s'aperçoit du vide « affreux » que fait dans son existence l'amour envolé, il revient avec complaisance à ses souvenirs les plus galants :

« Quel aimable désordre d'idées dans la tête! Que de vivacité! Quelles expressions! Quelle naïveté! L'homme a le bon sens en partage, mais, ma foi, l'esprit n'appartient qu'à la femme! A l'égard de son cœur, ah! si les plaisirs qu'il nous donne étaient durables, ce serait un séjour délicieux que la terre! Nous autres hommes pour la plupart, nous sommes jolis en amour; nous nous répandons en petits sentiments doucereux; nous avons la marotte d'être délicats, parce que cela donne un air plus tendre; nous faisons l'amour tout comme on fait une charge. Quelle pitoyable façon de faire! Une femme ne veut être ni tendre, ni délicate, ni fâchée, ni très aise; elle est tout cela sans le savoir, et cela est charmant. Regardez-la quand elle aime et qu'elle ne veut pas le dire; morbleu! nos tendresses les plus babillardes apportent-elles la moitié de l'amour qui perce à travers son silence? »

Que préjuger de l'homme qui raisonne ainsi? Evidemment, n'était un reste de crainte du tigre, il s'en irait tout de suite ramasser à nouveau l'argent, l'or et les perles. N'était l'amour-propre, il retournerait

1. Acte I, sc. II; même renvoi pour les citations suivantes.

aussitôt à l'amour. L'amour-propre, le grand mot est lâché ! voilà le grand obstacle! Comment en triompher? qui donc aura la vertu de ramener à résipiscence cet être entêté, qui veut comprimer son cœur? Marivaux devine la réponse de Jean-Jacques, et dit à mi-voix : « La Nature! » Hé, oui! la Nature, la bonne déesse dont il ose à peine prononcer le nom, mais qu'il sent partout, mais dont il prévoit la révolte, qui va faire commettre à l'homme artificiel sa première lâcheté, qui va le « tracasser », c'est-à-dire le remuer dans tout son être en lui montrant sur un arbre « deux petits oiseaux qui sont amoureux ».

Ainsi averti, suivez, dans tout le léger développement de la comédie, l'universelle conspiration des choses contre ce triste Lélio qui a voulu supprimer l'amour. Il le retrouve partout, à chaque carrefour, à chaque coin de jardin; il ne peut plus échapper à la nature; « semblable à Protée, elle paraît sous les formes les plus diverses » et le surprend partout : être surpris, c'est être presque vaincu. Ce sont d'abord deux paysans, deux pauvres enfants de cette terre qui ne fut jamais mère plus rude qu'alors. Ils viennent avouer leur simple amour, demander « un petit privilège de mariage ». C'est ensuite la visite de la comtesse Colombine. L'impertinente grande dame excite la vanité de Lélio en jurant qu'elle fait fi des hommes et, dès le premier sourire, la folle Colombine rouvre le cœur mal fermé d'Arlequin, comme un chaud soleil donne une seconde éclosion aux fleurs repliées par peur de la brise. C'est la contagion, un peu grossière, mais non moins efficace, de l'amour du valet. Ce sont les mépris habilement calculés de la comtesse. C'est un portrait que trouve Lélio et qu'il garde précieusement, presque en cachette de lui-même. Ah! il peut s'amuser à jongler encore avec les boules creuses de

son scepticisme; sa défaite est assurée, ses résolutions les plus fières vont s'évanouir, non pas devant un sourire encourageant de sa maîtresse, mais devant sa première fausse sortie.

Voici donc le thème sur lequel Marivaux brodera toutes ses comédies : l'on a beau se révolter contre l'amour [1], déclarer qu'on fait fi de ce qui vient du cœur [2], que l'intérêt seul mérite d'être consulté [3] et qu'entre l'argent et l'amour il faut faire pencher la balance du côté de l'argent [4]; l'homme a beau se travestir sous la livrée d'un laquais [5] ou d'un aventurier [6], la femme se cuirasser de préjugés [7] et de sottises [8], toutes ces armures, tous ces déguisements ne seront que de carton-pâte, et l'amour, un amour qui ne ressemble pas de loin au dieu sentimental ou terrible de Marguerite ou de Phèdre, mais l'enfant léger et volage du siècle, le spirituel polisson de Boucher et de Watteau, percera en jouant ces cuirasses de ses flèches ailées.... C'est *la Surprise de l'Amour*; c'est *les Fausses Confidences* comme *les Sincères*, *le Jeu de l'Amour et du Hasard* comme *le Prince travesti*, *le Legs* comme *l'Heureux Stratagème*. Le poète, loin de s'en cacher, se vante de cette uniformité de sujet. « Chez mes confrères, dit-il, l'Amour est en querelle avec ce qui l'environne et finit par être heureux, malgré les opposants. Chez moi, il n'est en querelle qu'avec lui seul et finit par être heureux malgré lui.... Ainsi, dans mes pièces, c'est tantôt un amour

1. *Arlequin poli par l'Amour.*
2. *Le Petit-Maître corrigé.*
3. *Le Préjugé vaincu.*
4. *Le Legs.*
5. *Les Jeux de l'Amour et du Hasard.*
6. *Le Prince travesti.*
7. *Les Frères confidents.*
8. *L'École des mères.*

ignoré des deux amants, tantôt un amour qu'ils sentent et qu'ils veulent se celer l'un à l'autre; tantôt un amour timide qui n'ose se déclarer; tantôt un amour incertain et comme indécis, un amour à demi né, pour ainsi dire, dont ils se doutent sans en être bien sûrs, et qu'ils épient au dedans d'eux-mêmes avant de lui laisser prendre l'essor.... » Et ailleurs encore, donnant aux acteurs des conseils sur la manière de jouer ses comédies : « Presque toutes mes comédies sont des surprises de l'Amour, c'est-à-dire la situation de deux personnes qui, s'aimant et ne s'en doutant pas, laissent échapper par tous leurs discours ce sentiment ignoré d'eux seuls, mais très visible pour l'indifférent qui les observe. Il faut donc que les acteurs ne paraissent jamais sentir la valeur de ce qu'ils disent, et qu'en même temps les spectateurs le sentent et le démêlent à travers l'espèce de nuage dont leurs discours sont enveloppés. »

Tel est le rôle que Marivaux assigne à l'amour; il cherche ensuite lui-même à déterminer « son genre et sa place dans cette famille des amours qui est aussi nombreuse que celles des roses et des anémones ».... Voici la réponse : L'amour de Marivaux ne fleurit pas sur les collines où s'épanouit, emperlée de rosée, la fleur bleue de l'idéal, ni sur les rives païennes où brille, chaude de soleil, la fleur pourpre de la joie, ni même dans les molles prairies qu'étoilent les bonnes marguerites ou dans les serres que les fleurs des tropiques chargent de leurs âcres senteurs. Non, l'amour de Marivaux n'est qu'une fleur de jardin, fleur inféconde, produit de greffes sans nombre, n'ayant pas de nom dans la nature, de parfum subtil, mais point fortifiant, de nuance fine, mais point franche, fleur qui ne s'ouvre jamais qu'à moitié et qui se fane aussitôt, fleur passagère où les abeilles

ne trouvent pas de miel, et qui est restée pauvre parce que son jardinier la voulait trop riche.

La greffe de l'amour-Régence, tout de sens et de volupté, sur l'amour-Rambouillet, tout de sentiment et de tendresse, voilà ce qu'a cherché Marivaux; quelque étranger qu'il fût à la poésie de l'antiquité, il chargea Minerve de présenter au jeune roi Louis XV cette plante artificiellement composée [1]. Le dieu de la Volupté, le Cupidon du Palais-Royal, avait montré quelque répugnance à cette *fusion*. « De votre temps, avait-il dit au dieu de l'amour tendre, les amants n'étaient que des benêts; ils ne savaient que languir, que faire des hélas! et conter leurs peines aux échos d'alentour. Oh! parbleu! ce n'est plus de même. J'ai supprimé les échos, moi. Je blesse! Ah! vite un remède! Mes sujets ne disent point : « Faites-moi grâce », ils la prennent; ils ont du respect, mais ils le perdent; et voilà ce qu'il faut. Avec un Amour aussi poltron que vous, il faudrait qu'un tendron fît tous les frais de la défaite. » Et Minerve : « Avec votre confrère, l'âme est trop tendre, il est vrai; mais avec vous elle est trop libertine. Il fait souvent des cœurs ridicules, vous n'en faites que de méprisables. Il égare l'esprit, mais vous ruinez les mœurs. Il n'a que des défauts; vous n'avez que des vices. Unissez-vous tous deux : rendez-le plus vif et plus passionné et qu'il vous rende plus tendres et plus raisonnables et vous serez sans reproche.... » Sans reproche! cela est beaucoup dire, mais si charmant! si délicat! Il est raisonnable, il prétend l'être et il l'est en effet, incapable d'une folie quelconque, d'un éclat qui ne serait pas de bon ton, d'une violence admirable, mais qui troublerait l'ordre établi et dérangerait les jolies toi-

1. *La Réunion des Amours.*

lettes; c'est entendu, mais tout raisonnable qu'il est, l'amour de Marivaux n'est point raisonné : « Qu'est-ce, dit Lisette, qu'un amour qui commence par *mais*, et qui finit par *car*[1]? » Et quand le pédant Hortensius, barbouillé de tabac, établit ce syllogisme : « On doit son cœur à ceux qui vous donnent le cœur; je vous donne le mien, *ergo* vous me devez le vôtre[2], » ah! l'impertinent et délicieux éclat de rire de la soubrette : « On ne doit son cœur qu'à ceux qui le prennent; assurément vous ne prenez pas le mien, *ergo* vous ne l'aurez pas!... » *Prendre le cœur*, voilà la grande affaire, tout l'amour est là. Mais comment prendre ce petit cœur du XVIIIe siècle, ce petit cœur qui est sans foi, sans élan, égoïste, comprimé dans l'étroit corsage aux pompons fleuris? Par la beauté morale, par le dévouement, par les générosités, les courages, les fiers dédains, les nobles audaces, par les aspirations vers le zénith? Vertuchoux! qu'est-ce que ces grands mots? Le cœur se prend par la beauté, par l'élégance, par le joli maintien, par la bonne grâce, par la manière de jouer de l'éventail ou de porter l'épée, par le chiffon dont on parle beaucoup, par l'épiderme dont on ne parle pas, mais auquel on pense. La bergère Sylvia se retourne et aperçoit Arlequin qui joue au volant. « Ah! mon Dieu! le beau garçon[3]! » Elle l'aime, le veut, elle est déjà toute à lui. La fière Araminte regarde par la fenêtre : « Marton, quel est donc cet homme qui vient de me saluer si gracieusement, et qui passe sur la terrasse? Est-ce à vous qu'il en veut? — Non, madame, c'est à vous-même. — (*D'un air assez vif.*) Eh bien, qu'on le fasse

1. *Dénouement imprévu*, sc. IV.
2. *Surprise de l'Amour* (la seconde), acte Ier, sc. XXV.
3. *Arlequin poli par l'Amour*, sc. V.

venir; pourquoi s'en va-t-il[1]? » Il n'en a pas fallu davantage pour prendre le cœur de cette grande dame : un coup de chapeau bien donné, une désinvolture gracieuse comme dans les dessins de Watteau, une silhouette *qui a la ligne*. Les hommes le savent, ils ont érigé en principe qu'il faut dire trois fois à une femme qu'elle est jolie, pour qu'elle vous remercie à la première fois, pour qu'elle vous sourie à la seconde, et pour qu'à la troisième elle vous récompense.

Amour qui vient vite, amour qui s'envole de même. « Est-ce qu'à force de nous voir nous deviendrions laids? Azor et moi, cesserons-nous d'être charmants? demande Eglé. — Non, lui répond la docte Carise, mais vous cesserez de sentir que vous l'êtes[2]. » Mesrou fait observer qu'il pourrait bien devenir aussi charmant qu'Azor. — « Le premier mois, la joie de Rodrigue fut violente; le second, elle devint plus calme, grâce à une de nos femmes qu'il trouva jolie; le troisième, elle baissa à vue d'œil, et le quatrième, il n'y en avait plus[3]. » — Rosimond dit de même : « Nous avons lié une petite affaire de cœur ensemble, et il y a deux mois que cela dure. Deux mois, le terme est honnête[4]... ». D'un amour évanoui, il ne reste pas un parfum, pas même un scrupule : « Lorsque je l'ai aimé, c'était un amour qui m'était venu. A cette heure, je ne l'aime plus, c'est un amour qui s'en est allé; il est venu sans mon avis, il s'en est retourné de même, je ne crois pas être blâmable[5]. » Les amants délaissés ont si vite fait de se consoler, au lieu de mourir! Un peu de poudre sur cette joue, un

1. *Les Fausses Confidences*, acte I, sc. v.
2. *La Dispute*, sc. vi.
3. *Le Prince travesti*, acte I, sc. iv.
4. *Le Petit-Maître corrigé*, acte II, sc. viii.
5. *Pièces détachées*.

peu de vent dans ces rubans, il n'y paraîtra plus. Le cœur n'a pas été effleuré.

Comment l'eût-il été? Dans cet amour qui a traversé mille ruses avant de s'avouer et qui n'a pas arrêté de badiner avec lui-même, ce sont les sens qui dominent avec l'esprit. Marquises et chevaliers sont des gourmets qui dégustent leur amour à petites gorgées et qui tiennent que vider d'un seul trait la coupe est le propre d'un rustre. Et puis, la grande affaire, ce n'est point la passion qui fait saigner et qui fait crier, c'est, Marivaux l'a déjà avoué, les effets et les conséquences de l'amour-propre dans l'amour [1].

Il est toujours et si attentivement à l'affût de cet amour-propre, qu'il n'a guère vu, dans l'amour chez les femmes, que la coquetterie. « J'étais femme, dit la comtesse, et on ne peut pas être femme sans être coquette [2]. » S'il avait composé ce fameux dictionnaire de *sa* langue qu'on réclamait de lui pour le nommer, comme inventeur, de l'Académie des sciences, on y aurait lu : FEMME, voyez COQUETTE. Il n'ignore pas qu'une coquetterie aussi raffinée suppose peu d'amour vrai. « La coquette ne sait que plaire, dit le vieux philosophe, et ne sait pas aimer; voilà pourquoi on l'aime tant [3] », ou, plutôt, voilà pourquoi elle excite une plus grande vivacité de plaisir, puisque aimer et désirer, c'est tout un.

Il est possible qu'elle soit plus émue, qu'ils soient tous deux plus sincèrement émus que Marivaux ne le fait paraître. Mais, aimée comme elle l'est par un être artificiel qui met tout son orgueil, quelque friande qu'elle soit, à cacher son sentiment, elle est bien

1. *La Double Inconstance*, acte III, sc. VIII.
2. *Spectateur français*, p. 169.
3. *Gabinet du philosophe*, p. 425.

obligée, elle aussi, à dissimuler le sien, si elle veut réussir. Triompher de cette résistance, amener le timide Lélio à surmonter sa crainte et le fat Rosimond à dépouiller sa vanité, se faire demander à genoux ce qu'on brûle d'offrir : voilà le but. Mais comment l'atteindre? « Ma tante raconte toujours, dit Jacqueline, qu'un amant, c'est comme un homme qui a faim, plus il a faim et plus il a envie de manger; plus un homme a de peine après une fille et plus il l'aime [1]. »

IV

Cherchons donc à suivre et à raisonner le manège même de ces coquettes....

La scène, « s'enfonçant dans le lointain vague d'une île qui n'est soumise qu'à la puissance morale, met sous vos yeux des naufragés dont la stature, sur ce sol nouveau, s'agrandit ou diminue à proportion que l'on est plus ou moins raisonnable »; le peuple parfait des insulaires de la Raison ne laisse tomber que des paroles d'or qui recevront le suffrage de Rousseau [2]. Spinette, ayant repris sa figure naturelle, fait la leçon à sa maîtresse :

« Bon! est-ce que le visage d'une coquette est jamais fini? Tous les jours, on y travaille, il faut concerter des mines, ajuster des œillades. N'est-il pas vrai qu'un jour à votre miroir un regard doux vous a coûté plus de trois heures à attraper? Encore n'en attrapâtes-vous que la moitié de ce que vous en vouliez; car quoique ce fût un regard doux, il s'agissait aussi d'y mêler quelque chose de fier; il fallait qu'un quart de fierté y tempérât trois quarts de douceur;

1. *Surprise de l'Amour*, acte Ier, sc. I.
2. *Lettres sur le théâtre.*

cela n'est pas aisé. Tantôt le fier prenait trop sur le doux; tantôt le doux étouffait le fier. On n'a pas la balance à la main. Et notre ajustement! et l'architecture de notre tête! et le choix des rubans! Mettrai-je celui-là? Non; il me rend le visage dur. Essayons de celui-ci. Je crois qu'il me rembrunit. Voyons le jaune : il me pâlit; le blanc : il m'affadit le teint. Que mettre? *Les couleurs sont si bornées, toutes variées qu'elles sont!* La coquette reste dans la disette; elle n'a pas seulement son nécessaire avec elle. Cependant on essaye, on ôte, on remet, on change, on se fâche, les bras tombent de fatigue; il n'y a plus que la vanité qui les soutient. Enfin, on achève; voilà cette tête en état; voilà les yeux armés. L'étourdi à qui tant de grâces sont destinées, arrivera tantôt. Est-ce qu'on l'aime (*très sincèrement*)? Non, mais toutes les femmes tirent dessus, et toutes le manquent. Ah! le beau coup si on pouvait l'attraper [1]. »

Ainsi, pareille à Clorinde allant au combat, la jeune veuve a revêtu son armure, et dresse son plan de campagne, trois fois belle, de sa beauté naturelle, de sa toilette provocante, du « je ne sais quoi de séducteur » qui murmure que déjà l'amour a passé là, et qu'il ne demande qu'à revenir. Mais lui aussi, le jeune seigneur « à éprouver », s'est armé de son côté; tantôt, sa fatuité propre le défend contre la grâce impertinente qui l'attaque; tantôt, sa timidité ou son ennui de la vie l'empêche de céder trop vite au charme délicieux qui l'envahit.

Marivaux n'a guère qu'un seul type de femme : la coquette; mais il a deux types d'hommes :

D'abord, le petit-maître, l'admirateur présomptueux des grands libertins de la Régence. Il a reçu leurs leçons, il cherche à copier leur langage et le débraillé de leurs allures; il voudrait bien tout copier, mais la race est trop fatiguée en lui. Friand d'élégance, il ne

1. *De la Raison ou les Petits Hommes*, acte II, sc. VI.

prend au sérieux, ni la vertu, ni le vice, ni les autres, ni surtout lui-même; il est pimpant, leste, spirituel, un épicurien à qui le tempérament fait défaut : c'est Rosimond du *Petit-Maître corrigé*, le chevalier du *Legs*, Lélio de *la Surprise de l'Amour*, Eraste de *l'Ecole des Mères*, Dorante des *Jeux de l'Amour et du Hasard*. La bataille s'engage : « La coquetterie me gêne, dit le marquis, elle me rend muet[1] ». Comment le faire parler, lui arracher le fameux aveu? « Eh bien, madame, je vous aime; qu'en pensez-vous? Et encore une fois, qu'en pensez-vous[2]? » — Lélio regarde l'émotion du cœur « comme une envie fatale de se perdre », il a dit adieu à l'amour, à la façon des jeunes poètes, qui, à l'épilogue de leur premier volume, disent adieu à la poésie, et il englobe la comtesse dans la haine mortelle qu'il a vouée au sexe. Comment lui faire rimer un second volume? — Rosimond a ses poches cousues de billets doux et, quand on lui parle de sa fiancée, il demande seulement : « M'amusera-t-elle[3]? » Comment émouvoir ce fat à bonnes fortunes, le jeter aux pieds d'Hortense, sous les yeux de Dorimène elle-même[4]?... Toute la pièce est là : Au début de chacune des comédies de Marivaux, l'homme apparaît immobile, comme un dieu Terme, tantôt par tempérament, tantôt par calcul. Et il s'agit de le faire marcher. Il marchera. En vain Dorante ou Rosimond s'efforce de se roidir contre la nature qui l'appelle, contre l'art qui se joint adroitement à la nature, contre son propre désir et contre sa tendresse; en vain, quand il ressent la première atteinte du mal, cherche-t-il à faire le fier, le dédai-

1. *Surprise*, sc. XXV.
2. *Id.*, sc. II.
3. *Petit-Maître corrigé*, acte II, sc. IV.
4. *Id.*, acte III, sc. XII.

gneux, le farouche « qui veut s'enfuir à Constantinople [1], » ou à se cantonner dans *un amour grenadier* [2]; jeux d'enfants! serments qu'emporte le vent! Quand une femme a arrêté dans son esprit de travailler à la chute d'un homme, rien au monde ne saurait empêcher la culbute. *Il faudra qu'il saute le bâton.*

Quand ses appas méconnus se révoltent [3], quand elle a laissé échapper le cri superbe : « Je ne veux point me marier, mais je ne veux pas qu'on me refuse! [4] » il n'y aura plus pour l'homme ni trêve ni merci. « La coquetterie machinale de la femme est déjà bien redoutable; mais, vraiment, quand la réflexion s'en mêle, c'est bien autre chose [5]. » La réflexion s'en mêlera.

Elle a naturellement sur lui deux grands avantages. Le premier, c'est de voir clair, c'est de savoir à coup sûr, dès le premier engagement, ce que lui ne sait qu'après la victoire, — et il ne le sait pas toujours, — si vraiment on l'aime. « L'oreille d'une femme, voyez-vous, d'une demi-lieue, entend ce qu'on dit, et d'un quart de lieue ce qu'on va dire [6]. » Donc, la voilà renseignée, à chaque minute, à chaque seconde, sur les pensées et les sentiments les plus secrets de son adversaire, tandis que lui marche à tâtons. — Second point : Elle ne sait pas seulement reconnaître « ce dépit rageur qui est le prélude de l'amour [7] », elle sait encore feindre l'indifférence, sûre ainsi d'allumer le désir et d'opposer chez l'homme, à l'amour-propre

1. *Surprise de l'Amour,* acte II, sc. v.
2. *Dialogue entre l'Amour et la Vérité.*
3. *Serments indiscrets,* acte II, sc. v.
4. *Surprise de l'Amour,* acte II, sc. v.
5. *Spectateur français,* p. 168.
6. *Surprise,* acte Ier, sc. IX.
7. *Legs,* sc. III.

de ne pas céder l'amour-propre plus vif de conquérir en pliant le genou. « Ma maîtresse est veuve, dit Lisette, à l'agent du marquis, elle est tranquille, son état est heureux, ce serait dommage de l'en tirer [1]. » Voilà le marquis fort entamé par ce défi; aussitôt, la comtesse entre en scène : « Elle n'agit point, elle gesticule; elle ne regarde point, elle lorgne; elle ne marche point, elle voltige; elle ne plaît point, elle séduit [2]. » Elle anime adroitement ses yeux d'un certain air de corruption [3]; elle possède un goût de hardiesse si heureux, qu'elle jouit du bénéfice de l'effronterie sans être effrontée [4]. De ses yeux armés, presque sans savoir comment, elle allume chez l'homme qu'elle veut enlever un certain libertinage d'imagination, qui lui fait oublier toutes ses belles résolutions, puis, sitôt ce faible cœur embrasé, elle recule, fait mine de s'enfuir derrière les saules, Galatée qui porte des mouches et dont l'habit est en prétintailles. Alors, vaincu, il supplie Lisette qui se rengorge à la pensée du triomphe de sa maîtresse; il reçoit avec transport cette réponse romaine : « On n'est d'avis de rien, mais qu'il vienne [5] ».

Il accourt, il plie le genou. Dans ce moment, regardez-la bien; admirez la froide majesté de sa victoire, observez ses yeux qui ont pris un lumineux particulier. Si elle s'attendrit, une amie est là pour lui rappeler les devoirs inflexibles de son sexe : « Et vous, ma sœur, tenez-vous fière; ne lui tendez pas la main en signe de paix, mais ne la retirez pas non plus, laissez-la aller afin qu'il la prenne ».

1. *Surprise de l'Amour*, acte II, sc. IV.
2. *Spectateur français*, p. 175.
3. *Pièces détachées*, p. 331.
4. *Ibid.*, p. 335.
5. *La Méprise*, sc. VIII.

On ferait un code des lois de la coquetterie chez Marivaux : quel code! Quand la vieille bergère a fini d'exposer à la douce Sylvia tout ce système compliqué : « Voilà qui est bien étrange, s'écrie la jeune fille, et vrai, j'aimerais autant ne point aimer que d'être obligée d'aimer ainsi. On devrait bien changer une manière si incommode. Ceux qui l'ont inventée n'aimaient pas autant que moi. » Hé! sans doute, pour ces grandes dames « enlever », c'est tout le jeu; l'amour, dès qu'il n'est pas *incommode*, est chose vulgaire et « tout à fait indigne d'occuper l'esprit ».

Et pourtant, à travers ces artifices de l'esprit que traduisent si bien les artifices de langage, le cœur, parfois, parvient encore à se faire entendre et, se retrouvant, réussit encore à mettre quelques phrases d'amour vrai dans tout ce gazouillement factice. Ces mots, les jeunes filles les prononcent, enfants frêles et délicates qui sont restées simples, malgré les mutineries coquettes qu'on leur a enseignées, qui sont éprises de vraie tendresse et non de la vanité d'enlever un homme remarqué par d'autres, et dont la causerie ingénue, après le babil assourdissant des *femmes mariées*, repose et détend les nerfs. Il semble qu'on passe avec elles d'une volière à un colombier, ou qu'on quitte les bords d'un torrent bruyant pour les rives tranquilles d'un ruisseau discret. Une bouffée d'air frais qui vient aux joues après une journée d'orage, un verre d'eau fraîche après un festin capiteux, sont comparaisons impuissantes à rendre la douceur de ces jeunes et souriantes apparitions, après ce long cortège de beautés artificielles et fardées. « Si je vous aime! dit Angélique à Dorante. Vous dites que le temps presse et vous me faites des questions inutiles [1]. Ah! je vois clair dans mon cœur.... Il faut

1. *La Mère confidente*, acte III, sc. VI.

n'aimer personne que nous deux. » — Et une autre Angélique : « N'allez pas me demander combien je vous aime, car je vous en dirai toujours la moitié moins qu'il n'y en a [1]. » « Etes-vous bien sûre de m'aimer? — Assez. — Assez! ce n'est pas assez [2]! »

Ainsi s'éveille par intervalles, tout au fond du cœur des femmes du XVIIIe siècle, une tendresse exquise et charmante, une bonté délicate que l'on a trop méconnue. On n'a vu que les dehors; l'éducation de ce monde artificiel avait tout mis en œuvre pour supprimer le cœur, le corset n'avait été inventé que pour comprimer ces cœurs qui ne demandaient qu'à parler. « Mais, quoi! les gens indifférents gâtent tout [3]. » De la tendresse parfois, mais jamais de passion : le mot même n'en est prononcé que par hasard. On a déjà expliqué cette absence de passion par la lassitude physique, par le grand drainage de la Régence qui avait épuisé les sources de vie : elle explique, en tout cas, cette honnêteté mondaine des personnages de Marivaux, la décence de ce répertoire qu'on a comparé, au milieu des licences de la littérature du siècle, à une fraîche oasis, à un décaméron de bonnes mœurs. Nos écrivains d'aujourd'hui, romanciers et dramaturges, croiraient déchoir s'ils n'avaient sans cesse les mots de vertu et de moralité à la bouche : mais comptez les romans et les comédies où l'amour n'est pas l'adultère ou la prostitution. Ceux qui, dans cent ans d'ici, écriront notre histoire sociale, croiront que nous avons vécu dans un monde où les amours honnêtes étaient inconnues, où il n'y avait pas de jeunes filles. En regard, en plein XVIIIe siècle,

1. *École des mères,* acte V, sc. v.
2. *Arlequin poli par l'Amour,* sc. x.
3. *Jeu de l'Amour et du Hasard,* acte III, sc. VII.

au milieu de cette époque qui a la réputation d'être la plus corrompue qui fût jamais, prenez l'œuvre dramatique de Marivaux : vous n'y trouverez pas un sentiment qui ait la prétention de triompher en dehors du mariage. « On s'épouse de tout temps, on s'épousera toujours ; on n'a que cette honnête ressource quand on aime. Le comte s'en va, le notaire reste, et vous vous mariez. » Toutes les comédies de Marivaux finissent par l'entrée en scène du notaire. Bourgeois, nobles, valets ou paysans, vous ne verrez sur cette scène que des jeunes hommes qui recherchent la main de jeunes filles ou de jeunes veuves. Ils ont pu vivre de la vie de plaisirs, mais cette vie reste dans la coulisse. Pas une courtisane, pas même une femme facile, — une seule Célimène, la Dorimène du *Petit-Maître corrigé*, mais, elle aussi, veut épouser : le beau Rosimond ne lui a jamais baisé que le bout des doigts ; — seule, une fée veut se dispenser des cérémonies officielles de mariage ; mais la bergère Sylvia lui ravit son Arlequin pour le conduire à l'église.

La cause finale de l'amour, chez Marivaux, est le mariage ; mais l'amour, s'il refuse de se passer de notaire, n'en est pas moins frotté de libertinage. C'est bien au mariage qu'on va, mais ce mariage sent d'une lieue sa petite maison. « La vertu ne sert qu'à ragoûter les passions, et non à les soumettre [1]. » Une certaine chose les préoccupe sans cesse ; ils n'en parlent pas, mais ils y pensent toujours. D'autres en parleraient, et en ont parlé sans indécence. Eux, même dans les allusions lointaines qu'ils se permettent, sont presque grossiers. Quand Lisette s'écrie : « Tout perdu ! vous me faites trembler ; est-ce que tous les

1. *Ile de la Raison*, acte II, sc. I.

hommes sont morts [1]? » ou encore : « Si je me marie jamais, ce superflu-là sera mon nécessaire [2]! » il n'y a pas à dissimuler qu'elle dit brutalement ce que sa maîtresse pense et n'ose avouer. Les délicatesses simples leur sont inconnues. Pour plaire, il semble que la vertu ait besoin du masque, des allures et du mauvais ton du vice. « Quel dommage de négliger un cœur tout neuf! cela est si rare [3]! » C'est cette considération de libertin qui décide Rosimond. L'amour vrai se reconnaît à cette pudeur : la recherche de l'ombre; être soupçonné, c'est presque être terni. Tous les amours de Marivaux s'étalent au grand jour, profanés dans des confidences à des valets gaillards....

Il faut arrêter cette analyse. L'amour, chez Marivaux, est pareil à un écheveau de soie formé de la réunion des mille nuances d'une seule couleur et qu'il faut démêler brin à brin pour pénétrer toute sa riche variété sous l'uniformité apparente. Mais comment noter le ton de tous ces fils légers?

V

Le XVIIIe siècle a goûté Marivaux comme auteur dramatique. Lui-même, il se croyait par excellence homme de théâtre, et Sainte-Beuve a remarqué que les personnages de ses romans et de ses nouvelles sont toujours faits en vue d'un acteur ou d'une actrice qui doit les compléter et qu'ils semblent attendre [4]. Marivaux voyait naturellement les choses au feu de la

1. *Surprise de l'Amour*, acte Ier, sc. I.
2. *Jeu de l'Amour*, acte Ier, sc. I.
3. *Petit-Maître corrigé*, acte II, sc. I.
4. Sainte-Beuve.

rampe; il coupait les conversations en dialogues scéniques, marquait la place de chacun comme s'il s'agissait de la représentation d'une pièce, notant avec soin costumes, poses, gestes et inflexions de la voix. Aussi le théâtre fut-il sa pensée dominante : « nulle année sans une ou plusieurs comédies »; c'est pendant les entr'actes qu'il écrivit les articles de journaux qui composent le *Spectateur français* et le *Cabinet du philosophe*, et ses deux principaux romans, la *Vie de Marianne* [1] et *le Paysan parvenu* [2].

Romans, sont-ce des romans? On sait que les contemporains de Scudéry, ceux de l'abbé Prévost et ceux de Balzac ont compris ce terme vague d'une façon différente. A vrai dire, et tout en admettant que l'étiquette d'un livre importe peu, il est avéré que les lecteurs de *Marianne* et du *Paysan*, qui étaient en même temps ceux de *Manon Lescaut* et de *Clarisse*, refusaient déjà le titre de roman aux deux récits de Marivaux. Habitués comme nous le sommes de notre temps à ce que Taine a si bien appelé « le mélancolique plaisir de l'attention concentrée et de l'examen intérieur », nous serions peut-être mal venus à reprocher à Marivaux la pauvreté d'intérêt de ces ouvrages. Mais les hommes d'alors, moins déchus que nous de la haute imagination, et mieux installés dans la vie active, étaient dans leur droit quand ils réclamaient. Marivaux répondit : « Qu'on donnât à mes critiques un livre intitulé : *Réflexions sur l'homme*, ne le liraient-ils pas volontiers, si les réflexions en étaient bonnes? Nous en avons même beaucoup de ces livres, et dont quelques-uns sont fort estimés. Pourquoi donc ces réflexions leur déplaisent-elles ici, en

1. Les deux premières parties parurent en 1729, la onzième en 1743.
2. Le début, sept chapitres.

cas qu'elles n'aient contre elles que d'être des réflexions? »

Marianne, en effet, comme *le Paysan*, devrait être simplement intitulée *Réflexions sur la Femme*. L'intérêt romanesque y est presque nul : si Marivaux laissa ses deux livres inachevés, ce fut surtout par l'impossibilité de conclure d'une façon quelconque [1]. Peu de lectures sont d'ailleurs plus fatigantes : « Pardon, si je fais des points, écrivait Voltaire, je viens de lire deux pages de *Marianne* [2]. » C'est bien par deux pages qu'il faut lire *Marianne* et *le Paysan*.

« Ce que j'ai cherché, dit Marivaux, c'est à faire des portraits détaillés, et, selon moi, un portrait détaillé, c'est un portrait sans fin [3]. » Tout l'esprit de Marivaux, romancier, est dans cette définition. Partant, si vous ne vous plaisez qu'avec les artistes qui procèdent par grandes lignes, par larges plans, n'ouvrez pas la *Vie de Marianne*. Si vous admirez avec une passion exclusive les portraits de Rembrandt ou du Titien, les œuvres des maîtres qui négligent le détail pour aller droit à l'âme même, encore une fois passez votre chemin. Mais si vous savez prendre goût aux portraits infiniment minutieux, aux scènes d'intérieur de Gérard Dow ou de Mieris, arrêtez-vous à Marivaux; il est votre homme et, dès qu'il quitte le théâtre, le plus magot de tous les Parisiens de son temps.

D'abord, ses cadres. Ceux de ses comédies sont empruntés aux horizons bleus et doux de Watteau,

1. On peut s'en convaincre en lisant la douzième partie de *Marianne*, par M. Riccobini, et la deuxième partie du *Paysan*, par un très méchant écrivain qui est demeuré inconnu.

2. Marivaux a publié *Marianne* par livraisons fort *distancées* l'une de l'autre.

3. Même préface.

ceux de ses romans sont les plus prosaïques que l'on puisse imaginer. Ici, une boutique de lingère, décrite coin par coin, avec la bavarde Mme Dufour, « une grosse réjouie, qui, à vue d'œil, paraissait la meilleure femme du monde », sa servante Toinon, « une grande fille qui se redressait toujours, et qui maniait sa toile avec tout le jugement et toute la décence possible; elle y était tout entière, et son esprit ne passait pas son âme [1] ». Là c'est un chœur d'église, envahi par l'obscurité, comme dans un tableau de Pieter de Neef; l'écrivain comme le peintre nous donnent la description très exacte de tous les fidèles et leurs accoutrements. Plus loin, la maison « sobre et bien tenue » de Mme de Valville, la cellule d'une religieuse et le parloir d'un couvent, la ferme du bon M. Vintot; ou encore, ailleurs, l'antichambre et l'office d'une grande maison, la salle à manger et la cuisine de deux vieilles dévotes, un modeste appartement du quartier Saint-Gervais, celui des épiciers et des merciers du temps, la chambre de malade de M. Dorville, la boutique d'un commissionnaire en marchandises. Dans cette série d'intérieurs hollandais, dans ces milieux médiocres, se meuvent nécessairement des personnages médiocres. Le monde des petits nobles, des petits bourgeois, des petits marchands et des valets, est celui que Marivaux étudie avec une prédilection marquée. En effet, il s'y trouve à l'aise; il n'en redoute aucune sorte d'éclat; il se repose avec sécurité sur les vues bornées de ces gens et sur le peu d'élévation de leur cœur; avec eux il ne sort pas de sa sphère habituelle, il ne court aucun risque de vertige; il avance tranquillement, *en plein gris*; encore un peu, on mettrait en doute que le peintre prosaïque de Mme Dufour

1. *Marianne*, I[re] partie, p. 40 et 49.

et de Mlle Hubert soit le même que le poète de *Sylvia.*

Dans le cœur de ces petites gens, Marivaux ne veut voir encore que le petit des sentiments, c'est-à-dire, en général, que des sentiments vulgaires, de mesquines passions qu'un manteau de décence et de raison dissimule aux yeux du monde, mais dont l'on sent bien, dans le for intérieur, qu'ils ont souvent plus d'influence sur les actions que les grands mobiles apparents. Recherche des cadres médiocres, et, par suite, des personnages et des sentiments médiocres, voilà ce qu'on a appelé le *réalisme* de Marivaux; je me garderai d'ailleurs de justifier cette recherche. Ce qu'il convient d'apprécier, c'est, avec la finesse de l'exécution, une connaissance si étonnante des pensées les plus intimes de l'homme que l'envie vous prend à chaque instant de dire à l'auteur : « Mais comment savez-vous cela? Qui donc vous a rapporté qu'il en était ainsi? Qui nous a trahis! Quand nous avez-vous surpris? Par quelle fente secrète nous avez-vous épiés? »

La *Vie de Marianne* est une série de lettres qu'une coquette sur le retour est censée adresser à une amie, un peu pour lui faire le récit de ses aventures, beaucoup pour lui faire part « de certaines connaissances du cœur et du caractère des hommes » qu'elle croit avoir. Elle écrit? Non. De l'aveu même de l'auteur, « elle s'imagine être avec son amie, lui parler, l'entretenir, lui répondre [1] »; elle bavarde, sème son discours de petites négligences savamment calculées; « elle cause au rez-de-chaussée [2] ».

Marianne est une fille de seize ans, élevée par la sœur d'un vieux curé, et qui, après la mort de sa

1. Préface de la IIe partie.
2. *Fausses Suivantes,* acte IV, sc. v.

protectrice, se trouve exposée aux séductions ingénieuses et aux habiles persécutions d'un dévot grisonnant. Marianne, cependant, n'a d'Agnès que son âge. Dès sa première entrevue avec M. de Climal, elle se révèle comme une créature savante et qui se rend compte; elle s'exerce à faire agir sur lui sa tristesse et sa fierté. Elle dit bien, d'une fort belle expression, qu'elle avait alors *le cœur mort*, mais elle note toutes les inflexions calmes du « ton bas et douloureux » qu'elle a choisi pour lui répondre; elle se laisse prendre la main « qu'elle avait belle », elle rougit délicieusement quand le vieux dévot lui achète des gants et veut la ganter lui-même. Vraiment, M. de Climal était autorisé à se tromper et à prendre cette coquette pour une rouée. En effet, elle avouera un peu plus loin qu'enfin elle avait vu des amants dans son village, qu'elle avait entendu parler d'amour, qu'elle avait même déjà lu quelques romans à la dérobée et tout cela, « joint aux leçons que donne la nature [1] », fait qu'elle s'aperçoit bien vite de la passion de son protecteur. Tirera-t-elle, oui ou non, profit de cette passion? Elle est très hésitante avec elle-même. « M. de Climal m'avait parlé d'un habit qu'il voulait me donner et nous sortîmes pour l'acheter à mon goût. *Je crois que je l'aurais refusé si j'avais été bien convaincue* qu'il avait de l'amour pour moi; car *j'aurais eu* un dégoût, *ce me semble,* invincible à profiter de sa faiblesse, surtout ne la partageant pas; car, quand on la partage, on ajuste cela; on s'imagine qu'il y a beaucoup de délicatesse à n'être point délicat là-dessus; mais je doutais encore de ce qu'il avait dans l'âme. Ainsi, j'acceptai l'offre de l'habit à tout hasard [2]. » Et encore : « On m'a menée à M. de Climal comme à un

1. *Marianne,* Ire partie, p. 49.
2. *Id.,* p. 47.

homme charitable et pieux, il me fait du bien; tant pis pour lui si ce n'est pas dans de bonnes vues [1] ! » Tout cela n'est-il pas très chancelant? Cette jeune fille, déjà femme, est-elle défendue par un autre sentiment que la fierté? Eh bien, non, elle n'a pas d'autre défense, elle n'a pas d'autre cuirasse contre l'appétit sexagénaire de M. de Climal, que son amour-propre, « cet amour-propre douillet » [2], que le riche dévot est assez maladroit pour blesser au vif, en parlant lui-même de sa bonté, de sa générosité, de sa charité chrétienne. D'ailleurs, Marianne ouvre d'elle-même les yeux sur l'immoralité de ses procédés; il a suffi d'une nouvelle blessure, un peu plus sensible que les autres : « Dans le fond, ce n'est plus de l'honneur que de laisser espérer aux gens qu'on en manquera. L'art d'entretenir un homme dans cette espérance-là, je l'estime encore plus honteux qu'une chute totale dans le vice. »

En résumé, tout l'intérêt de la première partie de *Marianne*, la plus remarquable du roman, est là. Cette Marianne, dont la gentillesse et la grâce nous charment, malgré la sécheresse de son cœur, sera-t-elle ou non honnête femme? Au commencement de la seconde partie, les chances de salut sont devenues très faibles. Voyez, par exemple, le manège de coquetterie auquel elle s'exerce à l'église, pendant l'office du soir, et dites si cet amusant sacrilège ne dénote pas une perversion du cœur déjà bien avancée. A peine Marianne, vêtue de son habit neuf, a-t-elle pris place dans le haut de l'église « où le beau monde était à son aise, qu'elle se rend compte que les regards de tous les hommes sont fixés sur elle. Quant aux femmes elles s'aperçoivent

1. *Marianne*, Ire partie, p. 50.
2. *Id.*, p. 53.

qu'il n'était plus question d'elles, qu'on ne les regardait plus, que je ne leur laissais plus un curieux, et que la désertion était générale [1]. » Et Marianne de triompher : « Vous me direz que, dans leur dépit, il était difficile qu'elles me trouvassent aussi jolie que je l'étais; soit, mais je suis persuadée que le fond du cœur était pour moi, sans compter que le dépit même donne de bons yeux. »

Bientôt cette première victoire ne lui suffit pas; elle est de celles qui ne font jamais rien à moitié; elle ne sera satisfaite que lorsqu'elle aura atteint le but précis qu'elle se proposait. « De temps en temps, pour tenir les hommes en haleine, je les régalais d'une petite découverte de mes charmes; je leur en apprenais quelque chose de nouveau, sans me mettre pourtant en grande dépense. Par exemple, il y avait dans cette église des tableaux qui étaient à une certaine hauteur. Eh bien, j'y portais ma vue sous prétexte de les regarder, parce que cette industrie-là me faisait le plus bel œil du monde. » A deux pas de l'autel, tout cela est bien profane, mais encore relativement honnête. Voici qui ne l'est pas du tout : « Ce n'est point une nudité qu'un visage, se dit Marianne en se dégantant, mais une belle main commence à en devenir une, et, pour fixer de certaines gens, il est bien aussi sûr de les tenter que de leur plaire. »

Heureusement, au sortir de l'église, elle tombe en voulant fuir un carrosse qui vient derrière elle. Un jeune homme qu'elle a remarqué pendant l'office, accourt aussitôt, la relève, la fait porter chez lui; leurs yeux se croisent. « Valville ne jetait pas un regard sur moi qui ne signifiât : Je vous aime; et moi, je ne savais que faire des miens, parce qu'ils lui en

1. *Marianne*, IIe partie, p. 13 et 39.

auraient dit autant [1]. » Elle aime, elle est sauvée, elle aura désormais la vertu de repousser M. de Climal. N'allez pas croire toutefois à un de ces amours qui emplissent tout le cœur, qui absorbent toutes les forces, qui transportent l'âme : Marianne est trop coquette, trop *mutine* et trop intéressée pour être capable de s'intéresser à ce point. Au moment même où elle avoue sentir en elle « un mélange de trouble, de plaisir et de peur, quelque chose qui l'étourdit, qui la menace et qui prend déjà sur elle », elle se possède si bien qu'elle raisonne ainsi. Le chirurgien, sur le récit de son accident, décide qu'il veut voir son pied : « A cette proposition, je rougis d'abord par un sentiment de pudeur; et puis, en rougissant, pourtant, je songeais que j'avais le plus joli petit pied du monde, que Valville allait le voir, que ce ne serait point ma faute, puisque la nécessité voulait que je le montrasse devant lui; ce qui était une bonne fortune pour moi, bonne fortune honnête et faite à souhait, car on croyait qu'elle me faisait de la peine; on tâchait de m'y résoudre, et j'allais en avoir le profit immodeste en conservant tout le mérite de la modestie. »

En voilà assez pour donner la clef du procédé. Pour Marivaux, l'homme est la plus compliquée de toutes les machines terrestres, le nombre des mobiles de l'action la plus simple dépasse toute croyance, et chaque sentiment est pareil au plus polyédrique des cristaux. Rien n'est simple, rien n'est spontané. Aussi, quoi qu'il prétende, ce n'est pas le cœur, ce n'est que le cerveau de l'homme qu'il étudie et dissèque. Il croit que le fond de la nature humaine est plutôt bon que mauvais. Mais l'esprit est toujours irrésolu

1. *Marianne*, IIe Partie, p. 51.

et ne se détermine en fin de compte que sous une action extérieure. Comme les oiseaux des espèces les plus diverses s'abattent sur un arbre qui n'en peut mais, les pensées et les sentiments les plus différents viennent à l'homme qui ne saurait en être responsable. Aussi l'âme oscille-t-elle toujours entre le bien et le mal, et lui, l'auteur, ne se croit d'autre tâche que celle de noter successivement chaque oscillation, chaque désir, chaque regret, chaque scrupule, chaque aspiration, chaque calcul, chaque caprice, chaque tressaillement d'épiderme. Il est incapable de s'élever à une vue d'ensemble, il nie l'ensemble, il jure que le détail seul existe. Placé devant une tapisserie des Gobelins, il sait distinguer, avec une rare délicatesse de vue, la couleur exacte de chaque fil, mais il est trop myope pour voir le tableau lui-même, et il n'en devinera jamais le sujet. Ainsi les grandes passions lui restent inconnues; il ignore l'amour, la haine, le dévouement, la colère, l'ambition, ou, du moins, il n'en palpe que les ingrédients. Partant, pas une synthèse : tout est analyse, analyse aussi fatigante que fine, aussi pénétrante que monotone. Nul, plus que lui, n'a été doué pour la divination des petites choses. Marivaux a la même prétention que Trivelin, et il est en droit de l'avoir : « On peut se fier à mes observations. Tenez, je n'ai qu'à regarder une femme entre deux yeux, et je vous dirai tout ce qu'elle sent et qu'elle sentira, le tout à une virgule près [1]. Tout ce qui se passe dans son cœur s'écrit sur son visage, et j'ai tant étudié cette écriture-là que je la lis tout aussi couramment que la mienne. » Déchiffrer le plus grand nombre de visages, voilà le seul but que poursuive Marivaux dans ses romans;

1. *Fausses Suivantes*, acte II, sc. III.

tout son plaisir est de montrer une série de portraits étudiés dans la minutie et dessinés avec des raffinements incroyables d'exactitude. Des personnages ainsi présentés manquent de vie; on ne les voit pas, on ne les connaît pas : pourquoi? Parce qu'on les a examinés de trop près à la loupe. En quelques coups de crayon, l'abbé Prévost a fixé l'image ineffaçable de Manon Lescaut. La gravure à la pointe que Marivaux a tirée de Marianne, ne fait que passer, froide et inanimée, devant nous.

VI

Marianne est un combat, celui d'une jeune fille qui conquiert un mari par la grâce et l'amabilité de son esprit; mais en voici un plus singulier, celui d'un paysan qui parvient à la noblesse et à la fortune, parce qu'il se sait joli garçon et qu'il en tire profit. De quelque hypocrisie qu'on l'entoure, il n'y a point de plus ignoble trafic. Le Jacob de Marivaux, sans être Oriental, n'a pas l'air de soupçonner cette infamie. Il est très paysan, c'est-à-dire rusé, obstiné, inébranlable dans ses résolutions, avisé, gourmand, très chatouilleux sur certains points d'honneur; mais en même temps, comme disait Fénelon, il est très noble, « c'est-à-dire bien corrompu et bien dépourvu de moralité ». Fils d'un pauvre fermier, il tient en mépris le travail de la terre, et s'engage comme laquais dans une grande maison. Là, il se montre prêt à toutes les bassesses de second ordre. Il se prête en riant aux caprices grossiers de sa maîtresse, et il extorque de l'argent à une servante qu'il feint de vouloir épouser, « argent peu chrétien, dit-il lui-même, puisqu'il était le prix des faveurs accordées par Geneviève à mon

maître; mais mes principes de probité étaient encore fort courts, et, du reste, ce petit gain me profita beaucoup, car je m'en servis pour apprendre l'écriture et l'arithmétique avec quoi, en partie, je suis parvenu dans la suite [1] ». Pourtant, au dernier moment, il refuse d'épouser Geneviève, malgré les offres séduisantes de son maître, mais seulement par pure vanité de paysan. « Ma mère se maria fille, ma grand'mère en avait fait autant, et, de grand'mère en grand'mère, je suis venu droit comme vous voyez, avec l'obligation de ne rien changer à cela. » Quand l'honneur s'avise parfois de parler à Jacob, ce n'est pas, comme on voit, d'une voix impérative ; il discute lentement « avec la cupidité dont l'éloquence est si laconique, mais si vigoureuse [2] », et, s'il triomphe, ce n'est que par un rusé calcul de probabilité.

Le seigneur de *** meurt subitement et sa veuve se trouve ruinée; voilà Jacob sur le pavé de Paris, sans le sou, mais muni de « la petite vie qu'on appelle usage du monde et de sa bonne mine [3] ». Il ne restera pas longtemps sans emploi. Comme il passe par le Pont-Neuf, « il aperçoit près du cheval de bronze une femme enveloppée dans une écharpe de gros taffetas uni, qui s'appuyait contre les grilles et qui disait : « Ah! je me meurs! » Jacob lui vient adroitement en aide, et aussitôt la vieille dévote, charmée de sa bonne grâce, l'engage à son service. Mlle Agathe Hubert est un de ces morceaux de bois sec qui ont toujours rêvé de brûler, et qui ont attendu quarante années sans rencontrer de briquet. Naturellement, Jacob lui paraît fort propre à ce rôle, et, comme celui-ci la trouve « fraîche et ragoûtante », il ne

1. *Paysan parvenu*, p. 398.
2. *Id.*, p. 405.
3. *Id.*, p. 424.

demande pas mieux; il déjoue les intrigues d'un confesseur et d'une sœur aînée ligués contre lui, enlève Mlle Hubert et ses quatre mille livres de rente, et l'épouse malgré ses quarante-cinq printemps. Marivaux raconte alors, le plus naturellement et le plus tranquillement du monde, avec quel appétit brutal la vieille Hubert aime son jeune mari, et comme celui-ci se prête volontiers à cette passion, d'abord, parce que « sa reconnaissance ressemblait si bien à de l'amour qu'il ne s'embarrassait pas d'en examiner la différence [1] »; — en bon français, parce que sa femme le nourrit bien, lui donne de beaux vêtements et un nom aristocratique, et lui permet de jouer son petit bout de rôle dans le monde; — ensuite, parce que, tout compte fait, le vase lui importe aussi peu que la liqueur, pourvu qu'il ait l'ivresse. Bientôt deux grandes dames sur le retour le guignent pour sa bonne mine, et Jacob, devenu M. de Valée, se garde bien de repousser leurs avances, non pas qu'elles soient belles, « mais il est charmé de se trouver au gré d'une comtesse [2] ». Frétillant de vanité, il réfléchit encore que ses maîtresses ont dans le monde de hautes relations qui l'aideront à parvenir. Ce n'est déjà plus le paysan perverti, c'est le paysan entretenu.

A la centième page de son histoire, voici la situation de Jacob : il reçoit de Mme de Ferval une bourse « assez simple, mais assez pleine pour payer les carrosses qui doivent le mener au rendez-vous galant de la dame [3] »; il exploite de la même façon Mme de Técourt; en même temps il se laisse tant aimer par Mme de Valée que la pauvre femme en meurt au bout de quelques mois. Tout cela est assez mal-

1. *Paysan parvenu*, p. 488.
2. *Id.*, t. VIII, p. 38.
3. *Id.*, p. 101.

propre, et Marivaux commence enfin à s'en douter; il se reprend alors avec une habileté de métier qui est incomparable. Juste au moment où, pris de dégoût, vous allez jeter le livre, Jacob observe que « l'âme se raffine à mesure qu'elle se gâte [1] ». Coup sur coup, il se fait le protecteur d'une pauvre veuve que menace un haut fonctionnaire libertin; il tire l'épée pour défendre un gentilhomme attaqué par trois spadassins, il secourt de son argent un frère malheureux, il tombe réellement amoureux d'une vraie grande dame qui, par miracle, est jeune. « Jusque-là, dit-il, j'avais toujours été prévenu [2]. » L'amour pour Mme de Vambures le purifie. Pour mériter sa main, il renonce à son oisiveté, il travaille, il se fait valoir, il rend au ministre des services estimés, il devient vraiment homme du monde. « Lors de mon mariage avec Mlle Hubert, écrit-il avec finesse, je ne pouvais me lasser d'admirer une simple robe de chambre; et aujourd'hui, sans étonnement, je remplis le fond d'un carrosse. Un appartement autrefois me semblait un palais, et ma maison n'a rien qui m'étonne.... Mais voilà l'homme; j'avais passé tout d'un coup dans cet appartement, et je n'étais venu que par degré dans ma maison. »

Quelle idée l'auteur d'un pareil livre se faisait-il du monde qu'il dépeignait ainsi? que pouvait-il augurer de son avenir? On a vanté souvent le style élégant et facile du *Paysan parvenu*, supérieur même à celui de *Marianne*, et l'intuition profonde qui ferait croire de Marivaux, comme d'un romancier moderne, « qu'il a confessé en province ». Ce n'est pas assez; il faut compléter l'éloge : Marivaux ne s'est pas contenté de

1. *Paysan parvenu*, p. 116.
2. *Id.*, p. 378.

trahir les secrets du confessionnal; il a été, à sa manière, un précurseur de la Révolution.

VII

Avez-vous suivi dans sa croissance le vent qui va déchaîner l'orage? Ce n'est d'abord qu'une brise timide, et, quand elle passe à travers les campagnes, les grands arbres frémissent à peine dans leur feuillage, les arbustes seuls et les plantes en tressaillent. Mais lorsque le vent s'élève et s'élargit, qu'il devient ouragan, lorsqu'il éclate dans toute sa fureur, alors ce sont les chênes et les cèdres qui tremblent et qui font en s'entre-choquant une rumeur terrible; mais les plantes qui les premières ont vibré sont devenues muettes, brisées et courbées sur le sol. Il en est de même des vents de révolution qui traversent les siècles : souffles légers à leur début, ils n'agitent que les petits et les humbles; les grands de la pensée s'en aperçoivent à peine. Mais quand la brise devient tempête, quand elle s'appelle l'*Encyclopédie* et Quatre-vingt-neuf, alors on n'entend plus dans le monde que les cris perçants de Jean-Jacques et les rugissements de Mirabeau. Mais les délicats se taisent depuis longtemps, abîmés par la violence d'en haut et terrassés dans l'ombre.

Marivaux a été l'un de ces humbles : il a vibré au premier murmure du souffle qui devait être la Révolution; quand Voltaire s'attardait encore aux pieds de *Zaïre*, il écrivait déjà le *Spectateur*; mais quand la brise sera devenue tempête, quand Voltaire donnera le *Dictionnaire philosophique* et Rousseau le *Contrat*, il sera rentré dans le silence.

On connaît déjà la douce et bonne nature de Mari-

vaux, « l'homme pitoyable par excellence ». Regardez le portrait de Pougin de Saint-Aubin ou le beau buste du foyer de la Comédie-Française : un petit homme assez replet, le col court, la tête ronde, les yeux grands ouverts et comme mouillés, le front grave, la lèvre mince sous un nez spirituel, un Louis XVI intelligent.

Quand il entra dans le monde, dans les salons de Mme de Tencin et de la duchesse du Maine, Marivaux n'avait vu d'abord que l'élégance de la société raffinée qui l'accueillait avec empressement et dont l'esprit aimable et gracieux était à l'unisson du sien. Il en devint le peintre, le poète, fixa pour l'histoire son badinage, ses caprices et ses coquetteries, fut à cette société frivole et charmante ce que Balzac avait été à l'hôtel Rambouillet. Mais l'analyse est une pente rapide. A dépeindre et à décrire le brillant vernis qui prêtait « son lumineux » à l'ancien régime, il ne tarda pas à deviner les secrets du fard qui recouvrait tous les visages et il voulut voir aussi le dessous des choses. De sa main légère, mais sûre, sans autre but (ce qui est peut-être une infériorité) que celui de savoir, de se rendre compte, il se mit à l'œuvre. Il ne se rendit compte que trop tôt. Il découvrit alors que ce monde, dont il avait été le poète complaisant, était l'un des plus égoïstes et des plus corrompus qui furent jamais, que la soif des plaisirs y avait tué jusqu'aux instincts les plus naturels au cœur humain, que la probité n'était plus qu'un vain mot, que la justice n'était nulle part, que le privilège trônait partout, qu'être né avec un blason sur son berceau importait plus que d'être né avec tous les dons de l'esprit, que la noblesse était perdue de vices et déjà décrépite dans son intelligence, que la bourgeoisie et le peuple avaient contracté tous les défauts qui

sont naturels aux opprimés; il vit comme Hamlet, et dans toute leur nudité, « l'orgueil des grands, les hauteurs des ennemis insolents, les mépris dont le plus indigne abreuve le plus vertueux ». Il vit; il aurait pu se taire : il parla. « Il a dans ses ouvrages, dira Voltaire, un caractère philosophique d'humanité et d'indépendance dans lequel je retrouve avec plaisir mes propres sentiments.... » Vous entendez : les sentiments du défenseur de Calas.

Déjà, dans ses comédies, la colère de cette âme droite apparaît, une protestation discrète se fait entendre sous le rire. « D'un sang noble? s'écrie le paysan du *Dénouement imprévu*. Quelle diable d'invention d'avoir fait là du sang de deux qualités pendant qu'il vient du même ruisseau [1]? » Ailleurs, il raille vertement ceux qui veulent qu'on ait quatre mille ans sur la tête pour valoir quelque chose [2]. C'est surtout l'inégalité des conditions qui l'irrite. « Dans ce pays-ci, on a bientôt dit des injures à ceux à qui l'on peut en dire impunément [3]. » Dans l'*Ile des Esclaves*, il préconise une manière de révolution sociale, une saturnale permanente, « les maîtres devenus esclaves, et *vice versa* ». Il a la plus mauvaise opinion des nobles : « Savez-vous souvent de quoi vit l'orgueil de la noblesse? De ces petites hontes qui nous arrêtent nous autres [4]. » — « Étourdi par nature, étourdi par singerie, parce que les femmes les aiment comme cela, un dissipe-tout, vilain quand il faut être libéral, libéral quand il faut être vilain; bon emprunteur, mauvais payeur; honteux d'être sage, glorieux d'être fou, un petit brin moqueur des bonnes gens, un petit brin

1. *Dénouement imprevu*, sc. I.
2. *Héritiers du village*, sc. IV.
3. *Pauvre Suivante*, sc. I.
4. *Ile des Esclaves*, sc. III.

hâbleur avec tout plein de maîtresses qu'il ne connaît pas » : voilà le noble, et il le croit incorrigible. « Parmi les jeunes gens du bel air, dit-il, il n'y a rien de si bourgeois que d'être raisonnable », et, dans l'*Ile de la Raison*, c'est le courtisan qui s'amende le dernier.

Ce qu'il dit ainsi en riant dans ses comédies, il le dit plus gravement encore dans ses romans, où il dénonce la corruption des classes privilégiées et l'hypocrisie des gens d'Église. « Les dévots fâchent le monde et les gens pieux l'édifient; les premiers n'ont que les lèvres de dévot, c'est le cœur qui l'est dans les autres; les dévots vont à l'église simplement pour y aller, pour avoir le plaisir de s'y trouver, et les pieux pour y prier Dieu; ces derniers ont de l'humilité, les dévots n'en veulent que dans les autres. Les uns sont les vrais serviteurs de Dieu; les autres n'en ont que la contenance. Faire oraison pour se dire : « Je la fais », porter à l'église des livres de dévotion pour les manier, les ouvrir et les lire; se retirer dans un coin, s'y tapir pour y jouir superbement d'une posture de méditatif, s'exciter à des transports pieux, afin de croire qu'on a une âme très distinguée; en sentir en effet quelques-uns que l'ardente vanité d'en avoir fait naître, et que le diable, qui ne les laisse manquer de rien pour les tromper, leur donne; revenir de là tout gonflé de respect pour soi-même, et d'une orgueilleuse pitié pour les âmes ordinaires; s'imaginer ensuite qu'on a acquis le droit de se délasser de ces saints exercices par mille petites mollesses qui soutiennent une santé délicate, tels sont ceux que j'appelle les dévots [1]. » Et ailleurs : « Les dévots n'aiment jamais tant Dieu que lorsqu'ils en ont

1. *Paysan parvenu*, p. 434.

obtenu leurs petites satisfactions temporelles, et jamais on ne prie mieux que quand l'esprit et la chair sont contents, et prient ensemble.... Les dévotes se dédommagent des péchés qu'elles ne font pas par le plaisir de savoir les péchés des autres, c'est toujours autant de pris [1].... » Lorsque l'archevêque de Sens, M. Languet de Gergy, recevant Marivaux à l'Académie, le tançait de son immoralité, il est permis de supposer qu'il pensait à ces pages redoutables plus qu'aux *Surprises de l'Amour*....

Mais Marivaux observait, sondait, s'indignait de plus en plus; bientôt le cadre du roman lui devint trop étroit. Ni dans *Marianne*, ni même dans *le Paysan*, il n'avait réussi à décharger son cœur, gros des injustices et des inégalités du siècle; il chercha un autre mode du publicité que le livre. Quoi? le journal : Marivaux, avec une singulière hardiesse, se fit journaliste. Coup sur coup, sur le modèle d'Addison, il fonda trois recueils périodiques : *le Spectateur français*, *le Cabinet du philosophe*, *l'Indigent philosophe*, que la cabale des démasqués tua, mais qui méritent, les deux premières surtout, de revivre. Il est arrivé à Beaumarchais de prendre, comme dans un bois, à Marivaux l'une de ses tirades les plus célèbres, de calquer, sans en rien dire, la première scène du *Barbier de Séville* sur la première scène de *la Fausse Suivante*. « Tantôt maître, tantôt valet, toujours prudent, toujours industrieux, ami des fripons par intérêt, ami des honnêtes gens par goût, traité poliment dans une figure, menacé d'étrivières sous une autre; changeant à propos de métier, d'habit, de caractère, de mœurs, risquant beaucoup, résistant peu, libertin dans le fond, réglé dans la forme,

1. *Paysan parvenu*, p. 100, 478.

démasqué par les uns, soupçonné par les autres, à la fin équivoque à tout le monde, j'ai tâté de tout.... » On croit entendre *Figaro*, et *la Fausse Suivante* est de 1724. Lisez maintenant cette page du *Spectateur français*, et dites si Paul-Louis, écrivant le *Pamphlet des pamphlets*, ne l'avait pas sous les yeux ou dans la mémoire :

Je m'amusais l'autre jour, dans la boutique d'un libraire, à regarder des livres. Il y avait un homme âgé qui, à la mine, me parut homme d'esprit grave; il demanda au libraire, mais d'un air de bon connaisseur, s'il n'y avait rien de nouveau. —J'ai le *Spectateur,* lui répondit le libraire. — Là-dessus, mon homme mit la main sur un gros livre, dont la reliure était neuve, et lui dit : — Est-ce cela? — Non, monsieur, reprit le libraire, le *Spectateur* ne paraît que par feuille, et le voilà. — Fi! repartit l'autre, que voulez-vous qu'on fasse de ces feuilles-là? Cela ne peut être rempli que de fadaises, et vous êtes bien de loisir d'imprimer de pareilles choses. — L'avez-vous lu, ce *Spectateur*? lui dit le libraire. — Moi, le lire! répondit-il : non; je ne lis que du bon, du raisonnable, de l'instructif, et ce qu'il me faut n'est pas dans vos feuilles. — En effet, je suis du sentiment de monsieur, dis-je alors en me mêlant à leur conversation, il parle en homme sensé; pures bagatelles que des feuilles! La raison, le bon sens et la finesse peuvent-ils se trouver dans si peu de papier? Ne faut-il pas un vaste terrain pour les contenir? Un bon esprit s'avisa-t-il jamais de penser et d'écrire autrement qu'en gros volumes? Jugez de quel poids peuvent être des idées enfermées dans une feuille d'impression que vous allez soulever d'un souffle; et quand même elles seraient raisonnables, ces idées, est-il de la dignité d'un personnage de cinquante ans, par exemple, de lire une feuille volante, un colifichet? Non, à cet âge-là, tout savant, tout homme d'esprit ne doit ouvrir que des in-folio, de gros tomes, respectables par leur pesanteur, et qui, lorsqu'il les lit, le mettent en posture décente, de sorte qu'à la vue du titre seul, et retournant chaque feuillet du gros livre, il puisse se dire franchement en lui-même : Voilà ce qu'il faut à un homme aussi sérieux que moi, d'une aussi

profonde réflexion. Là-dessus, il se sent comme entouré d'une solitude philosophique, dans laquelle il goûte en paix le plaisir de penser qu'il se nourrit d'aliments solides dont le goût n'appartient qu'aux raisons graves[1].

Addison, l'auteur du *Spectateur anglais*, n'a pas écrit une page plus vive, ni présenté du journalisme naissant une défense plus spirituelle et plus judicieuse. Le parallèle, d'ailleurs, s'impose autrement que par la similitude du titre. Même « noble et unique fin » chez l'un et chez l'autre : « bannir le vice et l'ignorance du territoire de la patrie[2] ». Même forme pour exprimer la pensée : la causerie alerte, enjouée, l'interpellation directe au lecteur. Le succès seul a été différent : tandis que l'ouvrage périodique de Marivaux succombait sous les coups d'une cabale acharnée, Addison réussissait à Londres, à l'égal des plus illustres romanciers. Ce que l'on reprochait le plus vivement à Marivaux aurait précipité encore le succès d'Addison en Angleterre : il est trop juste, il tient la balance trop parfaitement égale. Telle est la note dominante du *Spectateur* et du *Cabinet* : la poursuite obstinée, non pas de cette justice absolue qui ressemble souvent à l'injustice, mais de cette justice relative qui tient compte de tous les mobiles et de toutes les influences. Marivaux est un critique sévère de l'aristocratie, mais il ne croit pas pour cela que du côté du peuple soient toutes les vertus. De la même plume qui dénonce avec vigueur les inégalités sociales, il s'en prend aux travers de la bourgeoisie comme aux vices de la noblesse. A peine a-t-il exposé le *pour* qu'il développe le *contre*. Il condamne la superstition, mais il met en garde contre les excès de la libre pensée. Il s'élève contre

1. 6e feuille, p. 45, 46.
2. *To banish vice and ignorance.* (Addison.)

la licence des mœurs, mais il avoue son goût très vif pour les délicatesses d'une société polie. Il raille cruellement les petits maîtres sans esprit et les coquettes sans cœur, mais il pense que les copies bourgeoises de la noblesse sont plus misérables encore que les originaux aristocratiques. Il condamne avec sévérité les insolences et les dédains injurieux des grands seigneurs, mais il est écœuré de la platitude de leurs clients. Il déclare la guerre aux abus de pouvoir, mais il prévoit avec déplaisir la violence des revendications populaires. Il croit les classes privilégiées corrompues et perverses, mais il écrit aussitôt : « Vous vous imaginez que le peuple est méchant, et vous avez raison. »

L'avocat plaide et, s'il embrasse chaudement la cause de son client, il est assuré au moins d'une amitié dévouée. Le juge impartial court les plus grands risques de n'avoir personne avec lui. Or, Marivaux jugeait, et d'Alembert disait avec raison de sa philosophie qu'elle était « toute littéraire et naturellement éloignée de tout excès ». Partant il aura affaire à deux sortes d'ennemis : ceux qu'il a condamnés et qui lui en veulent de son arrêt; ceux dont il a accueilli la plainte, mais qui lui en veulent de ne l'avoir pas approuvée tout entière. Ajoutez que, si, muni de maximes et de sentences, il ne marche jamais à tâtons, s'il n'est point de situation qui le surprenne ou l'inquiète, s'il comprend ou s'il devine toute chose, sa conception de la justice et de la vertu n'a rien de sublime et qu'il ne l'étaye d'aucun grand principe. Son idéal de l'honnête homme est irréprochable, mais très « bourgeois » : bon époux, bon père, administrateur prévoyant et exact, un vicaire de Wakefield mondain et point raidi de puritanisme. Cet honnête homme-là a le droit d'être très

sévère; mais ce n'est pas le *héros* et il ne passionne pas : il n'a que les inconvénients de la vertu. Il ne cherche pas d'ailleurs à passionner (ce qui est une autre faute de tactique), à imposer son sentiment. Il ne disserte pas, il cause, il dit toute la vérité. Il ne croit pas beaucoup à la perfectibilité humaine, il l'avoue, mais, « nonobstant, il faut travailler de son mieux à répandre les idées qu'on croit justes et bonnes ». Sans doute; mais, en dehors du Sage, tout travail de propagande suppose la foi dans la perfectibilité; supprimez cette foi erronée, mais nécessaire, et vous supprimez tout apostolat. « Les hommes, en général, ne méritent pas qu'on les oblige; mais ce serait être aussi méchant qu'eux que de les traiter comme ils le méritent [1]. » Sans doute, mais si vous supprimez l'amour, la pitié, la charité, le Sage restera encore tout seul à ne pas traiter les hommes comme ils le méritent. — Ce n'est pas que Marivaux, moraliste, soit incapable de colère, d'éloquence et de violence : lisez, dans la première feuille du *Spectateur*, le tableau de « l'insolence des riches », du sentiment gigantesque qu'ils ont d'eux-mêmes; — ou, dans la quatorzième, la nouvelle du père délaissé et maltraité par le fils qu'il a comblé, premier type admirable du père Goriot, — ou encore l'histoire de cette fille du peuple qu'un riche bourgeois offre de sauver de la misère, elle et sa famille, si elle veut se livrer à lui. « Veux-tu du pain?... Deviens infâme et je t'en donnerai! » cri superbe et que Diderot a dû envier. — Mais c'est l'exception; d'ordinaire, Marivaux ne cherche pas à entraîner; il s'efforce seulement de convaincre; il condamne le séducteur, mais il n'exhorte pas la fille séduite à tuer l'homme qui l'a déshonorée; il flétrit

1. *Pièces détachées*, p. 116.

l'accapareur, mais il ne pousse pas la foule à piller son grenier ; il réprouve les moines hypocrites, mais il ne propose pas « d'ourdir les entrailles du dernier des prêtres pour en faire le cordeau qui étranglera les rois ». Il se fait beaucoup d'ennemis, mais pas un ami. Assurément, les premiers coups qu'il a portés sont légers en comparaison de ceux qui suivirent, mais ce sont les premiers. Et l'on ne pardonne jamais les premiers coups.

Il ne faudrait exagérer ni l'idée *révolutionnaire* de Marivaux dans ses gazettes, ni la colère que ces publications provoquèrent contre lui. Il n'en reste pas moins avéré que Marivaux, ayant été des premiers à dénoncer les vices de l'ancien Régime, fut aussi des premiers à en prédire la catastrophe inévitable, et que les salons, où la philosophie n'était pas encore à la mode, en conçurent une profonde rancune. Marivaux se découragea tout de suite. Il avait été trop et trop tôt gâté par la bonne fortune pour pouvoir se résigner à la mauvaise. Il préféra abdiquer. Le succès l'ayant abandonné du matin au soir, il renonça à la lutte du jour au lendemain. Il n'était jamais plus heureux que la plume à la main ; il brisa sa plume. Il avait été, pendant un quart de siècle, l'enfant chéri du public, affiché par Sylvia, élu par l'Académie contre Voltaire : il va s'enfermer dans un silence de vingt ans d'où il sortira à peine, de temps à autre, pour s'inscrire en faux contre l'attribution de son nom au marivaudage. Mignard ne s'était pas formalisé de *mignardise* ; Marivaux, au contraire, se fâcha, refusa l'honneur d'avoir découvert la province à qui l'on donnait son nom et réclama dans un nombre considérable de lettres à tous ses amis. Naturellement, la taquinerie s'entêta et le nom resta, à la grande colère de Marivaux, qui réclama jusqu'à la fin.

Marivaux avait-il tort ou raison de protester? Était-il le Colomb du nouveau style? Et, s'il ne l'était pas, pourquoi faisait-on de lui le Vespuce de ce domaine?

Nous avons montré le travail de la pensée chez Marivaux; il pense avec peine et comme avec précaution; il ferme les yeux en plein air, au clair soleil; il s'abrite, pour regarder, derrière un rideau de gaze, dans le coin d'une fenêtre aux vitres dépolies. Ce que l'on voit ainsi dans le demi-jour, on ne l'exprime pas simplement et les mots arrivent avec peine : mais Marivaux les habille encore à la dernière mode. Il manie la plume comme Lancret manie le pinceau et Clodion l'ébauchoir, avec une habileté merveilleuse, mais timidement, sans franchise. Ses manuscrits sont une suite de ratures : il n'a jamais imprimé une phrase qu'il ne l'ait vingt fois au préalable remaniée, repolie et retouchée. Il n'écrit pas pour montrer, mais pour expliquer, pour prouver qu'il sait. Seulement, comme, tout apprêté qu'il est, il redoute de le paraître, dès que la dernière épingle est piquée, il chiffonne la toilette de son style. Appliquez à sa manière d'écrire ce qu'il a dit du négligé chez les femmes, et vous aurez la formule exacte : « Les femmes sont coquettes sans relâche. Or, elles ne le sont jamais plus que quand elles veulent insinuer qu'elles ne le sont pas. Le négligé est une abjuration simulée de la coquetterie, mais en même temps le chef-d'œuvre de l'art de plaire [1]. » Voilà le procédé même de Marivaux, « le costume de sa pensée ». Tantôt la fine mousseline est unie, lisse, sans ornement, sans ruban ou fleurette; tantôt elle est tout en broderie, broderie capricieuse et légère qui fait mille détours sinueux pour avancer d'un pas. Un esprit classique, épris de

1. *Pièces détachées*, p. 334.

beauté simple, s'étonne d'abord; il se fâche ensuite, agacé et énervé par la tension et l'effort incessants. Hé! sans doute, c'est impatientant. Mais, d'abord, observez que les contemporains de Marivaux (les hôtes de Mme de Tencin, les auteurs du petit XVIIIe siècle) écrivent de la même manière, et même avec plus de préciosité encore; ensuite, Marivaux n'a-t-il pas cette circonstance atténuante que, lui du moins, s'il parle ainsi, c'est *naturellement*? la pointe n'est pas un amusement de sa fantaisie, c'est la forme même de sa pensée. Calme ou troublé, triste ou gai, il subtilise toujours. Il est ainsi fait. Il ne voit pas simplement, comment parlerait-il simplement? Reprochez à Marivaux de ne jamais regarder les choses d'un regard franc et large, mais en lorgnant et en clignant les yeux, le reproche sera fondé; mais, le marivaudage étant tout entier dans le style, blâmer Marivaux de traduire sa pensée telle qu'elle se présente à lui, cela est certainement injuste. « Qu'on me trouve, riposte Marivaux lui-même à ses critiques, un auteur célèbre qui ait approfondi l'âme, et qui, dans les peintures qu'il fait de nous et de nos passions, n'ait pas le style un peu singulier. » En d'autres termes, la critique ne doit pas s'adresser à la forme, mais à la pensée, ou, plus exactement, au système d'analyse psychologique. Mais alors, cette réserve faite, on peut et l'on doit louer librement les plus aimables qualités de langage. Le choix des mots est presque toujours heureux, l'expression d'une justesse parfaite, les constructions élégantes, la phrase marche et vole. L'esprit est parfois forcé, mais il abonde. Une poésie discrète et délicate embaume les comédies. Dans toute l'époque classique, peu d'écrivains ont soumis la langue à un travail d'assouplissement plus heureux. Certes, il arrive à Marivaux de lui imposer des exercices inu-

tiles, de ces dislocations périlleuses auxquelles les saltimbanques astreignent leurs élèves. Mais Voltaire ne l'en trouvera que plus facile, plus rompue, comme heureuse de n'avoir plus à exprimer que des idées nettes et des sentiments simples....

Et voilà que, par la force même des choses, la critique dit le dernier mot : à la sortie d'une lecture de Marivaux, ce soulagement, cette satisfaction involontaire que l'on éprouve, comme la langue elle-même passant de *Marianne* à *Candide*, n'est pas précisément un éloge. Après avoir marché longtemps sur les pavés tumultueux des villes turques, le pied glisse avec plaisir sur les larges dalles unies des villes de la Grèce; après avoir respiré l'air raréfié des plateaux élevés, le poumon se dilate avec joie quand le voyageur redescend dans la plaine : telle l'impression du lecteur qui ferme un volume de Marivaux. Il s'est promené trop longtemps sur des pointes d'aiguille; trop longtemps il a respiré un air rare et subtil; trop longtemps encore il a fatigué ses yeux à regarder à travers de la loupe des infiniment petits. C'est que rien n'est vraiment beau dans le domaine de l'esprit que ce qui émane de la nature, c'est que cela seul est éternellement jeune, et qu'on ne saurait éprouver de fatigue dans sa contemplation. Mais les créations artificielles resplendissent en vain des couleurs les plus brillantes, elles ont beau porter la marque de l'esprit le plus ingénieux et le plus curieux, elles gardent toujours leur vice originel. De là, le mécontentement qu'elles mettent en nous; de là, ce vide dont elles donnent la sensation.... Dans cette société dont Marivaux a été le peintre, qu'il serait bon de voir un seul visage qui ne fût pas fardé!

Novembre 1880.

HISTORIENS FRANÇAIS
CONTEMPORAINS

SAYOUS. — PIERRE LANFREY.
FUSTEL DE COULANGES. — LE DUC DE BROGLIE.
HENRI MARTIN. — THUREAU-DANGIN.

SAYOUS

A PROPOS DES HONGROIS

I

Les élèves de l'école des Chartes voyagent beaucoup : leur est-il suffisamment recommandé, quand ils visitent Florence, d'y chercher un tableau de Jules Romain, petit cadre en bois qui dut orner autrefois, au temps de Clément VII, le clavecin d'une impératrice ou d'une courtisane? C'est la ronde d'Apollon et des Muses. Sur un fond d'or qui les détache dans un rayonnement, le jeune dieu et les Piérides immortelles se tiennent par la main, pendant que la musique des sphères qui tournent résonne autour d'eux. Les neuf sœurs sont également gracieuses et légères, également belles. Donnant la main droite à Calliope, la muse épique, et la main gauche à Melpomène, la muse de la tragédie, Clio, la muse de l'histoire, suit le mouvement harmonieux de la danse et sourit, inclinant sur l'épaule sa tête blonde.... Depuis que Michelet est mort, qui, parmi nos historiens, n'a pas oublié la divinité de Clio?

Ce n'est pas dans l'intérêt de la poésie que je réclame : que les « desservants de Clio » d'architectes

se fassent maçons et de peintres photographes, Calliope n'y perd rien; c'est Clio qui souffre de cette déchéance et de cet appauvrissement. Il en est, en effet, de la poésie dans l'histoire comme de la couleur dans la peinture. Le dessin, à lui seul, ne suffit pas; le seul assemblage des faits ne suffit pas davantage. Dieu me préserve de souhaiter des historiens qui peignent sans dessiner! Mais, en vérité, comment louer nos historiens d'avoir brisé leurs palettes? comment nous résigner à des grisailles ternes et des récits monochromes? Les tombeaux gardent leurs morts : plus d'évocations....

Ce qu'il y a de pis dans cette déchéance de nos historiens, c'est qu'elle est voulue; ce n'est pas un écrivain isolé que j'accuse, c'est tout un système qui, peut-être, comme on l'affirme, est scientifique, mais auquel on soumet indistinctement, par principe, tous les « sujets », ceux-là même qui appellent, sous peine de contresens, un coloris éclatant. Voici l'*Histoire générale des Hongrois*, signée d'un nom justement réputé, celui de M. Édouard Sayous, deux forts volumes que vient de couronner l'Académie française. Ils sont là, sur ma table, je vais les ouvrir, et, dans ce moment de recueillement intime qui précède la lecture de la première page, je réunis — quel lecteur, un peu épicurien, ne procède ainsi? — mes souvenirs.... La Hongrie! le pays d'Arpad, la terre des Hunyade et de Kossuth! « Oh! quand j'entends le nom de la Hongrie, chante Henri Heine, oh! alors, que me devient étroite la cotte allemande! Là-bas, cela mugit comme une mer; de là-bas je m'entends salué comme par des accents de clairon! » Évidemment, l'art, pour l'historien des Magyars, sera d'obtenir, par un effet progressif, que cette rumeur, le sourd mugissement qui gronde au fond de la vie

du peuple hongrois, sorte de toutes les pages de son livre pour que le lecteur l'entende dans le lointain, comme il entend le bruit des vagues marines dans la volute du coquillage qu'il approche de son oreille. M. Edouard Sayous, soit dédain, soit indifférence d'érudit, ne s'en est pas soucié. Origines ethnographiques, migrations, premiers établissements, développements politiques et économiques de la nation hongroise, tous les problèmes les plus ardus qui se rapportent à son sujet, M. Sayous les a patiemment étudiés, les a élucidés sur les lieux mêmes : il n'est point de matériaux qui lui aient échappé, point de question épineuse qu'il ne soit prêt à discuter et à exposer dans un style clair et ferme. Mais l'esprit même de cette nation dont il a si curieusement approfondi l'histoire, dont il connaît si bien la langue, dont il a visité si attentivement le pays, où est-il dans son livre, cet esprit qui anime la matière informe des faits et des dates, *mens quæ agitat molem,* l'âme de la Hongrie? Où est le choc furieux et irrésistible des cavaliers magyars? où le vent mystérieux qui traverse les épopées et les steppes? « Un vent souffle sur la forêt, souffle sur la plaine. Qui donc fait mugir les airs? Sans doute le héros Marius Perczél fait galoper son cheval.... » Hélas! M. Sayous a décidé de ne faire entendre ni le vent qui souffle ni le galop sonore du cheval. Que ce livre eût fait de peine à Henri Heine! Il eût juré qu'il était écrit par un Allemand.

Malgré des exemples contraires et dont quelques-uns sont assez illustres, on peut accorder que M. Sayous a eu raison de faire fi des légendes, d'écarter de son austère ouvrage « la vivace peuplade des génies, des fées et des diablotins, qui sortent des sombres montagnes de la Transylvanie ou des claires eaux du lac Balaton, pour protéger ou persécuter les héros ».

Dès qu'on est engagé dans le séduisant labyrinthe des fables, il est trop difficile de s'arrêter; mieux vaut écarter de soi la tentation que de rechercher le mérite d'y résister. Mais, cela concédé, les légendes une fois bannies, il restait pourtant le Hongrois lui-même avec sa personnalité, son originalité morale, ses aigrettes de perles fines et ses panaches.... Dans les deux volumes de M. Sayous, l'on rencontre à peine, et tout honteux encore de s'être égarés dans ce froid et solennel Versailles, une dizaine de traits de mœurs. Les dates et les faits auraient-ils seuls le don d'intéresser M. Sayous? Pour trouver un pareil mépris des mœurs et de la couleur locale, il faut remonter au tragique Briffaut qui, après avoir conçu et écrit plus d'à moitié une pièce avec des noms espagnols, la transporta, presque sans rien changer, dans l'antique Assyrie, et l'appela *Ninus II*.

Cependant, c'était un fier portrait à tenter. On a dit du poète hongrois qu'il n'est donné qu'à l'homme, du désert ou du steppe, au Magyar et à l'Arabe, au Sémite et au Mogol, d'exprimer si puissamment la course rapide dans le libre espace et la tendre affection pour le cheval, fidèle compagnon de voyage et de guerre; dans le Hongrois lui-même il y a quelque chose qui n'est pas européen, quelque chose de l'Asie et de l'Afrique. Il aime à la rage tout ce que la vie a de bon et de doux; mais nul ne sait mieux mourir que lui, comme Zrinyi qui marche aux Turcs, vêtu d'un magnifique habit de soie au lieu de cuirasse, sur la tête un bonnet de fourrures brodé d'or, empanaché de plumes de héron, une chaîne d'or avec un diamant énorme autour du cou, cent ducats dans la poche et à la main un sabre de luxe; — comme les grands Jacobins de 1795 que Thugut livre au bourreau, Szentmariai qui entonne sur l'échafaud l'hymne

d'Horace : *Justum ac tenacem propositi virum* ; Laczkovics qui, à l'aspect de la foule immense se pressant autour de l'instrument du supplice, s'écrie : « Il y a plus de monde aujourd'hui que pour le couronnement du roi! » Il a la fidélité du chien pour ses princes malheureux [1], mais qu'on ne touche pas à sa liberté! « Les Hongrois ne peuvent être gouvernés que par les Hongrois, car les loups doivent être gouvernés par les loups et les ours par les ours [2]. » — Un éclatant mépris de tout ce qui est louche et hypocrite : « Trois choses sont mauvaises, affirme Matthias Corvin : du jus recuit, une femme barbue, un ami réconcilié. » Quand les Hongrois apparurent en Europe, vers la fin du VI[e] siècle, les Occidentaux, terrifiés par leurs rapides conquêtes, les disaient « natures bestiales, meurtriers d'enfants et de vieilles femmes, incendiaires ayant soif de sang ». Mais les fins Byzantins, qui les voyaient de près, ne s'effrayèrent point de leur sauvagerie apparente : ils reconnurent vite ce qu'il y avait chez eux de douceur naïve et de générosité, et ils en firent leur profit. Bons, aimants et aimables, aujourd'hui encore, comme des enfants, ils s'amusent à tout ce qui brille et reluit, à tout ce qui est pompe, parure et costume. En 1843, quand le grand orateur Széchenyi veut obtenir de la Diète l'égalité de l'impôt, il revêt un habit éclatant d'or et de bijoux, comme pour rehausser par la splendeur de sa toilette l'éclat de son éloquence. Peuple chevalier, mais, par un caprice de la nature, aussi légiste que chevalier. Il est invincible sur le terrain de la loi. Même dans ses crises les plus enthousiastes, quand elle acclame l'enfant royal que lui confie l'Im-

1. Toldy, *Hist. de la litt. nat. hongroise*, introd.
2. *Ibid.*, paroles de Bathony.

pératrice : *Moriamur pro rege nostro Maria-Theresa!* la noblesse magyare reste légiste, ne perd rien de son merveilleux sang-froid de jurisconsulte, et, le sabre au poing, discute sa charte article par article.

C'est par système que M. Sayous a négligé tout le côté pittoresque et moral. C'est encore par système qu'il effleure à peine dans son récit, lui qui la connaît pourtant à merveille, la littérature des Hongrois. Cependant, ce peuple de soldats est un peuple de poètes, poètes, il est vrai, longtemps silencieux, mais quand le jet de poésie si longtemps contenu jaillit à la fin, quelle force! quel éclat! quelle pluie fraîche et délicieuse! Pourquoi taire tout cela? Sans doute, cela est indigne de la gravité de l'histoire. Apparemment, je me trompe, mais je ne puis concevoir une histoire définitive des Hongrois qu'à la manière d'Augustin Thierry, sur le plan d'un récit où la prose de l'auteur français alternerait avec les chants des poètes nationaux, que les strophes de Berzényi et de Petoefi Sandor paveraient comme une mosaïque. Un chapitre, un seul chapitre, sur la poésie hongroise, aurait, plus que toute statistique, répandu la lumière sur l'esprit de cette histoire, sur « l' éclair de joie ou de colère étincelant tout à coup comme l'éclair du sabre dans le combat », sur tant de contradictions que « l'indispensable psychologie indigène », comme l'appelle Petoefi, peut seule expliquer. « Notre Pégase n'est pas un cheval anglais avec des jambes en échasses et une poitrine grêle, et ce n'est pas non plus une bête allemande, épaisse, à larges épaules, un lourdaud, une espèce d'ours aux allures pesantes. — Non, c'est un vaillant étalon qui n'a pas grandi à l'écurie et qui n'a pas été à l'école comme un cheval de qualité; il est né en plein air, son maître l'a pris sur le sable chauve et nu, ce parent de l'éclair, ce coursier aux lueurs

fauves qui pousse des hennissements au steppe. » Nation robuste et folle comme sa poésie : rien de la mélancolie des chants ossianesques ou des gouzlas serbes, aucune sentimentalité; une élégie à la lune, une seule, la protestation hautaine du bel astre « contre tous les chiens et tous les rimeurs qui ne font qu'aboyer après sa face claire », contre les rimeurs surtout, « lourdauds dont le cœur ne bat point, et qui n'ont que des oreilles, et qui la tutoient, ces ténébreux pleurards, comme s'ils avaient jadis gardé les pourceaux ensemble! » Et vive la joie!

« Il pleut, il pleut, il pleut des baisers! et au milieu de cette pluie, quels éclairs! ce sont tes yeux, ma bien-aimée, qui étincellent dans l'ombre. Pluie, éclairs, ce n'est pas tout : voici l'orage qui éclate, voici le tonnerre qui gronde.... Adieu, il faut se sauver, ma colombe; j'entends la voix de ton père. » Le père arrive; l'amoureux est congédié; une tristesse affreuse envahit le pauvre délaissé : « Dans le village, le long des rues, chants et violons m'accompagnent. D'une main j'agite ma bouteille pleine, et je danse comme un fou derrière les musiciens. Joue-moi un air triste, bohémien, afin que je puisse pleurer toutes mes larmes; mais quand nous serons là-bas, sous cette petite fenêtre, aussitôt entonne une chanson joyeuse, car c'est là que demeure ma chère étoile, l'étoile qui brille de si loin à mes yeux! Bohémien, voici la fenêtre. Joue-moi ton air le plus gai. Qu'elle n'apprenne jamais, la malheureuse, combien je souffre à cause d'elle.... » Nous voici sous sa fenêtre; alors, avant même que les notes tristes aient eu le temps de se perdre dans la nuit, brusquement, par à-coup, avec une violence superbe, la joie reprend, la grande et facile joie : « Quelle nuit! sur cette table autour de laquelle nous étions assis, ce fut une seconde bataille

de Mohacs : le vin représentait les Turcs ; mes camarades et moi, nous étions les Hongrois. Morbleu, nous nous sommes bien battus, surtout au moment où le roi — c'est l'intelligence que je veux dire — a été désarçonné par l'ennemi ! » Et à travers les galops fous dans les steppes de sable, à travers les bruyantes amours chantées dans des strophes dont chacune retentit comme un ardent baiser, surgit la grande forme de la patrie magyare : « Dans le cabaret comme dans l'alcôve, qui oublierait la sainte liberté ! »

II

« Nous sommes par excellence, disait Majlath, un peuple guerrier et militaire ; cependant, la période des conquêtes n'est plus courte chez aucun autre peuple que chez nous ; notre histoire est une lutte perpétuelle, sur notre propre sol, contre les ennemis de notre indépendance. » D'un bout à l'autre de cette histoire, c'est, en effet, le combat pour la vie. D'abord, les Turcs, hier les Allemands, ce soir peut-être les Slaves.

Lutte contre les Turcs. — M. Sayous passe rapidement sur la période des conquêtes, des expéditions à l'étranger dont il ne reste guère que quelques noms de héros, Ladislas, Koloman, Béla, Louis le Grand, le second et le plus illustre des princes français de la maison angevine. Naples et Venise, Agram et Trieste, Bucharest et Belgrade voient les Hongrois apparaître, vaincre et s'évanouir. Comme le flot de l'Océan, le flot hongrois, irrésistible dans son élan, couvre tout, puis se retire aussi vite qu'il est venu. Mais voici les Turcs, et c'est la Hongrie, au milieu de l'Europe plongée dans la stupeur par la prise de Constanti-

nople, qui sera « le rempart sans lequel la religion chrétienne ne pourrait être en sûreté », le boulevard avancé de l'empire allemand. Les Magyars cependant sont à peine chrétiens; M. Sayous compare leur destinée pendant plusieurs siècles à celle d'un converti qui sauverait sa nouvelle croyance en combattant ses frères d'autrefois. Les héros sortent du sol de la Hongrie, les Hunyade; mais ces grands victorieux, même au fort de leurs triomphes, ne veulent pas être autre chose que des soldats. Le soir de la Maritza, Mourad envoie au camp du vainqueur son chancelier, un renégat levantin, qui, prenant Jean Hunyade pour le sultan des Magyars, veut traiter directement avec lui. Hunyade adresse le négociateur à la Diète, « qui, seule, dans un pays libre, pouvait décider de la guerre ou de la paix [1] ». — Après Hunyade, qui avait refusé avec persistance la couronne, voici son fils, Matthias Corvin, qui fut roi et dont le règne, en plein xve siècle, ressemble à une chanson de geste. Mais, « mort Matthias, mort la justice »; entre la périodique marée montante des Ottomans et le lourd colosse germanique, c'est un miracle que la petite nation magyare n'ait pas étouffé. Elle avait cédé cependant au séduisant mirage de la monarchie élective; ce fut la cause de la perte temporaire de sa liberté, peut-être aussi, la cause indirecte de son salut. La couronne des Hunyade et des Jagellons passa sur la tête de l'empereur Ferdinand, et la Hongrie devint une province de l'empire.

Lutte contre les Allemands. — C'est la fable du cheval, qui, pour se venger du cerf, va trouver l'homme qui lui met une selle sur le dos. Comme les Turcs entraient dans la vieille Bude, la Diète offrit le scep-

1. Sayous, t. I, p. 409.

tre de saint Étienne à l'empereur; l'empereur prit le sceptre et le garda. Quand les magnats et les princes transylvains reconnurent le marché de dupes qu'ils avaient conclu, il était trop tard : « la selle était sanglée ». Dans les insurrections répétées, presque chroniques (Szapolya, puis Boczkai, plus tard Bathori, Bethlen, Rakazi), la lutte est trop inégale. La lourde domination allemande s'appesantit, un peu plus à chaque soulèvement, sur la Hongrie.

Deux grandes phases dans cette lutte contre les Allemands : lutte pour la tolérance religieuse, lutte pour la nationalité. La première voit s'opérer un phénomène qui paraît étrange, quand on se reporte aux Hunyade : la réconciliation des Hongrois et des Turcs. Il s'explique toutefois : au XVe siècle, parce que le catholicisme des Hongrois « est tout en surface »; plus tard, au XVIe, parce que le règne du Turc est celui de la tolérance; c'est du mépris peut-être, de l'indifférence, mais c'est la paix, la sécurité, le repos. Au contraire, partout où domine l'Autriche, l'Inquisition est souveraine, « les mercenaires impériaux massacrent les hommes les plus inoffensifs des localités les plus paisibles, du moment qu'ils sont pasteurs ou maîtres d'école protestants[1] »; et l'archevêque primat ne se gêne pas pour dire : *Faciam Hungariam captivam, postea mendicam, deinde catholicam.* Mais la Hongrie « n'est que ce qu'elle veut être »; on la charge de fers : elle affirme plus haut encore son droit à être libre; on l'affame, on la pressure : elle meurt de faim, mais elle ne tend pas la main à l'ennemi; on jette les réformés en prison, on en pourvoit l'échafaud : les réformés s'obstinent dans leur foi. D'un bout à l'autre du pays, dans ses plaines les plus belles du monde,

1. Sayous, t. II, p. 167.

une affreuse misère; lady Montagu n'y voit qu'une population clairsemée, les champs abandonnés sans culture, les bois pleins de loups, les villes pleines de ruines, les habitants presque nus dans un hiver si froid que le large et rapide Danube offre un passage de glace aux plus lourdes voitures [1]. Rien n'y fit. Lassés par cette lutte atroce, ce furent les Habsbourg qui cédèrent : Charles II jura la Pragmatique sanction de Presbourg. Aussitôt, dès qu'un peu de liberté leur est assuré, les Hongrois oublient leurs haines, pardonnent, se font tuer pour Marie-Thérèse par les Prussiens de Frédéric, se lèvent en masse à la voix de l'empereur François contre Napoléon. En vain, Napoléon les invite à secouer le joug autrichien dans une incomparable proclamation, son chef-d'œuvre en ce genre, tant chaque mot répond à quelque passion magyare, tant chaque ligne fait vibrer une corde sensible [2]. « Le peuple hongrois se défie de l'étranger; il est heureux chaque fois qu'il peut adorer son roi. » Un rien gagne son cœur; un mot chaleureux, une cérémonie nationale tombée dans l'oubli et exhumée, « un cheval caparaçonné lancé au galop sur la colline royale », suffisent pour l'enflammer d'enthousiasme. « Ma belle patrie, s'écrie Péczely, oui, tu possèdes un roi que t'envie le monde entier! »

Il s'agissait de Léopold; le lendemain, la lutte recommençait.

Une première escarmouche, dans cette nouvelle guerre, pour la *nationalité* cette fois, avait été livrée dès 1785. Animé comme toujours des meilleures intentions, mais, comme toujours, maladroit et mal renseigné, Joseph II avait imaginé de supprimer le latin

1. Lady Montagu, *Letters*, n° 23.
2. Sayous, t. II, p. 395.

comme langue officielle de la Hongrie, de le remplacer par l'allemand et de proscrire purement et simplement le magyar. Sous Marie-Thérèse, le germanisme était à la mode, s'infiltrait peu à peu de la cour dans la haute noblesse et de la haute noblesse dans le peuple : « le latin et le magyar allaient se mourant ». Changement à vue le jour où Joseph II prescrit et impose la langue allemande. « Ce fut comme un mot d'ordre dans toutes les contrées centrales du royaume et dans les vallées transylvaines : nous avons négligé nos devoirs envers nous-mêmes, envers nos ancêtres et leur gloire, nous en sommes punis. Désormais, ne parlons entre nous que notre propre langue, et, par un patient travail à la fois poétique et grammatical, préparons-lui un grand avenir politique. *Pas d'insurrection*, *pas de résistance illégale*, *même contre un souverain qui viole toutes les lois* : la lyre et le dictionnaire nous vengeront mieux que le fusil [1]. » Les Hongrois tinrent leur serment. Bientôt l'ardent Bessenyei et ses camarades de la garde noble donnent à la littérature magyare l'ensemble et le mouvement dont elle avait manqué jusque-là. « On avait voulu imposer aux Hongrois la langue allemande : ils prirent pour modèle la littérature française. » Ce que le grec et le latin avaient été pour la pléiade de Du Bellay, le français le fut pour la pléiade hongroise; la *Henriade* sert de modèle au poème de Matthias Corvin; Amyos traduit La Calprenède et Marmontel; Péczely, les tragédies de Voltaire. Les femmes elles-mêmes trouvent moyen de protester à leur manière : les belles Hongroises déchirent les longues robes allemandes dont elles s'habillaient jusqu'alors et reprennent le costume national.

1. Sayous, t. II, 245 et suiv.

« Battue sur le terrain de la liberté religieuse, battue sur le terrain de l'idiome national », l'Autriche s'attaqua à la Constitution. Ce devait être son dernier et son plus terrible effort. La Hongrie se serra autour de sa Charte. « Elle est notre diamant précieux, dit Jésernitzki, elle est la prunelle de nos yeux, la pierre fondamentale de notre bonheur. » L'esprit de la Révolution française avait pris en Hongrie une forme particulière. Déjà, en 1790, dans les assemblées des comtats spontanément réunies, le serment du Jeu de Paume et la Déclaration des Droits de l'homme avaient trouvé de retentissants échos. Mais au lieu de regarder vers l'avenir, comme la France, la Hongrie se tourne vers le passé. Car le passé, ou du moins le passé légendaire, c'est la liberté, c'est surtout l'autonomie nationale [1]. « L'esprit de Sieyès et l'esprit de Hampden se disputaient ces âmes passionnées, mais vraiment politiques. » M. Sayous remarque ici, avec raison, que le réveil de l'esprit national coïncide avec un redoublement de l'esprit aristocratique. La noblesse est plus révolutionnaire que le peuple; il y a beaucoup d'archaïsme dans cette révolution. Les députés de 1790 vont à la salle des Etats de Bude comme autrefois au Rakos : « Je vois les chemins couverts de peuple, s'écrie Baroti le poète; le noble va brandissant son épée devant son cheval qui bondit. » L'idée démocratique répugne à ces grands seigneurs. Vers 1808, l'éloquent Nagy s'avisa de réclamer à la Diète les droits de citoyens pour les classes pauvres, la diminution des charges qui pèsent sur elles, une représentation spéciale. En un instant, il perdit sa popularité. Frémissante, la noble Diète se leva comme

1. Sayous, t. II, p. 259.

un seul homme, lui jeta une brutale injure : « *Ne stultizet!* Assez de sottises [1] ! »

Après un entr'acte qui dura plus d'un quart de siècle, la lutte reprit en 1848. L'entr'acte avait été tout à l'avantage des Hongrois : devant les remontrances de la Diète de 1825, l'empereur-roi avait dû proclamer du haut de son trône « qu'il s'était passé des choses qui n'auraient pas dû arriver, qui n'arriveraient plus ». Pendant vingt ans, de part et d'autre, Autrichiens et Hongrois fourbissent secrètement leurs armes. L'Autriche, qui prend chaque jour de nouvelles forces, augmente ses prétentions : la Hongrie, qui voit croître le danger, augmente de courage. Déjà les Slaves la menaçaient au sud. Tout à coup, la Révolution de 1848 éclate, et, devant la terreur mal dissimilée des rois, les peuples réveillés, enivrés, commettent la faute de Panurge : ils mangèrent leur blé en herbe. Les Hongrois furent de ces peuples trop pressés. Ils se firent tout promettre, n'obtinrent que peu de chose. Quand la tourmente fut passée, l'Autriche prépara ouvertement la vengeance. Elle lance contre la Hongrie, avec les Valaques et les Saxons de la Transylvanie, tous les Slaves du royaume triunitaire, des Confins et du Banat.

Ici les Allemands, là tous les Yougo-Slaves et les Russes, au milieu les Magyars. Comment résister au choc de ces colosses? Mais quelle épopée! D'un côté, Kossuth et ses héros, de l'autre le ban Jellachich, Windischgrætz et Haynau, puis la pâle figure du traître Gœrgey. Jamais peuple, sans en excepter la Pologne, n'entra plus avant dans la mort. Mais, au contraire de la Pologne, la Hongrie, après avoir su combattre, sut négocier. Pendant les dix ans d'absolu-

1. Sayous, t. II, p. 368.

tisme, de 1850 à 1860, qui suivirent l'affreuse défaite, les survivants du parti national ne connurent pas une heure de désespérance. Le glaive avait été brisé entre leurs mains : le droit restait. Après le suicide de Széchenyi, quand l'Empereur François-Joseph, entrevoyant la vérité, décide d'entrer dans la voie qui devait progressivement aboutir à l'autonomie de la Hongrie, Apponyi, Deak, Ghyczy, Andrassy, Koloman Tisza, avec leur admirable instinct de légistes, n'acceptent toute mesure libérale « que comme une sorte d'acompte sur l'ensemble de leurs droits ». L'Autriche s'irrite, menace de retirer ses concessions : ils répondent par ces trois mots : « Nous pouvons attendre ». Ce fut l'armée prussienne qui remporta la grande victoire hongroise. Quatre mois après Sadowa, le système du dualisme entrait au cabinet impérial avec le comte de Beust.

Avec le compromis de 1866, la lutte de la Hongrie contre l'Allemagne est définitivement close; la victoire est demeurée aux Magyars.

Lutte contre les Slaves. — Jetez les yeux sur une carte des régions danubiennes : Pour cinq millions de Magyars à peine, voici un million et demi d'Allemands, autant de Serbo-Croates et de Slovènes, cinq cent mille Ruthènes, près de deux millions de Slovaques, plus de deux millions de Roumains, et derrière les Karpathes rien que des Slaves, et des Slaves encore en masse compacte de l'autre côté du Danube. Quel isolement! Ces Magyars gênent ces Slaves, ils font tache parmi eux. Que tous ces bataillons innombrables se resserrent, est-ce que ces Magyars ne seront pas écrasés? Mais les Allemands n'ont pas écrasé les Hongrois. Pourquoi les Slaves réussiraient-ils où les Allemands ont échoué?

Différence de race, différence de religion, différence

de caractère, que de sujets de haine! « L'invasion des Magyars, dit Palacky, dans son *Histoire de la Bohême*, est le plus cruel malheur que notre race ait jamais subi. Du Holstein au Péloponèse s'étendaient des peuples slaves, peu unis et de mœurs différentes, il est vrai, mais partout actifs et préparés à la civilisation. Au milieu de cette ligne étendue, un noyau se formait par les efforts de Svatopluk. De même que sous l'influence latine la monarchie française s'était formée en Occident, de même un empire slave pouvait, sous l'influence byzantine, se former en Orient, et la destinée de l'Europe orientale fût devenue tout autre. L'arrivée des Magyars au cœur de l'organisme naissant anéantit ces espérances. » Ainsi, haine séculaire des Slaves contre les Hongrois qui ont détruit en germe l'empire de Svatopluk et de Domhar; haine des Hongrois contre les Slaves qui sont conjurés contre leur indépendance et qui méditent évidemment de les étouffer comme une seconde Pologne. Quand les derniers insurgés polonais de 1832 furent tombés sur les champs de bataille et que *l'ordre régna à Varsovie*, ce n'était pas seulement la pitié qui faisait prononcer à Paloczy l'admirable oraison funèbre : « Puisqu'à la mort d'un roi, les autres rois portent le deuil, pourquoi donc, à la mort d'une nation libre, les autres nations ne porteraient-elles pas le deuil, elles aussi? Oui, portons le deuil de la Pologne, non dans nos vêtements, mais dans nos cœurs! » Si Kolcsey, François Deak, la Diète entière, applaudissaient, c'était que tous sentaient la même menace sur leurs têtes!

Où le noyau des Hongrois semble le plus compacte, là encore sont des milliers de Slaves, enfoncés comme un coin dans la terre magyare, comme le sont les Magyars eux-mêmes au cœur de la Slavie. L'antagonisme avait éclaté dès 1790 : Léopold venait

de rendre aux Hongrois leur Diète nationale : les Serbes, à leur tour, voulurent tenir un Congrès national, et Léopold les y autorisa. Les Magyars protestèrent : « Voilà comment les Serbes, hôtes de la Hongrie, retournent contre elle la séculaire hospitalité si généreusement accordée! » Les Serbes répondirent par des contre-accusations d'ingratitude : « Il faut que l'Empereur renvoie en Asie, d'où ils sont sortis, ces brigands qui oublient que le gouvernement autrichien, d'orangs-outangs les a faits hommes! » Dès lors commença pour l'Autriche le problème difficile, presque insoluble, de tenir un juste équilibre entre les Slaves et les Magyars de son empire; dès lors les Slaves se prirent à rechercher le protectorat de la Russie, et les Magyars l'alliance du Turc.

Le Hongrois n'a jamais entrevu la liberté qu'à travers la fumée des champs de bataille. Les Turcs étant devenus ses frères d'adoption; ses oppresseurs détestés d'autrefois, les Allemands, étant aujourd'hui ses amis, ses conseillers, il rêve d'un duel gigantesque contre les Slaves qui se resserrent autour de lui et qui n'ont à la bouche que paroles de haine : « Tant mieux! la liberté n'est-elle pas une rose couleur de sang qui fleurit sur les champs de carnage? » Voilà la parole de défi. Mais à côté de la parole de défi, voici la parole de paix : Kossuth n'est pas seulement le glorieux soldat de Témesvar, il est aussi le penseur qui a conçu le plan grandiose d'une fédération danubienne des Hongrois, des Moldo-Valaques, des Serbo-Croates. Vaine chimère, disent les hommes d'État. Pour les philosophes, ce qui est le plus réel, c'est ce qui n'est pas. En politique aussi, rêve d'aujourd'hui, réalité de demain....

Quoi qu'il en soit, le peuple hongrois a confiance dans l'avenir. « La liberté, dit le poète de la révolu-

tion, le premier lieutenant de Kossuth, la liberté est une fleur du ciel qui appartient aux nations. Les rois, les empereurs, qu'ont-ils de commun avec elle? » — Et encore : « Ils grognent tous ensemble, le Croate, le Tchèque, l'Allemand! Ils veulent détruire ce peuple que Dieu protège depuis dix siècles, et ils disent : Elle n'est plus la patrie magyare. Oh! oh! pas encore; il n'y aura plus de Magyar, c'est possible, mais nous aurons le temps de vous enterrer! » Et certes, le peuple hongrois a raison d'avoir cette confiance. Il est le bataillon sacré qui porte l'arche sainte à travers l'inconstance slave et la lourdeur allemande; il croit qu'il a une mission à accomplir, et cette mission existe vraiment; chaque génération a le droit de dire à la génération qui la va remplacer, ce que chantait Petoefi : « Jamais encore mon Pégase ne s'est senti fatigué et, si cela lui devait arriver un jour, je ne serais pas satisfait; *car il est encore bien long le chemin que j'ai à parcourir sur la terre; elles sont bien loin là-bas les bornes de mes désirs*. En avant, mon coursier, en avant, mon doux cheval! Franchis rochers et ravins! Si un adversaire nous barre la route, passe-lui sur le corps et toujours en avant! »

31 octobre 1877.

PIERRE LANFREY

I

Pierre Lanfrey naquit à Chambéry, le 26 octobre 1828. Comme Voltaire et Bayle, il fut élevé chez les jésuites; « il vit les hommes des ténèbres chez eux, il les jugea [1] »; à seize ans, il écrivit un premier pamphlet contre le despotisme catholique. Comme Victor Hugo, il était fils d'un vieux soldat de l'Empire; mais l'historien, à la différence du poète, n'attendit pas un demi-siècle pour comprendre, à la froide clarté d'une nuit de décembre, le crime de Brumaire. Tout l'homme est là, dans ces deux haines : l'absolutisme religieux, la tyrannie politique. « Puisque, *jusqu'à nouvel ordre*, les peuples peuvent penser en liberté [2] », il essayera de faire penser le peuple français; il se jette, à peine sorti de l'école, en pleine bataille.

« Ma vertu, a-t-il pu dire lui-même [3], c'est l'amour de la vérité. » Toute complaisance au mensonge l'exaspère comme le mensonge même; au fond de sa

1. *L'Église et les Philosophes*, p. 226.
2. *Ibid.*, p. 111 (daté mars 1857).
3. Lettre du 7 septembre 1867, à M. F....

conscience, il préfère « les voleurs de grande route aux charlatans ». Passionné autant que sincère, il a la franchise brutale; on l'avisa que ses jugements sur les hommes, souvent excessifs dans leur sévérité, étaient « suspects d'avoir été dictés par la jalousie et l'envie » : cependant, « le seul souci de la vérité a « toujours guidé ma plume et, le jour où il m'aura « été démontré que j'ai été le jouet d'une influence « étrangère à ce souci, je renoncerai à écrire ». Il a sans doute l'admiration difficile : il est critique dans les moelles et, sous le régime des plébiscites triomphants, il se défie d'abord des grands succès, de l'approbation universelle, « de la faveur du populaire ». Il ne croit pas que tout le monde ait plus d'esprit que M. de Voltaire et il ne distingue pas naturellement entre le peuple et la « vile multitude ». Être donné en prime par le *Constitutionnel*, « pour un homme de lettres qui se respecterait, ce serait le dernier affront »; mais les récriminations et les outrages s'élevant autour d'un nom jusque-là ignoré provoquaient, au contraire, avant tout examen, son estime : « Les injures sont devenues une recommandation pour ceux qui en sont honorés. » De lui-même, il redit avec orgueil le mot de Phocion : « On rit : ai-je dit quelque sottise? » Entier, absolu dans un temps de critique relâchée et de basses complaisances, il sait mordre et haïr. Au milieu de l'aplatissement universel, il est fier de s'être raidi au lieu de plier : « Plus j'ai vu tout un pays changer autour de moi, plus j'ai mis d'orgueil à rester moi-même [1] ». Il a le respect de la dignité humaine; mais il n'aime pas les hommes.

1. *Lettres d'Éverard*, p. 8, 37, 41. — Les *Lettres d'Éverard*, manière de roman politique et sentimental, parurent en 1860.

Il y avait en lui quelque chose d'Alceste; mais cet Alceste avait des finesses de procureur, la Savoie étant voisine de la Franche-Comté, la terre des jurisconsultes habiles à retourner la justice et le droit sur eux-mêmes. Cette belle parole amère est de lui : « Le mépris est un grand consolateur ». Sa fierté ressemblait à de l'orgueil; il n'eût pas fait un pas, même à ses débuts qui furent tardifs dans un temps où l'on va vite, pour avoir un mot d'éloge dans un journal. Dès son premier volume, il avait brûlé ses vaisseaux : pour venger Jean-Jacques, qu'ils avaient « diffamé », il avait dénoncé « les trois grands distributeurs de renommée », Sainte-Beuve, Saint-Marc Girardin et Nisard. Comme il se reconnaissait à lui-même le droit d'être dur et même impitoyable pour les autres, il reconnaissait aux autres le droit de le juger sans ménagement. Mais comme son amour-propre était vif et qu'il avait le sentiment de sa valeur, il exigeait une critique sérieuse et approfondie. Prévost-Paradol l'ayant malmené « sur ouï-dire », Lanfrey ne le lui pardonna pas et lui garda rancune toute sa vie. L'équité est une forme de la vérité; la logique n'est pas autre chose que la voie qui conduit à la vérité; il avait la passion d'être équitable et d'être logique, — ce qui ne l'empêcha pas d'être parfois très illogique et cruellement injuste. Il avait la haine de la force brutale. Tout enfant et faible de corps, il aperçoit, dans une rue de Chambéry, un charretier qui maltraite son cheval; impuissant à maîtriser sa colère, il tombe à coups de poing sur le rustre au risque de se faire broyer en morceaux. Il obéira au même sentiment de justice révoltée quand il se précipitera plus tard, à coups de pamphlets, sur le monstre impérial, le dieu de la force, l'homme du raisonnement remplacé par le canon.

Il avait, à un très haut degré, ce qu'il appelait « l'orgueil philosophique ». Le déterminisme est « humiliant »; il se sent libre, il se *veut* libre, il proclame qu'il a tout l'honneur de son propre mérite comme il porte toute la responsabilité de ses erreurs. Quoi! s'ingénier à trouver l'horoscope des hommes dans l'insignifiant milieu où ils ont apparu! Quoi! « déduire le caractère et le génie d'un poète de la nature du sol sur lequel il a été mis au monde, comme s'il s'agissait d'un champignon ou d'une tulipe [1] »! Cela révolte cet âpre fils du rude sol savoisien; et tout bouillant d'indignation, comme s'il avait reçu quelque injure, il affirme avec hauteur « que c'est en luttant contre les circonstances, au lieu de les subir, que se forment les véritables hommes; qu'elles sont faites pour servir et non pour commander; que leur influence sur les caractères énergiques se réduit en définitive à la mise en œuvre qu'elles offrent à leurs facultés; enfin qu'elles peuvent ne pas élever celui qui les violente les ayant contre soi, mais qu'il ne dépend jamais d'elles de l'abaisser ». Il applique cette théorie, non seulement aux individus, mais aux peuples. Il bannit tout fatalisme de l'histoire, comme une lâcheté.

Il aime la liberté, mais il ne l'aime pas comme tout le monde : il l'aime sans restriction, sans limites, absolue; la pauvre petite liberté des hommes prudents, des hommes sages, des pères de famille, il la traite, avec un sans-façon cavalier, de « liberté valétudinaire, peureuse, égoïste, cacochyme, effrayée de tout mouvement, de tout bruit et ayant peur même de son ombre » [2]. — « La Révolution avait

1. *Armand Carrel. — Portraits et Études politiques*, p. 118.
2. *Portraits. — Du régime parlementaire sous Louis-Philippe*, p. 343.

coiffé la liberté du bonnet rouge ; le régime de Juillet la coiffa du bonnet de coton. » Lanfrey n'aime guère le bonnet rouge, mais il méprise le bonnet de coton ; la liberté ne doit pas craindre les orages ; il ajoutait même « les excès » ; elle est l'éternel combat et la récompense des luttes séculaires des peuples. « Mon héros, c'est la liberté ! » disait-il, et il ne voulait pas « châtrer son héros ».

Ce fils du peuple est un délicat, et il apporte dans la politique ses préférences artistisques et littéraires. La fougue impétueuse de Delacroix lui déplaît : il reporte son admiration sur Ingres, sur Gleyre. Le « mauvais goût » de Victor Hugo lui fait méconnaître la puissance de son génie : il préfère André Chénier.

Au physique, il était petit, avec quelque chose de féminin dans son agile personne, malgré la coupe militaire de sa moustache et de ses cheveux ; le front haut, très bombé ; le nez un peu fort ; les yeux petits, d'un gris clair, sous une arcade sourcilière très prononcée. Dès sa jeunesse, il avait été maladif, et dans cette nature sensible le corps éprouvait en contre-coups aigus toutes les souffrances de l'âme. Il écrivait à une amie : « Je suis habitué à voir les deux parties de mon individu aller de concert ; je suis malade d'un décret ou d'une platitude quelconque [1]. »

II

Le surlendemain du coup d'État, M. John Lemoinne rencontrait M. de Montalembert qui allait à l'Élysée : « Je vous entends, dit l'orateur catholique, mais *il* a rendu le Panthéon au culte. » De toutes les servilités qui suivirent le crime de Décembre, nulle ne parut

1. Lettre du 23 juillet 1866 à Mme Planat de la Faye.

plus écœurante à Lanfrey que celle du clergé ; en échange de la domination sur les consciences et de la mainmise sur l'instruction, l'Église n'hésite pas à absoudre le guet-apens et le parjure. « J'aurai du moins, écrit le jeune voltairien, eu l'honneur de reprendre le premier le cri de guerre du grand siècle : *Ecrasons l'inf....* »

Vivant miroir de la jeunesse de Lanfrey, que ce livre sur *l'Église et les Philosophes au* XVIIIe *siècle*, passionné, âpre, où l'on sent à chaque page le coup d'aile vers les régions hautes de la pensée libre. C'est bien un peu touffu, serré, désordonné. C'est un jeune arbre, surabondant de sève, qui pousse de tous les côtés ses branches verdoyantes et qui aura besoin d'être émondé. Mais comme le soleil joue dans ces rameaux feuillus! comme leurs parfums sont vigoureux ! que cette sève est franche et robuste!

« En liant sa fortune à celle d'un principe, l'homme grandit de toute la grandeur qui est en lui [1] » ; le principe de ce premier livre est la liberté de la pensée. Lanfrey prend la plume comme on prend une épée; il écrit comme on va à la bataille. Des libellistes de sacristie l'avaient provoqué par d'ineptes outrages à l'adresse des hommes et des idées du XVIIIe siècle. Ils prenaient des airs de vainqueurs, le verbe haut, la démarche insolente. Lanfrey se sent personnellement insulté dans ses croyances, dans son orgueil filial. Il rend guerre pour guerre. « Les barbares nous foulent aux pieds, mais y a-t-il si longtemps qu'ils rampaient aux nôtres ? » Everard apprendra donc à ses contemporains oublieux comment leurs pères ont naguère vu ramper les barbares à leurs pieds; il fera passer devant leurs yeux, pour qu'ils reprennent con-

1. *Lettres d'Éverard*, p. 97, *passim*, p. 11, 12, 34.

science de leurs droits, le tableau de la grande mêlée de l'Église et des philosophes, mêlée où l'Église est vaincue par les philosophes, où finalement elle se déchire de ses propres mains, de rage se mutile, se coupe son bras droit : la Société de Jésus. Dans cet épisode historique passe comme un souffle d'épopée. Lanfrey se sent joyeux et fier d'être ainsi le vengeur de Pascal, de Bayle, de l'*Encyclopédie*. Fraternellement, devant l'œuvre accomplie, il commence par réconcilier Voltaire et Jean-Jacques. Toutes les vertus, toutes les grandeurs de cette forte époque, il les dépeindra sous les plus brillantes couleurs, avec un enthousiasme éloquent. Pour ses défauts, qui d'ailleurs proviennent tous d'une même cause : l'excès de la force, il les laissera dans l'ombre. Les mettre en lumière, ce n'est pas sa tâche à lui : « Assez d'autres se chargeront du crime de Cham et profaneront la nudité paternelle [1] ! »

L'armée de l'Église est immense ; elle a nom Légion. Forte, redoutable? elle l'est bien plus par la sottise poltronne de ceux qu'elle opprime que par ses propres qualités. Pour résister au bataillon sacré des philosophes que Voltaire conduit, — car c'est lui le général en chef ; lui supprimé, le XVIII[e] siècle eût avorté [2], — quels sont ses généraux? « Les plus vils, les plus piètres des hommes. » C'est M. Tartufe, qui, aux jours d'orgie de la Régence, a jeté la discipline pour tendre la main à Turcaret et gagner son sourire [3] ; c'est Philothée, qui, à la même époque, « sort de son confessionnal en sacrant comme un diable [4] » ; c'est Frontin, cardinal Dubois ; c'est le bonhomme Lam-

1. *Eglise et Philosophes, ad finem.*
2. *Ibid.*, p. 98.
3. *Ibid.*, p. 91.
4. *Ibid.*, p. 91.

bertini, qui est à Grégoire VII ce que le roi d'Yvetot est à Philippe II [1]; c'est l'archevêque de Paris, Beaumont; puis Boyer, l'*âne de Mirepoix*; l'abbé Trublet, le sieur Charles Palissot, l'abbé Desfontaines; car les choses en sont là : les fils des croisés sont morts, et c'est Desfontaines qui est l'homme indispensable, le vengeur de la religion menacée! Regardez-le, regardez-le bien en face, ce champion de l'Église; examinez attentivement cet aïeul de Giboyer-Veuillot : « Il porte sur son front les hideux stigmates des vices innommés. Au sortir de mauvais lieux, il tonne contre la licence des romans du jour; il vante les douceurs de la chasteté; il a pris sous sa protection toutes les vierges d'Israël; il les connaît par leurs noms et leurs prénoms; il est chevalier de la Conception immaculée. Son style, sorte de compromis grotesque entre le catéchisme poissard et le catéchisme des sacristies, crie et titube comme un homme plein de vin. Ses philippiques ressemblent à un sermon prononcé dans une orgie. Il ne connaît qu'une figure de rhétorique : l'injure; qu'une forme de raisonnement : l'injure; qu'un genre de polémique : l'injure. Mais, dans sa règle de conduite, il admet jusqu'à trois procédés différents : 1° la calomnie; 2° la calomnie; 3° la calomnie. Il s'appelle le chrétien par excellence. Il surveille le dogme et maintient la discipline; c'est sa chose, son patrimoine, son pain quotidien; il en vit, comme l'insecte vit de la plante qu'il ronge. Une seule chose égale son effronterie : c'est sa lâcheté. Dans ce bandit, il y a l'âme d'un cuistre [2].... »

Entre deux armées, dont l'une est conduite par des hommes de cette espèce, dont l'autre a pour chefs les

1. *Église et Philosophes*, p. 190.
2. *Ibid.*, p. 197.

encyclopédistes, le succès pouvait-il être douteux? Ce fut Voltaire qui coucha sur le champ de bataille après avoir assisté avant de mourir à ce réjouissant et édifiant spectacle : l'Église frappée par la main d'un pape ; le R. P. Malagrida brûlé à Lisbonne en compagnie d'une demi-douzaine de juifs, au nom de la très sainte Inquisition ; les jésuites chassés par le roi très chrétien et par le roi très catholique des provinces qu'ils infectent, à qui le Saint-Père refuse asile sur ses terres sous prétexte qu'ils mangent de trop bon appétit, qui ne trouveront de refuge qu'à Ferney ! Et ce sont maintenant les rois qui s'honorent du sourire d'un philosophe, en attendant que la Révolution complète la victoire.

Telle est cette peinture des armées de l'Église et de la philosophie dans le grand combat du XVIIIe siècle, peinture qui fut elle-même un combat et une victoire retentissante. Il était impossible de prendre plus résolument position, de se désigner avec plus d'éclat à la haine des uns, à la sympathie des autres. Le livre, cependant, disparut dans le triomphe de l'idée. Lanfrey fut le premier à s'en apercevoir, mais n'eut garde de s'en plaindre. « Les livres sont comme les abeilles, ils meurent de leur victoire. » Mais l'esprit de l'Église est pareil à Antée : vaincu, abattu, il reprend des forces en touchant terre et ne tarde pas à se relever pour rendre nécessaires de nouveaux combats.

III

L'*Histoire politique des Papes* appartient, dans la vie littéraire de Lanfrey, au même ordre d'idées et de préoccupations que *l'Église au* XVIIIe *siècle*. Le parti libéral, vers 1860, était divisé sur la question du pouvoir temporel en deux fractions presque égales :

M. Thiers et ses anciens amis de la rue de Poitiers tenaient pour les droits du Saint-Siège; les républicains en étaient les adversaires déclarés. Lanfrey, qui avait été avec Jules Favre un partisan résolu de l'unité italienne et qui ne tenait point, comme M. Thiers, à ménager le parti orléaniste, prit position avec sa vigueur habituelle contre le pouvoir temporel. Les vices de l'Église catholique, qui avaient fait à la pure morale chrétienne un mal désormais irréparable, l'effroyable tyrannie cléricale qui avait pesé pendant tant d'années sur les consciences, les menaces d'oppression toujours suspendues sur la pensée humaine, le pouvoir temporel n'en était-il pas la cause directe et l'auteur? Il s'agissait donc de raconter l'*Histoire politique des Papes*. Quand on aurait montré dans un clair et vigoureux résumé quel usage les successeurs de saint Pierre avaient fait de leur autorité, le procès du pouvoir temporel serait instruit et jugé.

L'idée était juste et courageuse; le sujet était-il de ceux qui peuvent être élucidés en trois cents pages? Lanfrey le crut et se trompa. C'est l'histoire que conte le peintre Biard, de l'église de Santa Cruz au Brésil. La façade en était superbe : un large portail, une profusion de riches ornements et ces charmants clochers espagnols dont la blancheur mate se détache avec tant de grâce sur le ciel bleu. Mais ceux qui entraient dans la cathédrale, après avoir monté quelques marches, en redescendaient par derrière pour se trouver dans une grande case indienne, toute de bois, avec un toit de chaume. Quand on se plaçait de profil, on reconnaissait que le bâtiment ne se composait en réalité que de ce mur, délicatement orné et étayé par des contreforts qui le défendaient du vent, et de la case de bois, que la pauvreté des habitants n'avait pas

encore remplacée par un corps d'édifice digne de la façade. L'*Histoire politique des Papes* fait songer à l'église de Santa Cruz. La façade en est remarquablement belle, mais il n'existe pas d'histoire proprement dite. Ériger une cathédrale est une noble pensée, mais n'est pas une petite affaire : Lanfrey n'avait pas pris le temps de réunir les matériaux suffisants pour l'œuvre projetée. Voici la façade : une introduction imposante retraçant en quelques grandes lignes, à la manière de Voltaire dans l'*Essai sur les mœurs*, les origines de la papauté, les premières transformations de ce christianisme qui est à sa naissance une république spirituelle, — ce qui fait sa force, — puis, l'autorité pontificale de l'évêque de Rome qui s'établit malgré les récriminations indignées des autres évêques, par son mariage mystique avec l'empire, par son ingrate complicité avec l'invasion barbare et, en dernier lieu, par son alliance avec la famille d'Héristal, qui lui cède, avec libéralité, des provinces que Pépin ne possédait pas et qu'il connaissait à peine de nom; enfin, quand les petits de la lice sont déjà forts et en état de montrer les dents, la fabrication des *Fausses Décrétales*, « un des plus grands crimes qui jamais aient été commis contre la vérité ». Lanfrey, dans ces premiers chapitres, voit juste et profond, écrit d'une plume alerte et rapide, révèle une intelligence rare, chez un homme si jeune, de la composition historique. Mais il se lasse bientôt et nous entrons dans la case indienne; des croquis vagues, sans lien entre eux, souvent inexacts, succèdent aux vigoureuses compositions du début. Les matériaux manquent, la science nécessaire à une aussi redoutable entreprise fait défaut. Parfois, cependant, quelques hardies ébauches où Lanfrey se relève : la papauté a produit et maintient jusqu'à la dernière heure le morcellement politique de l'Italie; toute ten-

tative pour constituer une nationalité italienne a toujours eu les papes pour ennemis. Une de ces esquisses surtout mérite d'être placée à côté des meilleures pages de Lanfrey : celle où il montre, dans ce retour universel vers l'antiquité qui signale la Renaissance, les curieux, les artistes en archéologie morale qui découvrent tout à coup, reconnaissent dans la Rome catholique, trait pour trait, la Rome païenne; les idées religieuses que Rome avait trahies pour le naturalisme de la Renaissance réclament alors leur émancipation; la Réforme n'est, à son début, que la pieuse protestation de l'Allemagne chrétienne contre le luxueux et tyrannique paganisme de la Rome papale.

IV

Dans l'intervalle de deux ans qui sépare l'étude sur *l'Église et les Philosophes au* XVIIIe *siècle* et l'*Histoire politique des Papes*, Lanfrey publia l'*Essai sur la Révolution française*. Ses premières pages lui avaient mis sur les bras les défenseurs de la tyrannie religieuse et de la tyrannie impériale. Son nouveau pamphlet fut une déclaration de guerre aux Jacobins. Lanfrey ne se croyait jamais assez d'ennemis. « Il est impossible de dire son mot en ce monde, écrivait-il à sa mère, sans se faire vouer aux dieux infernaux. » Or, Lanfrey tenait à dire son mot sur la Révolution et les dieux de l'Enfer ne l'inquiétaient pas.

Le mot était bon à dire et il fut bien dit. Sans doute, le livre est incomplet : ce républicain, qui ne fut jamais un démocrate, soupçonne à peine et aime encore moins le principal auteur de la Révolution, celui qui domine et remplit tout le livre de Michelet, le Peuple. Il est bien de ne pas chercher uniquement

dans l'histoire les hommes et les faits; encore, lorsqu'on écarte de parti pris les individus, serait-il plus équitable de mettre moins d'acharnement et d'apporter plus de preuves aux exécutions sommaires de certains hommes. — On a beau n'écrire qu'un essai sur la philosophie de la Révolution, plutôt qu'un essai sur la Révolution elle-même, il ne serait pas mal cependant de prendre en considération les circonstances qui expliquent au moins le drame de Quatre-vingt-treize. Mais, ces réserves faites, qui a mieux parlé que Lanfrey de l'œuvre capitale et éternelle de la Révolution, la liberté fondée, la dignité de l'homme rendue à l'homme? Cette liberté, il a fallu la conquérir d'abord sur les classes privilégiées, sur le monde de la cour, si dégénéré, si corrompu, si différent de l'active et tenace aristocratie anglaise, si inutile; sur le haut clergé dont la dépravation, l'intolérance et la turbulence déshonorent la religion elle-même. Mais cette liberté, si chèrement conquise, ceux-là mêmes qui l'ont emportée à la pointe de l'épée et de la pique ne furent-ils pas les premiers à la laisser compromettre? Avant l'Empire napoléonien, avant l'odieux régime où, comme sous la cloche de la machine pneumatique, on chercherait en vain la respiration et le souffle, les Jacobins n'ont-ils pas porté à la liberté des coups d'autant plus cruels que l'on a presque réussi, par la suite, à les glorifier au nom même de la liberté? Voilà l'œuvre mauvaise qu'il faut détruire. C'est honorer la Révolution d'une piété filiale que d'en retracer les origines à travers les âges, jusqu'à la Renaissance et la Réforme qui prononcèrent, les premières dans le monde moderne, le mot de liberté. C'est l'honorer encore que de séparer sa cause de celle des sectaires intolérants et stupides qui jetèrent aux masses l'appât grossier de l'égalité

des conditions, alors que la Constituante avait proclamé l'égalité des droits, et qui purent passer ainsi pour les dignes continuateurs de la démagogie catholique de la Ligue. Robespierre, qui fut le *Contrat social* fait homme, Saint-Just, tous ceux qui serrèrent, jusqu'à les briser, les ressorts d'une centralisation de fer, ont méconnu l'esprit même de la Révolution, aplanissant ainsi par avance la voie de l'Empire. Quinet protesta plus haut et plus éloquemment que Lanfrey; mais Lanfrey a réclamé le premier.

Ce ne fut pas, comme on pourrait croire, l'*Essai sur la Révolution* qui conduisit directement Lanfrey à l'histoire de Napoléon. Ce fut l'étude publiée dans la *Revue nationale* sur l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, de M. Thiers. Étude de proportions restreintes, mais qui marque avec un singulier relief dans l'œuvre de Lanfrey. Jamais sa langue n'a été plus claire, plus précise, plus incisive. Comme des coups de marteau sur l'enclume, les phrases se suivent, vives, acérées, et sonnent avec un éclat métallique. Il y a des mots, des assemblages de mots frappés comme des médailles antiques. Jamais le style n'a été davantage l'homme même. Ce siècle, qui a introduit les circonstances atténuantes dans la jurisprudence, leur a, peu après, donné accès dans le domaine de la morale : Lanfrey s'en indigne et réagit de toutes ses forces. Il repousse les circonstances atténuantes de l'histoire; il veut la justice pure, sans complaisance, égale à la morale et au droit. Voici cependant la revanche des choses : Lanfrey aspire au rôle de juge; il a, dans le cœur, l'idéal souverain d'un juge équitable, sans parti pris, strictement impartial; et il reste avocat ou accusateur. Il s'assied à sa table se croyant sans prévention, il prend la plume pour rédiger un arrêt : et il écrit un plaidoyer ou un

réquisitoire. C'est plus fort que lui, il commence par résister loyalement à sa colère; mais bientôt celle-ci l'emporte et il se laisse entraîner. Seulement, au lieu d'avouer que la passion est victorieuse, que la raison pure est vaincue, il continue à protester avec violence qu'il est calme, de sang-froid, et qu'il a rédigé un arrêt.

Dans l'étude sur l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, l'accusé est M. Thiers. Dans toute histoire, il y a deux parties essentielles, distinctes, quoique étroitement unies : d'une part, le récit des événements, la description des faits; d'autre part, l'idéal au nom duquel on juge; en d'autres termes, une partie matérielle et une partie morale. Lanfrey déclare qu'il veut bien laisser de côté la partie matérielle : c'est la partie morale qu'il se contente d'interroger. Or, dans les dix mille pages de l'ouvrage de M. Thiers, où trouver cette partie morale? Lanfrey cherche en vain : dès lors il est inutile d'aller plus loin : « Quoi! vous avez osé déclarer vous-même que ce qui vous intéresse le plus vivement dans le spectacle des choses humaines, c'est la quantité d'hommes, d'argent, de matière qui a été remuée! Quoi! vous oubliez que la peinture des choses est subordonnée à celle des caractères, des passions, des idées qui les mettent en œuvre! Les faits, rien que les faits? Mais alors ce que vous rêvez c'est l'histoire sans conclusions, c'est l'expérience sans enseignement, la science sans généralisation, la société sans principes. Les affaires vous cachent l'humanité. Votre livre est l'épopée de la matière. Vous décidez avec un dogmatisme tranchant et absolu les questions les plus spéciales, les plus compliquées, les plus obscures; vous résolvez sans sourciller des problèmes où les gens du métier ne voient que des sujets de doute; mais qu'on vous soumette la difficulté morale la plus

simple, sur laquelle le premier juré venu se prononcera sans hésiter, et aussitôt vous recourez à des réponses évasives, vous dites à la fois oui et non, on ne peut vous arracher que des paroles indécises et équivoques! Napoléon vous éblouit, vous le trouvez aussi bon que grand, vous déclarez ne pas oser le blâmer : eh bien, quand on n'ose pas blâmer, on n'ose pas écrire l'histoire. Vous vous dérobez, vous croyez faire preuve d'un esprit large et vraiment philosophique en affirmant que les hommes n'ont pas leur libre arbitre et sont entre les mains du destin comme autant de marionnettes dont il tient le fil : est-ce que vous ne soupçonnez pas que cette opinion rabaisse la nature humaine? Ah! comme notre temps, en cela, donne bien sa propre mesure! Vous n'avez qu'une théorie : celle du succès. Vous n'avez d'admiration que pour la puissance matérielle et ses plus pompeux développements; vous êtes la dupe des plus pitoyables parades d'une époque guindée et déclamatoire. Vous avez deux libertés, vous avez deux morales. A vos yeux, l'homme a été formé par la nature pour être administré, censuré, enrégimenté, centralisé et fortement gouverné. A vos yeux, de toutes les créations de l'activité humaine, la plus belle est une brigade et, après une brigade, c'est un régiment : le reste est peu de chose. Vous êtes un chroniqueur, et encore un chroniqueur inexact; vous n'êtes pas un historien. Vous chantez vous-même votre *Exegi monumentum*. Détrompez-vous : on ne va pas à la postérité quand on a été de son vivant donné en prime aux abonnés du *Constitutionnel.* »

On pourrait répondre, sur bien des points, et l'on a répondu à ce véhément réquisitoire. Il est certain que l'historien qui mériterait tous les reproches dont Lanfrey accuse M. Thiers, ne serait pas digne du nom d'historien; mais M. Thiers les avait-il mérités? Sans

doute, son livre donnait aux instincts bonapartistes une forme précise; mais la colonne de la place Vendôme la leur donnait aussi : fallait-il la renverser? M. Thiers, d'ailleurs, ne se fâcha pas : il comprit que le réquisitoire furibond du jeune écrivain visait plus haut qu'à M. Thiers, à Napoléon, — plus près qu'à Napoléon Ier, à Napoléon III, — et cela n'était pas pour lui déplaire. Il encouragea M. Prévost-Paradol à s'escrimer, dans le *Journal des Débats*, contre Lanfrey; il offrit au rédacteur de la *Revue nationale* son amitié qui ressemblait toujours à une protection, — mais qui n'en fut pas moins acceptée.

V

Lanfrey se plaisait à raconter, sous forme d'apologue, qu'un tyran redoutable s'était élevé dix ou douze siècles avant l'ère chrétienne, dans une petite île de la Méditerranée. Cet homme, né dans les sombres forêts qui couvrent les flancs du mont Ida, parmi les peuplades farouches des Curètes et des Corybantes, n'avait pas sucé le doux lait d'une femme, mais l'âpre lait d'une chèvre sauvage. Il grandit dans les bois, devint le plus fort et le plus terrible de sa tribu et posa sur sa tête la royale couronne du vieux Mélissus. Ce fut un despote cruel, un guerrier illustre et dont la terreur précéda les armées. Quand il mourut, les peuples qu'il avait pendant de longues années conduits au carnage et au pillage en firent un dieu et adorèrent son image. Cet homme, cette idole, c'était Jupiter.

Il en a été, continuait Lanfrey, de la déification de Napoléon Bonaparte comme de celle de Jupiter. « Seulement celle de Jupiter se comprend mieux. » Ceux qui firent un dieu du tyran crétois étaient des

14

barbares ignorants et crédules, qui ne pouvaient avoir d'autre culte que celui de la force brutale. Ceux qui firent un dieu de Napoléon étaient des hommes dont les aïeux, dans un siècle d'examen et de libre critique, avaient été les contemporains de Voltaire, et dont les pères avaient fait la Révolution. Eux-mêmes, après quinze ans de servitude et de guerres sanglantes où les meilleurs étaient tombés, pour une cause qui leur était étrangère, sur les champs de bataille du monde entier, eux-mêmes avaient pris en exécration cet homme, avaient salué par des cris de joie la chute du tyran. Puis, après quelques mois d'un autre règne, honnête, mais maladroit, tracassier, contraire par presque toutes ses idées aux idées du siècle, n'ayant d'aspirations que vers le passé; — un revirement s'était produit et l'on s'était pris à la nouvelle dynastie des maux et des hontes des deux invasions. On innocenta le vrai coupable, on oublia le despote, on ne se souvint que du héros. De ce Corse égoïste on fit la personnification de la gloire nationale; de ce premier des contre-révolutionnaires on fit la personnification militaire de la Révolution. Ainsi fut créée l'idole, et plus étaient disparates les pierres qui composaient la statue, plus la statue même fut solide et parut indestructible.

Criminelle et risible apothéose ! Tous furent coupables : les vieux conventionnels qui, par haine des Bourbons, mirent leur main dans celle des bonapartistes; les ministres imprévoyants qui firent revenir de Sainte-Hélène les restes du pseudo-Prométhée, comédien et charlatan jusqu'au bout; les historiens, les artistes, les poètes. Grâce à cette universelle conspiration, cet homme qui avait dévasté l'Europe, foulé les peuples, épuisé la France, excité des haines internationales implacables, éteint le flambeau de la

Révolution, va passer pendant un demi-siècle, aux yeux d'une nation facile à émouvoir, et facile à duper malgré son apparent scepticisme, pour l'ange libérateur des nationalités, pour le messie du progrès et de la civilisation [1]. Quelques-uns à peine, au risque de passer pour de médiocres patriotes, osèrent s'inscrire en faux contre la légende corruptrice : Paul-Louis, Auguste Barbier, Lamartine. Les autres, en immense majorité, se laissèrent emporter par le courant : Béranger, Hugo, Edgar Quinet, Vaulabelle, Louis Blanc.... Thiers fut encore de ceux qui résistèrent le plus au flot populaire. Puis, un jour, le neveu de l'homme légendaire se présenta à la France. « Il n'avait dans son passé qu'un meurtre, un acte de basse ingratitude et un aigle apprivoisé. » Mais il portait le nom magique. La France repoussa cet autre Hoche qui s'appelait Cavaignac et se donna de nouveau à un Napoléon. « Il est mauvais qu'on mette un crime dans un temple [2] », dira plus tard Victor Hugo, faisant son *mea culpa*. Ce sont les grands désastres qui renferment les grands enseignements. Il fallut Décembre pour que des historiens pussent reconnaître et écrire la vérité sur l'homme de Brumaire; il fallut Sedan pour que la vérité apparût, terrible, à la nation tout entière qui s'était trompée.

Si l'histoire se refait et se refera toujours, c'est, assurément, parce que de nouveaux documents sortent sans cesse des archives où ils dormaient ignorés, parce que des mémoires contemporains, longtemps tenus secrets, sont enfin révélés au public; mais si l'histoire se refait ainsi, c'est moins encore par les pièces inédites que le temps apporte, que par la

1. Charras, *Waterloo*, Introduction.
2. *L'Année terrible*, mois d'août, *Sedan*.

marche même du temps. « Mon unique prétention est de mettre à profit le bénéfice des années écoulées [1] », avoue Lanfrey lui-même. Chaque homme, en effet, chaque événement a une double valeur : relative, qui peut se découvrir instantanément; absolue, qui ne peut souvent se voir que de loin, quand chaque acte aura acquis son plein développement, lorsque le fruit de chaque fleur aura mûri sur sa branche. Ajoutez que les hommes du présent servent à faire comprendre ceux du passé, que les événements dont nous sommes les spectateurs ou les acteurs nous mènent à l'intelligence de ceux dont nos prédécesseurs ont été, eux, ou les spectateurs ou les acteurs. L'historien peut-il écrire avec des idées, des passions, des théories qui ne soient pas celles de son époque? C'est toujours à la lumière du présent qu'il juge le passé. Certes, plus un historien saura s'élever au-dessus des entraînements du moment, plus il aura de chance d'être vraiment impartial et juste. Parfois, cependant, ces colères ou ces enthousiasmes du moment lui sont utiles plus que les révélations des contemporains, plus que toute spéculation philosophique pour juger du passé. Sans le second Empire, nous n'aurions pas encore compris le premier.

On peut en montrer une preuve remarquable dans l'*Histoire* même du Consulat et de l'Empire par M. Thiers, dans cette histoire de si longue haleine que trois régimes se sont succédé au cours de sa publication. Les sept premiers volumes en ont été écrits sous la monarchie de Juillet. C'est le tableau du Consulat et de l'Empire jusqu'à Tilsitt. A chaque page éclate la vive et pétulante admiration de l'écrivain pour le jeune Consul qui paraît consolider par la centralisa-

1. *Histoire de Napoléon*, t. I, p. 2.

tion les conquêtes de la Révolution, pour cet empereur sorti du peuple et qui traite d'égal à égal les souverains des plus vieilles monarchies, pour ce général qui porte si loin la gloire des armées françaises, abat l'empire d'Allemagne, humilie la Russie, brise la monarchie prussienne. Quel amour! quel enthousiasme! avec quel soin il dissimule sur la statue de son héros la tache de boue ou de sang! Pourquoi? Sans doute, M. Thiers aime naturellement le succès? Mais aussi, parce que sous un régime de paix et de liberté, il est piquant de chercher le contraste et de glorifier les choses de la guerre : la pyramide de Chéops apparaît dans un lointain doré; on ne voit plus les milliers d'esclaves qui sont morts à la peine en la bâtissant.

Les quatre volumes qui suivent vont de 1807 à 1810; ils ont été écrits de 1848 à 1851. Quelle évolution déjà dans les jugements de l'historien, plus sévère de chapitre en chapitre pour les violations du droit, les abus grossiers de la force, moins indulgent pour la fureur guerrière de César, plus attristé de la perte de la liberté! Pourquoi? Parce que la période de prospérité touche à sa fin, parce que les crimes sont plus sanglants ou les folies plus ténébreuses? Certes, mais encore parce que M. Thiers écrit sous la présidence de Louis-Napoléon et que l'astuce, la perfidie, l'égoïsme de l'oncle commencent à lui apparaître sous le masque pâle du neveu, du prétendant qu'il méprise, dont il refuse avec hauteur d'être le ministre, après avoir été celui de Louis-Philippe. Maintenant, voici le Deux-Décembre, contrefaçon scélérate de Brumaire, Napoléon le Petit, singe de Napoléon le Grand, et dès lors, dans les neuf derniers volumes, l'histoire et l'historien marchent presque d'accord. Sans doute, ce prêtre désabusé et devenu sceptique touche d'une main encore indulgente au dieu qu'il a longtemps encensé. Mais, pour

un rien, il jetterait le froc aux orties, abjurerait ses anciennes croyances. Dans l'admirable récit où il raconte la retraite de Russie et la campagne de 1813, on sent, presque à chaque page, cette lutte, ce combat intérieur. Lanfrey accuse M. Thiers de n'adorer que la fortune. C'est précisément la défaite, le malheur, la chute lamentable qui ramènent, non sans générosité, M. Thiers à Napoléon et qui arrêtent les dernières sévérités de sa plume. Il est troublé cependant jusque dans sa pitié, il éprouve le besoin de se corriger lui-même, de revenir sur ses propres jugements. Éclairé comme il l'est par la répétition de l'aventure impériale, deux fois il reprend dans des vues d'ensemble l'histoire de son héros; il condamne ce qu'il avait glorifié sans réserve, il diminue la part de lumière, il augmente la part d'ombre, l'étend même sur ce Consulat qui est sa période de prédilection : « Hélas! la modération d'un grand homme doté de tous les pouvoirs, fût-il en outre doté de tous les génies, n'est-elle pas de toutes les chimères révolutionnaires la plus chimérique?... La liberté, même lorsqu'elle est hors de saison, n'en fait pas moins faute là où elle n'est point [1]. »

Ainsi, dès le début, Lanfrey a cet avantage sur M. Thiers : au lieu de l'achever seulement sous le Second Empire, c'est sous le Second Empire qu'il commence l'histoire du Premier. Cela, tout de suite, lui fait comprendre ceci : rien ne montre mieux que la caricature, par son exagération même, les vices et les défauts du modèle. Tâche ardue pourtant et périlleuse. A quel moment prend-il la plume? Lorsque le régime de Décembre est encore à son apogée : quelques voyants à peine, étrangers ou proscrits,

1. *Consulat et Empire*, t. XVII, liv. LIII, p. 845.

s'aperçoivent que l'étoile des Bonaparte commence à pâlir; ni Mexico ni même Sadowa n'ont pu faire comprendre aux populations aveuglées que le colosse a des pieds d'argile. Et qu'écrit-il alors? Il raconte toute la période de gloires ininterrompues et de fortune constante, Rivoli, les Pyramides, Austerlitz, Iéna, la Révolution muselée, l'Europe à genoux devant le successeur de Charlemagne, l'Angleterre menacée dans son île. C'est au succès, à la force triomphante, à la victoire, à l'auréole qu'il a affaire. Cependant Lanfrey n'hésite pas : avec la hauteur morale de Tacite et avec plus de courage, — car Tacite écrivait sous Trajan, — il montre le crime comme base de l'impérial édifice, la fraude et la violence comme instruments de règne; sur la robe de pourpre qui l'a trop longtemps dissimulée, la tache de sang.

La suite des événements eût-elle modifié le premier jugement porté par Lanfrey sur l'Empire? Si la mort lui en avait laissé le temps, quand aurait-il achevé cette histoire? Au lendemain de Sedan, quand le second Empire venait, lui aussi, d'aboutir à la ruine, à l'invasion, au démembrement, quand sa chute le rendait aussi justement exécré que son avènement l'avait rendu exécrable. Lanfrey aurait eu alors à raconter l'écroulement du monstre, la période de déroutes et de désastres, à montrer après la face brillante de la médaille, dont il semblait si téméraire de dénoncer le mensonge, le revers de cette même médaille, qui justifiait si cruellement la défiance primitive, la Bérézina et Leipzig, Montmartre et Waterloo. En racontant ce dénouement qui était un châtiment, il n'est pas à croire que Lanfrey eût jugé moins sévèrement l'Empire que dans les premières pages de son livre. Et pourtant, — après que toutes les douleurs de la troisième invasion eussent fait vibrer en lui des cordes

dont le son lui avait été inconnu jusqu'aux jours de malheur, — n'aurait-il pas cessé de diminuer de parti pris, comme il l'avait fait, nos victoires et d'exagérer nos défaites? Il eût été plus exclusivement Français, moins citoyen du monde; il se fût douté que l'heure du cosmopolitisme n'avait pas encore sonné.

Donc, dès la première page de son livre, Lanfrey « a jeté le gant à l'Empereur ». — C'est lui-même, dans une orgueilleuse profession, qui marque ainsi le caractère de son histoire. — Thiers voit mieux, connaît mieux dans Napoléon le capitaine, le tacticien, le législateur, l'administrateur; Lanfrey voit mieux, ou, du moins, cherche à mieux voir l'homme même. Thiers s'attache à l'enveloppe, au masque, néglige ces forces morales qui sont parfois des instruments d'action plus puissants que les forces matérielles les plus redoutables; Lanfrey va droit à l'âme, en éclaire les coins et recoins : à ses yeux, il n'y a qu'une morale, la même pour les hommes privés et pour les hommes publics. Dès lors, au lieu d'envelopper de tous ces mots « de moyenne portée, adroitement expressifs, prudemment intelligibles », les violences, les perfidies et les mensonges, il appelle le crime et la fraude par leur nom, arrache les masques, répare les iniquités, lave des calomnies qui les ont salis tous ces hommes que Napoléon tenta de souiller devant la postérité, puis cloue au pilori tous ces Barras, « flottant comme l'écume à la surface des partis [1] », ces Regnault de Saint-Jean-d'Angély, « Tibulles de la conscription [2] », ces Réal, Savary, Cambacérès, et par-dessus tout le « monstre lui-même ». Déjà le titre que Lanfrey donne à son livre est significatif. Ce n'est

1. *Histoire de Napoléon*, t. I, p. 425.
2. *Ibid.*, t. II, p. 78.

point un chapitre de l'histoire de son pays qu'il va conter, c'est l'histoire d'un homme. C'est, par intuition, le beau cri de Michelet, quand, son *Histoire de la Révolution* achevée, il abordera celle du XIXe siècle : « Adieu science, idées, nation, adieu patrie!... Tout cela est ajourné. Je vais m'occuper d'un homme! [1] »

L'*Histoire de Napoléon*, telle que Lanfrey l'a conduite jusqu'au passage du Niémen, s'adresse surtout au public qui en était resté aux chansons de Béranger et au Mémorial de Sainte-Hélène, que la légende avait conduit, les yeux bandés, au Deux-Décembre, qu'il s'agissait d'éclairer enfin et de prémunir. C'est la pensée dominante de ce livre qui en fait le prix : l'amour de la liberté, le respect de la moralité, de la dignité humaine. Lanfrey écrit pour prouver, non pour raconter. Thiers [2], par la nature même de sa méthode, par le détail des preuves, par l'abondance des documents, permettait au lecteur de se former une opinion propre qui pouvait sur certains points différer de celle de l'historien, la contredire ou du moins la contrôler. Rien de tel chez Lanfrey. Le lecteur qui n'est pas prévenu ou armé d'avance sortira de cette lecture avec la conviction que le Consulat et l'Empire n'ont été qu'une longue série de meurtres, de parjures et de guets-apens. Thiers laisse son lecteur à peu près libre; Lanfrey lui impose ses idées; parfois même il veut trop prouver, il manque d'adresse, de souplesse; de cette histoire au pamphlet, il n'y a qu'un pas.

Partout, dans cette histoire enveloppée de brouillards trompeurs, on se heurte à des préjugés fortement enracinés dans les esprits. Pour M. Thiers,

1. Michelet, *Origine des Bonaparte*, p. 333.
2. Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, t. I, p. 139.

la plus belle époque de l'histoire de France, c'est le Consulat. Quel majestueux spectacle, s'écrie-t-il à chaque instant, que celui de ce monde renaissant d'un chaos, que cette organisation souveraine d'un pouvoir fort, œuvre unique en son genre! « Le temple « de Janus fermé, la paix avec la terre et les mers, la « paix avec le ciel, un code de lois superbes, un sys- « tème puissant d'éducation publique, un système glo- « rieux de distinctions sociales », voilà le Consulat de M. Thiers [1]. Si Napoléon était resté fidèle jusqu'au bout à cette politique de la force rendue supportable par la modération, s'il avait persévéré dans cette œuvre de prudence et de sagesse, il n'eût rien laissé à désirer à la France, c'eût été un dieu [2]. Magnifique échafaudage, et quel dommage d'y voir Lanfrey porter sans pitié le massacre et la destruction! Après les dix chapitres de son deuxième volume, le plus remarquable certainement de l'œuvre tout entière, que reste-t-il du splendide palais qu'une fée Morgane avait construit pour M. Thiers?

D'abord, il n'y a pas lieu de distinguer entre le Consulat et l'Empire. Le Consulat, c'est le germe; l'Empire, c'est le développement. Il n'y a pas de différence essentielle entre la politique du Premier Consul et celle de l'Empereur. Seulement, si la première a tous les procédés de la seconde, la seconde a plus de force matérielle à sa disposition. Mêmes maximes, mêmes moyens. Le Consulat repose sur un crime : le 18 Brumaire; l'Empire a pour origine publique une fourberie : la conspiration de Georges astucieusement exploitée et encouragée par la police pour la plus grande épouvante des bourgeois. D'ordinaire, les historiens jugent

1. *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, liv. XIV, p. 560.
2. *Ibid.*, t. XVII, liv. LIII, p. 845.

les résultats; Lanfrey juge les causes. Les deux invasions, la perte des frontières de la République, le retour des Bourbons, ont eu pour instrument la gigantesque machine du despotisme impérial; or, cette machine, c'est le Consulat qui l'a construite.

Seconde exécution : Lanfrey fait définitivement justice de « l'idée erronée que deux ou trois générations ont persisté à se faire du caractère de Napoléon ». Son Napoléon est peut-être par trop, dès l'origine, un être tout d'une pièce. Le portrait tracé par Lanfrey n'en est pas moins de beaucoup le plus ressemblant. Pendant longtemps, on n'a vu chez cet homme que les brutalités et la force, — brutalités qui font l'admiration du peuple comme de la fille de taverne d'Auguste Barbier, — et l'on a ignoré ses ruses, ses mensonges, ses incessantes tromperies, sa duplicité. « La vigueur du lion fait oublier ses allures félines. » Lanfrey reconstitue la vérité. D'une main impitoyable, il fait tomber le masque dont des gens de trop d'esprit avaient mis vingt ans à affubler « ce fin et dur visage d'airain [1] »; il le montre, en termes admirablement trouvés, « génie prodigieux et borné [2] » ; il dénonce « son esprit à la fois si positif et si chimérique [3] »; cet homme, dans le monde, ne vit « que des forces, jamais des principes [4] »; le Concordat fut pour lui un moyen « d'utiliser Dieu [5] ». L'homme moral, chez lui, était tout simplement absent. « Voilà pourquoi il fut tout ensemble si grand et si petit, si étonnant et si vulgaire. » Il est bien du Midi en cela; Michelet ira jusqu'à faire de lui un Carthaginois, un Africain. M. Thiers croyait à sa

1. *Histoire de Napoléon*, t. II, p. 493.
2. *Ibid.*, t. II, p. 191.
3. *Ibid.*, t. II, p. 390.
4. *Ibid.*, t. I, p. 174.
5. *Ibid.*, t. II, p. 100.

bonté, à sa miséricorde, à sa pitié, à la cloche de village dont Napoléon disait sans rire qu'il ne pouvait l'entendre de la Malmaison sans être ému. Cet iconoclaste de Lanfrey met en pièces la légende. Pour lui, tout le caractère de Napoléon se résume ainsi dès l'origine : l'égoïsme comme mobile, le mensonge et le charlatanisme comme procédé, la domination comme fin. Et chaque année lui apportera un nouveau vice.

La soumission et la trop longue servilité des peuples, la platitude des souverains de l'Europe, la déchéance générale des caractères, tout cet étonnant concours de bassesses n'aura d'autre résultat en effet que de tuer le peu de vertu humaine que ce Corse avait apporté en naissant et d'en faire l'un des monstres les plus accomplis de l'histoire. (Constatation qui n'est qu'une constatation, nullement une excuse.) Son moral et son physique se développèrent ainsi simultanément : au général maigre, malpropre, taciturne et triste, succéda le César gras, vulgairement magnifique, familièrement expansif, gai jusqu'à la plaisanterie sinistre. Il est brutal dans la prospérité; il est pitoyable dans la mauvaise fortune (à Smorgoni, à Fontainebleau, à Orgon, où il revêt un uniforme étranger; à Sainte-Hélène, où il supporte sans fierté la juste expiation du long attentat qui a commencé au 18 Brumaire). Il a toujours été emporté, loquace, tranchant, présomptueux; il est sans pitié, sans miséricorde; il est le mensonge fait homme; les droits des hommes, la puissance des idées, il ignore toutes ces choses; il a le mépris le plus absolu de l'humanité; sa profession, c'est d'être conquérant.

Autre différence entre les deux historiens. M. Thiers, écrivant la vie de Napoléon, appartient tout entier au présent; il ignore l'avenir, il est comme un contemporain relatant jour par jour les faits dont il est le

témoin; il apprécie chaque chose selon sa valeur momentanée et non par ses conséquences; il connaît chaque détail et ne voit pas l'ensemble; dans son long voyage de vingt volumes, il note à chaque pas ce qu'il voit; arrivé sur le faîte, alors seulement, il essayera d'envisager d'un coup d'œil la montagne gravie, la campagne à ses pieds, l'horizon lointain. Lanfrey, écrivant cette même histoire, vit au contraire dans l'avenir des jours qu'il raconte, il rapporte dans son esprit chaque fait au dénouement; il ne connaît des choses que leur valeur absolue; il n'a jamais gravi la montagne, il s'est trouvé du premier bond sur le faîte, et c'est du sommet que plonge sa vue pour ne saisir que les grandes lignes, la corrélation intime, l'harmonie; parfois seulement il descend, mais pour un instant à peine, pour étudier de plus près un détail de la route. En résumé, Thiers procède par l'analyse, Lanfrey par la synthèse. L'analyse est le propre du chroniqueur, la synthèse le propre du philosophe. Si l'historien doit réunir les deux procédés, la véritable histoire de Napoléon reste à écrire....

L'impression produite par la publication des premiers volumes de l'*Histoire de Napoléon* fut considérable, surtout sur la jeunesse. En quelques jours, le nom de Lanfrey fut sur toutes les lèvres. L'opposition l'acclama, le parti bonapartiste lui jeta l'anathème, le traitant de mauvais Français, de calomniateur des gloires nationales, d'agent de l'étranger. Cette rage était la preuve qu'il avait frappé juste : l'idole avait donc enfin tremblé sur sa base, le marbre allait voler en éclats !

C'est au public plus qu'aux savants que s'adressait Lanfrey ; tout en faisant faire à la moralité historique un pas de géant, il fit cependant avancer aussi la science. Le vice capital de tous ses devanciers avait

été l'affirmation sans preuves. Sauf M. Thiers, qui avait en main les pièces du Directoire et de la secrétairerie d'État, les autres historiens de l'Empire n'avaient écrit que des apologies ou des diatribes. L'ignorance et la passion en faisaient les frais. Tout passionné qu'il est, Lanfrey est généralement consciencieux; peu d'écrivains se sont élevés plus vite à une plus remarquable intelligence des vraies méthodes historiques. Son *Histoire de Napoléon*, surtout dans les deux premiers volumes, repose bien sur les fortes assises qu'exigent les monuments scientifiques, la *Correspondance de l'Empereur*, l'*Annual Register*, les mémoires de Miot de Mélito, de Masséna, du comte Mollien, d'Aranza, de Jomini, les lettres du roi Joseph, du prince Eugène, de l'archiduc Charles, celles encore manuscrites de Moreau, les dépêches de Wellington, les archives russes. Sans doute, à côté de ces solides fondements de granit que demande une œuvre d'histoire, Lanfrey, dans plus d'un chapitre, emploie, lui aussi, au lieu de pierre, un plâtras qui, pour être emprunté aux ennemis de l'Empire, n'est pas moins détestable que celui du *Mémorial*. C'est faire montre de peu de bonne foi, ou de critique, que d'avoir recours aujourd hui, soit pour, soit contre Napoléon, à la ridicule compilation de Las-Cases, à O'Méara; Bourienne, Marmont, Constant, la duchesse d'Abrantès ne devraient être consultés qu'avec les plus extrêmes réserves; les mémoires, notoirement apocryphes, de Rapp ne devraient jamais être cités. Parfois aussi la haine aveugle Lanfrey. Si l'amour de la liberté lui a inspiré les plus belles pages de son livre, c'est la haine systématique qui lui a dicté les plus mauvaises, la haine aveugle qui, quoi qu'en dise Éverard, est presque toujours méchante conseillère. Ainsi pourquoi répéter étourdi-

ment, d'après le duc de Raguse, que Napoléon n'a jamais eu de projet réel de descente en Angleterre, que tous les préparatifs du camp de Boulogne furent une feinte [1]? Pourquoi, sur la foi de M. de Maistre, affirmer que Weyrother vendit à Napoléon le secret des opérations d'Austerlitz, opérations dont le plan ne fut décidé que dans la nuit qui précéda la bataille [2]? Pourquoi, faisant un étrange pendant aux justes rigueurs dont il accable Napoléon, tant d'injuste indulgence pour l'homme des hideux massacres de Naples, pour Nelson [3]? Pourquoi excuser le bombardement de Copenhague « par certains desseins qu'aurait eus l'Empereur » et dont la connaissance serait parvenue aux Anglais [4]? Napoléon, pour cent fois moins, eût été voué à l'infamie. Pourquoi dire des adulations dont l'Empereur fut l'objet que les bassesses de ses courtisans dépassèrent tout ce qu'on avait entendu jamais [5]? Napoléon cependant avait eu des prédécesseurs qui s'appelaient l'Empire romain, le Bas-Empire, Louis XIV et Louis XV! Pourquoi, si ce n'est par parti pris contre le maître, tant de ménagements pour certains de ses conseillers, Talleyrand [6], Fouché [7]? Napoléon fut un charlatan effréné [8]; cela est certain. Mais pourquoi dire en même temps, quand le contraire est notoire, que Frédéric a toujours méprisé le charlatanisme? Dans son fameux article de la *Revue nationale,* Lanfrey avait cruellement raillé M. Thiers de ses prétentions stratégiques. Quand Lanfrey, à son

1. *Histoire de Napoléon,* t. III, ch. I et VI.
2. *Ibid.,* t. III, ch. VIII.
3. *Ibid.,* id.
4. *Ibid.,* t. II, p. 141.
5. *Ibid.,* t. V, p. 178.
6. *Ibid.,* t. III, p. 132, 135, 138, 160, etc.
7. *Ibid.,* t. III, p. 145, etc.
8. *Ibid.,* t. IV, p. 163.

tour, entreprend l'histoire de Napoléon, que fait-il? ce qu'il reproche à M. Thiers, un peu moins longuement peut-être, dans un sens presque toujours opposé, mais avec le même absolutisme, sur un ton aussi doctrinal et certainement avec moins de compétence.

Telles sont les principales lacunes de ce livre. Mais, en regard, comptez les chapitres décisifs et les investigations lumineuses! Lanfrey est le premier qui ait dénoncé et flétri la conduite de Bonaparte à l'égard de l'armée d'Italie, noble et malheureuse armée, où il infiltra l'esprit de corruption et dont il fit par un méprisable calcul des légions de pillards. Ce sont des pages définitives que celles où il montre comment, malgré le Directoire, de propos délibéré, Bonaparte sacrifia Venise, odieux attentat, prélude de ceux dont la France et l'Europe seront victimes, et qui est raconté avec une indignation où l'on retrouve l'âme même de Manin. Non moins définitives les belles pages sur le 18 Brumaire, qui apparaît enfin dans toute sa laideur cynique; sur la centralisation excessive dont Napoléon est l'auteur, sur la création de la Légion d'honneur, l'épuration du Tribunat, sur le meurtre du duc d'Enghien, le procès de Moreau, la bataille de Trafalgar. J'en pourrais citer bien d'autres : la répression de l'insurrection de Cadoudal et de Frotté en Bretagne et en Normandie, où Lanfrey dévoile les procédés familiers de Bonaparte : « brûler deux ou trois grosses communes en manière d'exemple et fusiller sur-le-champ les principaux captifs »; le passage du Splügen par Macdonald, en plein décembre, autrement merveilleux que celui du Saint-Bernard; l'érection du royaume d'Étrurie, Napoléon trafiquant sans façon des peuples et, dix ans après la Déclaration des droits de l'homme, vendant Lucques à l'Espagne pour six vaisseaux et trois frégates; l'assassinat du

tzar Paul dont l'Angleterre, contrairement aux affirmations de Bonaparte, ne fut pas complice : c'était un meurtre inutile ; — et surtout, comme un modèle de forte et sagace critique, le chapitre où il détruit la légende des portes de la France ouvertes par le Premier Consul aux émigrés, montrant avec la dernière évidence qu'après la grande amnistie du Directoire, Napoléon n'inventa la clôture de la liste que pour radier les personnes agréables et pour garder les biens de celles qui ne l'étaient pas....

VI

Il ne suffit pas d'être juste, il faut être *plus que juste*.... On l'a déjà vu : Lanfrey n'était que juste.

N'être que juste, c'est, pour juger les autres, se placer étroitement à son propre point de vue ; c'est traiter d'aveugles ou d'insensés ceux qui voient autre chose ou qui voient autrement ; c'est, suivant la remarque d'un philosophe [1], ressembler à l'astronome qui, tout en restant à l'Observatoire de Paris et en regardant à travers son télescope, voudrait juger immédiatement l'apparence qu'offre le ciel vu de l'Observatoire de New-York. Être plus que juste, « c'est, par un acte de désintéressement intellectuel qui est la condition de l'impartialité, s'oublier soi-même, s'abstraire de soi, pour ainsi dire, et se confondre quelque temps avec les grandes intelligences dont on veut repenser la pensée », avec les puissants individus ou avec les peuples dont on veut revivre la vie. Il est impossible de juger les hommes et les choses en les plaçant hors des temps : mais si cela était possible, ce serait

1. Fouillée, Introduction à l'*Histoire de la philosophie*, p. 7.

injuste, et Lanfrey l'a cru possible. Il avait la prétention d'apprécier et de peser les événements et les hommes comme les théories scientifiques. En résumé, il tenait compte de tout, sauf de la nature humaine. Il procédait ainsi à la façon du Michel-Ange du *Jugement dernier*, ne classant les hommes qu'en deux séries, les bons et les mauvais, les boucs et les brebis, les bienheureux et les damnés, les héros et les coquins; la grande catégorie du purgatoire lui était inconnue. De là, les choquantes partialités de ses livres; de là, surtout, les injustices de sa vie publique.

Je n'insisterai pas sur la carrière politique de Lanfrey, d'abord parce qu'elle a été très courte et marquée par peu d'incidents; ensuite parce que Lanfrey n'avait aucune des qualités essentielles de l'homme d'État. Il ne comprenait pas son temps, la démocratie l'effrayait, il était passionné, dans le sens le moins élevé comme dans le sens le meilleur du mot, et très rancunier. Il n'était ni patient ni pratique, il cultivait le fameux axiome du « Tout ou Rien ». Ce sont ses livres qui ont été ses véritables actes, et, pour être *plus que juste* à son égard, il faut passer sous silence le rôle hargneux qu'il a joué pendant la Défense nationale et son rôle effacé à l'Assemblée de Versailles. Comme M. Gambetta lui avait offert la préfecture du Nord en riposte à la triste lettre de janvier 1870 sur *la dictature de l'incapacité*, M. Thiers lui offrit le poste de ministre de Berne, feignant d'oublier le célèbre article de la *Revue nationale*. Lanfrey, qui avait répondu par un vilain refus à l'offre généreuse de Gambetta, accepta de M. Thiers la légation de Berne et demeura à son poste jusqu'au 24 mai. Elu sénateur inamovible, il put à peine siéger au Sénat. Il était déjà gravement atteint quand il rédigea le dernier manifeste du centre gauche de l'Assemblée

nationale. Lorsqu'il quitta Paris au printemps de 1877, ses amis ne conservaient plus d'espoir. Le Seize-Mai éclata et ce fut loin du champ de bataille que Lanfrey mourut, à Pau, le 15 novembre, sans avoir pu terminer cette *Histoire de Napoléon* qui devait être l'œuvre principale de sa vie.

Celui dont il avait été le rival dans la peinture de l'épopée napoléonienne l'avait précédé dans la tombe de quelques semaines; Thiers avait montré le chemin à Lanfrey. Quelques-uns ont essayé, quinze jours à peine après la mort de l'un, trois mois après la mort de l'autre, d'établir un parallèle entre ces deux historiens d'une même époque, entre ces deux bons serviteurs d'une même cause. Tout parallèle est artificiel; dans celui-ci la disproportion est trop forte. Évidemment, ils ont plus d'un côté commun; mais que de contrastes, surtout, et jusque dans la mort! Thiers est frappé en pleine lutte, au milieu de l'action et à deux pas du pouvoir; vieillard octogénaire, il meurt après avoir gardé jusqu'à sa dernière heure l'usage de ses admirables facultés; lui qui d'un si grand amour aimait les choses de la guerre, l'odeur de la poudre, il tombe comme sur le champ de bataille, brusquement emporté, sans voir venir la mort, sans avoir daigné la prévoir, et sa disparition est une calamité publique; son cercueil, qu'ombrage la bannière de Belfort, est suivi jusqu'au lieu de l'éternel repos par un million de citoyens. Lanfrey expire loin du combat; lui, le penseur, le philosophe, il voit la mort venir de loin; jeune encore, il se sait perdu pour son pays six mois avant de rendre le dernier souffle; il sent de jour en jour le sûr et douloureux envahissement de la mort, et si sa fin prématurée cause des regrets amers à ceux qui l'ont approché, à ceux qui l'ont aimé dans ses livres et qui ont su comprendre la

mâle fierté de son caractère, elle n'est pas même un accident dans le dénouement de la lutte mémorable dont la maladie l'a éloigné. Il était cependant du bon côté, avec nous, contre les réactions cléricale et bonapartiste; il l'a dit très haut aux derniers amis qui l'ont entretenu, il l'a écrit de sa meilleure plume dans de nobles lettres qui seront publiées plus tard. Ah! certes, oui, dans les derniers jours de sa lente agonie, toujours préoccupé de son *Histoire* et de l'historien qu'il avait pris à tâche de réfuter, si Lanfrey s'est fait lire quelques pages du *Consulat et de l'Empire* et qu'il soit tombé sur ce passage où Thiers rapporte les entretiens suprêmes de Napoléon[1] : « Moi, j'irai rejoindre Kléber, Desaix, Lannes, Masséna, Bessières, Duroc, Ney!... Ils viendront à ma rencontre. Nous parlerons de ce que nous aurons fait; nous nous entretiendrons de notre métier avec Frédéric, Turenne, Condé, César, Annibal.... A moins que là-haut comme ici-bas on n'ait peur de voir tant de militaires ensemble! » Lanfrey alors, interrompant cette lecture, avait le droit de s'écrier : « Moi, je vais rejoindre Lamartine, Charras, Quinet, Michelet, Thiers!... Nous parlerons de cette œuvre monumentale à laquelle chacun de nous a su apporter sa pierre; nous parlerons de la liberté avec Washington, Mirabeau, Voltaire, Cicéron, Démosthène.... A moins que là-haut comme ici-bas on n'ait peur de voir tant de bons citoyens ensemble[2]! »

1. T. XX, liv. LXII, p. 705.

2. Je dois rappeler que cette étude a paru dans la *Revue politique*, le 8 décembre 1877. On n'a pas oublié que, pendant les mois de novembre et de décembre, à la suite de la réélection des 363, le fameux « parti de la résistance » poussait le maréchal de Mac-Mahon à un coup d'État contre la Chambre des députés élue le 14 octobre. C'est à l'éventualité de ce coup d'État qu'il est fait allusion dans la conclusion de cet article.

FUSTEL DE COULANGES

HISTOIRE DES INSTITUTIONS POLITIQUES DE L'ANCIENNE FRANCE

I

« Le point le plus nécessaire et le plus rare pour un historien est qu'il sache exactement la forme du gouvernement et le détail des mœurs de la nation dont il écrit l'histoire, pour chaque siècle. » Ces paroles sont de Fénelon, dans la lettre à l'Académie ; et elles pourraient servir de devise à l'école qui, sur les traces de Voltaire et de Montesquieu, a transformé de nos jours l'étude de l'histoire. L'histoire, qui n'était qu'une matière d'amplification oratoire pour les contemporains de Louis XIV, les Vertot, les Saint-Réal, les Mézeray, est devenue entre les mains des Guizot et des Augustin Thierry une science véritable. On ne se contente plus de raconter dans un style élégant et brillant les exploits des grands capitaines, les chutes dramatiques des États, les ténébreuses intrigues des cours et des cabinets. Tout cela n'est que le squelette de l'histoire. Des époques évanouies, ce que l'on cherche

à dégager, c'est l'esprit. Or, l'esprit d'une société ne se devine pas : il ne se révèle qu'au chercheur du détail, patient et érudit, qui fouille, scrute, analyse, compare les documents originaux. Comme le psychologue et le physicien moderne, l'historien observe et recueille les faits avant de remonter aux lois qui les régissent; « pour un jour de synthèse, il lui faut des années d'analyse [1] ». Labeur pénible, mais non ingrat; car quelle joie, après l'étude minutieuse des mille rouages de cet organisme si complexe qui s'appelle une société, si l'historien réussit à en faire renaître, sous les yeux de ses contemporains, l'âme même dans son unité vivante!

Notre jeune école historique peut être fière de ses travaux. La voie était frayée par d'illustres maîtres : elle y a marché d'un pas sûr et ferme. Munie de tous les secours que lui offrent l'archéologie, l'épigraphie, la philologie comparée, sciences nées avec ce siècle et qui ont rapidement grandi avec lui, elle a porté les lumières nouvelles dans presque toutes les époques de l'histoire. Comme de juste, l'histoire de France en a eu la plus belle part : l'étude des institutions et des mœurs de notre pays offre par elle-même un puissant intérêt de curiosité; puis, la connaissance approfondie de l'ancienne société fait mieux comprendre la société actuelle qui en est sortie. C'est dans cette voie que M. Fustel de Coulanges vient de s'engager avec le premier volume de son *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*.

M. Fustel de Coulanges n'est un inconnu pour personne. Son coup d'essai, *la Cité antique*, fut un coup de maître. Le public de nos jours a un faible pour les productions hâtives et brillantes : il préfère aux beaux

1. Fustel de Coulanges, *Histoire des Institutions*, p. 4.

fruits mûrs l'âcre et piquante saveur des pommes vertes. Il s'est départi pourtant de ses goûts habituels en faveur de M. Fustel de Coulanges. Ce chercheur érudit et laborieux, ce critique pénétrant et calme dont la science trouve la sérénité dans la profondeur, cet écrivain ferme, net et précis, d'une sobriété toute attique, s'est imposé d'abord à l'estime des lecteurs sérieux. Son second ouvrage a reçu un accueil aussi favorable que le premier; il en était bien digne.

Décrire les institutions politiques de l'ancienne France, en marquer la naissance et le développement, telle est l'œuvre qu'entreprend M. Fustel de Coulanges. Le choix d'un sujet aussi vaste révèle immédiatement l'esprit large et puissant du penseur. L'historien qui reste fidèle au système descriptif peut faire d'une période de quelques années, de quelques mois, la matière d'un recit dramatique. Il n'en est pas de même de l'historien philosophe qui retrace la marche des idées,des mœurs et des institutions. « Les peuples, dit l'auteur, ne sont pas gouvernés suivant qu'il leur plaît de l'être, mais suivant que l'ensemble de leurs intérêts et le fond de leurs opinions exigent qu'ils le soient. » Or, ces intérêts se transforment, ces opinions se modifient; mais dans tous ces changements le temps entre comme un facteur nécessaire, primordial : d'où pour l'historien la double obligation d'étendre ses recherches sur un grand espace de temps, et de subordonner l'étude des institutions proprement dites à celle de ces opinions et de ces intérêts qui les expliquent, d'y joindre aussi celle des faits matériels qui peuvent contribuer à les consolider ou à les détruire.

Les âges qui s'en vont laissent à ceux qui leur succèdent deux sortes de monuments : les pierres et les livres. C'est avec eux seuls qu'il faut reconstituer le passé. Assurément, les travaux des écrivains posté-

rieurs ne sont pas à dédaigner : à défaut de faits nouveaux, ils apportent souvent des vues générales, des interprétations lumineuses et l'historien consciencieux ne négligera pas de parti pris les opinions de ses devanciers. A ne pas tenir un compte suffisant de l'érudition moderne, il s'exposerait d'ailleurs au double danger de paraître faire des découvertes alors qu'il ne ferait que confirmer des résultats déjà acquis à la science, et de remettre en jeu des théories qui ont été déjà, avec raison, convaincues d'inexactitude et renversées. — Mais il n'appartient qu'au compilateur peu intelligent de les croire sur parole. « La première règle que doit s'imposer l'érudition est de ne croire qu'aux documents [1] »; ce principe, qui domine le livre des *Institutions*, suffit à montrer que M. Fustel se fait une juste idée de « la majesté de l'histoire ». De nos jours comme à ceux de Montaigne, ce n'est pas un médiocre honneur pour un écrivain que de n'avoir jamais fait partie du troupeau des « entregloseurs ».

II

M. Fustel de Coulanges commence l'histoire des institutions de l'ancienne France par une étude rapide du gouvernement et de l'état social des Gaulois, des raisons qui ont facilité et consolidé la conquête de la Gaule par Rome. Du gouvernement des Gaulois, il y a peu de chose à dire. Leur pays manquait de toute unité politique, et l'unité religieuse constituée par le druidisme ne constituait qu'un lien moral. Quatre-vingts cités ou États se partageaient le territoire de la Gaule : elles étaient constamment en guerre les unes avec les autres. Dans l'intérieur de chaque État, il n'y

1. App., n° 5, p. 609.

avait pas plus d'union que dans l'ensemble du pays : un parti aristocratique y disputait péniblement le pouvoir à un parti démocratique groupé autour de quelque chef ambitieux dont les hommes du peuple se faisaient les clients. Ces divisions, ces luttes éteignaient tout sentiment patriotique dans la plupart des âmes. Quand César se présenta, il y eut une faction romaine dans chaque État, et la faction opposée appela contre les Romains des envahisseurs dont le triomphe eût été bien autrement funeste au pays : les Germains. La Gaule n'avait que le choix entre deux servitudes : ce fut un bonheur pour elle que Rome l'emporta. Certainement l'entente éphémère ménagée par Vercingétorix entre les peuples gaulois à l'heure du suprême péril aurait disparu après la victoire, comme elle disparut au lendemain de la défaite.

La preuve que le sentiment national n'existait guère en Gaule à l'époque de la conquête romaine, c'est la soumission et la fidélité que les Gaulois marquèrent à l'empire durant trois siècles. Il y eut quelques tentatives de révolte, à vrai dire; mais elles n'eurent jamais de caractère national. Tantôt c'était le poids des impôts qui les provoquait, tantôt c'était quelque compétiteur à l'empire qui entraînait, à la faveur d'un désordre momentané, deux ou trois cantons dans son parti. On se ferait d'ailleurs une fausse idée de l'état de la Gaule sous l'empire, si on se la représentait comme un pays asservi ou annexé. L'annexion n'était pas dans les habitudes des Romains; ils donnaient aux peuples conquis leurs lois et leur administration, les astreignaient dans une certaine mesure au service militaire, prélevaient des impôts souvent fort lourds, mais ne touchaient pas à la constitution intérieure des cités. Plusieurs Etats gaulois étaient les alliés de Rome (*fœderati*), quelques-uns conservaient même l'appella-

tion de peuples libres; les autres cités, sans être désignées aussi honorablement, jouissaient à peu près des mêmes avantages. Rome respecta leurs franchises municipales et les laissa s'administrer elles-mêmes par leur curie ou conseil de décurions, et leurs magistrats électifs ou censitaires. Loin de manifester des sentiments hostiles envers leurs vainqueurs, les Gaulois n'eurent qu'un désir, celui de s'assimiler à eux. Les riches briguèrent et obtinrent en foule le titre plus honorifique qu'avantageux de citoyens romains; la religion romaine supplanta bien vite le culte mystérieux et barbare des druides; toute la société gauloise s'efforça d'imiter la culture intellectuelle et littéraire des Romains dont elle adopta avec la langue, les goûts, les mœurs, même les raffinements et les préjugés. Mieux cultivée, défrichée en grande partie, pourvue de belles routes et de beaux édifices, couverte de colonies et de villes florissantes, la Gaule s'était tout à fait romanisée dès la fin du premier siècle, et c'était elle qui donnait à l'empire le plus d'écrivains, de philosophes, de poètes et de rhéteurs.

Je passe rapidement sur ces deux périodes de l'histoire de la Gaule auxquelles M. Fustel a consacré environ la moitié de son volume; non que son exposition minutieuse et précise de l'état de la Gaule sous la domination romaine manque d'intérêt, non qu'il n'ait sur plus d'un point particulier rectifié ou complété les idées reçues; mais ce sont là des morceaux solides qui valent surtout par le détail, et qu'il faut lire et relire dans l'original pour les apprécier à leur juste mérite. Je ne crois devoir insister que sur un seul point, mais qui paraîtra d'une importance capitale. Il s'agit du jugement [1] général porté par M. Fustel

1. L'expression de *jugement* n'est peut-être pas tout à fait

de Coulanges sur l'administration de l'empire romain. M. Fustel de Coulanges est un admirateur convaincu de l'administration impériale; il n'a jamais assez de textes ni de documents à l'appui des éloges qu'il lui décerne. Non seulement elle était savante et bonne en elle-même, mais elle paraissait telle à toutes les provinces. Les populations avaient un véritable culte pour l'empereur, non en tant que personne, mais comme personnification de l'Etat, de la divinité tutélaire, du génie de Rome. Les gouverneurs étaient adorés : on leur dressait partout des statues, on leur élevait des monuments avec inscriptions commémoratives, on leur votait constamment des remerciements publics. Les abus de pouvoir étaient rares; la position dépendante des fonctionnaires, justiciables à la fois du sénat et du prince, était la meilleure garantie pour les provinces qui pouvaient en appeler de tous les excès administratifs, et aux réclamations desquelles on ne manquait pas de faire justice.

Ce tableau est-il tout à fait exact? Les textes mêmes que cite M. Fustel de Coulanges ne devraient-ils pas conduire plus d'une fois à une conclusion différente? Je ne parle pas des inscriptions, des médailles, des statues, qui sont des marques officielles de reconnaissance et qui me touchent peu. Ces démonstrations mensongères étaient souvent le fruit des habitudes de servilité et d'adulation que les populations soumises à l'empire avaient prises après la perte de leur autonomie. Du reste, elles les avaient déjà contractées dans les der-

exacte, car M. Fustel ne formule nulle part, en termes précis, une appréciation générale du régime impérial. Mais cette appréciation paraît ressortir avec tant de netteté de l'ensemble et du ton même des deux premiers livres, que l'on ne saurait, en la discutant, courir le risque d'attribuer à l'auteur des opinions qu'il désavouerait.

niers temps de la République. Ainsi, nous voyons, par la correspondance de Cicéron, que les Grecs d'Asie avaient offert à son frère Quintus, préteur, toute sorte de témoignages d'affection et de gratitude; mais nous savons par ces mêmes lettres que Quintus était un administrateur dur, fantasque, emporté, souvent violent, et parfois cruellement injuste. Il ne faut donc pas attacher beaucoup d'importance à toutes ces inscriptions élogieuses, arrachées soit par la peur de mauvais traitements, soit par l'espérance de quelques avantages. Autant vaudrait accepter pour de bonne monnaie les louanges hyperboliques que le Sénat a souvent décernées aux plus misérables empereurs avant, pendant et après leur règne. On peut juger de la sincérité des uns par celle des autres. Puis, nous avons plus que des présomptions et des analogies pour nous guider. Nous voyons dans Suétone que, dès le temps d'Auguste, un Licinius pouvait se faire une fortune scandaleuse par le pillage de la Gaule, sa province. Marius Priscus, proconsul d'Afrique, et Classicus, proconsul de la Bétique, qui furent accusés par Pline le Jeune, n'étaient pas non plus de fort honnêtes gens. Certains préfets auraient voulu faire le bien, mais l'extrême centralisation leur liait les mains. On peut s'en faire une idée par la correspondance de Pline le Jeune et de Trajan. Il n'est si mince détail sur lequel Pline se croie permis de prendre une décision avant d'avoir consulté l'empereur. Dans la France du XIXe siècle, la centralisation a été également poussée jusqu'à un degré peut-être excessif : cependant, pour bien des raisons, elle offre moins d'inconvénients qu'à l'époque de l'empire romain. Grâce aux chemins de fer et aux télégraphes, les communications entre les fonctionnaires de province et leur supérieur hiérarchique à Paris sont très rapides. Il n'en était pas, comme on sait, tout à

fait de même à l'époque de Trajan : ainsi Pline, légat impérial en Bithynie, est obligé d'écrire à Rome pour autoriser les habitants de Nicomédie à augmenter leur corps de pompiers; avant l'arrivée du rescrit impérial, la ville aurait bien pu brûler jusqu'au sol.

J'avoue aussi que je me défie quelque peu des avantages du régime municipal que l'empire laissa subsister ou fit naître en Gaule. Sans parler du *Concilium Galliarum* mentionné par le marbre de Thorigny et qui paraît n'avoir joué qu'un rôle secondaire, je vois bien que la cité était administrée par sa propre curie, son sénat au petit pied; mais cette sorte de conseil municipal, qui nommait à son tour les fonctionnaires inférieurs, n'était pas électif, il était censitaire, c'est-à-dire composé des plus gros propriétaires fonciers de la cité. Il ne représentait donc pas la population et était loin d'en satisfaire les vœux. Les curiales s'occupaient bien de tracer de belles routes et d'élever de beaux édifices, ouvrages qui nécessitaient de très grosses dépenses et accablaient de dettes et la cité et ses administrateurs, mais ils ne faisaient rien pour l'éducation politique et morale des basses classes, et les laissaient croupir au sein de « l'ignorance et de l'incuriosité ». Il n'est pas douteux, quoi qu'en pense M. Fustel de Coulanges, que cette conduite n'ait singulièrement contribué à la décadence du régime municipal aux IIIe et IVe siècles. Assurément, l'influence du christianisme grandissant y fut pour quelque chose; et nous n'ignorons pas que, tout entiers à la contemplation des choses spirituelles, on voyait les chrétiens se désintéresser des fonctions publiques, se faire pauvres et aliéner même leur liberté pour ne pas être contraints d'accepter de trop coûteuses charges. Mais ce sont précisément ces tendances du christianisme qui prou-

vent combien les classes inférieures de la société étaient devenues indifférentes aux affaires publiques. Cela est vrai de la Gaule, cela est vrai de l'empire tout entier. Dès la fin du IIIe siècle, quel est, dans toute l'étendue de l'empire, l'état de la société? En haut, une aristocratie foncière ou ploutocratie très puissante; en bas, la foule des esclaves, des affranchis, des serfs de la terre, des colons, de la plèbe nourrie par les distributions; au milieu, une bourgeoisie qui s'appauvrit et diminue chaque jour par deux causes : le désir insensé de s'élever à la noblesse, à « l'ordre des sénateurs »; et, d'autre part, la répugnance des affranchis à échanger une grasse domesticité pour une liberté onéreuse. Or, un État où la bourgeoisie dépérit est un État condamné.

La véritable cause de la décomposition de l'empire romain est donc bien le régime politique institué par Auguste et ses successeurs. Exclues de toute participation au gouvernement de leur pays par la double barrière de la naissance et de la fortune, à peu près exemptées du service militaire, grâce à l'institution des armées permanentes, les populations ne tardèrent pas à perdre ce ressort, cet élan, cette curiosité virile de leurs destinées qui est l'âme même des nations. On pourra alléguer que les peuples n'ont jamais que le gouvernement qu'ils méritent; cela est exact, mais à condition qu'on ne méconnaîtra pas l'influence du régime politique sur l'esprit des hommes. Car il y a un art d'hébéter les intelligences, comme il y a un art de mutiler les corps. Consciemment ou non, les empereurs romains le pratiquèrent. L'éclat que conserva presque jusqu'aux derniers jours l'enseignement des rhéteurs et des philosophes ne doit pas faire illusion sur l'affaiblissement moral des populations. A y regarder de près, cette activité littéraire se résout en

impuissance et en stérilité. On se remue beaucoup dans l'école, mais on avance peu. Il y a encore des versificateurs, mais plus de poètes, des compilateurs, mais plus de savants, des sophistes, mais plus de philosophes. Le ressort est brisé, la machine ne marche plus que par la vitesse acquise ; la barbarie vraie, c'est-à-dire l'ignorance, est aux portes. Quant aux mœurs, j'accorde volontiers à M. Fustel qu'on a trop déclamé contre la honteuse corruption de la société romaine ; je crois même qu'à tout prendre elle était moins profonde à l'époque de Constantin et de Théodose qu'à celle d'Auguste et de Tibère. Les injures et les accusations déclamatoires que se renvoient chrétiens et païens ne doivent être acceptées que sous bénéfice d'inventaire. Mais à son tour M. Fustel est obligé de reconnaître que la société souffrait d'un mal pire que l'immoralité : le ramollissement. Et je ne puis m'empêcher de préférer Alcibiade à Combabus.

Rien ne semble plus admirable à M. Fustel qu'un pouvoir monarchique établi sur des assises bien solides, que des chaussées bien entretenues, des villes bien fortifiées, des taxes bien perçues, des sujets bien soumis et des soldats bien façonnés au joug de l'obéissance passive. Le reste est peu de chose et il ne s'en soucie guère. Pourtant, ce reste s'appelle la liberté, la vie, la grandeur et l'activité morales des sociétés. Si l'on en fait si peu de cas, je ne sais pas pourquoi l'on préférerait la Grèce à la monarchie des Perses, si vaste et pourvue d'une si savante administration, ou la libre Angleterre à l'empire chinois. Certes, M. Fustel reculerait devant ces conséquences, mais le nom de Rome paraît lui imposer. Ce beau mot de *Pax Romana*, qui revient si souvent dans les auteurs du temps pour désigner l'empire, l'a singulièrement frappé ; il cite plusieurs phrases où cette expression se rencontre :

il en oublie une bien remarquable pourtant et bien célèbre. Elle est de Tacite : *Et ubi* (*Romani*) *solitudinem fecerunt, pacem appellant.* Cette solitude n'est ni le désert ni la dévastation. C'est le silence des intelligences et la paix des âmes, comme on dit la paix du tombeau. Voilà ce que Rome, malgré des bienfaits incontestables, apportait au monde.

M. Fustel ne paraît pas avoir insisté assez sur ce point. Ce grand esprit est plus ami de l'ordre que de la liberté, de la régularité que du mouvement. M. Fustel pourrait m'accuser de me payer de mots : « Quoi ! dirait-il, voulez-vous que, dans les jugements sur les institutions du IVe et du Ve siècle, j'apporte l'esprit de libéralisme du XIXe siècle? Parce qu'un régime semble anormal, tyrannique, violent, faut-il croire qu'il était en dehors de toute raison, en dehors de la ligne régulière que les peuples doivent suivre, en dehors des lois ordinaires de l'humanité? » Je suis bien loin de cette pensée et je reconnais avec M. Fustel qu'il faut juger une époque en se plaçant au point de vue des hommes d'alors. Mais ce principe qu'il a raison de proclamer, l'applique-t-il toujours? Au moment où il s'imagine avoir dépouillé l'esprit de système, il est vraiment entraîné par lui. Seulement, ce système n'est pas celui du doctrinarisme libéral, c'est celui du doctrinarisme autoritaire; et ce système est tout aussi mauvais que l'autre, en histoire, et bien pire en politique. On est toujours par quelque endroit l'homme de son siècle, et le *sine irâ et studio* n'est pas plus vrai de Tacite que de M. Fustel de Coulanges. Que tous les monuments d'une époque disparaissent, que toute civilisation s'anéantisse dans quelque cataclysme, s'il ne survit de ce siècle qu'un seul ouvrage historique relatif à une époque antérieure, un Cuvier psychologue pourrait y découvrir et l'esprit de l'auteur et celui de ses

contemporains. Malgré soi, on respire l'atmosphère intellectuelle qui vous environne, et l'on se laisse entraîner par l'un des deux ou trois grands courants d'idées qui se partagent les hommes de l'époque où l'on vit. J'ose croire que M. Fustel de Coulanges aurait pu mieux choisir.

III

Je n'étendrai pas davantage ces considérations, qui, sans altérer en rien la valeur de cette première partie du travail de M. Fustel de Coulanges, peuvent restreindre, en ce qu'ils ont d'excessif, quelques-uns de ses jugements généraux. J'ai hâte d'arriver à la partie la plus intéressante de l'ouvrage : la chute de la domination romaine en Gaule et son remplacement par la royauté mérovingienne.

Il existait jusqu'à présent deux opinions nettement tranchées sur l'importante question de l'invasion germanique. Les uns, se réclamant de l'abbé Dubos et de son *Histoire critique de l'établissement de la monarchie française dans les Gaules* (1734), refusaient absolument à cette prétendue invasion le caractère d'une conquête violente. A les en croire, « les Francs étaient venus, non pas en ennemis, mais en alliés, appelés par les Romains eux-mêmes et bientôt engagés par des traités formels à les servir comme manœuvres pour labourer leurs champs, comme soldats pour défendre leurs frontières. Pendant plus de deux siècles ils avaient vécu sous la domination de l'Empire, qu'ils acceptaient et dont ils devenaient les appuis. Ils recevaient des terres et conservaient leurs institutions et leurs coutumes sans aucun détriment pour la population gallo-romaine; leurs chefs étaient fiers de rece-

voir les titres et les dignités que leur conféraient les empereurs. Quand donc Rome succomba épuisée, elle fit à ces barbares une cession bien en règle, par laquelle ils lui succédèrent légalement en laissant subsister ses institutions et ses mœurs [1]. »

En face de cette école dite *romaniste* se dressait l'école *germaniste*, qui reconnaissait pour chef Montesquieu. Celle-ci, insistant plus particulièrement sur les distinctions de races, n'attachait qu'une médiocre importance à toutes les conventions plus ou moins sérieuses signées entre l'Empire et les Germains. Le fait de la conquête brutale la frappait davantage. Elle en voyait le témoignage irrécusable dans les lamentations des contemporains, dans les lois des peuplades germaniques établies en Gaule, qui semblaient attester l'existence d'une nation vaincue et d'une nation victorieuse, la spoliation des propriétaires gallo-romains, leur infériorité politique, législative, financière. Par toutes ces raisons, Montesquieu et après lui la plupart des historiens n'hésitaient pas à considérer la conquête de la Gaule par les Francs comme un fait avéré et incontestable, et à voir dans les usages de la race conquérante l'origine et l'explication du système féodal.

Tous les auteurs qui, après Dubos et Montesquieu, ont traité de l'invasion germanique se sont rangés dans l'un ou l'autre camp. Pour ne parler que de la France, Sismondi et, après lui, MM. Guérard et Littré penchaient ouvertement pour le système romaniste; Augustin Thierry et, dans une moindre mesure, Guizot se prononçaient pour Montesquieu. Le livre de M. Fustel de Coulanges, œuvre d'un savoir vaste et profond, tiré des documents mêmes, ne pouvait manquer de peser d'un grand poids dans la balance. On l'attendait

1. Geffroy, *Rome et les Barbares*, p. 338.

avec impatience dans l'un et l'autre camp et de part et d'autre on comptait sur M. Fustel comme sur un auxiliaire : les romanistes annonçaient avec triomphe que le savant auteur de *la Cité antique* allait s'enrégimenter sous les drapeaux de Dubos, et les germanistes affirmaient qu'il s'apprêtait à renverser le « colosse aux pieds d'argile », comme disait Montesquieu, le gros livre du bon abbé.

M. Fustel de Coulanges a déçu toutes ces espérances : quand son livre a paru, il a été évident pour tous qu'il continuait à n'avoir point de goût pour les théories absolues et qu'il n'était proprement ni romaniste, ni germaniste, mais tout simplement un historien plein de bon sens et de bonne foi, aussi libre de préjugés qu'on peut l'exiger raisonnablement d'un homme qui n'essaye pas de trouver dans des textes autre chose que ce qu'ils renferment, assez sage surtout pour préférer, aux bruyants et éphémères succès d'une coterie, la gloire lente et solide que la vérité réserve toujours à ceux qui la découvrent. Cela ne fit l'affaire ni des germanistes ni des romanistes militants, mais les amis modestes et désintéressés de la science historique ne manquèrent pas de s'en féliciter. Nous allons examiner avec eux, le livre des *Institutions* en main, comment M. Fustel a analysé cette invasion germanique qu'il proclame tout d'abord « un composé d'événements très divers ».

Première question : De quelle façon les barbares se sont-ils établis dans l'empire? De trois façons, répond M. Fustel de Coulanges : comme conquérants, comme laboureurs, comme soldats.

Comme conquérants :

Il est indubitable que, depuis la fin du IIIe siècle jusqu'au milieu du Ve, et même plus tard, l'empire romain n'a cessé d'être assailli sur toutes ses

frontières par des peuplades germaniques qui ont souvent vaincu les armées romaines, ravagé de vastes étendues de territoire et formé même quelques établissements. Ces hordes ont porté sur leur passage des maux infinis; la misère, la désolation (et, soit dit en passant, M. Fustel aurait pu en accentuer davantage le tableau), les cris de douleur des populations, pressurées à la fois par le fisc impérial et par les envahisseurs germains, sont arrivés jusqu'à nous, et il en est plusieurs qui sont d'une éloquence déchirante : on les trouvera chez Orose, Salvien, Mamertin, Sidoine Apollinaire et d'autres. Ces ravages ont été rendus possibles par les dissensions intestines de l'empire, qui ne se releva jamais de la crise désastreuse dite des trente tyrans, surtout par l'insuffisance des armées préposées à la garde des frontières.

Ces ravages ont-ils eu des suites durables et les barbares conquérants ont-ils laissé une autre trace de leur passage que des ruines? les textes permettent d'affirmer le contraire. A l'exception de l'invasion de 406, qui conduisit les Vandales en Espagne et en Afrique, il ne sortit de tout cela que du carnage et du vent. Les barbares entrés à main armée dans l'empire furent, pour la plupart, exterminés par les populations ou refoulés par les généraux romains.

Comme laboureurs :

Rome avait défriché beaucoup de terres dans les pays conquis par elle : les bras manquaient pour les cultiver. La population diminuait-elle? on manque de documents pour l'affirmer, mais ce qui est certain, c'est, comme je l'ai dit, que la classe moyenne des cultivateurs *libres* fondait à vue d'œil. Or, ce sont les bras libres qui dirigent le mieux la charrue. Force fut aux Romains de demander des cultivateurs aux peuples étrangers; ils s'adressèrent de préférence aux Ger-

mains et en *importèrent* chez eux de grandes masses, tantôt de force, après des campagnes heureuses, tantôt par suite d'un mutuel accord. Les Germains n'avaient aucune répugnance pour la culture des terres; loin de là, ils avaient une vraie passion pour la propriété foncière, et, comme les circonstances (on le verra plus loin) s'opposaient à ce qu'ils exploitassent en paix leurs champs chez eux, ils ne demandaient pas mieux que de venir labourer ceux des Romains, à titre de colons (*adscripti*). On en établit d'abord sur la rive gauche du Rhin, puis dans l'intérieur de la Gaule où, dans plusieurs régions, la population germaine devint bientôt plus nombreuse que la gallo-romaine.

Mais c'est surtout comme soldats de l'empire (*fœderati*) que les Germains se sont établis sur le territoire romain et y ont fondé des établissements durables d'où sont sortis les royaumes du moyen âge. Au système de la nation armée, l'empire romain avait substitué celui des armées permanentes comme moins pesant pour les populations. En principe, l'armée ne devait se recruter que parmi les classes libres, surtout celle des colons; les esclaves étaient strictement écartés. Ce mode de recrutement suffit à peu près pendant deux siècles, mais alors deux causes vinrent en modifier les conditions : 1° l'affaiblissement ou plutôt l'extinction de l'esprit militaire parmi les habitants de l'empire; 2° l'effrayante diminution de la population libre, que les règlements des empereurs étaient impuissants à arrêter. D'où la nécessité pour Rome de chercher ses soldats, comme ses laboureurs, à l'étranger. Cette fois encore ce fut à la Germanie qu'elle eut recours, et celle-ci ne répondit qu'avec trop d'empressement à son appel.

Cet empressement des Germains à se mettre au service du peuple qui les avait naguère combattus avec

acharnement s'explique par plusieurs raisons. D'abord, le sentiment national n'avait jamais existé en Germanie pas plus qu'en Gaule, avant la conquête. Au plus fort de leur lutte contre l'empire, les peuples germains se déchiraient entre eux : Ségeste est contemporain d'Arminius; dès l'époque de César et d'Auguste nous voyons des cavaliers germains à la solde de Rome. Puis, à la suite des luttes et de bouleversements intérieurs, dont le détail nous est inconnu, mais qui doivent avoir rempli tout le IIIe siècle, la plupart des Germains avaient été forcés de quitter l'état sédentaire et agricole où ils se trouvaient au temps de Trajan.

Phénomène remarquable, nous ne retrouvons pas au IVe siècle un seul nom de peuple germain cité par Tacite dans sa *Germanie*, trois cents ans auparavant. Chérusques, Hermundures, Marcomans, Teutons, tout cela a disparu, toutes ces peuplades se sont, en quelque sorte, mangées les unes les autres; il n'en reste que des débris qui, dans l'impossibilité de s'attacher au sol appauvri et dévasté de la patrie, ont adopté la vie nomade et guerrière des hordes pillardes du Turkestan actuel. Ils se sont groupés autour de quelques chefs aventureux, quelques hardis *condottieri*, et, pareils aux grandes compagnies à l'époque des Valois, vont chercher gloire et fortune d'abord dans les cantons voisins, puis, lorsqu'il n'y a plus rien à *gaigner* à l'est du Rhin, dans l'empire même. Ces noms fameux de Francs, de Saxons, d'Alamans, peut-être de Goths, ne sont pas des noms de peuples, mais des noms de confédérations, de bandes.

Un certain nombre de ces bandes, principalement les Alamans, les Suèves, les Vandales, attaquèrent l'empire à main armée : nous avons vu ce que devinrent ces envahisseurs. Le reste offrit ses services aux empereurs, qui les acceptèrent fort à la légère, car ces

auxiliaires, encore que fidèles, n'étaient rien moins que commodes. On en forma d'abord quelques cohortes, quelques légions; mais lorsque les Huns, pareils à un flot dévastateur, eurent fait invasion en Germanie, des peuples entiers, poussés devant eux comme des troupeaux, passèrent la frontière et, éplorés, vinrent solliciter la protection de l'empire. Celui-ci fit de nécessité vertu et prit alors à sa solde des armées, des nations entières. C'est l'époque de l'établissement des Wisigoths au midi de la Loire, des Burgondes dans la vallée du Rhône, des Francs au nord-est de la Gaule.

Ces armées ne représentaient pas, comme on l'a cru, une multitude infinie d'hommes, et il ne faut pas appliquer à la Germanie les paroles célèbres de Jordanès : *vagina et officina gentium*. Les Wisigoths, qui ont fait tant de bruit, n'étaient guère que trente mille; les Burgondes n'étaient pas plus nombreux. Pourtant, ces bandes fortes et belliqueuses, par le rôle même que leur assignait l'empire, par l'habileté et l'audace de leurs chefs, ne tardèrent pas à devenir des serviteurs très semblables à des maîtres. Elles se battaient fort courageusement contre leurs frères de Germanie et autres lieux : ce fut leur vaillance et le mérite d'Aétius qui arrêtèrent définitivement dans les plaines catalauniques les hordes d'Attila. Mais, au retour de ces campagnes, elles n'avaient rien de plus pressé que de se battre entre elles avec autant d'acharnement que contre l'ennemi du dehors, et cette fois aux dépens des paisibles populations gallo-romaines qui, sans défense, voyaient saccager leurs champs et leurs villes par leurs prétendus protecteurs. Les chefs surtout, auxquels Rome avait laissé le titre de rois, grandissaient chaque jour en importance. Ils se faisaient conférer par de faibles empereurs les plus hautes dignités; seuls généraux de l'Empire (Alaric), ils devinrent aussi ses seuls ministres

(Stilicon, Ricimer) ; on ne vit dans toutes les places que Francs, Goths et Vandales ; ils faisaient et défaisaient les empereurs.

Bientôt les monarques barbares cumulent les fonctions civiles avec les fonctions militaires : rois aux yeux de leurs sujets germains, ils sont vis-à-vis des populations gallo-romaines les délégués de l'autorité impériale. Le jour où l'empire d'Occident disparaît sans bruit, les rois francs s'inclinent avec un respect presque comique devant l'empereur d'Orient, qui les confirme dans leurs dignités, mais qui, par suite de l'éloignement, ne peut plus même exercer sur eux un semblant de surveillance. Enfin, lorsque Clovis a soumis à son commandement, par la force et la ruse, les armées de tous les Francs, des Burgondes, des Wisigoths, Clovis, consul et patrice romain, hérite dans toute l'étendue de la Gaule du prestige et de l'autorité morale de l'Empire. Plusieurs de ses successeurs s'intituleront encore les serviteurs et les esclaves des Césars de Constantinople, mais la monarchie mérovingienne est fondée.

IV

Voilà comment se fit la conquête germanique. Voyons maintenant si cette conquête eut les caractères de ce que nous appelons aujourd'hui de ce nom, si les Burgondes, les Wisigoths et, après eux, les Francs se considérèrent comme une race victorieuse et supérieure et traitèrent les Gaulois comme une race inférieure et vaincue. Deux points sont ici à examiner : 1° les populations gallo-romaines furent-elles dépossédées du sol ? 2° les codes de lois germaniques proclamèrent-ils l'inégalité des deux races ? A ces deux questions, le plus grand nombre des historiens n'hésitaient

pas naguère à répondre affirmativement; M. Fustel de Coulanges est conduit par l'étude attentive des textes à une conclusion contraire qui nous paraît justifiée.

D'abord, il ne faut pas perdre de vue que les troupes germaines entrées au service de l'empire héritaient naturellement de tous les droits et de tous les avantages que les armées permanentes de l'empire avaient toujours eus en partage. Le soldat romain était soldat pour vingt ans, c'est-à-dire pour la plus belle partie de sa vie, mais il ne restait pas constamment sous les drapeaux. On ne l'y appelait que dans les moments de péril; le reste du temps, il était cantonné sur les terres des propriétaires fonciers du pays où il tenait garnison. Il y demeurait avec sa famille, cultivait le sol lui-même, avait en usufruit le tiers des produits du domaine de son hôte. Ces mêmes règles furent observées lorsque, au lieu de Romains, les armées en garnison dans la Gaule ne furent plus composées que de Burgondes, de Wisigoths, de Francs; seulement, le nombre des soldats étant plus considérable qu'auparavant, ils s'établirent à titre d'hôtes dans un plus grand nombre de propriétés. Ces hôtes étaient peu agréables, et les rapports mal définis qui existaient entre les usufruitiers et les propriétaires durent donner naissance à bien des malentendus, à bien des violences. C'est à ces violences que fait allusion un titre fameux du code des Burgondes où l'on a voulu voir à tort la consécration d'une spoliation régulière des propriétaires gallo-romains.

Il est probable que ces derniers, pour se débarrasser des liens fâcheux de l'hospitalité, finirent par céder en beaucoup d'endroits à leurs hôtes germains la nue propriété des terres dont ils avaient la jouissance; cette cession, faite sans doute à vil prix, eut pourtant tous les caractères d'un contrat. Souvent aussi les

Germains, pris d'une vraie passion pour la propriété foncière, forcèrent la main à leurs hôtes. Nous voyons un Goth acheter le domaine de Paulin de Nola en l'absence du maître, et lui en envoyer le prix : prix dérisoire, à vrai dire, mais qui prouve que le Barbare voulait en avoir la conscience nette. Ajoutez à ces deux modes d'acquisition le partage fait entre les guerriers germains des terres considérables appartenant au fisc impérial et dont les rois germains disposaient légalement; ajoutez les nombreuses colonies de laboureurs d'outre-Rhin précédemment établis en Gaule par les empereurs, et vous vous ferez une juste idée de l'établissement des Barbares dans notre pays, sans avoir besoin de recourir à un partage en règle de la propriété foncière, dont aucun texte précis n'oblige ou n'autorise à reconnaître l'existence.

Passons à la question législative :

Il est hors de doute que, longtemps après la « conquête » barbare, les Germains continuèrent à juger leurs différends d'après la loi germanique, laissant aux indigènes l'usage de la loi romaine. Dans les affaires mixtes, on suivait la loi du défendeur. Maintenant, les lois germaniques établissaient-elles aucune inégalité entre les deux races? Il n'en paraît rien dans les codes burgonde et goth; il n'en est pas de même des codes francs. On sait que, chez les Germains, la peine du talion n'était pas en usage. Tuait-on un homme? on pouvait se purger du crime en payant à la famille le prix de la victime : cela s'appelait le *wergeld*. Or, dans la loi franque nous trouvons un tarif fort curieux qui fixe le wergeld pour les hommes des différentes classes. Il y est dit : « Si l'homme tué est un libre Franc (*ingenuus Francus*), la composition sera de 200 sous d'or; s'il est un homme romain, elle sera de 100 sous d'or. » La même proportion se remarque

dans les autres articles : il coûte 62 sous de dévaliser un Franc, 30 de dévaliser un Romain; qui a vendu comme esclave un homme libre doit payer 200 pièces d'or; il n'en paye que 62, s'il a vendu un Romain, etc. De là à conclure que les Romains étaient traités comme une race inférieure, comme une sorte de serfs, il n'y a qu'un pas : les germanistes n'hésitent pas à le franchir; mais M. Fustel de Coulanges est un homme prudent : la chose n'est pas encore évidente pour lui; *non liquet*. « Lorsqu'on se met, dit-il, en présence d'un texte, le premier travail doit être de chercher la signification des termes qui s'y rencontrent. » Cette règle, si simple et si juste, M. Fustel l'applique ici avec une sagacité et un bonheur surprenants.

Il nous démontre, en citant les documents à l'appui, que les mots *Romanus* et *Francus* n'ont pas, dans la langue du code franc, le sens ethnographique qu'on est d'abord tenté de leur attribuer : franc signifie homme libre; romain, affranchi. On sait que dans la loi romaine il y avait un abîme entre ces deux conditions. L'affranchi était tout aussi éloigné de l'homme libre que l'esclave de l'affranchi. Il avait envers son ancien maître des devoirs de reconnaissance qui se traduisaient par des obligations très positives, par une sujétion à peu près complète et souvent héréditaire. Rien d'étonnant, par suite, que la valeur du wergeld du *Romanus* ou affranchi fût estimée inférieure à celle du *Francus* ou homme libre. Où les germanistes (hormis Guizot) ont tous vu une distinction de races, M. Fustel de Coulanges reconnaît une distinction de classes. Dès lors, tout l'édifice élevé sur cette base fragile s'écroule. Et qu'on n'accuse pas notre historien de paradoxe ou de légèreté! Il vous montrera d'abord que, dès le IIe siècle de l'empire, deux classes d'affranchis étaient désignées par les mots *Romani* et *Latini*;

que les mots *Romanus* et *Francus*, employés avec leur sens actuel (ethnologique) dans plusieurs parties de la Gaule, étaient pris dans une tout autre acception en d'autres contrées; enfin, — et c'est peut-être l'argument capital, — que, tandis que toutes les autres lois germaniques renferment des dispositions précises touchant les affranchis, désignés cette fois sous leurs noms ordinaires, seul le code franc n'en souffle mot, si l'on s'en tient à l'ancienne interprétation : preuve manifeste que les articles relatifs aux *Romani* s'appliquent vraiment à cette classe d'individus et non à l'ensemble de la population gallo-romaine.

Ainsi raisonne M. Fustel, et l'on ne saurait qu'admirer l'art, et, pour ainsi dire, la valeur esthétique de cette ingénieuse théorie. Quant à son exactitude rigoureuse, j'avoue n'en être pas entièrement convaincu; je n'affirme pas qu'elle soit fausse, seulement la lumière n'est pas complète dans mon esprit : *Mihi quoque non liquet*. Rien ne prouve que l'établissement des Francs en Gaule n'ait pas eu un caractère de conquête et d'usurpation plus prononcé que celui des Burgondes et des Goths; le contraire même paraît résulter des textes. Dès lors, quoi d'étonnant que leur code ait sanctionné entre le Franc et le Gallo-Romain une différence que la législation des autres peuples ne pouvait consacrer, parce qu'elle n'existait pas au même degré? Je redoute fort qu'ici, comme dans d'autres passages, M. Fustel n'ait un peu trop subordonné le fond à la forme, les conclusions qui résultent pour tout esprit impartial du spectacle de l'ensemble d'une époque, aux déductions rigoureuses mais incomplètes que l'on tire de quelques documents choisis avec habileté. Prévost-Paradol a dit sévèrement qu'il y a un art de faire mentir les pierres.

J'ai insisté un peu sur ces deux points : la question

de la propriété foncière et celle du wergeld, parce que les partisans de la théorie de la conquête y ont toujours puisé leurs principaux arguments. Quelques mots suffiront pour donner une idée du reste de l'ouvrage.

M. Fustel de Coulanges ne croit pas que l'arrivée des Germains en Gaule ait été la cause unique, ni même principale, de la grande révolution sociale d'où est sortie la féodalité au IXe siècle. Le monde romain était entraîné depuis deux cents ans dans la voie qui mène à ce régime, par l'amélioration de la condition des esclaves, par l'amoindrissement de la classe des propriétaires libres, par l'importance croissante de l'aristocratie foncière, par le groupement des petits cultivateurs autour des grands à titre de colons et d'affranchis. Il ne manquait à cette féodalité naissante qu'un caractère essentiel : l'esprit militaire; ce fut celui-là qui lui vint de Germanie. Pourtant les germes du régime féodal ne se développèrent et ne fructifièrent réellement qu'après le VIIIe siècle : M. Fustel nous en parlera dans son second volume.

M. Fustel ne croit pas que les Germains aient pris vis-à-vis des Gallo-Romains l'attitude d'une race conquérante et supérieure. Il pense au contraire et cherche à prouver que la fusion des deux races fut très prompte. Les mariages mixtes étaient nombreux; au point de vue financier, comme au point de vue politique, il n'y eut aucune distinction tranchée entre les Gaulois et les Germains. Les rois mérovingiens, héritiers de la puissance impériale, maintinrent à peu près intégralement l'organisation administrative, judiciaire, financière qu'ils trouvaient établie en Gaule. Les comtes francs furent les successeurs naturels des préfets romains. On comptait dans leurs rangs presque autant d'indigènes que de Germains. Les impôts impériaux

furent maintenus (à une seule exception près) et frappèrent également les deux populations. Les rangs de l'armée et du sacerdoce leur étaient indistinctement ouverts. Nulle part on ne voit les Francs se comporter envers les Gaulois avec l'orgueil et le dédain d'une nationalité conquérante. La noblesse du VI[e] siècle n'est pas plus franque que gauloise; elle repose sur des distinctions censitaires, non ethnographiques. C'est avant tout une ploutocratie.

Enfin M. Fustel ne croit pas que l'infusion du sang germain dans les veines de la société gallo-romaine y ait fait pénétrer beaucoup de principes nouveaux, d'idées fécondes. « Je n'ai parlé, dit-il, ni de l'esprit de liberté des guerriers francs, ni de la royauté élective, ni des assemblées nationales, ni des jurys populaires, ni de la confiscation des terres des vaincus, ni d'alleux distribués aux vainqueurs. J'ai cherché tout cela dans les documents et ne l'ai point trouvé. »

A notre avis, il y a, dans cette affirmation si absolue, du vrai, du contestable et du faux.

Dans sa réaction contre les théories ethnographiques tant en faveur au commencement de ce siècle, j'ose croire que M. Fustel de Coulanges tombe parfois dans l'excès opposé. Sans doute, il ne faut pas répéter avec Montesquieu que le noble système politique qui régit la libre Angleterre fut « trouvé au fond des bois »; sans doute, il ne faut pas, avec M. Geffroy, bâtir sur deux phrases de Tacite toute une théorie pour prouver que l'institution du jury et le régime de la communauté dans le mariage sont des innovations purement germaniques. Beaucoup d'améliorations politiques et sociales sont sorties du progrès naturel des mœurs et des idées, de leur développement régulier, sans qu'il soit besoin d'alléguer l'intervention de principes étrangers. Mais il ne faut pas pousser à bout cette doctrine,

d'ailleurs légitime, et à vouloir trop prouver on ne prouve rien. L'invasion germanique, avec les siècles de ténèbres, de violences et de barbarie réelle qu'elle a amenés à sa suite, peut être comparée à l'introduction de certaines substances chimiques dans un mélange d'éléments divers, introduction qui détermine l'ébullition ou la fermention du mélange et souvent des combinaisons nouvelles. Sachons faire la part aux éléments du mélange, sachons la faire aussi au ferment.

Si le monde romain, arrivé à l'état de civilisation, mais d'affaiblissement moral où nous l'avons vu, était resté isolé, abandonné à lui-même, il aurait pu traîner obscurément une longue décrépitude (comme l'a fait l'empire byzantin) et achever lentement de pourrir; on n'aurait pas vu sortir de ses ruines et se constituer à travers mille souffrances, mille luttes, mille révolutions les jeunes et vigoureux États de l'Europe moderne. Il a fallu, pour que cette grande transformation se produisît, deux événements considérables : le triomphe du christianisme; le déluge ou, si l'on aime mieux, l'infiltration germanique.

Ces deux révolutions se tiennent et se complètent l'une l'autre. Pour régénérer le monde, il fallait, outre les matériaux déjà fournis par la Grèce et par Rome, l'esprit militaire : la Germanie l'apporta; les grandes idées morales : la Judée les donna à l'Europe. A un autre point de vue encore, cette double infusion a renouvelé l'esprit des hommes et des sociétés. Le monde antique avait absorbé l'individu dans la cité, dans l'Etat; l'individu recouvra la conscience de sa force et de sa liberté au milieu de la dispersion féodale, et, comme l'homme éprouve toujours le besoin de s'incliner devant quelque chose de plus grand que lui, le christianisme lui apprit à s'absorber en Dieu.

Ces deux grands faits corrélatifs et contemporains auraient dû être dégagés avec plus de force et de netteté par M. Fustel de Coulanges; car ce ne sont pas là des généralités vagues et déclamatoires : elles résultent de l'ensemble des événements, des institutions et des mœurs. Je touche ici l'une des faiblesses de cet esprit lucide et éminent : c'est avec une vigueur et une pénétration rares qu'il a su appliquer à l'étude de l'histoire le grand principe de la continuité proclamé par Leibniz en termes magnifiques, et dont l'extension aux sciences naturelles a fait la gloire des Lyell et des Darwin; car dans l'histoire, comme dans la géologie, il y a peu de cataclysmes, de sauts brusques, et beaucoup de lentes transformations. Mais cet esprit plus pénétrant que large a oublié de corriger ce principe en ce qu'il a d'excessif par un autre axiome du grand philosophe : le principe des indiscernables. Les mœurs, les institutions, les idées des hommes ne changent pas vite : les nuits du 4 août sont rares; il faut d'ordinaire des siècles pour voir se dégager les produits de la lente et puissante fermentation des idées : mais le mouvement, sinon le progrès, est réel et continu; la physionomie du monde n'est pas la même à deux moments de son existence; enfin, à trop appuyer sur des ressemblances secondaires et souvent purement extérieures, on risque de ne pas faire ressortir avec assez de lumière des différences fondamentales qui impriment à chaque époque, à chaque race son cachet particulier.

Je ne finirai pas par une critique, même justifiée, cette rapide étude du bel ouvrage de M. Fustel de Coulanges; j'ai fait la part des éloges et des réserves pour le penseur, il me reste à rendre hommage à l'écrivain. A une époque où le style chatoyant, maniéré, contourné, est tant à la mode, où la marqueterie, la mo-

saïque, la peinture de genre ont détrôné la fresque, c'est un plaisir et un devoir pour le critique de saluer un auteur dont le style ferme et sain conserve les traditions de la vraie prose française. En lisant ce livre, le bon Mathurin Régnier ne l'eût pas comparé avec humeur

> à ces femmes jolies
> Qui par les affiquets se pensent embellies.

Il aurait reconnu avec joie la vraie Muse

> Qui, contente de soi, laisse la nouveauté
> Que l'art trouve au palais et dans le blanc d'Espagne;
> Rien que le naturel sa grâce n'accompagne,
> Son front lavé d'eau claire éclate d'un beau teint.

Un langage sobre et précis en même temps qu'élégant, qui ne voile pas la pensée, mais la dessine, et n'a d'autre coquetterie que son austérité, voilà bien le style qui convient à l'histoire. Point de longues tirades, point de morceaux à effet; de courts chapitres, de courts alinéas, de courtes phrases : telle est la manière de M. Fustel; on a reconnu le disciple de Montesquieu. D'autres lui feront un reproche de cette imitation, peut-être inconsciente; pour moi, je l'en félicite, je la voudrais même aussi complète pour le fond que pour la forme. Que M. Fustel de Coulanges joigne à son vaste savoir, à sa fine critique, à sa diction lucide et sévère, quelque chose de cet amour ardent, quoique discret, pour les institutions libérales et le progrès moral qui respire à chaque page de l'*Esprit des lois* et des *Considérations*, et il ne lui manquera plus rien pour qu'on le puisse ranger au premier rang de nos historiens nationaux.

Avril 1878.

Le duc Albert de BROGLIE

FRÉDÉRIC II ET MARIE-THÉRÈSE

D'APRÈS DES DOCUMENTS NOUVEAUX (1740-1742) [1].

I

Le scrutin du 14 octobre 1877 qui a rendu le gouvernement de la République aux républicains a rendu, ou, plus exactement, donné M. le duc Albert de Broglie aux belles-lettres. M. de Broglie, académicien par droit de naissance, a voulu l'être par droit de conquête. Il l'est. Quand le fils du duc Victor, académicien lui-même, fut élu le 20 février 1862, à la grande colère de Mérimée et de Sainte-Beuve, au fauteuil du Père Lacordaire, ses titres étaient minces, si son bagage était de poids. La volumineuse histoire de *l'Église et l'Empire Romain au IVe siècle* est, par excellence, l'ouvrage de bibliothèque. Une brochure, publiée au bon moment, sur *la Réforme administrative en Algérie* et d'innombrables articles de revues avaient trouvé des lecteurs, mais, signés Dupont ou Durand, n'auraient même pas conduit leur auteur

1. 2 vol. in-12.

à cet antichambre de l'Institut, le *Journal des Débats*.... La politique quitte M. de Broglie : — l'infidèle, c'est elle; lui n'a point cessé et ne cessera pas de la préférer à tout au monde; — comment s'en consoler? Les amoureux trompés racontent sous des noms supposés leurs propres amours : cela soulage; M. le duc de Broglie fait de la diplomatie rétrospective. Naturellement, il commence par une intrigue, le *Secret du Roi*. Ministre, il embrouillait les fils de la politique; historien, il les débrouille. Ah! l'amusant historien, le piquant écrivain! Ce conteur alerte et vif qui poursuit la chevalière d'Eon dans ses missions les plus délicates, c'est le grave doctrinaire qui maçonnait naguère l'histoire édifiante de Théodose le Grand! Comment en une plume charmante et légère cette truelle lourde et massive s'est-elle changée?

Assurément, M. le duc ne s'est pas dégagé encore, comme on aurait voulu, de sa morgue aristocratique; il eût fait preuve de clairvoyance en discutant tels et tels documents qu'il s'est contenté de copier; les deux volumes seraient aisément condensés en un seul; si le cadre est trop large, le tableau n'est pas bien composé; enfin, le livre même semble avoir été entrepris pour montrer que l'histoire contemporaine gravite tout entière autour de la famille-axe des Broglia de Quiers. Pourtant, quoi qu'il en fût de ces défauts et de ces erreurs, le *Secret du roi* n'appartenait déjà plus à la famille doctrinaire des opiacés; et, comme les pages brillantes abondaient dans ce livre, comme les vues justes et fines n'y manquaient pas, comme on y découvrait, au moins dans plusieurs chapitres, un sens très net et très perspicace de la diplomatie, on prévoyait déjà que, si le noble duc en voulait prendre la peine, il pourrait écrire, à la première occasion, un livre d'histoire qui serait de premier ordre. M. le duc

de Broglie a daigné prendre cette peine. Il a bien voulu lire d'Arneth, Droysen, la correspondance de Frédéric le Grand. Il a bien voulu dépouiller aux archives des affaires étrangères le dossier des dépêches de Vienne et de Berlin pendant les deux dernières années du ministère Fleury, les lettres de Valori, d'Amelot et de Belle-Isle à la même époque. Et il nous a donné d'abord en articles dans la *Revue des Deux Mondes*, aujourd'hui en deux forts volumes, l'histoire magistrale que nous attendions de lui.

De premier ordre, pourquoi m'en dédire? D'abord, malgré quelques cacophonies de style [1], l'ouvrage est, dans son ensemble, d'une lecture facile et parfois charmante. La phrase est toujours un peu longue, mais elle se déroule en des périodes de belle ordonnance et d'une allure qui impose. Cela est clair, comme il convient à un exposé diplomatique. Cela est grave, sans être pédant ni pompeux, comme il convient à un livre d'histoire. Çà et là, des croquis de vie mondaine, des portraits de gentilshommes, d'abbés, de grandes dames, de soldats, des esquisses de boudoir ou de tente qui sont enlevés d'une touche rapide, lumineuse et spirituelle, comme des estampes de Rigel ou de Moreau. La fameuse scène de Pesth reconstituée dans sa vérité, et la prise de Prague par Maurice de Saxe sont, entre autres, des morceaux accomplis. Quand M. de Broglie met dans sa poche sa dignité de duc et pair, sa plume court, allègre et preste, comme celle d'un simple croquant qui aurait autant d'esprit que l'illustre prince du Saint-Empire a de parchemins; les mots heureux, pittoresques ou malicieux, abondent; la scène qu'il veut retracer apparaît sans effort,

1. Par exemple, dès la préface : « Une guerre dont toutes les charges finirent par tomber sur elle et *dont, dans* la meilleure supposition.... »

saisissante d'exactitude. Je n'exagère pas : il s'est trouvé dans l'écritoire de M. de Broglie une goutte ou deux de l'encre qui avait servi à l'*Histoire de Charles XII*.

L'ouvrage n'est pas seulement bien écrit; il est composé à merveille. Sans doute, le sujet prêtait : l'histoire des premiers démêlés de Frédéric et de Marie-Thérèse est un sujet *un*, un de ces *touts* presque parfaits que les historiens grecs recommandaient de choisir dans la série touffue des événements. Mais savoir reconnaître et cueillir un pareil sujet est déjà quelque chose. Et puis, après l'avoir choisi, il faut l'encadrer, et encadrer ne suffit pas encore, il faut aussi diviser, classer, ordonner. Or, les six chapitres de M. de Broglie sont encadrés avec un goût irréprochable et s'enchaînent avec la logique d'une œuvre de théâtre. Dire d'un livre d'histoire qu'il se lit comme un roman ne m'a jamais semblé l'équivalent d'un blâme. On peut faire cet éloge de la moitié au moins de cette histoire. La négociation de Belle-Isle, depuis son entrée en Allemagne dans le plus magnifique apparat jusqu'à son échec final au camp de Bohême, est racontée avec une habileté consommée. L'affaire, sans doute, est fort intéressante par elle-même, et l'on devine les délicates jouissances de M. de Broglie quand, pour la première fois, suivant le récit qui sert de préface à son livre, il s'est trouvé en communication directe, sans l'intermédiaire d'un historien officiel, avec le hardi et spirituel petit-fils de Fouquet. Mais voici où éclate le mérite de notre auteur. Il n'a pas voulu être pour nous un autre « insipide historien officiel »; il a tenu à nous associer au plaisir qui avait été le sien dans le cabinet des archives, au palais du quai d'Orsay, et il y a réussi. Tout le temps que dure l'extraordinaire pro-

menade du maréchal de Belle-Isle à travers l'Allemagne, le narrateur disparaît et, nous aussi, nous nous trouvons en communication directe avec le maréchal. Nous sommes avec M. de Broglie dans la salle de travail du ministère; nous découvrons Belle-Isle avec lui; en sa compagnie, nous goûtons à la causerie du roi de Prusse, de Voltaire, de Valori; nous sommes transportés ensemble en plein XVIIIe siècle, et nous finirions par nous en croire.

Un pareil plaisir est chose toute nouvelle pour les lecteurs de M. de Broglie. Encore dans le *Secret du Roi*, au lieu d'employer ses efforts à mettre ses personnages en pleine lumière, il n'était occupé qu'à se pousser lui-même sur le devant de la scène : il chantait et la *Chevalière* l'accompagnait. Combien la nouvelle méthode est préférable! Observez d'ailleurs qu'elle n'empêche point l'auteur de venir donner au bon moment son avis personnel sur les hommes et les choses; bien au contraire. L'exposition simple, franche, honnête des faits, nous a déjà préparés. Quoi qu'on dise, il n'y a point deux manières absolument opposées de juger un fait historique, pourvu qu'au préalable les conditions, les antécédents, les mobiles en aient été établis au-dessus de tout conteste. Or, le récit de M. de Broglie est d'ordinaire impartial, et ses documents, choisis avec discernement, sont, en général, des pièces incontestables. Le lecteur se trouve ainsi, et de lui-même, d'accord avec l'historien. Il souscrit au plus grand nombre de ses jugements. Même les appréciations les plus originales, celles qui sont le moins conformes aux vieilles sentences déjà enregistrées, sont celles que nous ratifions le plus volontiers. Sans qu'il ait peut-être découvert un seul fait complètement nouveau, M. de Broglie a cependant renouvelé l'histoire de ces trois années : 1740 à

1742, par la seule manière dont il a groupé les événements et dont il en a tiré, sans parti pris apparent, les conclusions. Assurément, il ne nous déplairait pas que M. de Broglie eût un peu plus d'indulgence pour Voltaire et un peu moins d'enthousiasme pour ses propres grands-parents : l'abbé, le comte et le vicomte de Broglie. Mais, en vérité, les félicitations de Voltaire au roi de Prusse sur le succès de ses fourberies sont empreintes de trop de bassesse et comment nier que le maréchal de Broglie ait été un superbe soldat? Sans doute, on pourrait encore chercher querelle à l'historien de Marie-Thérèse sur plus d'un point. Le talon rouge du duc apparaît encore trop souvent. Mais le jugement, dans son ensemble, porte en lui ce quelque chose de définitif qui marque les arrêts des hautes cours. Le *pour* et le *contre* ressortent de l'élégante exposition des faits avec tant de clarté, que le jugement personnel de l'auteur s'impose à nous. *Founded upon fact ;* rien n'est supérieur pour un Anglais à ces trois mots. Le verdict de M. de Broglie est ainsi fondé. On ne pourra plus écrire sur Marie-Thérèse, sur Fleury, sur Louis XV, sur le roi de Prusse, sans consulter les pages qu'il leur a consacrées. C'est Frédéric surtout qu'il juge avec une rare clairvoyance : il le pénètre dans ses coins et recoins. Rien ne lui échappe, ni des vertus ni des vices de cet homme extraordinaire. Évidemment, chaque fois qu'il découvre chez Frédéric une nouvelle perfidie, un nouveau mensonge, une nouvelle trahison, il en est enchanté et ne s'en cache pas; mais est-ce à nous de nous en plaindre? M. de Broglie ne cherche à dissimuler ni à diminuer aucun des talents divers qui forment le génie complexe du roi de Prusse : dès lors, impossible de le taxer d'injustice et de parti pris, et l'on est libre, en plein repos de conscience, de se

délecter à voir démasquer un Hohenzollern de plus.

Nous arrivons ainsi au plus bel éloge qu'on ait à faire du livre de M. de Broglie. Ce livre, de la première à la dernière page, est animé d'un sentiment élevé de la grandeur française; on y reconnaît à chaque ligne que l'honneur historique de son pays tient étroitement au cœur de l'écrivain. Convient-il de s'en étonner?

Plus d'un peut-être s'en étonnera. Pour moi, puisque je suis en veine de confession, j'avouerai avoir toujours réservé ma surprise aux actes et aux discours, beaucoup trop fréquents depuis dix ans, où M. le duc de Broglie n'a pas su, pu ou voulu apporter dans sa conduite politique les nobles préoccupations que je signale aujourd'hui dans ses écrits. M. le duc de Broglie renversant M. Thiers à la veille de la libération du territoire; M. de Broglie se faisant, avec des artifices de langage, le complice des démagogues qui dénonçaient comme une entreprise de boucaniers et d'agioteurs l'heureuse expédition qui a fait de Tunis la citadelle avancée de l'Algérie; M. de Broglie, tenant à la tribune du Sénat, sur les affaires d'Égypte, le même langage que M. Clémenceau à la tribune de la Chambre, voilà ce dont je m'étonne encore. D'autres ont pu oublier que l'homme qui tenait ce langage et s'associait à de pareils actes est le fils de ce grand libéral, le duc Victor de Broglie, qu'il compte parmi ses ancêtres un président de l'Assemblée constituante qui fut maréchal de camp à l'armée du Rhin, un gouverneur de Strasbourg qui fut, à Denain, le bras droit de Villars, et le magnifique soldat qui prit Lérida. Pour moi, me rappelant ces illustres aïeux, ces patriotes, je me disais que, si de médiocres jalousies et de petites rancunes n'avaient pas tenu trop de place dans l'esprit du duc Albert, il

aurait pu, lui aussi, avec ses amis d'autrefois, les Rémusat, les Dufaure, les Duvergier de Hauranne, figurer avec honneur parmi les ouvriers les plus éminents et les plus utiles du relèvement de son pays démembré. Je me souvenais que, le 15 novembre 1877, rappelant à M. de Broglie avec quelle rigueur il avait flétri autrefois les procédés de la candidature officielle sous l'Empire, M. Gambetta lui avait dit : « Et s'il m'était permis d'exprimer un regret, je dirais que je regrette hautement que ce langage si juste, si ferme, si patriotique, si digne de la légitime ambition d'un homme d'État, ne fût pas tenu par celui-là même qui le tint en 1868.... Je ne sais ce qu'il adviendra de votre résistance insensée, de vos combinaisons, de vos luttes désespérées contre la volonté nationale; mais je sais qu'un jour viendra où vous regretterez pour vous et pour vos enfants d'avoir démenti des sentiments si élevés et si dignes du nom illustre que vous portez. » Et je me disais surtout, je me dis encore que, si la morgue aristocratique n'avait point étouffé dans cette belle intelligence l'instinct du patriotisme désintéressé, M. le duc de Broglie n'aurait pas — pour cette seule raison que ces actes étaient accomplis ou proposés par des hommes des nouvelles couches sociales, des hommes sans ancêtres, des roturiers et des démocrates — blâmé et l'expédition de Tunisie et le projet d'une expédition d'Égypte. Lui, le duc, s'il avait été en 1881 à la tête du département des affaires étrangères, il se serait bien gardé de méconnaître l'importance vitale des intérêts engagés à l'est de l'Algérie et dans la vallée du Nil; lui, le duc, il aurait été le premier à défendre à Tunis la sécurité de notre conquête africaine de 1830 et le premier à défendre aussi notre influence séculaire au pied des Pyramides. Hélas! les discours restent comme les livres, et ce sera

la surprise de l'histoire que le même homme se soit montré dans ses écrits si soucieux de la grandeur française et, dans ses actes, si hostile à tout ce qui pouvait contribuer, sous un gouvernement qui n'était pas celui de son choix, à refaire cette grandeur ébranlée.

C'est qu'en effet, entre tous les historiens déjà nombreux de la politique française au XVIIIe siècle, il n'en est pas un seul qui ait à un degré plus élevé que M. de Broglie le sentiment de nos véritables intérêts à cette époque. Michelet est arrivé fatigué à son « grand siècle »; il était d'ailleurs trop voltairien pour n'être point, même à son insu, partial à l'endroit de Frédéric. Les auteurs de monographies se sont faits, pour la plupart, les panégyristes du héros; en définitive, tout le monde a eu son avocat, sauf la France. Les fautes initiales qui ont conduit peu à peu aux désastres de la guerre de Sept ans n'ont pas rencontré de juges. On racontait les oscillations de la politique française sous Fleury comme sous ses successeurs, avec plus ou moins d'exactitude ou de talent. Mais on ne disait pas quelle aurait dû être alors la vraie orientation de cette politique. S'il arrivait parfois à quelques-uns de s'en inquiéter, c'était pour « répéter avec une servilité un peu niaise les thèmes dictés par Frédéric [1] ». Le premier, M. de Broglie s'est refusé à cette besogne. Ses prédécesseurs, dans cette histoire, n'avaient débattu que ce problème : Est-ce vers Berlin ou vers Vienne qu'il convient de tourner des yeux doux? M. de Broglie, lui, n'a voulu regarder que la promenade de Strasbourg qui porte le nom de l'un de ses aïeux et où les soldats prussiens font l'exercice depuis douze ans. M. de Broglie a été bien

1. Tome I, p. 15.

inspiré. Il a compris qu'en 1740, comme plus tard en 1756, en 1807, en 1810, en 1866, la question n'était point de savoir si la politique française devait être autrichienne ou prussienne; il a compris qu'il n'y a jamais qu'une question pour un ministre français : à savoir que la politique française doit être exclusivement celle des intérêts français.

Mais M. le duc de Broglie n'est pas seulement pénétré de cette vérité; il sait encore en faire avec discernement et prudence la plus heureuse application aux événements qu'il a étudiés et qu'il raconte. Prince du Saint-Empire romain jusqu'aux moelles, il a pour Marie-Thérèse une vive sympathie personnelle; à la lecture du délicieux portrait qu'il fait d'elle dans les premières pages de son livre, on devine qu'il en aurait été, avec une flamme de plus au cœur, amoureux à rendre d'Arneth jaloux. Mais les tendresses rétrospectives du grand seigneur n'ont rien à voir dans les desseins de l'homme d'Etat : le politique pèsera la question de l'alliance autrichienne sans plus se souvenir que la jeune reine a le teint éclatant et que « son cou se dégage avec élégance des épaules tombantes [1] ». De même, si le duc catholique a peu de goût pour le roi de Prusse, le libre penseur enragé qui a écrit l'*Anti-Machiavel*, il refuse de faire entrer en ligne de compte cette pieuse antipathie bien pensante dans le jugement qu'il porte sur la diplomatie de Belle-Isle. Le duc de Broglie, dans toute cette affaire, l'une des plus décisives de notre histoire, ne voit qu'une chose : l'intérêt du pays (mettez : *de la monarchie* ou *du roi*, le mot ne fait rien à la chose; à ce moment encore, qui est peut-être le dernier, tous ces intérêts sont identiques); et il discerne à

1. Tome I, p. 24.

merveille quel était, au lendemain de la mort de Charles VI, cet intérêt du roi qui était l'intérêt historique de la France.

II

Voici, en effet, de son aveu, quelle politique il aurait conseillée, au mois d'octobre 1740, quand on apprit coup sur coup à Versailles qu'une indigestion de champignons avait mis au tombeau l'empereur Charles VI, que l'électeur de Bavière revendiquait contre Marie-Thérèse la couronne impériale et que le roi de Prusse s'apprêtait à franchir la frontière de Silésie : « Nous n'avons qu'une chose à faire, avait dit Louis XV, c'est de rester sur le mont Pagnote. » M. le duc de Broglie déclare qu'il aurait eu le courage d'approuver le roi dans cette résolution, seul, tout seul parmi « tous les héros en espérance » qui, faisant blanc de leurs jolies épées de gala, répliquaient à Louis XV, par la bouche impertinente du marquis de Souvré : « Votre Majesté y aura froid, car ses ancêtres n'y ont pas bâti. »

M. de Souvré parlait comme un étourneau; les rois de France, les plus susceptibles sur le point d'honneur, avaient plus d'une fois campé sur le mont Pagnote et ils n'avaient point eu à s'en repentir. Louis XV avait vu très juste du premier coup d'œil; sans doute, M. de Broglie aurait voulu « relever par un souffle de générosité » la politique que le roi venait de rabaisser d'un mot trivial; mais cette politique était la bonne. La France était à l'un des carrefours de son histoire : « Une tradition mal comprise, devenue l'objet d'un faux point d'honneur, allait l'égarer dans une voie funeste. » Résister à cette tradition,

dégénérée en un préjugé routinier, c'était le véritable honneur et le vrai courage :

En examinant, dit M. de Broglie, les résolutions diverses que le gouvernement de Louis XV pouvait prendre dans la crise où il se trouvait jeté avec toute l'Europe, on en trouve deux qui, différentes sans être opposées ni tout à fait inconciliables, pouvaient être honnêtement adoptées : l'une peut-être plus conforme aux exigences délicates du point d'honneur; l'autre, mieux appropriée aux légitimes suggestions de l'intérêt national. Le roi de France pouvait s'empresser non seulement de confirmer la reconnaissance, mais de promettre par avance et de préparer l'exécution des engagements qu'il avait pris par le traité de 1738 envers l'ordre de succession réglé par la *Pragmatique*. C'eût été devancer l'appel de Marie-Thérèse par un élan chevaleresque qui n'est, j'en conviens, ni habituel ni même obligatoire entre souverains. Il pouvait aussi, sans être infidèle à une de ses promesses, éviter de s'expliquer sur les moyens de les remplir jusqu'au jour où la nécessité aurait réduit la fille de Charles VI à invoquer le secours de ses alliés. Ce jour-là, personne ne pouvait trouver mauvais qu'avant de se mettre en frais et en campage, il stipulât en faveur de ses peuples une compensation proportionnée aux sacrifices qu'il leur aurait imposés ou aux périls qu'il leur aurait fait courir pour la défense de la cause impériale.

Ce jour-là, en effet, n'eût pas tardé. Sous bien peu de semaines, la brusque invasion de la Silésie par Frédéric, au mépris de la *Pragmatique Sanction* dont il était le principal garant; la fourberie du roi de Prusse dans ses négociations successives avec Guy Dickens, le marquis de Botta et Valori; la révélation brutale d'une ambition sans scrupules comme sans limites; l'annonce impudente du bouleversement complet de tout l'ancien système de politique; — « C'est le rocher détaché, écrivait Frédéric à Voltaire [1], qui

1. *Correspondance générale*, 26 octobre 1740.

roule sur la figure des quatre métaux que vit Nabuchodonosor et qui les détruisit tous »; — la détresse momentanée de Marie-Thérèse; le gâchis général de l'Allemagne, où tout était sens dessus dessous et qu'aucun souffle national, au dire même de Droysen, n'avait encore traversé; l'embarras du gouvernement anglais qui flottait fort indécis entre les intérêts « des marins et de la religion » et sa défiance d'un roi digne « d'être excommunié de la société des gouvernements [1] »; enfin le respect de solennels engagements; toutes ces circonstances allaient se réunir pour faire de l'intervention française contre la Prusse, bien plutôt qu'en faveur de l'Autriche, la chose du monde la plus naturelle et la plus légitime.

Comme rien n'est tout à fait gratuit en politique, continue M. de Broglie avec beaucoup de sens, on pouvait assez raisonnablement demander à l'Autriche de payer la loyauté d'un fidèle ami d'un prix que la comparaison seule aurait fait paraître modéré. Une telle ligne de conduite eût été, d'ailleurs, la suite naturelle de celle qui avait été sagement suivie par les conventions de 1738. En permettant à Marie-Thérèse de choisir l'époux de ses préférences, Fleury, en 1738, avait obtenu avec la cession de la Lorraine l'avantage d'assurer la continuité de notre territoire du côté de l'Est jusqu'à la forte barrière des Vosges. En favorisant, en 1740, l'élévation de cet époux bien-aimé à la dignité impériale, le même Fleury pouvait se proposer d'obtenir quelque concession analogue, quelque démembrement des Pays-Bas ou du Luxembourg, qui aurait reculé notre frontière septentrionale en la rapprochant du Rhin. La suite fera voir que Marie-Thérèse aurait consenti sans trop de peine à un sacrifice, même assez étendu, de cette nature. Et, de fait, à un agresseur insolent comme Frédéric, qui visait au cœur même de son empire, comment n'aurait-elle pas préféré un honnête allié qui ne lui aurait demandé, pour courir à son aide, que l'abandon

1. D'Arneth, n° 1, 115; Droysen, I, 164.

éventuel d'un lambeau détaché de ses possessions lointaines? Mais ce lambeau, sans prix pour elle, serait venu compléter heureusement la défense, l'unité de notre sol national.

C'étaient là, sans doute, les chances qu'entrevoyait Louis XV et qu'il conseillait d'attendre, aidé d'ailleurs dans ses prévisions et dans sa patience par son inertie naturelle. La perspective devait convenir mieux encore à son vieux ministre, qui avait naturellement, comme je l'ai dit, le goût de la politique expectante, et l'avait même déjà poussé jusqu'à l'excès regrettable de favoriser par ses indécisions les espérances de la Bavière et l'audace de la Prusse. Le moins qu'il pût se proposer, c'était de tirer adroitement parti d'une situation qu'il avait contribué à créer. Caresser d'abord, puis mettre à profit les affections et la fierté blessée d'une jeune femme, c'était un jeu qui paraissait fait tout exprès pour un octogénaire rendu lui-même, par les glaces de l'âge, insensible aux passions du cœur, mais qui n'avait que mieux appris par là même à en faire jouer tous les ressorts.

La France avait donc le choix entre un acte de désintéressement un peu idéal et un calcul d'une honnêteté naïve et suffisante. Hors de là, il ne lui restait plus qu'un parti à prendre : c'était de violer tous ses engagements sans provocation comme sans prétexte et de se jeter tête baissée dans les hasards d'une agression continentale, à la veille d'une guerre maritime déjà presque allumée, le tout pour l'honneur d'un prétendant sans troupes, comme l'électeur de Bavière, et en compagnie d'un allié sans foi, comme l'envahisseur de la Silésie. Cette conduite avait la singulière fortune de réunir tous les torts à tous les périls et l'imprudence à la déloyauté. Ce fut pourtant ce troisième parti qu'après réflexion la politique française embrassa [1].

Ainsi s'exprime M. de Broglie en réponse à M. de Souvré. « D'abord, flamberge au vent! on réfléchira ensuite! » dit le marquis, apparemment un fort galant homme, brave, spirituel, mais épris de clinquant, fat,

1. *Id.*, p. 148, 149, 150.

vaniteux, désœuvré, ignorant comme une carpe des nouvelles conditions de l'équilibre européen. M. de Broglie préfère, lui, aux fleurs passagères que jettent les belles dames les fruits solides que donne la politique des intérêts bien entendus; aucune fougue intempestive ne vient troubler chez lui la sûreté d'un jugement bien assis; les résultats pratiques, les avantages permanents de son pays ont seuls le don — toujours au XVIIIe siècle — de le toucher; il a l'esprit de ne pas prendre la témérité pour du courage, la réserve pour une abdication et le fourbe couronné de Potsdam pour un allié utile; tout est subordonné pour lui, gloriole de coterie, compliments de bravaches et de marquises, à ce qu'on appelait sous l'ancien régime « le bon service du roi » et qui est devenu aujourd'hui le patriotisme, la volonté de faire la patrie grande et forte.... Qui voudrait lui refuser l'éloge auquel il a droit?

J'entends, sans doute, l'objection : « M. le duc de Broglie écrit au lendemain des événements de 1870 et de 1866. Le beau mérite de venir repousser aujourd'hui l'alliance prussienne, de déclarer aujourd'hui que la France a commis une faute insigne en permettant à la Prusse de grandir en Allemagne et en Europe!... » Eh bien, les esprits étroits auront tort encore une fois. Est-ce que les expériences précédentes avaient servi? Est-ce qu'hier encore, — car c'est d'hier à peine, — Sadowa n'a pas été acclamé comme un événement heureux par des Français assez ineptes ou assez coupables pour se réjouir de l'hégémonie prussienne de l'autre côté du Rhin, pour recommander l'alliance de M. de Bismarck au somnambule des Tuileries? Est-ce qu'avant Sadowa, après l'inique démembrement du Danemark, il ne s'est pas rencontré une diplomatie française pour oublier les

leçons du passé et se faire l'entremetteuse entre les cabinets de Florence et de Berlin? Est-ce qu'après Leipsig et Waterloo l'entente étroite avec la grande puissance poméranienne n'a pas été prônée dans d'innombrables écrits? Est-ce que le manifeste de Brunswick a empêché cinquante politiciens français de rêver pour la suite un accord de la France et de la Prusse contre l'Autriche? Est-ce que le vainqueur de Rossbach n'a pas été célébré à Paris par des milliers de beaux esprits? Et, puisque nous voilà revenus au point de départ, était-il permis à des Français clairvoyants d'oublier, en 1740, que le grand électeur de Brandebourg avait été contre la France l'âme même de la coalition formidable qui s'était avancée, à la veille de Denain, jusqu'aux portes mêmes de Versailles? Ainsi, depuis près de deux siècles, à travers toute notre histoire, a circulé une même idée, toujours également fausse et néfaste : la recherche de l'alliance prussienne. Cette illusion a été l'origine de tous nos maux, de tous nos désastres, de toutes nos humiliations. Ce rêve malsain nous a détournés en maintes occasions de ce qui était notre devoir historique, notre intérêt politique le plus pressant, et parfois, comme en Danemark, notre honneur. La poursuite de ce contresens a changé en pages honteuses des pages qui auraient pu être facilement tout autres, en années stériles des heures qui devaient être fécondes. Vingt fois dévoilée, dénoncée, jugée et condamnée par les événements les plus cruels, cette chimère a vingt fois reparu, et elle a toujours trouvé, pour la recommander, des naïfs qui se croyaient des habiles et des jongleurs de paradoxes qui se croyaient de profonds hommes d'État.

Non, la démonstration rétrospective de M. de Broglie n'était pas superflue et il était bon d'établir

que, depuis trois siècles, à travers toutes les phases de notre histoire, les autres alliances, l'anglaise, l'espagnole, la russe, l'italienne, l'autrichienne, l'*allemande*, ont pu présenter des alternatives d'avantages et d'inconvénients; inutiles un jour, elles ont été utiles le lendemain, et le surlendemain nuisibles. Mais l'alliance prussienne n'a jamais été qu'une duperie, et telle elle restera toujours, non seulement pour la France, mais pour tous les autres États du monde. Pourquoi? A cause des origines mêmes du peuple prussien, de son génie particulier, de la loi générale de son développement, de ses vertus comme de ses vices. Ce peuple n'a qu'une raison d'être, admirable et barbare à la fois : la conquête. Tel a été l'ordre des chevaliers teutoniques, telle est la Prusse. Ses chevaliers perchaient dans une aire sauvage qui dominait, du haut des froids plateaux de la Poméranie, les marches de l'Oder et de l'Elbe. Ils ont étendu successivement l'orbe de leur vol sur le Brandebourg et sur l'Allemagne. On sait assez qu'ils cherchent depuis quinze ans à l'étendre sur l'Europe. L'idée de la colonisation n'est jamais entrée dans ces rudes têtes. Conquérir est plus simple; même quand leur installation date de plusieurs siècles, c'est toujours en conquérants qu'ils marchent sur le sol. Leurs pieds sont éternellement bottés. Au moral, ils ont les traits caractéristiques des oiseaux de proie, non point des petits ou des moyens, qui hésitent souvent, qui sont parfois peureux, qu'on peut réduire et adoucir, mais des vautours et des aigles noirs, dont la rapacité indomptable et farouche n'a d'égale que la bravoure et l'audace. Comment s'allier à un pareil peuple? Pour en dépouiller un troisième. Mais voilà tout. Et encore.... Car cette spoliation a un lendemain, et M. de Bismarck a dit et prouvé « que les actions militaires

à deux ne portent pas bonheur au second ». Voilà ce que Voltaire et ses philosophes n'avaient pas deviné; voilà ce que Michelet n'a pas discerné dans son admiration pour le héros [1]; voilà ce que M. de Broglie a exposé, à travers tout son livre, à chaque occasion, en psychologue de grande race, soit à propos du peuple prussien dans son ensemble, soit à propos du seul Frédéric, résumé et idéal de tout son peuple.

« Les difficultés, dit Michelet [2], étaient moins en Allemagne qu'à Versailles. Dans ces plans si hardis où le roi se laissait traîner, une chose lui plaisait, il est vrai, celle de donner l'empire au Bavarois, vieux client de Louis XIV, de suivre cette idée de son aïeul, de faire un empereur (catholique autant que l'Autriche). Mais une chose ne lui plaisait pas, c'était d'agrandir le roi de Prusse, chef naturel des protestants. Fleury en gémissait, et le roi aussi au dedans. » Fleury, comme le roi, avait bien raison. Agrandir le roi de Prusse cela pouvait faire plaisir à Mlle de Nesle; mais cela « vexait le vieux prêtre », et le roi de France n'aurait dû jamais y consentir. M. de Broglie s'en explique dans cette page qu'il faut encore citer tout entière :

La cause principale et la seule excuse de cette erreur coupable dont les conséquences durent encore, ce fut l'influence exercée par le souvenir de la longue lutte qui était engagée depuis des siècles entre les maisons de France et d'Autriche. L'abaissement de la maison d'Autriche était le but politique poursuivi depuis François Ier jusqu'à Louis XIV par tous les souverains dignes de la France et tous les ministres qui avaient bien mérité de leurs maîtres.

1. *Histoire de France*, XVI, p. 170.
2. *Id.*, XVI, p. 174.

Les plus illustres capitaines avaient payé de leur sang sur les champs de bataille l'exécution persévérante de ce grand dessein. Richelieu, Mazarin, Condé, Turenne et Villars demeuraient grands dans la mémoire de leurs compatriotes par les coups qu'ils avaient portés à la prépondérance impériale. Rompre avec une tradition dans laquelle étaient nourris, dont demeuraient, pour ainsi dire, imprégnés tous ceux qui portaient la parole ou les armes au nom de la France, depuis l'ambassadeur jusqu'au moindre agent diplomatique, depuis le général à la tête de son armée jusqu'au plus humble ingénieur fortifiant une citadelle; en tout cas, c'eût été une tentative difficile à faire admettre, et même à comprendre. Mais le jour où une chance imprévue permettait de porter à l'ennemi héréditaire un coup qui pouvait l'écraser, lui tendre la main, au contraire, et le relever c'était, semblait-il, pour le roi de France résister à l'appel de la Providence et offenser les mânes de ses ancêtres.

Ainsi raisonnaient même des sages : ils n'avaient même qu'un tort, c'était de ne pas réfléchir que précisément parce que cette politique avait rempli deux siècles de travaux et de gloire, ayant atteint son but, elle avait fait son temps. Le plus grand hommage, au contraire, que Louis XV pût rendre à ses prédécesseurs, c'était de reconnaître (comme doit le faire aujourd'hui l'histoire) qu'ils avaient conduit les revendications de la France contre l'Autriche à ce point où, l'œuvre étant consommée, il n'était ni nécessaire ni même prudent de vouloir la pousser plus avant. Un regard jeté en arrière suffisait pour montrer que, tout étant fait dans cette voie, rien n'était plus à faire. Que de terrain gagné en effet, de François Ier à Louis XV! que d'espace parcouru! que de grandeur acquise! quel éternel sujet d'honneur pour la maison royale à qui a été dû ce progrès sans pareil! et quelle reconnaissance doit garder encore la postérité qui conserve, même après nos malheurs, les débris mutilés de son héritage! Au début du XVIe siècle, Charles-Quint était empereur d'Allemagne, roi d'Espagne, maître de l'Italie et des Pays-Bas : un coup de baguette magique venait de le rendre possesseur, au delà des mers, de trésors qui semblaient inépuisables et de contrées sans limites. C'était l'empire du monde

qu'il avait fallu arracher au nouveau César. Une seule nation, la France, j'ai presque dit une seule famille, avait pris en mains la cause de l'indépendance de tous les peuples, et elle avait suffi à la tâche. Cent ans après, grâce à la France et à ses souverains, le fantôme de la monarchie universelle avait disparu; mais une réalité menaçante subsistait encore : la maison d'Autriche, affaiblie et divisée sans être détruite, partagée en deux branches qui tenaient toujours au même tronc, enserrait encore la France au nord, à l'est et au sud par une étreinte redoutable. Entre la Flandre, l'Alsace, la Franche-Comté, la Navarre occupées par ses troupes, et la Méditerranée sillonnée par ses escadres, elle avait partout une entrée facile sur notre sol par des frontières ou des côtes ouvertes ou dégarnies. C'est alors que Richelieu jeta hardiment les armées françaises dans tous les hasards de la guerre de Trente ans; et depuis cette heure une série de victoires était venue détacher une à une toutes les mailles de ce réseau de fer. Rocroi, Senef et Fleurus avaient amené les cessions successives de Cambrai, de Besançon et de Strasbourg. L'orgueil de Louis XIV, sévèrement puni par les malheurs de sa vieillesse, avait un instant compromis ce résultat, mais sans le détruire, et, en définitive, après des traverses, juste châtiment de quelques fautes, la fortune nous était revenue, et Denain avait affermi sur la tête d'un Bourbon les couronnes d'Espagne et de Sicile.

L'horizon s'était aussi dégagé de toutes parts, et Louis XV, à Versailles, respirait pleinement à l'aise. S'il eût été vraiment digne de recueillir les fruits de cette politique à longue vue, il se fût borné à en jouir ou, du moins, en travaillant à la compléter, il se fût gardé de la compromettre; il eût reconnu dans le traité de 1738 l'attestation éclatante du changement opéré entre les forces relatives des deux royautés rivales. Loin de repousser les recommandations paternelles de Charles VI, invoquant sur son lit de mort la garantie française comme le suprême espoir de sa race, il les eût accueillis comme un hommage, avec une fierté bienveillante. Et, de fait, Louis XIV lui-même, dans toute sa superbe, quel rêve plus orgueilleux aurait-il pu former que de voir la petite-nièce de Charles-Quint devenue la pupille de son petit-fils, réclamant pour toute faveur le

maintien de l'équilibre établi par les traités de Westphalie et d'Utrecht, ces deux œuvres diplomatiques dont l'une avait inauguré et l'autre couronné son règne [1]?

Mais quoi! il y avait Mlle de Nesle, « qui n'était pas belle, mais plus blanche que la Maillé et plus jeune que Mme de Toulouse [2] », et « la Nesle se rendit enceinte », à la fête des Rois, à seule fin de décider Louis XV pour Frédéric [3]. Autour de la maîtresse favorite, il y avait la jeunesse enthousiaste de Versailles, « ardente et désœuvrée, se mêlant de tout précisément parce qu'elle n'avait rien à faire, l'esprit d'autant plus prompt à la critique, qu'il était plus léger de réflexion et plus vide de connaissance [4] ». Et toute cette jeunesse de cour était passionnée pour courir sus à l'Autriche défaillante. Louis XV céda; Fleury céda : le roi de Prusse devint aussitôt l'arbitre de la situation. « Frédéric semblait seul, sans alliés, faire ce grand coup de tête (l'invasion de la Silésie). Mais, en réalité, il avait la France avec lui [5]. » Sans cela, il n'eût pas bougé. La victoire de Molwitz est la pierre angulaire de la grandeur prussienne. Elle fut remportée aux applaudissements des maîtresses de Louis XV, des petits jeunes gens de Versailles et des grands philosophes de Paris. Contre qui? Contre l'Autriche. Oui, sans doute, mais, surtout, contre la France. Avec sa rude franchise, Frédéric l'avouera plus tard. Molwitz, c'est le Sadowa du XVIIIe siècle.

Redoublez d'attention pour lire ici, au tome second de M. de Broglie, qui a traité en maître toute cette partie de son sujet, le récit circonstancié de la fameuse

1. Broglie, p. 151 à 155.
2. Michelet, p. 161.
3. Michelet, p. 175.
4. Broglie, t. I, p. 157.
5. Michelet, p. 172.

ambassade du maréchal de Belle-Isle en Allemagne. Jamais souverain n'a donné avec plus de cynisme que le roi de Prusse, en son camp de Bohême, l'exemple de la fourberie, de la trahison et du mensonge. Napoléon, dans les honteuses négociations de Bayonne, n'est qu'un écolier auprès de Frédéric. Belle-Isle, certes, n'était pas un naïf; Frédéric disait de ce petit-fils de Fouquet qu'il était « le seul homme de France après Chauvelin et Voltaire »; il avait conquis tout seul, à la pointe de l'épée, son éblouissante fortune; il était rusé diplomate autant que bon soldat; il avait passé par trop de portes, selon le mot de Saint-Simon, « les cochères aussi bien que les carrées et les rondes », pour être embarrassé de beaucoup de scrupules. Frédéric pourtant le joua comme un enfant. Louis XV, en concluant l'alliance prussienne, avait proposé le plan du monde le plus sottement désintéressé : Marie-Thérèse une fois réduite à la portion congrue de son héritage (la Hongrie, la basse Autriche et la Belgique), le roi de Prusse recevrait la plus grosse part de ses dépouilles; l'électeur de Bavière deviendrait empereur, et la France ne prenait rien pour elle. Pour l'exécution de ce beau projet, quarante mille hommes d'admirables troupes avaient été envoyés, sous le maréchal de Broglie, sur le haut Danube; Chevert avait escaladé Prague; les victoires prussiennes de Chotusitz et de Czaslau, Frédéric ne les devait qu'à l'armée française qui avait tenu en échec, pour lui donner le temps et le moyen de vaincre, la moitié de l'armée impériale. Dès que son instinct lui commanda d'oublier ces services éclatants, S. M. le roi de Prusse « s'en soucia comme de sa première paire de bottes ». Il a engagé pour sa cause, au cœur de la Bohême, vingt-cinq mille Français, et, tout à l'heure, ces vingt-cinq mille Français vont être blo-

qués derrière de vieux remparts démantelés où ils manqueront de tout : bagatelle! Il a poussé son cousin de Bavière à l'entreprise la plus périlleuse : bagatelle encore! Une occasion s'offre à lui de mettre la main sur les deux Silésies, haute et basse, à condition de laisser en plan ses alliés? Frédéric n'hésite pas. Dès qu'il peut traîter à coup sûr, il traite; pendant qu'il négocie, il ment à tous ses alliés; dès qu'il a signé, il ne se souvient même plus qu'il existe quelque part un électeur de Bavière, et que Belle-Isle, enfermé dans Prague avec une poignée de héros, n'aura plus bientôt d'autre ressource que de se frayer à travers les neiges et les glaces une sanglante retraite. Paroles données, foi engagée, traités signés, services rendus, qu'est-ce que cela? La Silésie vaut bien un « quarteron de parjures ». — « Il n'y a, dit Voltaire (*Correspondance générale*, juin 1742), qu'une « bégueule » qui puisse être choquée par de pareils procédés. » La France cependant aura toute l'Europe sur les bras, condamnée, rien que pour se dégager, à livrer cinquante batailles ou combats depuis la source de l'Elbe jusqu'à l'embouchure du Rhin, des Alpes à l'Océan, et du Canada jusqu'aux Indes. Nos armées, décimées malgré leurs victoires, nos flottes vaincues malgré leur héroïsme; le cap Breton perdu et notre trésor à sec, voilà le bilan du premier essai d'alliance prussienne. Ce ne fut, comme on sait, qu'un commencement, un petit début. « Ce n'était pas, en effet, pour ce jour-là seulement [1], ni pour l'issue d'une seule guerre, c'était pour un plus long avenir que la France, en s'associant à l'ambition de Frédéric (au lieu de l'écraser dans son germe) avait porté à ses propres intérêts et à sa grandeur future un coup dont elle ne

1. Broglie, t. II, p. 345.

pouvait accuser qu'elle-même. Au sein de cette vieille Europe, où elle jouissait d'une prépondérance incontestée, elle avait, non pas seulement laissé, mais fait éclore une puissance nouvelle qui, jetant son épée de droite et de gauche dans les deux plateaux de la balance, devait en déranger pour jamais l'équilibre. Elle avait ouvert une ère de spoliation et de conquêtes qui, commençant par la Silésie pour se continuer par la Pologne, s'est perpétuée jusqu'à nos jours à travers les vicissitudes de nos révolutions et dont, en définitive, nous avons souffert plus que personne. Telle a été la conséquence, éloignée sans doute, mais très directe, d'un acte initial auquel la prudence avait manqué encore plus que la loyauté. Le châtiment, quelque grand qu'il soit, peut paraître mérité. »

Faire éclore la Prusse! Tout Français qui a participé à cette œuvre a fait acte de Français inintelligent; il a travaillé contre la France, et non seulement contre elle, mais encore contre le repos et la sécurité même du monde.... Telle est la conclusion de M. de Broglie en même temps que l'idée dominante de son livre. *Divide ut imperes* était la vieille devise classique des hommes d'État soucieux uniquement des intérêts de leur pays. Le romantisme politique, qui est l'aîné du romantisme littéraire, a changé tout cela. Il a mis le cœur à droite. Il s'est imaginé qu'il fallait unir au lieu de diviser. M. le duc de Broglie appartient à la vieille école. Pour lui, la politique qui a consisté à grandir la Prusse en Allemagne aux dépens de l'Autriche a été la plus néfaste de toutes et, peut-être, la plus lourde faute de l'ancien régime. De pareilles fautes sont d'ailleurs irréparables. On a beau faire ensuite la guerre de Sept ans pour tâcher de remédier à l'insigne folie de la guerre de la succession d'Autriche : on sera battu à Rossbach par Frédéric, parce qu'on l'a laissé

vaincre d'abord à Molwitz. Un siècle plus tard, les mêmes fautes, recommencées dans des circonstances encore plus graves, amèneront des conséquences encore plus redoutables : en 1871, la perte de l'Alsace-Lorraine est la conséquence directe du traité qui, en 1866, a forcé l'Autriche de diviser ses forces en Bohême et en Vénétie pendant que l'empereur Napoléon autorisait la Prusse à retirer ses troupes des bords du Rhin. Auparavant, comme Louis XV avait souri à la spoliation de l'Autriche en Silésie, Napoléon III avait laissé spolier le Danemark dans les duchés de l'Elbe. Il n'y a point là une simple analogie de hasard, un parallèle d'académie. Il y a, par le renouvellement de la même politique aveugle, la réédition des mêmes châtiments. Un Bourbon a commencé; un Bonaparte a continué. Doit-on leur reprocher seulement d'avoir fait erreur sur les avantages de telle alliance plutôt que de telle autre? L'erreur est tout autre. La faute, en 1866 comme en 1740, n'a point consisté à ne pas faire l'alliance autrichienne. Elle a consisté dans le fait d'aider une puissance inférieure à devenir une puissance supérieure. C'est une seule et même loi de préservation nationale qui commandait à Henri IV d'abattre la maison de Habsbourg et à Louis XV d'empêcher la maison de Hohenzollern de grandir. Mais Henri IV et Richelieu n'aimaient que leur pays : *Patriam unice dilexere.* Ces grands hommes n'ont vu que la France; ils n'ont songé qu'à elle : Richelieu aurait envoyé le marquis de Souvré à la Bastille et Henri IV, à qui lui eût parlé du principe des nationalités, aurait répondu qu'il n'entendait point le limosin.

Mais, si l'intérêt anglais ou russe n'est que l'intérêt anglais ou russe, l'intérêt bien entendu de la France, son intérêt permanent et réel, est autre chose encore

qui est plus grand : c'est l'intérêt de la justice même dans l'histoire. Pourquoi? Comment? C'est ainsi : pour un de nous, ne pas concevoir d'autre intérêt que celui de la France n'est pas faire acte d'égoïsme. Où la France trouve son véritable intérêt, la justice trouve également le sien. Au XVIIe siècle, l'intérêt de la France, c'est la dislocation de la suprématie universelle de la maison d'Autriche. Or, cet intérêt est également celui de la pensée libre; Rocroy sera le triomphe de la liberté de conscience au traité de Westphalie. Au XVIIIe siècle, l'intérêt de la France était d'écraser dans l'œuf l'aigle de Brandebourg. Où était l'intérêt de la justice? Il était là aussi, dans le châtiment de la déloyauté et de la rapacité de Frédéric. En 1866, dans l'affaire des duchés, la cause juste était celle du Danemark : soutenir le Danemark contre la Prusse et l'Autriche était l'intérêt vrai de la France. Quand il nous arrive de méconnaître les véritables intérêts français, nous méconnaissons en même temps, par la même occasion, la cause idéale du droit; cette connexité est la gloire propre de notre pays : *Gesta Dei per Francos*. M. de Broglie, historien de la première alliance franco-prussienne, l'a compris. Il lui sera beaucoup pardonné pour l'avoir démontré aussi fortement.

31 décembre 1882.

HENRI MARTIN

Encore un cœur généreux qui a cessé de battre pour la patrie et pour la république; encore une âme robuste et vaillante qui s'éteint. Hier, le deuil de ceux qui faisaient l'histoire, Gambetta et Chanzy; aujourd'hui, le deuil de celui qui l'écrivait, Henri Martin. Les bornes qui marquent la route du progrès sont des tombeaux.

« On s'attendait de voir un auteur, dit Pascal, et on trouve un homme. » Cette pensée s'applique à merveille à Henri Martin. On cherche l'historien, et c'est le citoyen qu'on trouve. Historien consciencieux et perspicace, véritable historien par l'entente générale de son sujet, l'intelligence des caractères les plus divers, la sûreté des sources, le mépris de l'anecdote frivole, le style soutenu, Henri Martin sans doute l'a été à un degré très élevé. Si la science contemporaine a violemment ébranlé les bases de son *Histoire de France* (les deux volumes qu'il a consacrés à la Gaule avant César, à l'époque mérovingienne et même à Charlemagne), en revanche on peut citer, comme des modèles qui resteront, ses récits de la guerre de Cent ans et des guerres de religion, les chapitres sur

la politique de Richelieu, de Mazarin et de Colbert, et surtout les pages lumineuses où il résume, presque à chaque fin de siècle, le mouvement intellectuel de l'époque. Historien cependant et même chroniqueur, Henri Martin est loin du premier rang : la profondeur philosophique de Guizot, l'élégance diplomatique de Mignet, la verve militaire de Thiers, l'imagination épique d'Augustin Thierry, surtout la puissance divinatrice et créatrice de Michelet sont des dons qui lui sont étrangers. Mais, patriote, il est hors de pair parmi tous ceux, sans en excepter Michelet, qui ont travaillé depuis soixante-dix ans à révéler et à raconter la France à elle-même.

Michelet, historien, a ce héros : le peuple, — non pas la nation dans son ensemble, depuis le roi jusqu'au plus modeste ouvrier des campagnes et des villes, mais bien le peuple des travailleurs, des petits bourgeois, des hommes de lettres et des artistes, le pauvre peuple qui a tant peiné pendant quatorze siècles de monarchie et qui a fait la Révolution après la Réforme. Henri Martin, lui, est plus compréhensif. Démocrate et républicain, assurément il ne l'est pas moins que son immortel devancier, et, comme lui, jusque dans les moelles, ami du peuple. Mais le héros de son livre, ce n'est pas le seul tiers état, c'est la France même, la France tout entière et dont il ne récuse rien. Michelet, à chaque page, est l'avocat du petit contre le grand, du faible contre le fort, du serf contre le seigneur et du sujet contre le roi. Henri Martin, bien qu'il appartienne au même parti *historique*, ne peut jamais oublier que le roi et le seigneur, quelque pesante et souvent cruelle qu'ait été leur domination, sont des Français, des ancêtres français, et, comme tels, comme partie intégrante du patrimoine national, il ne les traite jamais en ennemis.

Un Français qui séjourne ou même qui voyage à l'étranger ne parle point des hommes de son pays, même de ses adversaires politiques les plus détestés, comme il en parlait chez lui ; par cela seul qu'il a franchi la frontière, il se rend solidaire de toute sa nation. Henri Martin, écrivant l'histoire de France, a toujours pratiqué ce culte jaloux de l'honneur de tous les Français ; il n'a jamais voulu que sa plume pût fournir, même pour le passé, des arguments aux ennemis ou aux détracteurs de son pays. Ce n'est point sans doute qu'il cherche à dissimuler la vérité : il est trop honnête pour être partial, et les fautes des uns comme les crimes des autres, la Saint-Barthélemy, les dragonnades et les massacres de septembre, trouvent en lui un juge sans pitié. Mais prononcer ces condamnations ne lui fait aucun plaisir, et, surtout, il respecte les gloires de tous les partis. Au fond, il les voudrait tous bons, tous animés d'un même dévouement à la sainte mère commune, et, quand il découvre des circonstances atténuantes, même à des tyrans, il en éprouve une vraie joie. Je ne fais pas seulement allusion à Richelieu, que Michelet, après Voltaire, Vigny et Victor Hugo, a jugé avec une légèreté sans excuse, et que Henri Martin a compris comme il convient, où il salue le plus grand des hommes d'État, « l'incomparable cardinal ». Mais de Catherine de Médicis il parle avec la justice réfléchie de Henri IV ; de Louis XIV avec la modération équitable et délicate de Mme de Rémusat ; des hommes de la Révolution comme ils n'ont point parlé les uns des autres ; de Napoléon comme Lanfrey n'en a point parlé. Que la France elle-même, comme toutes les nations, même les plus grandes et les plus pures, ait compté des heures de défaillance et de faiblesse, l'historien ne peut l'ignorer ; mais le fils pieux ne se chargera point

du crime de Cham, et, si on le commet sous ses yeux, il s'indigne et prend pour lui la touchante réponse du Florentin : « On ne m'a point encore appris à parler ainsi de ma mère [1]. »

Ainsi le patriotisme de Henri Martin est fait surtout de piété filiale, et son *Histoire* est le monument de cette piété. Comme il eût été un ardent patriote à chacune des époques qu'il raconte, il veut que ses lecteurs français soient fiers de la France d'un bout à l'autre de ses annales, plus fiers sans doute à ces grands jours d'enthousiasme et de gloire, jours uniques dans l'histoire du monde, qui sont les années de la Révolution, mais très fiers aussi pendant le long cycle de la royauté nationale et même aux heures tristes et sombres, alors que la France traîne le boulet du despotisme ou qu'elle tombe, versant son sang aux quatre veines, sur les champs de defaite. Henri Martin, il l'avouait lui-même, n'a renouvelé aucune période de notre histoire; il n'a réveillé aucun mort et n'a fait la lumière dans aucun tombeau. Même la seule fois où, sur les traces de Jean Reynaud, il a cru faire une découverte, celle de la religion celtique et de la philosophie des druides, il s'est trompé, et sa trouvaille était une erreur qu'il a reconnue lui-même, probité très rare chez les historiens, dès qu'elle lui fut démontrée. Mais si Henri Martin n'appartient point à cette élite des reconstructeurs et des devins, il a accompli une autre tâche qui n'est pas moins belle. Si d'autres ont rendu la vie aux grands morts de notre histoire, c'est lui qui a répandu dans les masses profondes la bonne nouvelle de leur résurrection et qui a donné la popularité aux exhumés de notre passé. Comparez l'épisode de Jeanne d'Arc chez Michelet au même épisode chez Henri Martin. Il

1. *Lorenzaccio,* acte I, sc. II.

est bien certain que la fresque admirable de Michelet est un chef-d'œuvre près duquel le tableau de chevalet de Henri Martin semble très pâle, que la science et la poésie de Michelet ont créé une Jeanne d'une beauté et d'une vérité qui défient toute comparaison. Mais cette sainte et sublime figure, qui des deux écrivains a le plus contribué à la rendre populaire, au sortir de l'ancien régime qui l'avait méconnue cruellement, et à en faire pour nous, au lendemain des Poitiers et des Azincourt de l'année terrible, « la patronne des envahis » et une déesse tutélaire de la patrie? Ce n'est pas l'historien de génie; c'est l'autre.

Michelet, même dans sa *Révolution,* n'est pas, à proprement parler, un écrivain populaire, quelle que soit sa préoccupation dominante du peuple. Il faut avoir déjà beaucoup lu et médité pour le comprendre et l'apprécier comme il le mérite. C'est par excellence un artiste, et un artiste toujours raffiné et souvent bizarre, parfois malade; il a découvert l'hystérie dans l'histoire et il en est lui-même atteint. Henri Martin, au contraire, est toujours clair et très simple, et il écrit pour les simples, malgré la forme la plus académique dont on se soit servi dans notre littérature historique depuis Pellisson. Comme ce grand paysan picard avait la santé physique, il avait la santé morale : or, le peuple aime surtout les écrivains qui se portent bien. Les abstractions, d'ailleurs, ne sont guère de son goût, et Michelet, quel que soit son réalisme d'expression, est un écrivain abstrait; il a trop savouré, de son propre aveu, le « tout-puissant lotos germanique qui fait oublier la patrie »; il a passé de trop longues années à « écouter l'oiseau de la forêt Noire [1] ». Henri Martin, lui, est

1. Michelet, *Histoire de France,* t. II, p. 65.

un vrai Gaulois, un fils authentique de la terre robuste « où semble entassée l'histoire de l'antique France » et « où il y a du vin dans le cœur [1] ». Le monde d'outre-Rhin est sans danger pour lui, et ses légendes ne l'ont jamais séduit. Ce qu'il lui faut et ce qu'il aime, c'est la réalité, la vie vivante, la vérité franche; il est bien le compatriote de la noblesse campagnarde de l'Aisne, « qui entra la première dans la grande pensée de la France [2] », des chefs des premières communes émancipées, du grand conventionnel Condorcet, des soldats sans peur et sans reproche Dumas, Sérurier et Foy. Et c'est par là, parce que « la vie nationale a toute sa densité dans sa race », c'est parce qu'il est un vrai Français de la vraie France qu'il est allé tout droit au cœur du peuple et que dans les bibliothèques populaires son histoire compte dix et vingt fois plus de lecteurs que celle de Michelet. Aussi ce sera son titre inoubliable devant la postérité, alors peut-être que son livre aura été remplacé : c'est lui, plus que tout autre, qui a contribué à rendre la France populaire chez la France. Après le terrible déchirement de 1792, un gouffre séparait la France moderne de l'ancienne France : c'est lui qui a jeté le premier pont sur cette crevasse. C'est à sa voix que la France de la Révolution s'est retournée vers la France de Louis IX, de Jeanne, de Louis XI, de Bayard, de Henri IV et de Turenne, pour reconnaître sa mère et l'aimer.

La réconciliation historique des deux France, celle d'hier et celle d'aujourd'hui, voilà l'œuvre capitale de Henri Martin, et voilà pourquoi, dès que notre pays a été malheureux, son nom a été le symbole de la

1. *Michelet*, t. II, p. 97.
2. *Ibid.*, p. 96.

religion et de la patrie. Alors que la France était abaissée, celui qui avait consacré toute une vie de travail à dresser sa statue sur le piédestal le plus élevé, celui-là est devenu pour tous comme la promesse que la France reprendra un jour sa place dans le monde et qu'elle n'a pas cessé d'être digne de tous les hommages et de tous les dévouements. Henri Martin, ce citoyen paisible et modeste entre tous, fut alors, du jour au lendemain, un homme nécessaire. Il a fallu qu'il fût maire d'un arrondissement de Paris, député à l'Assemblée nationale, sénateur, président de toutes les ligues patriotiques et démocratiques, de toutes les associations de gymnastes et de tireurs, de toutes les sociétés pédagogiques et savantes qui se sont fondées depuis douze ans dans notre pays démembré. Henri Martin présent, c'était l'assurance que l'œuvre entreprise était juste et bonne. Son patronage était un certificat qui était accepté partout et sans distinction d'opinions, ce qui ne signifie point que Henri Martin se soit détaché de son parti : il devint en effet un défenseur de plus en plus résolu de l'idée républicaine. La république, avant l'affreuse paix du 1er mars 1871 qu'il n'avait pas osé repousser, avait été l'idéal de sa jeunesse et de son âge mûr; elle lui apparut, après le sacrifice de l'Alsace-Lorraine, comme une nécessité supérieure qui devait rallier tous les bons citoyens. Il fut à l'Assemblée nationale, puis au Sénat, l'un des fondateurs de nos nouvelles institutions, sans une heure de défaillance ni de crainte et toujours confiant dans la liberté, toujours plein de foi dans la démocratie, malgré des fautes qu'il déplorait et des ingratitudes qu'il condamna avec une généreuse sévérité.

Comme il apportait en toutes choses un esprit profondément religieux, il fut un de ceux qui travaillèrent avec le plus d'ardeur à faire de la Révolution, dont la

république est la forme définitive, l'objet d'un véritable culte national. C'est sur un rapport de lui que fut rétablie la fête commémorative du 14 juillet, anniversaire de la prise de la Bastille, et que le gouvernement résolut d'élever à Versailles, pour le centenaire de 89, un monument, j'allais dire un autel ou un temple, aux auteurs de la liberté française. Il était ainsi comme un grand prêtre de la république, et il n'avait pas d'autre ambition. On lui proposa souvent des fonctions très élevées, des dignités et des honneurs : il les refusa toujours. N'avait-il pas son *Histoire de France* à achever, à corriger, à enrichir, à améliorer, à rendre plus digne de sa patrie bien-aimée? N'avait-il pas ses sociétés à diriger et tous ses jeunes gens à encourager pour le bon service de la France : gymnastes, tireurs, bataillons scolaires, instituteurs, missionnaires? N'avait-il pas cette tâche d'être toujours là, dans son désintéressement et son souci exclusif du bien public dont personne ne doutait, pour soutenir et défendre contre les attaques des factions les chefs qui combattaient au premier rang : Thiers, dans ses luttes contre la démagogie et la réaction; Gambetta, dans sa bataille pour l'établissement de la république et la restauration de la patrie; M. Jules Ferry, dans son entreprise de renouveler la France à l'intérieur en la couvrant d'écoles, et à l'extérieur en lui ouvrant de nouveaux débouchés [1]?

1. J'ai dit que Henri Martin n'avait aucune ambition personnelle; mais d'autres en eurent pour lui, et j'en citerai un exemple qui est généralement ignoré. Vers le mois de juin 1882, des bruits, que l'événement a heureusement démentis, avaient circulé dans le monde politique sur une maladie grave de M. Jules Grévy et sur la possibilité d'une vacance prochaine du pouvoir exécutif. Qui succéderait à M. Grévy? Une prévoyance élémentaire commandait de s'en préoccuper. Il y avait à ce moment jusqu'à trois ou quatre personnages qui étaient

Et telle était bien sa mission : être la conscience de la France, celui dont l'approbation voulait dire qu'il y aurait une place dans le panthéon de son histoire pour le combattant qu'il approuvait. Il y avait parfois, dans ces éloges que distribuait Henri Martin, quelque chose de naïf et de sacerdotal à la fois qui faisait sourire les sceptiques; mais comme ces éloges du bon historien étaient réconfortants pour l'homme d'État battu par la tempête qui les recevait, et comme il lui en avait une profonde reconnaissance! Ainsi Henri Martin continuait dans la politique la tâche qu'il avait entreprise dans ses livres, et tous les jours il apparaissait davantage comme l'un des plus utiles éducateurs de la nation, un de ceux qui ont le plus fait pour enseigner à tous l'amour sans limite de la France, pour rappeler sans cesse à la démocratie que les premiers républicains ne se donnaient pas à eux-mêmes le titre de républicains, qu'ils s'appelaient patriotes, et que patriotes ils étaient avant tout.

La dernière fois que j'ai entendu parler cet excellent citoyen, c'était à un banquet offert aux gymnastes de la Seine; il avait assisté dans la journée à leurs exercices, à un déploiement magnifique de force et

désignés par l'opinion, dont les chances paraissaient égales, mais dont la rivalité était une circonstance très fâcheuse : celui qui serait élu après une longue lutte ne l'emporterait évidemment qu'à une très faible majorité; ses concurrents, tous hommes importants dans la république, seraient affaiblis avec lui par le seul fait de la lutte; les intérêts de la nation ne pourraient que souffrir de ces compétitions. Gambetta, qui était l'un de ces candidats et celui qui passait pour réunir le plus grand nombre de chances, exprima alors cette opinion, que, si l'événement funeste se réalisait, il serait patriotique à tous de s'effacer devant un nom entouré d'une estime universelle, et que ce nom était celui de Henri Martin. Cette idée fut approuvée par plusieurs personnes à qui elle fut communiquée; Henri Martin n'en a jamais rien su.

d'adresse, et il en était tout heureux, tout ému, tout rassuré pour l'avenir, qu'une pareille jeunesse devait contribuer à faire aussi plein d'espérances qu'un récent passé était plein de tristesses. Il en parla longtemps dans son discours, d'une voix mâle, un peu rugueuse, où tremblaient cependant quelques larmes. Il dit qu'il faut avoir l'idolâtrie de la grandeur française, qu'on ne peut jamais faire assez pour la patrie, qu'on lui doit tout son temps, ses ambitions, son or, son sang, ses enfants; que la France est la plus grande personne morale qui soit au monde; qu'à la force qui prime le droit il faut opposer la force qui sert le droit; que l'heure de la justice finirait bien par sonner. « Ah! jeunes gens, s'écria-t-il, reprenant le mot célèbre de Voltaire, jeunes gens, vous verrez de belles choses, vous en ferez. Moi, je suis trop vieux. » Et, comme on l'interrompait, comme de toutes parts on lui criait que sa robuste vieillesse défiait les jeunesses les plus ardentes, il secoua tristement la tête, non point qu'il ait prévu assurément que sa fin fût si proche, mais parce qu'il était trop bon Français pour vouloir favoriser même d'un mot des impatiences dangereuses et qu'il jugeait, tout plein de vie qu'il fût encore, que la Terre promise était encore trop loin devant lui, qu'on n'avait pas encore assez mérité de la revoir.

Lui, du moins, il n'avait pas mérité de la voir aliénée et perdue!

22 décembre 1883.

PAUL THUREAU-DANGIN

LES CONFESSIONS D'UN ORLÉANISTE

L'Académie vient de décerner, pour la seconde fois, le grand prix Gobert à l'*Histoire de la monarchie de Juillet*, par M. Paul Thureau-Dangin, rédacteur en chef du journal *le Français*. Deux volumes, qui nous mènent de 1830 à 1836, ont paru; le troisième est annoncé. Comme cet ouvrage a été écrit dans un intérêt de parti qui n'est pas dissimulé, le moment est peut-être venu d'y relever d'instructives confessions.

M. Paul Thureau-Dangin, journaliste politique, unit à une ardente passion cléricale la haine de tout ce qui touche à la République, idées et personnes; il aime tout ce que les républicains repoussent et poursuit avec une fureur tenace tout ce qui leur est cher : c'est un adversaire implacable et dangereux. Est-ce une raison, pour ceux qui combattent le publiciste, de ne pas rendre pleine justice aux rares qualités de l'écrivain et de l'historien? Il faut avoir dans l'âme, pour nier les mérites d'un adversaire, beaucoup de fanatisme ou toute la jalouse bassesse d'un cuistre de sacristie. On me permettra de signaler dans ces deux

volumes de M. Thureau-Dangin l'un des récits d'histoire contemporaine les plus remarquables et les plus suggestifs qui aient été publiés depuis longtemps.

I

Ce n'est pas, est-il besoin de le dire? à la puissante et large école de notre Michelet que se rattache M. Thureau-Dangin; il n'appartient pas davantage à l'école de « zoologie morale » dont M. Taine est le fondateur et le maître : M. Thureau-Dangin écrit l'histoire en politique. Si l'émotion, la tragédie de la grande histoire est un sentiment qui lui fait défaut, s'il a peu de goût pour les anecdotes qui éclairent le passé, lorsqu'elles sont bien choisies, d'une lumière plus vive et plus juste que les plus savantes digressions, ce qu'il apporte en revanche dans son récit, c'est un sens des choses de l'État, une habitude et une sciences des affaires publiques comme on n'en a rencontré chez personne depuis M. Guizot. Procédant du grave et sévère auteur de *la Révolution d'Angleterre*, M. Thureau-Dangin considère, en effet, que le but et l'objet de son livre, c'est une histoire politique, et dès lors il ne fait que celle-là, ce qui est à la vérité le meilleur moyen de la bien faire. Le drame, sans doute, ne manque pas dans cette période, et plus d'un épisode essentiel tient du roman. M. Thureau-Dangin cependant passe à côté du roman comme à côté du drame sans paraître les voir; c'est d'une plume rapide qu'il résume la révolte de Lyon, l'équipée de la duchesse de Berry, l'insurrection d'avril. Peindre la sombre misère des canuts que la faim précipite dans un affreux combat sans espoir, donner à la gaillarde tentative d'une royale amoureuse un fond de tableau

de Walter Scott, suivre dans le mystère de leurs complots les républicains à la Plutarque qui succombent au cloître Saint-Merry, il ne perd pas son temps à ces écoles buissonnières. Il ne prend dans ces incidents que ce qui a trait directement à son sujet. Tant de souffrance, d'héroïsme et de sang ne l'intéresse que par l'influence exercée sur la marche générale des affaires. Il n'y cherche que la déviation apportée à la politique par ces nouveaux facteurs, car les seules évolutions de la politique lui semblent dignes de l'arrêter. S'il étudie la crise du romantisme, c'est que le romantisme littéraire déteint sur la politique. S'il expose la crise du journal *l'Avenir*, c'est que cette révolte est politique autant que religieuse. Seulement, s'il ne fait que toucher à ces scènes de tragédie, de chevalerie et d'épopée, n'allez point croire que ce soit le moins du monde par impuissance de les retracer dans le ton qui conviendrait. Non, c'est volontairement et par système. Il a prouvé dans tel chapitre, dans celui, par exemple, où il raconte la première invasion du choléra morbus à Paris, que sa plume peut devenir au besoin un superbe pinceau. Cela lui suffit, et, dédaigneux désormais de ces *effets* qu'il juge trop faciles, il est tout entier à sa passion dominante, à l'absorbante partie d'échecs dont les pions sont en chair et en os, les pasteurs d'hommes et les peuples. C'est le propre des vrais joueurs d'échecs : une fois qu'ils ont pris goût à cette savante bataille, ils ne sauraient trouver dans les autres jeux intérêt ni plaisir.

Que va donner maintenant ce parti pris de tout ramener et subordonner à la politique? Volontiers, de ce manque de curiosité et de sympathie, l'on présumerait une lecture fastidieuse et pénible. Il n'en est rien. Autant le système est étroit, autant l'exécution en est forte et variée. On s'attend à un exposé lourd

et lent, à une masse de documents mal dégrossis qui sentent d'une lieue leur doctrinaire : on trouve une narration alerte et vive, où les scènes de comédie abondent, que des portraits peints en pleine pâte décorent à chaque page, que hérissent les traits d'une pénétrante misanthropie. L'horizon de M. Thureau-Dangin est resserré; mais que de choses il y met! Dans ces dix-huit années, 1830 à 1848, il ne suffit pas, peut-être, de voir l'essai d'une monarchie franchement constitutionnelle et d'un gouvernement bourgeois; mais, étant donné que M. Thureau-Dangin, historien politique, n'y voit que cet essai, quel tour de force que de donner à cette narration parlementaire le relief du drame lui-même et la vie même du roman! Faites cette expérience littéraire, très instructive, de lire, en alternant, un chapitre de l'*Histoire de la monarchie de Juillet* et quelques pages de l'*Histoire de dix ans* : Louis Blanc, dans son brûlant pamphlet, a donné la première place aux personnages qui sont relégués au dernier rang par M. Thureau-Dangin, et ces personnages, sympathiques ou non, sont précisément ceux qui, par grâce d'état, ont le don d'amuser l'esprit, d'exciter la passion ou d'émouvoir le cœur. Les scènes sur lesquelles Louis Blanc a concentré, parfois avec artifice, une lumière éclatante qui attire et force le regard, ce sont celles que M. Thureau-Dangin résume avec une concision voulue, estompant la couleur farouche des émeutes populaires, assourdissant le tumulte sonore des faubourgs et des rues. Tout ce qui fait le tragique ou le piquant du récit, la barricade et l'alcôve, la cave du conspirateur et le boudoir, M. Thureau-Dangin l'écarte avec autant de soin que Louis Blanc le recherche. Le Parlement, les chancelleries, les académies, les bureaux de rédaction, il ne fréquente pas volontiers en d'autres lieux.

Pourtant, vous ne lirez pas M. Thureau-Dangin avec moins d'intérêt que Louis Blanc. Peut-être même, s'il vous paraît que l'historien se méprend sur sa tâche quand de la première à la dernière ligne il écrit en orateur et en avocat, n'est-ce pas à l'*Histoire de dix ans* que vous attacherez le plus haut prix. Avec Louis Blanc, vous allez au théâtre, ce qui ne laisse pas d'être divertissant. Avec le plus récent historien de la monarchie de Juillet, vous vous trouvez au faîte des plus grandes affaires, ce qui n'est pas la plus commune des distractions. Le roman d'une conspiration quand le chef des conjurés s'appelle Godefroy Cavaignac, c'est un récit qui émeut et qui passionne; mais n'est-ce rien que d'être premier ministre avec Casimir Perier?

Tout, dans la jeune monarchie, vient d'être désorganisé et déséquilibré : celui qui, depuis cinq mois, a porté le vain titre de président du conseil sans comprendre un seul des devoirs de sa charge, Jacques Laffitte, « a fait l'essai, non pas d'un système, mais de l'absence de tout système, du gouvernement par abandon [1] »; et cette politique — « si toutefois on peut appeler cela une politique » — a abouti logiquement à une misérable impuissance : la confusion dans les Chambres, car les députés ont besoin de ministres « qui apportent des affirmations [2] »; l'anarchie dans l'administration, car la politique du « laisser-aller » a fait consister « le libéralisme dans l'abdication du pouvoir »; l'émeute dans la rue, car on avait eu « pour principe de ne pas contrarier ceux dont l'irritation pouvait être gênante ». Quels remèdes apporter à tant de maux?... Suivez, jour par jour, dans sa lutte pour

1. Carrel, *National* du 11 mars 1831.
2. *National* du 13 mars.

la reprise de l'autorité nécessaire, l'homme d'airain qui affiche la courageuse volonté « d'attirer tout à lui, les affaires comme les haines [1] ». Vous avez vu, avec le ministère Laffitte, comment on perd les batailles et de quelle façon l'on déconsidère les régimes acclamés de la veille : vous allez voir maintenant comment on peut refaire les ressorts brisés du pouvoir. En restaurant un gouvernement, car « un gouvernement sans force ne saurait convenir à une grande nation [2] », Casimir Perier restera sans se contredire un homme de liberté, profondément pénétré des principes de 89, et un adversaire résolu du parti clérical. Mais si l'historien royaliste n'a pas compris que « le Système » mérite aujourd'hui encore d'être proposé en exemple, précisément parce que Casimir Perier reforgea les « armes de l'État » pour la défense et non pour la ruine de la Révolution, — il raconte, en revanche, les péripéties de cette politique avec une sûreté et une clarté qui font du lecteur plus que le témoin, un acteur même de cette fière et intrépide tentative. Vous êtes là, aux côtés du noble et brutal homme d'État, quand le général de Ségur le vient querir de la part de Louis-Philippe pour sauver la monarchie qui s'effondre et s'émiette. Vous croyez l'entendre quand, assumant la pleine responsabilité, il revendique le plein pouvoir et dicte ses conditions : le conseil se réunira chez lui, hors la présence du roi; lorsque, par exception, le conseil se réunira au château, le duc d'Orléans n'y assistera pas; toutes les dépêches lui seront remises avant d'être portées aux Tuileries. Vous l'avez sous les yeux quand il se cabre dans sa haute taille, « domine avec mépris les mi-

1. Expressions de Carrel.
2. Discours du trône du 23 juillet 1831.

sères d'une popularité de vanités et de criailleries [1] » et, sans souci personnel, prévoyant et l'ingratitude du prince qui le supporte avec impatience et la mort qui s'abattra sur lui comme un vautour, consacre tout entier au bien du pays ce don incomparable « de faire obéir les amis et reculer les adversaires [2] ». Vous êtes avec lui au ministère de l'intérieur quand il révoque les fonctionnaires infidèles qui trahissent, dont l'un est le propre aide de camp du roi [3]; dans la rue, quand il bouscule les séditions insolentes; à la Chambre, quand il se dresse à la tribune, pâli par la fièvre et la colère, pour tenir tête aux orages et pour rallier ses faibles troupes toujours prêtes à se débander. « Une question était posée : y aurait-il un gouvernement en France, ou bien la révolution de Juillet n'avait-elle compris la liberté que comme le renversement de tout pouvoir et comme le règne arbitraire des factions? » Vous assistez, avec M. Thureau-Dangin, à tout l'héroïque labeur qui donnera la solution : la France sera gouvernée. Hier, la monarchie de 1830, barque désemparée, faisait eau de toutes parts; demain, Thiers pourra écrire : « Le temps court, court à tire-d'aile; il va aussi vite dans le bien que nous l'avons vu aller dans le mal. » Et quand vous en êtes là, vous diriez presque, tant vous venez de vivre en une étroite intimité avec l'auteur de cette vigoureuse transformation : *Cujus pars magna fui.*

M. Thureau-Dangin est un historien politique d'une rare valeur, et de lui comme de son maître Guizot l'on peut dire avec vérité qu'il « écrit les affaires en homme d'État, comme on les fait [4] » : n'est-il cepen-

1. Expressions du duc Victor de Broglie.
2. Expressions de M. Vitet.
3. M. Delaborde.
4. M. Taine, *Essais de critique et d'histoire*, p. 42.

dant qu'un politique? Il ne nous coûte pas de reconnaître qu'il est davantage. Non seulement, dans cette sévère et hautaine histoire, il sait, en effet, introduire à la bonne place le détail pittoresque, le fait précis, le mot qui vole et qui frappe; mais il a encore le sens du *portrait* dans l'histoire comme ne peut l'avoir qu'un observateur de première force, élève de Saint-Simon et de Retz. Tout ce qui rampe dans une intrigue de cour s'agite dans une intrigue de couloir. Pour faire sortir de la nature humaine les plus âpres passions et les égoïsmes les plus tenaces, aucun aimant ne vaut la politique. M. Thureau-Dangin sait ces choses et il excelle à les montrer. Il est un psychologue pénétrant, habile surtout à découvrir les mobiles mesquins, les arrière-pensées basses, les vilaines causes déterminantes qu'on ne s'avoue pas toujours à soi-même; et, quand il les a devinés, homme de parti préoccupé toujours de donner satisfaction à ses rancunes, il les grossit pour l'optique du théâtre comme ferait un dramaturge. Les grossit-il outre mesure, de manière à mettre en éveil le lecteur non prévenu? M. Thureau-Dangin ne commet point de ces bévues de naïf; astucieux et point brutal, sauf de rares exceptions qui sont d'ailleurs voulues, il atteint bien plus sûrement son but : c'est le venin qu'il distille, et dans ce venin, pour le rendre mortel, il a toujours soin de mêler un grain de vérité :

> Alidor? dit un fourbe; il est de mes amis;
> Je l'ai connu laquais avant qu'il fût commis....

Voilà le procédé, et celui qui, n'ayant pas appris à connaître ailleurs les hommes et les choses de cette époque, lira d'abord l'histoire de M. Thureau-Dangin, vous ne le convertirez plus. Voyez ses por-

traits de Lafayette, de Dupont (de l'Eure), de Lamennais, de Thiers : les verrues y sont mises en pleine lumière avec un art si raffiné et une science si accomplie qu'elles ne s'effaceront plus du souvenir. « Lafayette, dont le caractère et *le cerveau* s'étaient encore affaiblis depuis les premières années de la Restauration[1].... Le général flatte les clubistes en les traitant comme ses meilleurs amis; puis, avec un mélange de finesse et de *radotage* [2].... Par *niaiserie* plus que par perfidie, il faisait et disait tout ce qui pouvait compromettre le maintien de la paix[3].... L'infatuation démocratique de Lafayette [4].... Le *pauvre vieillard* (aux obsèques de Lamarque) parut perdre le peu de tête qui lui restait[5].... » Après que M. Thureau-Dangin vous a fait passer à vous-même sous les yeux cinquante phrases de ce genre, encadrées dans un savant assemblage de faits, cherchez dans votre mémoire la noble et pure image que d'autres historiens y avaient gravée : vous ne la retrouverez plus; l'éclat en est irrévocablement terni par une ombre de démagogie sénile. — Voici maintenant Thiers : il s'agit de vous insinuer que le futur président de la République « n'a jamais été qu'un ambitieux, un égoïste », que ce jouisseur politique n'a jamais été préoccupé que de sa propre fortune. « De journaliste d'avant-garde, M. Thiers voulait passer homme d'État; las de la vie d'écrivain et d'opposant *dont il avait rapidement épuisé toutes les satisfactions, il avait soif* de mettre la main aux affaires, de dépouiller les dossiers, de faire jouer les ressorts administratifs, de donner des

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 5.
2. *Id.*, t. I, p. 10.
3. *Id.*, t. I, p. 179.
4. *Id.*, t. I, p. 31.
5. *Id.*, t. II, p. 126.

ordres au lieu d'écrire des articles, d'agir au lieu de parler. Était-ce seulement chez lui une ambition que son intelligence d'ailleurs justifiait, ou *cette impatience de posséder*, *de jouir* et de commander, fréquente chez ceux qui, partis de rien, sont les propres artisans de leur fortune? C'était peut-être plus encore une sorte de curiosité [1].... » C'est un esprit délié, ingénieux, un agent précieux et sans scrupules que l'on emploie, mais que l'on ne prend pas au sérieux et qu'on n'estime guère : « Perier se servait de lui, appréciait ses ressources d'orateur ou d'écrivain, et était bien aise de pouvoir en disposer, mais sans l'admettre au même rang ni *le traiter avec les mêmes égards* que M. Guizot et M. Dupin.... Moins impopulaire que M. Guizot, il était *moins respecté* et plus maltraité.... Le *National*, examinant, en juillet 1831, les trois grandes renommées conservatrices derrière lesquelles se rangeaient ses adversaires, nommait MM. Perier, Dupin et Guizot; il ne jugeait pas à propos de citer M. Thiers, alors moins considérable et *surtout moins considéré* [2]. » Il est versatile, ingrat; M. Thureau-Dangin le montre le protégé chéri et choyé de Jacques Laffitte, puis : « Il fit si bien qu'après la constitution du ministère du 13 mars il se trouva, grâce à une nouvelle et rapide conversion, au rang de ses plus ardents défenseurs, fort assidu auprès de Perier et ne remettant plus les pieds chez M. Laffitte [3]. » Sa probité même est suspecte aux honnêtes gens; M. Thureau-Dangin admet-il ces imputations? Non certes, mais il juge nécessaire de les répéter avec complaisance et utile de les repousser mollement, sans conviction, toujours prêt à rappeler

1. Thureau-Dangin, t. II, p. 34.
2. *Id.*, t. II, p. 37, 41.
3. *Id.*, t. II, p. 36.

cette vieille ineptie qu'il n'y a point de fumée sans feu : « M. Loève-Weimars a prétendu que M. Thiers recevait de Perier une somme de 2000 francs par mois, pris sur les fonds secrets. Cette assertion, *reproduite par d'autres*, n'a pas été, *à notre connaissance*, démentie. Toutefois ce témoignage n'a pas *assez d'autorité* pour que nous regardions le fait comme établi [1]. » Et, plus loin, avec force citations en notes, citations de la *Caricature*, de la *Revue des Deux Mondes*, du *Constitutionnel*, de la *Quotidienne*, de Henri Heine et de Mme de Girardin : « Déjà, sous les précédents ministères, nous avons eu l'occasion de marquer le caractère des attaques dont cet homme d'État était l'objet et qui mettaient en cause jusqu'à sa probité. Ces attaques ne s'étaient pas calmées depuis que M. Thiers était devenu membre du gouvernement : bien au contraire. On l'accusait ouvertement de tripotages, de concussion, de vol. C'était pure calomnie; *malheureusement* le défaut de tenue du jeune ministre, *sa hâte de jouir, la promptitude de son luxe*, un fond de gaminerie qui allait parfois jusqu'au scandale, *aidaient à cette calomnie*. Il n'avait pas su par sa vie forcer le respect comme M. Guizot et le duc de Broglie. *Ajoutez* les prétextes fournis aux adversaires par cet entourage, *trop peu scrupuleusement accepté*, qui devait être jusqu'à la fin la faiblesse de M. Thiers [2].... »

Et de même pour tous les autres qui ne font pas partie de la petite Église, patriotes ou libres penseurs, républicains ou simples gallicans. Il ne leur prête pas des vices imaginaires, ce qui serait sottise; mais il aperçoit chez tous, avec une sûreté de regard qui est celle d'un oiseau de proie, le défaut de la cuirasse; il

1. Thureau-Dangin, t. II, p. 37.
2. *Id.*, t. II, 270.

s'y précipite, l'élargit de ses griffes, et vous ne voyez plus que le défaut, que la fissure qu'il rend pareille à une crevasse. Si ces portraits étaient des caricatures, on s'en amuserait et on les oublierait; mais ce sont bel et bien des portraits, hélas! malgré leurs injustices, et jamais psychologue n'aura exploité avec plus de science, pour servir des intérêts de parti, les infirmités de l'espèce humaine.

Dans le même ordre d'idées, avec les mêmes préoccupations et les mêmes procédés perfides, c'est un metteur en scène d'une singulière habileté. Écrivant pour prouver, non pour raconter, — et je ne l'en blâme pas, car tous ceux qui traitent de l'histoire contemporaine de leur pays sont, qu'ils le veulent ou non, condamnés à poursuivre une démonstration, — M. Thureau-Dangin sait si bien ce qu'il veut prouver, le but qu'il s'est proposé est si clair dans son esprit, qu'il n'y a pas une page, pas une ligne dans son ouvrage qui ne soit un élément de la conclusion qu'il veut imposer au lecteur. Conclusion juste? conclusion fausse? ce n'est point la question. Ce n'est pas le bien ou le mal fondé d'une théorie qui fait le plaisir de la lecture; l'attrait plus ou moins vif d'un livre, surtout d'un livre d'histoire, c'est le talent et la science de l'historien. Or, ici, ce qui manque, ce n'est ni la science ni le talent. Ayant réuni des matériaux toujours solides et souvent précieux par l'inédit, il n'y prend que les faits topiques, les incidents qui marquent, les détails lumineux. Comme tant d'autres qui trouvent le procédé plus commode, il ne vous fait pas assister à son travail; il vous en apporte les résultats mis en ordre, groupés avec art, ainsi assemblés que de la seule narration, sans qu'aucun commentaire soit nécessaire, sorte l'impression même qu'il veut produire sur vous. C'est M. Thureau-Dangin qui parle,

mais ce sont les événements qui ont l'air de parler. Il plaide — et quelle cause difficile! Mais c'est à l'enchaînement des faits qu'il semble avoir abandonné le soin de fournir la preuve. Est-ce qu'il altère les faits? est-ce qu'il dénature les événements? En aucune façon. Il s'est contenté de distribuer la lumière et l'ombre selon ses sympathies, qui sont rares, ou ses haines, qui sont variées et implacables. Comme ses portraits, ses tableaux sont vrais dans le détail sans l'être par l'ensemble. Le détail cependant est-il choisi au hasard? son récit est-il une simple collection de faits divers quelconques? Non pas. Le détail étant toujours juste et précis, incontestable, le récit n'est que plus troublant. Avez-vous vu le sapin du trône? le velours du trône et ses dorures ne vous inspirent plus le même respect. M. Thureau-Dangin vous montre, lui, les bas côtés des révolutions, les désordres, les souillures, les vaines déclamations, les appétits, les vénalités, les intrigues, toutes choses exactes d'ailleurs, toutes choses vraies, et la gloire même des plus beaux mouvements populaires en est obscurcie à vos yeux. Quand on veut savourer un mets, il ne faut pas en avoir suivi de près la cuisine : M. Thureau-Dangin vous montre la cuisine des mets dont il veut vous dégoûter. Prenez un même épisode chez lui et dans l'histoire de Louis Blanc : les documents sont souvent les mêmes, le tissu pareil, le récit presque parallèle. Mais la mise en scène est différente, et, par conséquent, les impressions produites sont diamétralement contraires. La première visite du duc d'Orléans à l'Hôtel de Ville, par exemple, c'est bien dans l'*Histoire de dix ans*, selon la formule d'Odilon Barrot, « le sacre de Reims de la monarchie de 1830 ». Chez M. Thureau-Dangin, au contraire, qui pourtant a suivi pas à pas le récit de Louis Blanc,

c'est une scène d'amère comédie aristophanesque où le peuple paraît hideux et où le futur roi, que l'historien clérical a voulu punir de sa bonhomie démonstrative et de ses caresses démocratiques, n'est qu'un démagogue couronné. La pensée intime est celle-ci : Vous êtes prince et vous recherchez les applaudissements de la foule : quelle bassesse! quelle trahison! Mais M. Thureau-Dangin se garde bien de dire tout haut sa pensée; il tire seulement les ficelles de manière à ce que cette conclusion devienne la vôtre. Quand il finira par citer le mot fameux sur « l'avilissement des camaraderies révolutionnaires et la prostitution de la royauté devant les républicains », le mot ne vous choquera pas : le savant et perfide récit vous y aura préparé.

Pareillement, quand M. Thureau-Dangin veut produire sur vous une impression favorable, il sait mieux que personne jeter un voile pieux sur les vices ou les imperfections qui pourraient arrêter votre sympathie. On n'escamote pas les difficultés avec plus de prestesse. Une seule fois, dans les deux volumes qui ont paru, la mesure est dépassée : c'est quand il se contente de mentionner *en note* la mort du prince de Condé et d'écarter d'un mot d'affreux soupçons; cette note-là, trop sommaire, est maladroite; elle est plus terrible dans sa concision embarrassée que le long réquisitoire de Louis Blanc : qui fuit ainsi un inévitable débat accuse et charge ceux qu'il veut disculper et qui étaient sans doute innocents. Mais cette bévue n'est pas répétée. Pour noircir Thiers, M. Thureau-Dangin ne l'a pas montré tout noir; pour blanchir Guizot, il ne le montrera pas tout blanc. Quelques légères réserves, au contraire, réserves qui n'entament pas, qui effleurent à peine, donnent l'illusion d'un auteur qui se pique avant tout d'impartialité.

Enfin, si la pensée est forte et partout sûre d'elle-même, le style qui l'habille n'est pas moins vigoureux et précis. C'est bien la langue ferme et souple qui convient aux grandes affaires, par conséquent à l'histoire, et dont le secret se fait de plus en plus rare depuis un quart de siècle. Je ne connais pas de récit d'histoire contemporaine dont le dessin soit plus net, plus exact, plus solide. De temps à autre une phrase d'une cruelle et incisive ironie relève d'une note brillante la sobriété générale. Quand il le faut, M. Thureau-Dangin est éloquent, mais alors, comme il convient, de cette éloquence contenue dont l'effet est d'autant plus sûr qu'elle se retient davantage. Ah! le fier talent et la vilaine cause!

II

Le livre de M. Thureau-Dangin abonde en renseignements précieux sur l'histoire de la monarchie de Juillet; il n'est pas moins instructif à un autre égard. Si vous tenez à savoir exactement quel est, à cette heure, l'état d'esprit du parti orléaniste, prenez cette histoire : plus que les polémiques courantes, où les hypocrisies et les réticences abondent, elle vous édifiera. Le jugement qu'un politique porte sur le passé, c'est le plus sûr *criterium* de son opinion sincère sur le présent. Rappelez-vous les récits orléanistes d'autrefois, *les Trois glorieuses*, *le Roi des barricades*, — Louis-Philippe a accepté vingt dédicaces portant cette suscription, — *la Meilleure des républiques*, tout le règne chanté sur l'air de *la Parisienne*; et lisez M. Thureau-Dangin après vous être ainsi rafraîchi la mémoire. Vous pourrez mesurer alors quel chemin le parti orléaniste a parcouru en arrière. Tout ce qu'il vantait

hier, il le décrie aujourd'hui; tout ce qu'il honorait, il le renie; depuis Canossa, l'on n'a pas assisté à pareille pénitence.

Dès la première page du récit, la contrition commence : M. Thureau-Dangin ne raconte pas les journées de Juillet. Ces journées, que la littérature officielle d'un long règne appela « les trois glorieuses », à qui fut érigée la colonne de la Bastille et dont le roi Louis-Philippe célébra l'anniversaire pendant dix-sept années, l'historien orléaniste les passe sous silence. Il est, dit-il, « pressé, poussé par les événements; il doit aller de l'avant; un autre sujet le sollicite [1] ». En bon français, il rougit du berceau de la royauté nouvelle. L'empire n'osa point, par une dernière pudeur, mettre le Deux-Décembre au rang des solennités d'origine. Le parti orléaniste, dominé par l'esprit légitimiste et clérical, n'a pas moins honte aujourd'hui des journées de Juillet. Le bénéfice du silence est tout ce que peut leur accorder M. Thureau-Dangin; puis, pour bien marquer la signification de ce silence, quand il ne peut se dispenser de nommer au passage cette révolution juste et pure entre toutes, il l'appelle « émeute », « l'émeute anonyme », « l'émeute suscitée par les Ordonnances [2] ». Il ne cache pas, d'ailleurs, le regret que lui cause la défaite de l'armée royale, « trop faible et mal commandée », et il s'avoue inconsolable « du malheur de la rupture avec la royauté légitime ». Plus tard, dans la suite du récit, dès qu'il peut salir par des phrases enfiellées le triomphe du peuple ou le caractère des hommes qui servirent sa cause, il s'en donne à cœur-joie. « Maîtres avinés et en haillons [3] », « armée gro-

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 1 et 2.
2. *Id.*, t. I, p. 3.
3. *Id.*, t. I, p. 24.

tesque et hideuse [1] », « foule où domine l'homme du peuple portant sur l'épaule l'arme de hasard dont il s'est muni pour l'émeute [2] », « figures sinistres [3] » : c'est ainsi que M. Thureau-Dangin décrit le peuple que M. Guizot appelait dans un acte officiel « une population de héros [4] ». Cette phrase, aussi bien, et quelques autres pareilles sur « la grandeur et la simplicité de la révolution », sur les rues de Paris qui avaient été « le plus beau des champs de bataille », M. Thureau-Dangin ne les pardonne pas à M. Guizot; elles ne lui répugnent pas moins, à ce réacteur implacable, que les poignées de main du roi aux gardes nationaux qui de leur sang lui avaient conquis un trône. Chaque fois que Louis-Philippe embrasse Lafayette ou serre la main d'un combattant de Juillet, l'écrivain orléaniste ne peut cacher un mouvement de colère et de dégoût. Il se fait le vengeur de la dignité royale contre le roi lui-même. Goûtez, je vous prie, l'aristocratique et haineux parfum de phrases comme celles-ci : « Plusieurs pressent la main que le prince leur tend et le font peut-être moins par sympathie que pour *le plaisir d'abaisser la royauté jusqu'à eux dans cette familiarité si nouvelle* [5]. » — « Il n'était pas (le 9 août, jour de la proclamation du nouveau roi), il n'était pas jusqu'à la forme peu respectueuse des témoignages de dévouement et d'enthousiasme, *aux poignées de main que le prince dut*, en quittant le banc, *subir de la part des députés et même des gardes nationaux*, qui ne fissent sentir l'atteinte portée à la

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 28.
2. *Id.*, t. I, p. 18.
3. *Id.*, t. I, p. 14.
4. Préambule de la loi destinée à accorder des récompenses aux victimes de la révolution de Juillet.
5. Thureau-Dangin, t. I, p. 18.

dignité royale [1]. » — « Aux postes (du palais), des volontaires déguenillés, les bras nus; leurs camarades assis ou vautrés dans les salles et sur les escaliers, y recevant leurs amis, buvant et jouant, *ressemblant moins à une garde qu'aux gens contre lesquels on se fait garder*.... Le prince, avec sa noble et brillante famille, paraît au milieu de cet étrange chaos, le sourire aux lèvres, la main tendue; il ne paraissait avoir, en place des honneurs ordinaires rendus aux souverains, que l'obligation d'obéir aux caprices de la foule et d'en subir les familiarités, *toujours insolentes alors même qu'elles n'étaient pas hostiles* [2]. » — Je ne m'arrêterai pas à ce que de tels dédains, vingt fois répétés, témoignent d'étroitesse et de sécheresse de cœur : le *snobisme* du roturier qui se pique d'en remontrer ainsi au roi de France n'est rien par lui-même; mais quel indice de la façon dont on pense et parle autour de lui!

L'origine populaire de la monarchie de Juillet est pour ce régime, aux yeux de M. Thureau-Dangin, une ineffaçable souillure; il ne la raconte pas, il la désapprouve en la supprimant de son récit : que ne donnerait-il pour la supprimer de l'histoire? Après avoir rappelé que le duc d'Orléans en a été « réduit à recevoir, *en place de Grève*, l'accolade de Lafayette », avant d'avouer, le rouge au front, que Louis-Philippe s'abaissa à louer, dans son discours du 3 août, le « courage héroïque de Paris », M. Thureau-Dangin se soulage dans ce doux rêve rétrospectif : « N'eût-il pas mieux valu, au prix peut-être d'une lutte violente et incertaine, faire tout de suite la monarchie sans et même contre le parti révolutionnaire, que la faire

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 41.
2. *Id.*, t. I, p. 42.

avec son agrément, habilement surpris, à la vérité, mais singulièrement compromettant? L'œuvre était-elle impossible[1]? » La trahison eût été abominable; la tentative eût été féroce, digne d'un Bonaparte : M. Thureau-Dangin ne s'en préoccupe point. Y avait-il des chances? toute la question est là. Ah! le grand dommage que ces chances n'aient pas existé!... Tristement, puisque le duc d'Orléans a préféré la consécration de l'Hôtel de Ville à de nouveaux massacres, l'historien poursuit le tableau des humiliations de la nouvelle royauté. Tout ce dont les orléanistes libéraux d'autrefois louaient Louis-Philippe, l'orléaniste clérical d'aujourd'hui le lui reproche avec amertume. A ceux qui parlaient de la Charte, des garanties réclamées par l'opinion, le lieutenant général dit un jour : « Ah! on ne m'en demandera jamais autant que je suis disposé à en donner! » Cette parole si honorable, pour peu qu'on la suppose loyale, indigne M. Thureau-Dangin comme une bassesse [2]. — Ne perdez pas un mot de ce récit : « Il fut décidé que le roi s'ap-
« pellerait « roi des Français », et non plus « roi de
« France ». On répudia ces formules antiques : « Par la
« grâce de Dieu, l'an de grâce de notre pleine puis-
« sance », etc. — Il avait paru d'abord naturel que le
« duc d'Orléans prît le nom de Philippe VII; mais cette
« façon de se rattacher à la longue ligne de nos rois
« offensait les susceptibilités bourgeoises de M. Dupin
« et l'infatuation démocratique de Lafayette. Alors fut
« imaginé le nom de Louis-Philippe; et le prince écrivit
« lui-même à Lafayette, en lui annonçant cette déci-
« sion : *You have gained your point*. Singuliers monar-
« chistes qui oubliaient qu'une monarchie trouve force

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 23.
2. *Id.*, t. I, p. 32.

« et honneur à remonter dans les siècles écoulés et « qu'une royauté sans passé est bien près d'être une « royauté sans racine [1] ! » — M. le duc Albert de Broglie n'ayant pas le même genre d'infatuation que Lafayette, ni M. Lambert de Sainte-Croix les mêmes susceptibilités que M. Dupin, le petit-fils de Louis-Philippe Ier prend aujourd'hui le nom de Philippe VII. Quand M. Thureau-Dangin fait ainsi le procès de ces *singuliers monarchistes,* Dupin, Thiers, Molé, Rémusat, Guizot, on voit donc qu'il est autorisé et couvert. — Le milliard des émigrés (dont cependant le duc d'Orléans avait eu sa part) avait été pour les orléanistes de la première manière un sujet de scandale; ceux de la seconde manière le trouvent fort bon. Ce qui les révolte, en revanche, c'est que « le gouvernement de 1830 se soit honoré de célébrer la mémoire du 14 juillet 1789, première émeute d'où tant d'autres étaient sorties, et ait accordé une pension de 500 francs aux vainqueurs de la Bastille justifiant de leur coopération à cette œuvre misérable [2] ». — La résistance du ministère du 13 mars aux empiétements du clergé, la dispersion des trappistes de La Meilleraye, le Panthéon rendu au culte des grands hommes, tout cela devient « les faiblesses de la politique de Perier ».

Si quelque chose a fait honneur à la monarchie de 1830, c'est de s'être revendiquée constamment de la Révolution : M. Thureau-Dangin en hausse les épaules, plaisante les « illusions de 1789 [3] », reproche au roi le « crime » de son père Égalité et s'indigne quand les 221 abrogent la loi d'exil contre les régicides. En rouvrant à des hommes qui s'appelaient Grégoire et Lakanal les portes de la patrie, « qui sait si les

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 40.
2. *Id.*, t. II, p. 53.
3. *Id.*, t. I, p. 80.

hommes de 1830 n'ont pas affaibli, dans la conscience publique, l'idée de l'inviolabilité de la personne royale, et quelque peu contribué à créer les sophismes d'où sortirent bientôt tant de tentatives meurtrières contre Louis-Philippe [1]? »

Et ainsi de suite à travers un récit de sept cents pages : à chaque ligne, l'orléanisme clérical désavoue et condamne l'orléanisme libéral. Hier, on se flattait d'être le fils aîné de la Révolution; on veut aujourd'hui passer fils aîné de l'Église. S'il existe encore quelque part un vieux philippiste de l'ancienne école et s'il lit M. Thureau-Dangin : « Quel est ce carliste? » dira-t-il.

Et c'est bien un homme, en effet, de l'ancien régime, et la cause qu'il défend est bien la revanche contre la Révolution, la revanche de l'ancienne France contre la France nouvelle. Dans sa haine de tout ce qui est émancipation, réformation, élargissement de la pensée humaine, affranchissement d'une démocratie qui prend enfin sa place au soleil, on ne sait pas jusqu'où reculerait M. Thureau-Dangin. Il est de ceux que n'étonne ni ne scandalise le mot d'une femme de qualité à un garde des sceaux de 1816 : « Eh bien, monseigneur, il paraît qu'on va nous rendre nos anciens supplices! » — « A la fin du XVIe siècle, écrit-il, si troublés que fussent les esprits, si ébranlées que fussent les institutions (par la Réforme), *la Révolution n'avait pas encore renversé tous les principes* et toutes les traditions; l'idée royaliste subsistait entière; l'orgueil républicain n'avait pas remplacé le sentiment de respect qui est la condition nécessaire de toute monarchie [2]. » Un évêque, un baron féodal du moyen

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 92.
2. *Id.*, t. I, p. 101.

âge ne sentirait et n'écrirait pas autrement. La Révolution a renversé tous les principes! C'est ainsi que s'exprime, dans ce dernier quart du XIXe siècle, à la veille du centenaire de 1789, le rédacteur en chef du principal moniteur du parti orléaniste, l'historien officiel, breveté, de la monarchie de Juillet. Et personne ne proteste autour de lui. Pour lui, pour ses amis convertis, la Révolution est l'œuvre de Satan. « Louis-Philippe, disait un jour M. Guizot [1], avait pour la République les sentiments que certains peuples de l'Asie ont pour le démon : il la considérait un peu comme un être malfaisant, qu'il faut flatter et se rendre favorable, mais qu'il ne faut pas combattre. » Pour le dernier historien de Louis-Philippe c'est la Révolution elle-même qui est le démon; mais il la combat à visage découvert et ne la flatte pas. Les orléanistes de la première manière avaient-ils tous, au fond du cœur, le culte de la liberté qu'ils professaient bruyamment? Il est permis d'en douter; mais au moins leur hypocrisie était-elle un hommage, hommage à la Révolution d'abord, hommage surtout au sentiment public qui n'eût pas compris alors qu'on pût contester les « immortels principes ». On juge aujourd'hui qu'il n'en est plus de même. Comme le roi vieilli à Claremont, une fraction considérable de l'opinion a, paraît-il, « perdu beaucoup de ses illusions sur 89 [2] »; ce qu'on murmurait tout bas, on le dit tout haut. Grave indice que cette audace et qui fait découvrir d'un regard tout le terrain qui a été perdu. La bourgeoisie, les classes moyennes, les classes lettrées étaient, avant 1848, le noyau de l'armée qui défendait la Révolution contre les atta-

1. Conversation avec Senior.
2. *Essais de critique et d'histoire*, t. I, p. 80.

ques offensives de l'Église et de l'ancien régime. Depuis un quart de siècle, que de désertions dans ces rangs! S'en prendre à la Convention, quel lieu commun! C'est aux principes premiers qu'on en veut, et on le dit. Opposer 89 à 93, la belle affaire! C'est le XVIe siècle qu'on oppose au XIXe, et encore n'est-ce pas la fin du XVIe siècle, que les mécréants de Genève et d'Augsbourg avaient déjà trop profondément troublé; c'en est le commencement, alors que l'esprit catholique et monarchique subsistait encore tout entier.

Aussi bien l'affaire capitale n'est-elle pas, pour M. Thureau-Dangin, la forme du gouvernement. Certes il est royaliste; mais, bien avant de l'être, il est catholique. L'autel d'abord; le trône ne vient qu'ensuite. Nous l'avons entendu reprocher avec amertume à Louis-Philippe ses concessions à l'esprit démocratique; les concessions du roi à l'esprit philosophique sont blâmées avec encore plus de sévérité. S'il s'élève avec tant de passion contre la revision de la Charte, acte qui « amoindrit et abaissa la royauté », qui « fit largesse de ses droits aux mauvais instincts populaires [1] », c'est un peu à cause du préambule, qui insiste sur « le caractère électif et contractuel de l'*établissement* nouveau », c'est beaucoup parce que la commission substituait, pour la religion catholique, la qualification de « religion professée par la majorité des Français » à celle de « religion de l'État [2] ». — Il a raillé la simplicité bourgeoise de la cérémonie du 9 août 1830; mais il s'indigne que, « dans la solennité du couronnement, contrairement à l'usage universel, aucune part n'ait été faite à la religion [3] »; même « en

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 31.
2. *Id.*, t. I, p. 35.
3. *Id.*, t. I, p. 215.

pays protestant, la religion n'est pas exclue de pareilles cérémonies ». — Il reproche, non sans raison, au ministère Laffitte sa politique de laisser-aller; mais, s'il pousse sa réprobation jusqu'à prétendre « qu'aucun ministre n'a laissé une mémoire plus universellement flétrie que celle de M. Laffitte », c'est que l'ami de Béranger était libre penseur et qu'il a pratiqué une politique résolument anticléricale. — La marée montante de la démocratie l'effraye et lui répugne; mais le progrès de l'irréligion dans la bourgeoisie d'alors, cette plaie dépasse toutes les autres. « Au dire des contemporains, rien n'était plus rare qu'un homme du monde s'avouant chrétien. La rencontre d'un jeune homme dans une église, a dit M. de Montalembert, produisait presque autant de surprise et de curiosité que la visite d'un voyageur chrétien dans une mosquée d'Orient. Dans la ville que j'habitais, raconte un autre témoin, il y avait sans doute d'honnêtes gens; il n'y avait pas un homme, à ma connaissance, pas un, ni fonctionnaire, ni professeur, ni magistrat, ni vieux, ni jeune, qui remplît ses devoirs religieux [1]. » Aucune constatation ne l'attriste ni l'irrite davantage, et les épithètes les plus dures : « scènes hideuses, passions impies et sacrilèges, spectacle indécent », se multiplient sous sa plume. « Aucun signe qu'on fût dans une société chrétienne! » Les Chambres retirent l'allocation des cardinaux et réduisent le traitement des évêques; les curés ou desservants qui ont fait acte d'hostilité sont frappés dans leur traitement; la messe du Saint-Esprit est supprimée et les crucifix retirés des salles d'audience [2] : quels attentats que tous ces actes concordataires! C'est une chose pitoyable qu'un

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 212.
2. *Id.*, t. I, p. 214.

souverain qui consent à abolir l'hérédité de la pairie; mais un roi qui « s'attache à ne faire aucune manifestation extérieure du christianisme [1] », un gouvernement qu'on peut féliciter de « ne pas faire le signe de la croix », quelle honte peut égaler celle-là! Évidemment « la raison humaine est dévoyée [2] ». M. Thureau-Dangin ne se sent rassuré que le jour où, pour combattre « l'irréligion qui domine dans les classes dirigeantes [3] », paraît le premier numéro de *l'Avenir*. Le pieux journal combat avec rudesse la monarchie de Juillet; mais qu'importe? N'est-ce pas lui qui, le premier, donne le programme d'un parti catholique : « Dieu d'abord [4]! » N'est-ce pas lui qui, le premier, poussera le cri de la liberté d'enseignement, « ayant ainsi l'honneur d'ouvrir une campagne qui devait être si glorieuse et si profitable »?

Est-ce clair? M. Thureau-Dangin nous a prévenus, dans sa préface, que la monarchie de demain ne devra pas copier aveuglément le passé [5]; or, nous savons maintenant ce qu'une plume autorisée prescrit par avance de ne pas imiter : tout simplement, ce que ce passé avait de bon.

III

« Tout indique que Dieu réserve à la France la chance inestimable de recommencer l'épreuve malheureusement troublée en 1830, violemment interrompue en 1848 [6]. » On a vu ce que M. Thureau-

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 215.
2. *Id.*, t. I, p. 243.
3. *Id.*, t. I, p. 256.
4. *Id.*, t. I, p. 249.
5. *Id.*, t. I, préf., p. 4.
6. *Id.*, t. I, préf., p. 6.

Dangin propose de retrancher de l'expérience : « pour ne pas se briser aux mêmes écueils, ayant la carte exacte des précédentes navigations et des premiers naufrages », il ne veut de liberté que pour l'Église, il refoule la démocratie comme un troupeau, il donne le mot d'ordre : « L'esprit de 89, c'est l'ennemi. » Il faut voir à présent, par quelques exemples, ce qu'ont été, d'après l'historien orléaniste lui-même, ces années qu'on nous vante comme ayant été « honorables et bienfaisantes entre toutes », « années de liberté réglée, de paix et de dignité extérieure, de fécondité intellectuelle et de prospérité économique [1] ».

On les oppose sans cesse, ces années, dans les polémiques de la presse réactionnaire, aux années « néfastes, honteuses, abominables », de la troisième république. Soit; acceptons la comparaison. Je vais prendre les accusations que l'opposition dite conservatrice porte le plus souvent contre la république, les reproches accoutumés dont elle accable les républicains. Accusations fondées ou controuvées, reproches justes ou injustes? La question est ailleurs; je veux montrer seulement que ces mêmes accusations, M. Thureau-Dangin les porte contre la royauté de son choix et que Louis Blanc lui-même, poursuivant de sa haine la monarchie de Juillet et les philippistes, ne les a jamais établies avec plus d'évidence que le rédacteur en chef du *Français*.

J'ouvre, matin et soir, *le Français*, *le Soleil*, *le Figaro*, *le Moniteur* : « La république, c'est l'anarchie, la ruine des affaires, la faillite, la mort du crédit; sous la monarchie, il n'en était pas de même. »

Consultons M. Thureau-Dangin : « Plusieurs semaines s'étaient écoulées depuis la révolution : le désordre

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 11.

persistait, et le gouvernement semblait toujours incapable d'y mettre un terme. Il en résultait un état croissant de malaise, de défiance et d'insécurité, dont souffrait le moral de la nation comme ses intérêts matériels. Point d'affaires. Si les boutiques s'étaient rouvertes, les clients n'y revenaient point. Les ouvriers n'avaient pas d'ouvrage. Les faillites se multipliaient et atteignaient les maisons les plus honorables [1]. » Ceci aux mois de septembre et d'octobre 1830. — Passons à l'année suivante : « Partout la désorganisation politique et administrative ; un ministère impuissant et méprisé; la sédition presque quotidienne à Paris et en province, si bien que M. Duvergier de Hauranne pouvait dire à la tribune : « Les émeutes ont succédé « aux émeutes ; on dirait qu'elles sont devenues l'état « habituel de notre ordre social » ; la détresse croissante de l'industrie et du commerce, les faillites multipliées dans des proportions inouïes; les classes ouvrières en proie aux souffrances comme aux tentations du chômage ; le crédit public de plus en plus gravement atteint, la résistance à l'impôt devenue générale, le déficit mensuel s'élevant à plusieurs millions, le Trésor à la veille de cesser ses payements [2]. » (Mars, avril 1831.) — Et de même, d'avril à septembre : « L'émeute est permanente » ; tous les jours, « rassemblements et promenades accompagnés de chants factieux, bris de réverbères, sacs de boutiques, attaques à main armée contre les agents de la force publique, assauts de la foule contre l'hôtel d'un ministre et le palais du roi.... Étrange vie que celle du Paris d'alors, sous cette menace presque constante! A tout moment, il était interrompu dans ses affaires et dans

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 102.
2. *Id.*, t. I, p. 197.

ses plaisirs; les boutiques se fermaient à la hâte; le tambour promenait, à travers les rues, la batterie fiévreuse et lugubre du rappel [1]. » — 1832, c'est l'année du choléra : la république, c'est entendu, est responsable des moindres épidémies; la monarchie ne l'est d'aucune. C'est encore l'année des séditions de la Vendée et du Midi, de l'insurrection du cloître Saint-Merry. On continue, écrit M. Thureau-Dangin, « à ne pas prendre le gouvernement au sérieux [2] », et, quant à la nation, « sa maladie morale paraissait encore plus digne de pitié que le mal physique [3] ». — 1833 : un cabinet énergique, présidé par le duc de Broglie, est aux affaires : « Le pays entrait-il donc définitivement en possession de ce repos tant désiré? Les émeutes étaient-elles aussi *mortes* que le proclamaient M. Guizot et le *Journal des Débats*? Hélas! l'événement devait bientôt donner un démenti à cette trop prompte satisfaction. Au moment même où la session de 1833 se termine dans ces illusions, l'agitation révolutionnaire recommence; les émeutes reparaissent imminentes; le gouvernement et les Chambres vont être contraints de nouveau de se vouer principalement à la lutte contre le désordre, *lutte plus violente que jamais* et qui les absorbera encore *pendant trois années*. » Ces trois années, avec les insurrections d'avril et la machine infernale, nous mènent à 1836, où s'arrête, momentanément, le récit de M. Thureau-Dangin.

Je reprends, dans les journaux déjà nommés, le réquisitoire contre la république actuelle : « C'est un gouvernement d'odieuses persécutions; la religion est outragée, les prêtres maltraités! Qui nous rendra la monarchie? »

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 416.
2. *Id.*, t. I, p. 153.
3. *Id.*, t. I, p. 103.

Rouvrons notre histoire, écoutons M. Thureau-Dangin : « Quand le combat fut fini et le nouveau gouvernement installé, la religion ne trouva pas pour cela paix et sécurité. « A cette époque, écrit le feu duc de Broglie, commençait la chasse aux robes noires et aux chapeaux clabauds, aux jésuites, aux capucins, aux Frères de la doctrine et jusqu'*aux pauvres sœurs de la Charité*; les processions étaient poursuivies à coups de pierre, les croix de mission culbutées et traînées dans la boue; il ne faisait pas trop bon à un évêque de sortir de sa cathédrale.... *Pas un prêtre n'eût osé se montrer dans la rue en soutane.* Il suffisait parfois qu'un passant eût une redingote de couleur sombre pour être insulté; s'il se plaignait : — « Ah! « pardon, lui répondait l'insulteur; je vous prenais pour « un prêtre. » Suspectés dans leurs moindres démarches, à la merci des dénonciations les plus niaises, des perquisitions les plus arbitraires, les curés étaient trop souvent poursuivis, arrêtés sans raison. Le plus absurde soupçon suffisait à la foule ou à la garde nationale pour venir troubler violemment les exercices religieux dans l'intérieur même des temples. La désolation était telle (1831), que, dans plus d'un diocèse, les curés effrayés et découragés songeaient à quitter leurs paroisses, et tous leurs évêques devaient les en détourner [1]. » — Rien de tel s'est-il vu depuis quinze ans? Mais poursuivons : « Chaque théâtre a dû ajouter à son magasin de costumes et d'accessoires un assortiment complet de robes de cardinaux, de rochets, de soutanes, de surplis, de frocs, de croix, de bannières d'églises. On fait parader sur les tréteaux d'une scène bouffonne les saints, les anges, la cour céleste tout entière, traitant à peu près les vérités chrétiennes

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 207.

comme, de notre temps, les auteurs d'opérettes ont parodié les légendes de la mythologie [1]. » Et, plus loin, sous le ministère Perier : « Beaucoup de maires faisaient installer dans l'église un buste de Louis-Philippe aux messes pour l'anniversaire des journées de Juillet; d'autres prétendaient diriger l'office à leur fantaisie, faisaient étouffer par des roulements de tambour la voix du curé, chantaient la *Parisienne* ou la *Marseillaise* au moment de l'élévation, et, en plus d'un endroit, le populaire ainsi échauffé terminait la pieuse cérémonie en saccageant le presbytère [2]. »

Autre série de griefs sans cesse ressassés aujourd'hui : c'est sur le fumier de la république qu'a poussé la pornographie. Écoutons l'historien de la monarchie de Juillet : « Cette obscénité devait persister plusieurs années avec une répugnante monotonie; en 1835, le duc de Broglie, à la tribune de la Chambre des députés, pourra encore montrer l'étranger qui arrive à Paris « obligé de tenir les yeux baissés vers la terre pour ne pas apercevoir cet étalage d'obscénités dégoûtantes, de turpitudes infâmes, de sales productions, dont les personnalités offensantes ne sont pas le pire, mais le moindre scandale [3] ». Ailleurs : « Le drame marchait chaque jour plus avant dans la boue et le sang, parlant l'argot et blasphémant, trichant au jeu, volant à main armée, assassinant. L'enfance même n'était pas respectée. Tel vaudevilliste trouvait piquant de représenter le dortoir où paraissaient, en chemise, les jeunes filles de la maison de la Légion d'honneur à Saint-Denis. L'impureté, cynique ou raffinée, régnait en maîtresse sur la scène, et le respect de nos lecteurs

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 211.
2. *Id.*, t. II, p. 83.
3. *Id.*, t. I, p. 425.

nous empêche d'indiquer, même d'une façon voilée, quelles furent alors ces audaces. On était sur la voie qui avait conduit les Romains à brûler un esclave et à violer une femme sur la scène [1]... » Notez encore ces phrases : « C'est une débauche et une enchère de violence, de scandale et d'immoralité. On s'acharne à renverser tout ce qui est debout, à avilir tout ce qui est respectable [2]. »

Que dit-on encore de la république et des républicains? « Pas de cour, pas de luxe, la parcimonie érigée à l'Élysée en principe, la fin de tout ce qui est brillant, charmant, attique, parisien. » L'Élysée doit-il ou non être une *Maison blanche* française? La question est sujette à controverse. Mais voici ce que M. Thureau-Dangin écrit des Tuileries, sous la monarchie : « Il n'était pas jusqu'à la simplicité fort honorable de ses mœurs et de ses goûts qui ne rendît Louis-Philippe moins apte à se protéger contre la familiarité démocratique. « Que parlez-vous de cour? disait-il à M. Dupont (de l'Eure); est-ce que je veux une cour? — Mais était-ce uniquement l'apparat inutile qui se trouvait ainsi sacrifié? n'était-ce pas quelquefois la dignité nécessaire [3]? » Et l'aristocratique roturier raconte que « M. de Sémonville, entrant un soir dans les appartements royaux et y apercevant des toilettes d'un négligé tout démocratique : « Je prie Votre Majesté de m'excuser, dit-il avec une malicieuse bonhomie, si je me suis présenté sans être crotté. » — Quoi encore? la curée des places sous la république, les fonctionnaires indignes? « C'est l'insurrection des solliciteurs, écrit M. Thureau-Dangin; c'est la levée en

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 311.
2. *Id.*, t. I, p. 93.
3. *Id.*, t. I, p. 99.

masse de tous les chercheurs de places [1]. » Le scandale de certaines nominations est tel que le roi écrit à M. Guizot, ministre de l'intérieur : « Je suis fâché d'avoir à vous avertir que deux de nos nouveaux sous-préfets sont venus au Palais-Royal complètement ivres et qu'ils ont été bafoués par la garde nationale. » — Peut-être que sous la monarchie de Juillet, cet âge d'or, le parlementarisme était en tous points dissemblable du régime qui porte sous la république le même nom et dont il convient de flétrir « les hontes et les misères »? M. Thureau-Dangin, ripostant dans son récit à sa propre préface, s'approprie le jugement suivant extrait des papiers du duc Victor de Broglie : « Nous tombons (1835) dans une véritable anarchie. Les ministres, absorbés par leurs divisions et leurs préoccupations personnelles, n'ont plus de temps à donner aux affaires de leurs départements ni même à la Chambre. L'administration se dissout, pour ainsi dire. A Lyon, à Amiens, dans d'autres lieux encore, les maires et adjoints donnent leur démission, et l'on ne parvient pas à les remplacer. Tout devient difficile. » — Sans doute, à cette belle époque, « idéal de tous les cœurs haut placés », les crises intérieures laissent intact le prestige de la France au dehors. Cinq ans après l'avènement de Louis-Philippe, voici, d'après notre auteur, quelle était la situation : « A l'étranger, les plus clairvoyants de nos diplomates constataient *le déplorable effet* de cet ébranlement ministériel sur la considération extérieure de la France. Notre position, écrivait l'un deux, est des plus délicates et souvent des plus pénibles. Il n'y a ni confiance ni garantie d'avenir pour les systèmes ou pour

1. Thureau-Dangin, t. I, p. 89.

les hommes. *Il est à peu près inutile d'entamer sérieusement une affaire ou une négociation.* »

J'arrête ces citations : il faudrait copier tout le livre de M. Thureau-Dangin....

Ceci excuse-t-il cela? Les défaillances d'un régime sont-elles moins coupables parce que des erreurs pareilles ou des fautes plus graves se sont produites sous une autre forme de gouvernement? Nous avons trop souvent signalé les erreurs commises sous la république par des républicains pour qu'on puisse nous prêter une opinion aussi absurde. Mais certaines déclamations sont aussi trop agaçantes! C'est du haut d'un passé infaillible que les royalistes font la leçon au parti républicain : hé! tournez-vous de grâce! C'est à l'Eldorado de 1830 que vous voulez remonter : le voilà, d'après vos peintres officiels, cet Eldorado! Si chaque régime a ses vertus et ses défauts qui lui sont propres, certaines faiblesses sont évidemment communes à tous les régimes : c'est l'*humani nihil* appliqué aux formes de gouvernement. Mais si l'on compare aux erreurs et aux fautes de la république les erreurs et les fautes similaires de la monarchie, n'en résulte-t-il pas d'abord que nombre de vices ont disparu par le seul fait de l'avènement de la démocratie, ensuite que les maux dont se plaignent le plus vivement les royalistes n'étaient pas inconnus sous le régime de leur choix et qu'ils n'y étaient pas précisément moins aigus? Le virus pernicieux existe encore, nous en convenons; mais, de votre propre témoignage, ne ressort-il pas qu'il est considérablement atténué?

6 février 1886.

WILLIAM HAMILTON

« A L'UNIQUE DISCOURS »

ET LA LOGIQUE PARLEMENTAIRE

WILLIAM HAMILTON

I

« Que l'on considère soit l'originalité et la nouveauté du sujet, soit les rares qualités dont l'auteur a fait preuve en le traitant, l'ouvrage que nous éditons a tous les titres à l'attention éclairée des hommes de goût. » C'est en ces termes qu'un préfacier enthousiaste annonçait à Londres, le 1er mars 1808, la *Logique parlementaire* du right honorable William-Gerard Hamilton, de son vivant membre de la Chambre des communes et chancelier de l'Échiquier d'Irlande. Le lecteur anglais, cependant, ne fit attention ni à l'originalité du sujet ni au talent de l'auteur. Jeffrey, le maître de la critique d'alors, le fondateur et directeur de la *Revue d'Édimbourg*, eut beau protester contre le « verdict d'*ignoramus* rendu par le grand jury du public [1] », le livre de Hamilton resta tout entier dans la boutique de Thomas Payne, libraire à Pall Mall.

Pourquoi, dix-huit mois après sa venue au monde, la *Logique parlementaire* était-elle déjà « à mi-route

1. Octobre 1809.

de son voyage vers l'oubli »? Pourquoi le public anglais, grand liseur entre tous, le même qui devait accueillir les *Sophismes parlementaires* de Bentham avec tant de faveur, montra-t-il tant d'indifférence au « très curieux ouvrage » de Hamilton? Le critique de la *Revue d'Édimbourg* pose la question; il ne la résout pas. « Il nous avait paru, écrit-il avec quelque mélancolie, que la plus brillante fortune dût être assurée, dans un pays comme le nôtre, à un court traité pratique d'éloquence parlementaire, écrit par un homme dont la voix populaire avait fait le rival oratoire de Chatham et le mystérieux auteur des *Lettres de Junius*. Il n'en a rien été. » Jeffrey, assurément, ne se dissimule aucun des défauts de la *Logique*; il en signale lui-même, avec une sévérité qui n'est que justice, le décousu, le cynisme, les truismes prétentieux, le jargon. « Mais pourtant cela valait la peine d'être lu, médité et commenté! Voilà tout ce qui reste du fameux Hamilton *à l'unique Discours*, et ce peu de chose, ce tout petit livre ne restera pas! »

Convient-il de s'associer aux regrets admiratifs de lord Jeffrey? Nous le pensons, puisque nous avons entrepris de ressusciter la *Logique parlementaire*, de galvaniser ce cadavre [1]. Faut-il s'étonner outre mesure de la destinée lamentable, en son pays, du traité de William Hamilton, livre écrit pour la gloire et recueilli par l'épicier? Nous ne le croyons pas. La *Logique*, en effet, n'eût été marquée par aucun des graves défauts qui la déparent, son auteur eût été un esprit bien plus ingénieux encore et bien plus profond, que le sort du livre n'en eût pas été différent : le livre ne venait

1. L'étude sur Hamilton a paru comme préface à la traduction de la *Logique parlementaire*, 1 vol. in-8, chez Charpentier, 1886.

pas à son heure. 1808, l'année où le blocus continental est le plus terrible, où la lutte implacable contre Napoléon paraît désespérée, où Wellington, qui n'est encore que Wellesley, vient seulement de s'embarquer pour le Portugal, — le bon moment, en vérité, pour publier un traité pratique d'éloquence parlementaire! Vingt ans plus tôt, au temps des belles luttes retentissantes de Pitt et de Fox; vingt ans plus tard, lorsque le jeune Peel et le vieux Canning seront aux prises, l'ouvrage de Hamilton eût été l'objet de toutes les conversations : pas un discours important des Communes ou des Lords, pas une harangue de sophiste ou de rhéteur, pas une ruse de l'opposition ou du pouvoir dont le perfide bréviaire n'eût donné la clef ou dénoncé le mécanisme, alors que les yeux de toute la Grande-Bretagne étaient tournés vers les salles de Westminster. Mais en 1808, l'année de Vimeiro et de Cintra, qui donc, dans un tel fracas de batailles, était assez libre d'esprit pour prêter l'oreille à une autre voix que celle du canon? Bon pour des moines byzantins, non pour des citoyens anglais, de discuter sur la lumière du Thabor quand le bélier ennemi frappe les remparts! Ainsi, l'ami dévoué qui publia en 1808 la *Logique parlementaire* était un maladroit ami; il déboucha mal à propos le fin flacon. Les *Sophismes parlementaires* de Bentham sont-ils supérieurs à la *Logique* de Hamilton? Non, mais ils vinrent à propos. *Habent sua fata libelli....*

Donc, malgré l'appel autorisé de Jeffrey, le verdict d'*ignoramus* ne fut pas réformé, et bientôt après, dans l'oubli profond où le livre était tombé, l'auteur lui-même tomba à son tour. « Le fameux Hamilton », écrivait couramment, près de quinze années après la mort de ce personnage, la *Revue d'Édimbourg*, et tout le monde alors connaissait « ce nom attrayant », *that*

attractive name. — Nous dirions de même aujourd'hui, sans autre commentaire, « l'illustre Royer-Collard ». — Quelques années encore et le nom, hier connu de tous, s'éclipse. Nous avons parlé de William-Gerard Hamilton à quelques-uns des plus fins lettrés d'outre-Manche, à des érudits réputés à bon droit pour connaître à fond l'histoire politique et littéraire de leur pays : tout ce qu'ils savent de Hamilton, c'est que Bentham a écrit son traité pour réfuter le sien. Les admirables encyclopédies anglaises, tous les lexiques et répertoires, à l'exception du seul *Critical Dictionnary of english Litterature*, passent sous un dédaigneux silence la *Logique* et Hamilton. Vingt autres Hamilton, depuis le comte Antoine, l'auteur des *Mémoires de Grammont*, jusqu'au philosophe écossais qui fut l'élève favori et l'éditeur de Reid; — depuis le poète jacobite, l'auteur de la ballade *the Braes of Yarrow*, jusqu'au frère de lait de George III, l'archéologue des *Campi Phlegræi*; — depuis le peintre Gavin, qui fut l'un des rédacteurs de la collection de Piranesi, jusqu'à miss Elisabeth, l'émule en science pédagogique de miss Edgeworth, tous ont laissé des noms qui ne sont pas sortis de la mémoire anglaise et dont plusieurs ont même franchi le détroit. Seul, « le fameux Hamilton » n'a pas laissé de trace; il est ignoré comme s'il n'avait jamais existé; il n'est entré au temple de Mémoire que pour en sortir. Les rhéteurs démasqués et les sophistes dévoilés par la *Logique* se seraient ligués pour faire sur le nom de cet audacieux la conspiration implacable du silence que l'oubli ne serait pas plus profond. Hier, l'un des hommes illustres du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, orateur vanté comme un maître de la parole à son premier discours, administrateur comblé de tous les titres et de toutes les distinctions les plus enviées,

politique recherché et courtisé à l'envi par vingt gouvernements : aujourd'hui, rien, moins que rien, un nom tué par vingt homonymes plus heureux. Il y a comme cela, dans l'histoire, de véritables plongeons dans la nuit. Hamilton, de son vivant, n'avait pas été discuté : à vingt-six ans, le Démosthène de l'Angleterre, à quarante le Nestor du Parlement; ces choses-là, quand la postérité commence, se payent très cher.

II

« La vie de Hamilton, dit Jeffrey (qu'il faut toujours citer quand il s'agit de notre auteur), a été très caractéristique; sa conduite, au cours d'une longue carrière, n'a jamais cessé d'être marquée au sceau d'une grande timidité et de la peur très fière de ne pas répondre à l'attente des hommes. » — Le peu que nous savons de William-Gerard confirme pleinement ce dire. A vingt ans [1], au sortir de l'école de Winchester, élève brillant du collège Oriel à Oxford, il compose quatre odes dans la manière des lyriques sages et bien peignés. Ces odes (*au Sommeil*, *à la Beauté, au Goût* et *à une Mère sur la mort de son fils*) furent comparées par ses condisciples à celles de Pindare; Hamilton en fit imprimer quelques exemplaires, mais, « crainte des critiques », affirme son biographe anonyme (l'ami qui édita son livre posthume), il résista à toutes les sollicitations et refusa de donner ses vers au public. — Diplômé de l'Université, il devient membre de la Société de *Lincoln's Inn*, et le jeune poète est salué bientôt comme un jurisconsulte de

1. 1748.

race, un avocat de grand avenir; mais la barre l'effraye et son père a beau le pousser, il se dérobe, satisfait des promesses de gloire qu'il a recueillies. — Ce père ambitieux, le vieil Hamilton de Wishaw, meurt le 15 janvier 1754, laissant une fortune considérable, et moins de six mois plus tard, aux élections générales de mai, William-Gerard est nommé à la Chambre des communes pour le collège de Petersfield, Hampshire. Il est député à vingt-six ans, il arrive au Parlement, précédé d'une brillante réputation universitaire; il a étudié la politique et le droit, la loi constitutionnelle et les lois municipales, les questions commerciales et administratives, en homme qui aspire à jouer un rôle dans les affaires de son pays; tous les yeux sont fixés sur lui : il parle pour la première fois un an après son entrée à la Chambre et remporte le plus éclatant des succès oratoires. Voilà le rival de Chatham; voici, pour l'Angleterre, un grand orateur de plus. Point du tout. Son triomphe l'a troublé dans l'âme; il tremble, s'il reprend la parole, de ne pas retrouver un pareil succès; et pendant quarante années, *Single-Speech Hamilton*, Hamilton *à l'unique Discours* va rester silencieux à son banc [1].

Nous le retrouvons le même dans sa carrière administrative : l'un des *lords of trade* à vingt-huit ans, par la protection de Henry Fox (lord Holland), il déploie dans l'accomplissement de son service spécial des qualités de premier ordre, mais il refuse de prendre part à aucun débat public; principal secrétaire du lord lieutenant d'Irlande à trente-trois ans et, en cette qualité, premier ministre de la Couronne

1. Sa deuxième intervention, au mois de février 1756, dans une nouvelle discussion sur les traités conclus avec la Russie et le landgrave de Hesse-Cassel, ne paraît pas en effet, d'après son biographe, « avoir mérité le nom de discours ».

dans le Parlement de Dublin, il est le bras droit de lord Halifax, puis de Hughues, earl de Northumberland; mais quand il s'agit pour lui d'assumer la responsabilité effective de ce beau gouvernement, il s'effraye encore une fois, prétexte la maladie et la fatigue, donne sa démission et, content du vain titre de chancelier de l'Échiquier d'Irlande, reprend sa place à la Chambre des communes d'Angleterre pour en devenir le doyen. On lui connaît alors vingt velléités de se jeter dans la bataille des partis; mais toujours, au dernier moment, sa nervosité orgueilleuse est la plus forte, et le grand discours annoncé se perd en conversations de couloirs. Il écrit à cette époque son traité de la *Logique parlementaire* qui fait l'admiration du plus difficile des juges, Samuel Johnson, mais il recule devant le grand jour de la publicité, et le manuscrit, soigneusement recopié, reste dans ses tiroirs. — Que dire encore pour achever de peindre cette nature inquiète et timorée à l'excès? Il était très riche, très élégant, très recherché dans les salons, l'un des plus beaux hommes de son temps [1]; il n'osa jamais se marier.

Être jaloux à ce point de sa gloire, est-ce, dans l'intérêt même de sa gloire, un très bon système? Il est permis d'en douter : la gloire est femme et, comme telle, si l'indifférence l'irrite, une trop sévère jalousie n'est point faite pour la fixer. Quoi qu'il en soit, pareille défiance ne va point sans pas mal d'égoïsme, et tant de réserve, tant de précautions ne sont point le fait d'une nature droite et franche. Hamilton, en effet, même dans la biographie que nous a laissée son éditeur et intime ami, s'il pique souvent notre

1. Voir son portrait, par L.-R. Smith, en tête de l'édition anglaise.

curiosité, n'éveille nulle part notre sympathie; ce timide, ce délicat, est un calculateur, un calculateur très froid et très serré. Chez lui, rien de spontané, de désintéressé : baconien dans les moelles, il professe un mépris absolu pour la spéculation, juge que l'utile est le seul but où doive tendre l'esprit humain, et « l'avantage personnel bien entendu, c'est la première catégorie de l'utile ». Personne, dans sa nation positive et pratique entre toutes, n'est plus pratique ni plus positif que lui. Il considère que « pour un parlementaire, qui ne veut pas être dupe, la chose sérieuse, solide, c'est le pouvoir », et, par conséquent, une fois qu'il est au pouvoir, il y reste. Il est entré aux affaires sous les auspices des whigs, il y demeure avec les tories, et quand les whigs rentreront, il ne songera pas une minute à se retirer. Dans le Parlement anglais, quand un ministère change, l'opposition et le parti gouvernant changent de place : Hamilton, lui, quel que soit le cabinet, reste toujours assis du même côté du sac de laine, du côté de la Trésorerie.

C'est un sceptique, et il fait montre de son scepticisme. « La politique, dit-il, n'est pas autre chose qu'un jeu; l'on ne joue pas pour perdre, mais pour gagner; et l'enjeu de la politique, c'est l'administration du pays. » Donc, ce n'est pas dans les *balances d'or* qu'il faut peser les questions parlementaires : les balances d'or, il convient de les laisser aux métaphysiciens, pauvre espèce qui n'entend rien aux réalités du monde, et les questions qui agitent le Parlement, il faut les examiner au seul point de vue des combinaisons qui donnent le pouvoir. Être à la tête des affaires, gouverner, — bien gouverner d'ailleurs, administrer au mieux des intérêts de la nation, — voilà l'objet de la politique, le seul qui vaille la peine d'être poursuivi. N'appartenant à aucun parti, ou, ce

qui revient au même, s'étant rendu indispensable à tous les partis, il ne croyait pas aux *principes* et les raillait. « Considérez toutes les questions, disait-il, qui ont été agitées dans les Chambres, depuis la Révolution jusqu'à nos jours : il n'en est pas six qu'un honnête homme, un bon citoyen n'ait eu le droit de résoudre, au gré de son avantage particulier, dans un sens ou dans un autre, et sans que le pays s'en fût trouvé plus mal ou mieux. C'est le propre d'une habile rhétorique de dire à tout propos : le salut de l'État dépend de la solution de telles questions. Mais c'est seulement de la rhétorique. » Et il citait des exemples. Il avait fait partie du Parlement pendant près d'un demi-siècle : eh bien, il ne s'était trouvé qu'une seule fois, au cours de cette longue carrière, en présence d'une affaire qui engageât gravement les intérêts du pays. Aussi s'était-il prononcé avec passion ce jour-là, déclarant qu'il aimerait mieux se faire couper la main droite que voter la réforme électorale. Mais en dehors de cette seule et unique circonstance, s'il avait souvent entendu parler de principes et de questions vitales, il n'en avait jamais rencontré. Voltaire a dit :

> Les prêtres ne sont pas ce qu'un vain peuple pense,
> Notre crédulité fait toute leur puissance.

Hamilton applique cette sentence aux hommes politiques, et cette variante est le premier article de sa doctrine; n'ayant jamais eu pour se désennuyer que la politique parlementaire, évidemment William-Gerard avait su trop tôt et trop avant lire dans le cœur de ses contemporains.

Un sceptique aussi clairvoyant avait-il en lui l'étoffe et le ressort d'un véritable homme d'État? Jeffrey pense que non et nous sommes de l'avis de Jeffrey.

Les vrais hommes d'État, même les plus « réalistes », sont d'abord et avant tout des croyants. Pour remuer les montagnes, on n'a jamais trouvé et l'on ne trouvera jamais mieux que la foi. Or, la foi manquait à Hamilton. Ceux dont il aurait pu être l'émule, Chatham, Fox, Burke, Pitt, avaient tous le feu sacré. Comment, sans feu sacré, lutter contre eux à armes égales? Hamilton paraît s'en être douté; ce ne serait pas seulement par défiance de soi, par timidité et par égoïsme, qu'il aurait préféré de bonne heure l'administration à la politique proprement dite. On n'exige pas les mêmes qualités d'un ministre et d'un haut fonctionnaire. On ne demande à celui-ci que de servir avec *loyalty* et de bien servir son pays. Or, Hamilton, comme tout bon Anglais, était naturellement *loyal* et l'administration du Royaume-Uni n'avait point de secrets pour lui; il avait tout étudié, l'armée, les finances, le commerce, l'industrie, la diplomatie, la police; il avait le goût de l'ordre, des gestions claires et nettes; il était la conscience même : il devait être et il fut un fonctionnaire hors ligne, l'un des meilleurs qui aient jamais siégé au château de Dublin. L'éditeur de la *Logique* a reproduit, à la suite de ce recueil, un message et trois discours écrits (nous dirions des *rapports*) qui furent rédigés par Hamilton, comme secrétaire de lord Halifax, et qui furent vantés à l'époque [1] comme des modèles accomplis tant pour le style, qui est bien celui des grandes affaires, que pour l'entente du sujet. Même aujourd'hui que les questions traitées par Hamilton, un bill sur les appointements du lord-lieutenant, une motion sur une levée extraordinaire de troupes, un bill sur le budget présenté par le Conseil privé, n'offrent plus d'intérêt pour personne, ce

1. 1761, 1762.

message et les rapports qui nous ont été conservés ne se lisent pas sans profit, tant ils sont nourris de faits et d'informations. Les rares qualités d'élégance, de clarté et de précision qui ont fait de nos jours la réputation des exposés financiers de M. Gladstone, Hamilton les posséda au plus haut degré et l'on ne s'étonne pas, quand on a pris connaissance de ces documents, qu'ils aient provoqué en leur temps une vive admiration. « Lorsque Hamilton, raconte son biographe, parlait au nom du gouverneur général dans la vaste salle des Communes d'Irlande, tous les députés buvaient ses paroles et l'on eût entendu voler une mouche dans les immenses galeries bondées de spectateurs. »

Nous possédons, comme on vient de voir, les principaux discours ou rapports composés par Hamilton, pendant son séjour à Dublin. Par quel étrange concours de circonstances, le discours qui nous intéresserait cent fois plus que ces déclarations officielles, celui qui fonda sa gloire et qui lui donna son surnom, a-t-il en revanche été perdu? Il est difficile d'expliquer cette fâcheuse mésaventure. D'après l'éditeur de la *Logique*, il paraît certain que le fameux discours du 13 novembre 1755 a été imprimé et tiré à part, comme c'était alors la coutume (à une époque où la publicité des séances était officiellement interdite) pour les discours qui avaient fait sensation au Parlement [1]; d'après le même auteur, il est non moins certain que les exemplaires ou copies de ce discours étaient introuvables dès 1808. Le fidèle légataire de William-

1. Cette interdiction, en effet, n'arrêta jamais les orateurs qui tenaient à publier leurs discours. Nous avons ainsi une collection des principaux discours de lord Chatham, le premier Pitt, qui parla précisément dans la même séance que Hamilton, mais dans un sens opposé.

Gerard eut beau multiplier les recherches pour déterrer « cette harangue incomparable »; il n'en découvrit, malgré ses peines, ni un exemplaire ni même une analyse. Le *Magasin littéraire*, que rédigeait pourtant un ami et admirateur de Hamilton, le savant docteur Johnson, donne un résumé fort complet des principaux arguments qui furent développés dans cette séance du 13 novembre 1755, au cours de la discussion sur l'Adresse, *pour* et *contre* les traités conclus par le gouvernement anglais avec l'impératrice de Russie et le landgrave de Hesse-Cassel; il ne reproduit aucun des discours prononcés à cette occasion, pas plus celui de Hamilton que ceux de Grenville et de Fox, de Murray et de Pitt qui parlèrent dans le même débat. Même lacune dans le *Gentleman's Magazine*. Et pourtant le succès avait été considérable, l'un des plus extraordinaires dont la Chambre des communes ait gardé le souvenir au XVIIIe siècle, succès qui retentit alors dans tout le royaume et fit espérer aux amis du ministère qu'ils avaient enfin un rival à opposer à Pitt.

« Nous avons eu avant-hier », écrivait le 15 novembre Horace Walpole à son ami Conway, secrétaire du lord-lieutenant d'Irlande, « un débat sur l'Adresse qui a duré de deux heures à cinq heures du matin. Lord Hillsborough ayant proposé l'Adresse à la Couronne, Martin, le secrétaire de Legge, proposa de supprimer le passage relatif à l'approbation indirecte des traités pour la protection du Hanovre (dans la prévision de la guerre contre la France). Un grand nombre de discours furent alors prononcés : du côté de l'opposition, MM. Doddington, George Grenville, Beckford, Legge, Potter, lord Egmont et Pitt; pour le gouvernement, lord Hillsborough, sir George Lyttelton, M. Hamilton, M. Nugent, M. Murray et M. Fox.... Fox

était fatigué et ne produisit qu'un médiocre effet; George Grenville fut très éloquent, se surpassa et son discours émut toute la Chambre. Murray, l'attorney général, déploya un art encore plus consommé. Puis, ce fut le tour d'un jeune M. Hamilton, qui parlait pour la première fois et qui du premier coup fut la perfection même (*and was at once perfection*). Son discours était dans le style soutenu et plein d'antithèses, mais ses antithèses étaient pleines d'arguments. C'est sans aucun doute la parole la plus solide qui ait été entendue dans tout le débat; le député de Petersfield brisait parfois la régularité de sa composition, ripostait avec vigueur à ses adversaires, puis, comme s'il ne s'était pas interrompu, reprenait le fil de sa discussion avec une aisance achevée. Le physique est beau, la voix forte et claire, le ton vif et très animé; c'est le discours d'un orateur qui est sûr de son talent [1].... » Horace Walpole, quand il s'agissait de ses compatriotes, était un juge très sévère. Si l'éloge ne lui coûtait rien dès qu'il avait mis le pied sur le continent, il en était notoirement parcimonieux et jaloux quand un Anglais était en cause. Donc, pour qu'il ait écrit, — non d'un philosophe, d'une danseuse ou d'un poète tragique français, — mais d'un jeune orateur de la Chambre des communes, « que du premier coup il fut la perfection », il faut évidemment que le succès ait été aussi mérité que retentissant; le suffrage d'un tel témoin auriculaire est décisif.

Le discours de Hamilton ayant emporté, malgré l'opposition de Pitt, le vote de l'Adresse qui fut adoptée par 290 voix contre 89, le jeune député ne tarda pas, ainsi qu'il a été raconté, à recevoir sa récompense. Moins de six mois après cette mémorable

1. Œuvres d'Horace Walpole, earl of Oxford, vol. V, p. 41.

séance, le 24 avril 1756, Hamilton fut appelé par Fox au *Board of Trade*, et les honneurs ne cessèrent plus dès lors de l'aller chercher. Ces dignités, nous l'avons dit, lui suffisaient, bien que l'opinion, au dire de Jeffrey, de Boswell, dans sa vie de Johnson, et de Francis Lieber, dans son traité de la *Liberté civile*, ait été plus ambitieuse pour lui. Après l'éclatant début du 13 novembre 1755, c'était un chef de parti, un politique d'action qu'on avait salué en William-Gerard : on ne put, semble-t-il, se résigner à le voir s'endormir dans les honneurs obscurs de l'Échiquier d'Irlande qu'il occupa pendant vingt ans. Cette inaction dorée, dont il jouissait, pesait à ceux qui avaient fondé sur lui de brillantes espérances; ils refusaient de croire qu'elle pût le satisfaire, et comme Hamilton ne manquait pas une séance de la Chambre des communes où le bourg de Petersfield le renvoyait à chaque élection, comme on le voyait toujours le plus attentif à suivre les débats du Parlement et à étudier les évolutions de la politique, on imagina qu'il devait travailler dans le silence du cabinet à quelque œuvre plus considérable et plus digne de son génie. C'est ainsi que « du mois de janvier 1769 au mois de janvier 1772 [1], nombre de personnes, à qui il répugnait de le croire entièrement oisif, lui attribuèrent les célèbres *Lettres de Junius* ». Mais Hamilton s'en défendit furieusement : ce style n'était pas le sien; il connaissait les questions militaires et les questions juridiques, et Junius n'en savait pas le premier mot; il n'avait jamais été un homme de parti; il était l'ami du marquis de Rockingham comme il l'était de tous les honnêtes gens, mais il ne lui était point inféodé; il n'eût jamais glorifié

1. La première lettre de Junius parut, dans le *Public Advertiser* de Londres, le 21 janvier 1769; la dernière, au lord chief justice Mansfield, le 21 janvier 1772.

Olivier Cromwell et Bradshaw pour avoir envoyé Charles I[er] à l'échafaud; enfin, il était homme de goût (c'était sa prétention favorite), et Junius ne l'était pas : « O Déesse », avait chanté Hamilton dans son ode *au Goût*, « dis, refuseras-tu toujours à l'île de Bretagne ton indulgent sourire? Dis, ne tourneras-tu jamais tes pas charmants vers les falaises d'Albion bordée par la mer! » Et le rédacteur du *Public Advertiser* manquait de goût, il était violent, grossier, injurieux; c'était un homme de mauvais ton! « Quoi encore! mais si cela m'avait passé par la tête, j'aurais écrit de meilleurs *papiers* que ceux de Junius! » Burke, qui avait été le secrétaire particulier de Hamilton en Irlande et qui était resté son ami, fut alors accusé par les uns et félicité par les autres d'être l'auteur des *Lettres*. Mais Burke, bien qu'il fût aussi étranger que son ancien patron à l'éloquent et bruyant pamphlet, s'en défendit plus mollement; il est vrai qu'il mit aussi dans son désaveu plus de modestie [1].

Que les *Lettres de Junius*, ces pages ardentes, embrasées, vibrantes d'indignation et de colère contre un mauvais roi et une politique honteuse, aient pu être obstinément attribuées à William Hamilton, c'est une marque certaine de la haute estime où ses contemporains le tenaient; mais c'est une preuve encore, il faut en convenir, que la tournure d'esprit de notre auteur, son genre littéraire et son style étaient médiocrement connus de ceux qui avaient accrédité cette hypothèse. Il suffit, en effet, d'avoir lu deux pages de

1. Gibbon, lord Chatham, Lyttelton, lord G. Sackville, Lloyd, etc., furent également soupçonnés d'avoir écrit les *Lettres de Junius*. Toutes ces attributions sont des hypothèses dont la critique a démontré la fausseté. L'attribution des fameuses lettres à sir Ph. Francis, qui avait été défendue par Brougham, paraît également controuvée.

la *Logique* pour être édifié sur la question. Jamais le froid et sceptique auteur du petit traité qui est aux moyens de persuasion dans le régime parlementaire, ce que *le Prince* de Machiavel, toute proportion gardée, est aux moyens de domination dans une monarchie absolue, jamais Hamilton n'a pu écrire une seule des apostrophes enflammées et des cinglantes diatribes de Junius. Le rédacteur anonyme du *Public Advertiser* est un passionné ; il ciselle, à la vérité, sa lave, étant, comme Paul-Louis, de la famille des pamphlétaires académiques ; mais, ciselée ou non, c'est de la lave qui s'échappe de ce volcan, tandis que William-Gerard, philosophe vite revenu de toutes les illusions, ne trempe jamais sa plume que dans une encre glacée. Hamilton cependant (et c'est là sans doute l'origine d'une attribution qui serait autrement inexplicable), sec, dur et réfrigérant quand il écrivait, dégelait quand il prenait la parole. C'est sur un ton vif et très animé, nous a dit Walpole, qu'il débita son seul et unique discours, corrigeant ainsi ce qu'un « style soutenu et plein d'antithèses » pouvait avoir de trop apprêté. Pour sa conversation, c'était un feu d'artifice. L'éditeur de la *Logique*; Boswell, l'auteur de la biographie de Johnson ; Jeffrey, qui avait connu des amis intimes de notre personnage, tous les témoignages concordent sur ce point : Hamilton était un maître causeur, l'un de ces hommes, comme on en rencontre parfois dans la politique et dans le monde, qui dépensent tout leur génie en conversation. « Le Dr Johnson, écrit Boswell, professait une vive admiration pour Hamilton; il prisait surtout sa façon de causer [1] et il lui disait souvent : « Je n'aime pas, « monsieur, à être laissé seul et c'est pourquoi j'accom-

1. *Lettres à Mrs. Thrale,* vol. II, p. 318, 342.

« pagne toujours mes visiteurs, quand ils me quittent, « jusqu'à l'étage au-dessous du mien, ayant l'espoir « qu'il leur prendra peut-être fantaisie de remonter « avec moi. Mais vous, monsieur, vous, je vous accom- « pagne jusqu'à la porte de la rue [1]. » Il lui écrivait de même, six semaines avant sa mort : « J'espère bien vous revoir bientôt et reprendre avec vous nos chères causeries. Nous reparlerons des sujets dont nous avons déjà si souvent parlé et nous trouverons peut-être de nouveaux sujets propres à nous divertir et à exciter notre curiosité [2]. » — On comprend, dès lors, comment les *Lettres de Junius* ont pu être attribuées à Hamilton : l'homme *à l'unique Discours* se répandait tous les soirs, dans le Lobbey [3] du Parlement et dans les salons de Londres où il était fort recherché, en saillies vives et spirituelles sur les affaires publiques; ses propos qui étaient souvent d'une franchise brutale, ses bons mots qui étaient souvent méchants, ses jugements qui étaient toujours nets et pénétrants [4], étaient repétés dans les bureaux des gazettes et les cercles littéraires; on le savait occupé à un ouvrage qu'il cachait avec de grands airs de mystère : on en conclut qu'après avoir expérimenté sur de nombreux auditeurs ses vues sur la politique, il devait les rédiger en secret et qu'il les adressait alors sous le masque, pour ne pas compromettre sa situation de haut fonctionnaire, à son complice Woodfall [5], l'ami de Burke, de Sackville, de Lyttelton et de tous ses amis.

1. *Life of Johnson*, vol. I, p. 469.
2. *Ibid.*, vol. IV, p. 392.
3. Salle des Pas-Perdus.
4. Préface, p. 38.
5. *Editor* (directeur) du *Public Advertiser*. C'est le fils de Woodfall, George Woodfall, qui publia, en 1812, l'édition complète des *Lettres* et autres écrits de Junius.

Nous savons aujourd'hui quel était l'ouvrage que Hamilton rédigeait en secret : ce n'est pas les *Lettres de Junius*, c'est la *Logique parlementaire*; et nous savons aussi, tant par l'article de lord Jeffrey que par la notice de son biographe, qu'il y travaillait précisément au sortir de ses longues séances à la Chambre des communes, après en avoir suivi les débats avec une scrupuleuse attention. Exceptez, en effet, une cinquantaine de sentences, notes prises par l'auteur en lisant Aristote et Quintilien, toutes les maximes et observations qui composent son petit volume ont été visiblement cueillies au cours des discussions de l'Assemblée dont il fut, pendant près d'un demi-siècle, le membre le plus assidu. Assis toujours à la même place, sur le même banc à côté de la Trésorerie, Hamilton n'avait pas tardé à prendre plus d'intérêt à la tactique du débat qu'au débat lui-même. Que lui importait en somme, à ce sceptique obstiné, à ce ministériel quand même, que le débat tournât contre ou pour le gouvernement? Quelle que fût l'issue de la *division*, n'était-il pas décidé d'avance à ne jamais faire partie de l'opposition? Que lord Bute fût ministre, ou lord Chatham, ou lord North, ou William Pitt, est-ce que Hamilton ne restait pas chancelier inamovible de l'Échiquier d'Irlande? Est-ce qu'il n'était pas une institution? Et il marquait les coups. Indifférent au résultat qui ne pouvait modifier en rien sa fortune, la seule stratégie du débat et, pour employer ses propres termes, « la seule stratégie du discours », avait le don d'éveiller sa curiosité. Comment un chef de parti gagne ou perd les batailles parlementaires, comment un discours modifie les sentiments d'une assemblée, par quels artifices l'orateur sauve une cause mauvaise, par quelles maladresses il compromet une cause excellente, comment un rhéteur habile donne

à un syllogisme boiteux l'apparence d'un syllogisme irréfutable, ce sont les seuls problèmes qui l'amusent, le préoccupent, qu'il se plaît à étudier et qu'il est heureux de tirer au clair. De la justice ou de l'injustice de la cause, ce maître d'armes parlementaires n'a cure aucune. La botte a-t-elle été tirée dans les règles? le coup a-t-il été paré avec dextérité? la riposte a-t-elle été envoyée avec adresse? voilà pour lui la question. Est-ce le bon droit qui succombera ou qui l'emportera dans le duel? Vraiment, cela ne le touche point : ce n'est pas la morale qu'il enseigne et, comme tout bon disciple de Bacon, il professe pour les spéculations des anciens penseurs un hautain et parfait mépris. Le droit, la justice en politique? vous voulez rire, le prendriez-vous d'aventure pour un simple d'esprit, pour un naïf? « Il n'est jamais venu à la pensée de Hamilton, dit Jeffrey, que le triomphe de la vérité et de la justice ait pu être l'objet d'un débat, ou, du moins, d'un débat parlementaire. Gagner la bataille par la ruse ou par la force, venir à bout de son adversaire par un bon coup oblique ou droit, il n'y a pas d'autre intérêt, d'autre principe en jeu. » Ce baconien, comme on voit, est bismarckien bien avant la lettre.

Donc, Hamilton *à l'unique Discours* écoute les discours des autres, attentif seulement à surprendre le fort et le faible des arguments, la nature des preuves qui font impression, la manière de tourner ou de vaincre les difficultés, les procédés qui donnent le succès, les équivoques ingénieuses qui masquent les retraites, et ce qu'il a observé ainsi, ces éléments de la logique parlementaire glanés dans cent débats, il les couche sur son registre, sans ordre, sans méthode, selon le hasard des discussions qu'il a écoutées, se corrigeant parfois, se répétant souvent, et toujours

dans le même esprit pratique et sceptique. Il apporte beaucoup de sincérité dans l'observation, beaucoup de recherche dans la notation, une recherche dont on ne saurait dissimuler qu'elle est fatigante et pénible. Il voit d'ordinaire juste et simple; il écrit *compliqué*, si l'on peut dire. Il est profond; il veut trop le paraître. Il est ingénieux, subtil, délicat; il raffine à l'excès. Pour dire *il pleut*, il n'est pas de ceux qui se résignent à dire : *il pleut*. Il n'aime pas qu'on le comprenne tout de suite : il veut qu'on le devine. Il a la manie des oracles : il parle en énigmes, il écrit en *rébus*. Il découvre fréquemment, comme on dit, l'Amérique; mais il donne aux vérités les plus banales un air de mystère, il enveloppe les *truismes* dans le style des sorts virgiliens. La claire précision de Bacon, la rude concision technique d'Aristote sont ses modèles, modèles qu'il égale parfois; mais l'effort dans l'imitation est trop sensible. Graves et, pour ne rien celer, insupportables défauts que ceux-là. Et cependant ce petit traité mérite de revivre, éternellement utile en pays de régime parlementaire. Quand l'éloquence, pour la perte ou pour la prospérité des États, est devenue l'un des facteurs principaux de la fortune des partis, l'anatomie de l'éloquence n'est-elle pas une connaissance indispensable aux hommes politiques? A Paris et à Londres, comme autrefois à Athènes et à Rome, à qui revient aujourd'hui le pouvoir? « A celui, répond Gorgias, qui est le mieux en état de persuader par ses discours les juges dans les tribunaux, les sénateurs dans le sénat, le peuple dans les assemblées, en un mot tous ceux qui composent toute espèce de réunions politiques. Et ce talent mettra à ses pieds le médecin et le maître de gymnase; et l'on verra que l'économe s'est enrichi, non pour lui, mais pour un autre, pour celui qui possède l'art de

parler et de gagner l'esprit de la multitude [1]. » Si donc la persuasion donne tout et si la rhétorique est toujours « la divine ouvrière de la persuasion », la *Logique parlementaire* n'est-elle pas une étude qui redevient nécessaire ? Et s'il en est ainsi, qui donc pourra donner des préceptes plus certains et plus avantageux que l'observateur délié, qui surprit sur le vif, pendant un demi-siècle, les procédés des maîtres les plus habiles de la plus solide école oratoire qui soit au monde, de lord Chatham et de lord Holland, de Rockingham et de Burke, de Fox et de Pitt?

Mais, dira-t-on, un pareil traité est chose immorale; « c'est une nécessité que l'orateur soit juste [2] », et si la rhétorique n'est pas l'art de faire triompher les causes justes et bonnes, « ce n'est pas le plus beau des arts », comme le prétend le sophiste Polus [3], « c'est une espèce de routine [4] », comme le veut Socrate; ce n'est que « le laid simulacre d'une partie de la politique » et qu' « une partie détestable de la flatterie [5] ». Hé ! sans doute, ce n'est pas Polus et Gorgias, c'est Socrate qui est dans le vrai, c'est tous ceux qui, dans leurs définitions de l'orateur, ne séparent jamais ces deux termes de la fameuse définition de Caton : *vir bonus — dicendi peritus.* Mais d'abord, ayant exhumé Hamilton, avons-nous cherché à le faire passer pour un politique désintéressé, pour un citoyen généreux, modèle de vertu et de dévouement, pour une âme haute et fière? On conviendra assurément que nous n'avons rien fait pour farder ainsi la vérité. William-Gerard était un sceptique, un scep-

1. Platon, *Gorgias*, trad. Saisset, p. 149.
2. *Id.*, p. 166.
3. *Id.*, p. 14.
4. *Id.*, p. 171.
5. *Id.*, p. 175, 59.

tique par tempérament comme par système, et si nous avons ressuscité ce personnage singulier, c'est avec tous ses défauts et dans toute la laideur de son égoïsme. Hamilton, la chose est hors de doute, ne professait aucune mésestime pour les sophistes qui enseignent que la rhétorique n'a pour but que de flatter l'oreille ou l'opinion ; il était disposé plutôt à voir dans leur cynisme une preuve de force ou de liberté d'esprit; et l'on n'essayera même pas de lui trouver des circonstances atténuantes dans le décousu de son livre, qui n'est pas un traité, et dans le désordre de ses notes sur cinquante sujets divers, tout à fait étrangers à la *Logique*. Cette absence totale de méthode, ce désordre, cette confusion, ces incursions répétées sur le terrain de la jurisprudence ou de la science des finances, ou même de la géographie, ce sont des défauts littéraires, pas autre chose ; et si l'on peut expliquer ces défauts par la façon dont ce petit opuscule a été écrit, au jour la journée, selon le hasard des discussions de la Chambre, ces défauts eux-mêmes n'excusent et ne justifient rien, car Hamilton avait soigneusement revu son manuscrit et le tenait, tel quel, pour bon à imprimer.

Ceci reconnu, est-ce à dire que le livre de Hamilton ne soit qu'un vulgaire manuel de sophismes et de ruses, qu'un guide commode à l'usage des rhéteurs et des politiciens qui veulent faire des dupes, qu'un recueil de recettes pour faciliter cette basse industrie? Non, vraiment. En dehors des trop nombreuses observations ou sentences qui n'ont aucun trait au sujet qu'annonce le titre, qu'y a-t-il en effet dans ce traité ou, plus exactement, dans ce recueil de notes? On y trouve d'abord une centaine de remarques ou de maximes dont tout orateur politique peut et doit faire son profit, parce qu'elles sont justes, sensées, ingé-

nieuses, et que le citoyen le plus probe non seulement ne dédaigne pas, mais met à profit chaque fois qu'il prend la parole. Aristote et Cicéron donnent des préceptes semblables dans leurs traités, jugent également que le maniement savant des passions tient une large place dans l'art de la rhétorique et ne se croient pas pour cela les docteurs d'une science immorale. — On y rencontre ensuite, mêlés et confondus avec les autres, les cent à cent cinquante préceptes que Jeffrey, dans la *Revue d'Édimbourg*, qualifie de cyniques, dont il est difficile en effet de prétendre qu'ils soient inspirés par l'amour pur de la justice, mais qui, peut-être, doivent être médités avec profit par d'autres que les rhéteurs et les sophistes. « Hamilton, dit le critique écossais, enseigne aux politiciens malhonnêtes à tromper leurs auditeurs. » Nous en convenons. Mais, par la même occasion, n'enseigne-t-il pas aux braves gens à se tenir en garde contre les artisans de mensonge et de ruse dont il découvre et dénonce les procédés familiers?

Quand Machiavel écrivit *le Prince* et le dédia à Laurent de Médicis, quel était son but? L'*Opuscule sur les monarchies*, selon son auteur, n'avait d'autre objet que d'enseigner « comment le pouvoir peut s'acquérir, se garder ou se perdre ». En édifiant son abominable système de despotisme, en rédigeant ce code fameux d'une atroce politique, « ce bréviaire des assassins couronnés, ce catéchisme des plus horribles ennemis du genre humain », Machiavel a-t-il voulu montrer ce que doivent faire les gouvernants? Point du tout, répond Bacon, il a voulu montrer ce que les gouvernants ont coutume de faire. C'est un bréviaire, sans doute, mais c'est aussi une satire. C'est le répertoire des crimes que permet la raison d'État, mais c'est aussi le portrait du tyran habilement tracé

pour inspirer la haine vigoureuse du despotisme et convier les peuples à s'affranchir d'un joug odieux. Or, Bacon, qui jugeait ainsi Machiavel, était le maître de Hamilton : « L'homme *à l'unique Discours*, dit son biographe, était baconien par-dessus tout. » Et, dès lors, pourquoi ne pas accorder à la *Logique*, « opuscule sur les Parlements », la même justification supérieure qu'au *Prince*, *opuscule sur les monarchies*? Assurément, l'historien florentin est un homme de génie, le plus magnifique cerveau que l'Italie ait produit avec Dante, et le politique anglais n'est qu'un homme de talent et d'esprit. Mais pourquoi refuser au talent ce qui ne saurait être le privilège exclusif du génie? La *Logique*, sans doute, c'est le bréviaire du rhéteur et du sophiste. Mais n'est-ce pas aussi la satire des Gorgias et des Polus parlementaires? Si Machiavel n'a pas voulu enseigner ce que les princes *doivent* faire, Hamilton n'a pas voulu davantage, en dehors des règles ordinaires et générales de l'éloquence, rédiger un code de sophistique. Il a montré, les ayant vus à l'œuvre et suivis de près pendant quarante années, comment les sophistes modernes procèdent, ce qu'ils ont coutume de faire pour emporter le vote, induire en erreur les assemblées, donner à ce qui est faux les dehors du vrai et l'apparence d'une logique serrée à des raisonnements boiteux. Oui, certes, en étudiant Hamilton, M. Clémenceau peut parfaire son éducation de sophiste. Mais étudier Hamilton, n'est-ce pas se mettre en mesure de démasquer M. Clémenceau? Ce n'est pas, nous le reconnaissons volontiers, une lecture toujours récréative que celle du difficultueux ouvrage de William-Gerard. Mais les leçons qu'on en tire ne valent-elles pas la peine qu'on peut se donner pour les dégager?

Hamilton ayant achevé de rédiger les cinq cents et

quelques préceptes qui composent la *Logique parlementaire*, les recopia, nous dit Boswell, avec le plus grand soin, et les communiqua au docteur Johnson. Le savant moraliste, le rédacteur mordant du *Rambler*, l'ingénieux philosophe du *Rasselas* était un juge délicat; il apprécia beaucoup, selon le témoignage formel de son biographe, le livre de Hamilton et ne fit que deux critiques : « Il était nécessaire d'illustrer par des exemples les principaux préceptes de la *Logique*, et certains passages du traité étaient trop obscurs, d'une forme trop recherchée. » Hamilton remercia Johnson de ses observations, n'y fit pas droit et, comme on l'a déjà dit, n'osa pas livrer son manuscrit à l'imprimeur. Il continua toutefois, bien qu'affaibli par une cruelle paralysie, à suivre les séances de la Chambre des communes : l'intérêt dominant de sa vie était à Westminster. Il avait dû céder, au mois d'avril 1784, la place de chancelier de l'Échiquier d'Irlande à M. Forster, mais, pratique jusqu'au bout, il n'avait donné sa démission de chancelier qu'après s'être assuré une compensation avantageuse et brillante. Enfin, le 21 mai 1796, le dernier Parlement dont il ait fait partie fut dissous par William Pitt. Hamilton sentait l'envahissement de la mort; il ne se représenta pas, malgré de flatteuses instances, aux suffrages de ses fidèles électeurs du Hampshire. « Ayant siégé pendant quarante années à la Chambre des communes », écrivait-il à un ami dans une lettre qui nous a été conservée [1], « ayant toujours, dans toutes les questions politiques, exercé la pleine et entière liberté de mon jugement, je ne renonce pas à ma situation parlementaire sans le plus profond regret et sans une profonde tristesse. Mais l'âge et les infirmités m'impo-

1. Datée de Londres, Upper Brook-Street, samedi 21 mai 1796.

sent, mylord, de ne plus solliciter un siège que je ne pourrais plus occuper. » Moins de deux mois plus tard, le 16 juin, il s'éteignait doucement, dans sa maison de Upper Brook-Street. Il était âgé de soixante-huit ans.

III

La publication de la *Logique parlementaire* ne répondit pas, nous l'avons raconté, à l'attente du fidèle légataire et éditeur de Gerard Hamilton; l'ouvrage posthume de l'orateur *à l'unique Discours* fut un ouvrage mort-né. Au milieu de l'indifférence générale, un robuste et ingénieux esprit avait cependant été frappé par ce recueil : si le public anglais, se dérobant, avait refusé de lire, Jérémie Bentham, en effet, avait lu, et le livre de Hamilton avait produit sur lui une vive impression. Sans doute, ce n'est pas seulement Hamilton que Bentham se propose de réfuter dans son *Traité des sophismes* : « C'est encore », dit-il dans sa préface, « Denys d'Halicarnasse, Cicéron, Quintilien et Isaac Voos [1] ». Mais, visiblement, c'est surtout de Hamilton qu'il est préoccupé et le *Traité des sophismes parlementaires* est bien la riposte à la *Logique*. Le *Traité de l'arrangement des mots*, le *de Oratore* et le *Dialogue sur les partitions oratoires*, l'*Institution* donnent « à celui qui veut apprendre à déguiser la vérité des enseignements précieux [2] », et qui sont bien faits pour provoquer un moraliste. Mais c'est Hamilton, en sa double qualité d'Anglais et de M. P., qui a eu l'honneur de faire descendre Bentham dans l'arène.

1. *Du Sophisme parlementaire*, introduction, p. 35 de la traduction d'Elias Regnault, 1 vol. in-8. Pagnerre, 1840.
2. *Ibid.*, p. 37.

— Cicéron et Quintilien ont enseigné avec plus d'esprit et de charme que lui les leçons suivantes : « Quelles sont les phrases ou tournures de phrases les plus propres à gagner votre cause? Quelles sont les idées ou combinaisons d'idées les plus propres à faire impression sur ceux qui vous écoutent, et à leur donner des dispositions favorables à vos projets, quels que soient d'ailleurs ces projets [1]? » Mais Hamilton, seul, a vu de près et a pu connaître les beautés du régime parlementaire et c'est « la classe des sophismes politiques ou parlementaires qui est d'actualité [2] ». — « Quant à la moralité de la question, quant à savoir si cette impression est juste, quant à savoir si cette impression est juste ou erronée, si ces dispositions sont, par rapport à certains individus et à la société, favorables, indifférentes ou funestes, c'est là ce qui, dans aucun cas, ne semble avoir occupé les auteurs des anciens traités de rhétorique. Si dans le cours de leurs méditations une question pareille s'était présentée, ils l'auraient aussitôt mise de côté comme étrangère au sujet, absolument comme si, dans un traité sur l'art de la guerre, quelqu'un s'avisait de penser à la justice de la guerre [3]. » Mais Gerard Hamilton, surtout, s'est montré cynique et brutal, et de tous les marchands de paroles qui « enseignent, avec une complaisance et une indifférence égales, l'art de la véritable éloquence et l'art de produire de bons effets et l'art de produire des effets funestes, l'art de l'honnête homme et l'art du fripon [4] », c'est évidemment le rhéteur anglais qui peut ou pourrait exercer sur les Anglais la plus corruptrice influence. — Donc, puisqu'un citoyen de la Grande-

1. *Du Sophisme parlementaire*, p. 34.
2. *Id.*, p. 37.
3. *Id.*, p. 34.
4. *Id.*, p. 35.

Bretagne, un serviteur renommé de la Couronne, a pu « confondre, à son tour, dans les mêmes leçons, le bien et le mal avec une déplorable impartialité », Bentham ne saurait tarder davantage. « Il n'est certes pas trop tôt, au XIXe siècle, de faire intervenir la question d'honnêteté, d'inviter la morale commune à prendre sa place et à se faire notre juge. »

Ayant ainsi invoqué la morale, comme une muse d'épopée, l'âpre et sévère jurisconsulte entre aussitôt *in medias res*. Hamilton, amateur sceptique, avait noté, sans ordre ni système, les cinq cent quarante et trois observations et préceptes qu'il avait recueillis, au jour le jour, en suivant les débats de la Chambre des communes. Jérémie Bentham, savant consciencieux, procède par une méthode vraiment scientifique, classant, divisant, subdivisant et étiquetant les sophismes comme un minéralogiste ses cailloux et un botaniste ses plantes. — Hamilton signale-t-il, comme un procédé commode et avantageux, de rappeler les opinions des anciens parlementaires et de produire ces citations comme des arguments [1]? « Sophisme *ad verecundiam* », reprend Bentham, « argument dans le mode chinois », et longuement, dans son langage saisissant et barbare, il réfute « les propositions tendant à faire regarder l'opinion invoquée comme une raison suffisante pour repousser la mesure proposée [2] », et dont il a relevé les termes dominants : *Nos sages ancêtres*, *la sagesse de nos pères*, *la sagesse des âges*, *la vénérable antiquité*, *le bon vieux temps* [3]. — « Quand on vous attaque, dit Hamilton, ripostez aussitôt par quelque remarque (désobligeante) sur le caractère, la conduite passée et la situation actuelle de l'agresseur. » Voici, dit docte-

1. Hamilton, CLXXV, CCLVII.
2. Bentham, p. 58.
3. Hamilton, CCXCLX.

ment Bentham, « le sophisme *ad odium* ou des personnalités injurieuses [1] » ; il établit que les sophismes de cette classe peuvent se diviser en sept catégories : imputation de mauvais dessein, imputation de mauvaise réputation, imputation de versatilité, imputation de liaisons suspectes (*noscitur ex sociis*), imputation fondée sur les dénominations de parti (*noscitur ex cognominibus*), et il ajoute, pour que la définition soit irréprochable, que « l'effet général de ces sophismes est de détourner l'attention de la *mesure* proposée, pour la diriger sur l'*homme* qui l'appuie ou la combat, de manière que les défauts reprochés à celui-ci deviennent un argument pour ou contre la mesure ». — Et de même pour tous les autres adages, recommandations, observations, remarques, constatations, maximes et conseils, qui, enfilés au hasard les uns à la suite des autres, composent la *Logique parlementaire*. Jeffrey, dans son article de la *Revue d'Édimbourg*, avait exprimé le regret que Hamilton ne les eût pas classés et groupés selon les espèces et les genres, avec des exemples à l'appui. C'est cette classification qu'opère Bentham, répartition parfaite dans laquelle, il est facile de s'en convaincre, on peut faire entrer avec tous les sophismes de Hamilton, tous ceux que ce fin politique a négligés ou méconnus : « 1° Sophismes d'autorité, comprenant des personnalités laudatives. L'argument principal consiste à invoquer l'autorité sous ses différentes formes ; le but est d'empêcher tout raisonnement. — 2° Sophismes de péril, comprenant des personnalités offensantes. L'argument repose sur les périls de toute nature ; le but est d'écarter toute discussion. — 3° Sophismes dilatoires. L'argument consiste à soulever des questions oiseuses pour gagner du temps ; le

1. Bentham, p. 91.

but est de faire remettre la discussion afin de l'éluder. — 4° Sophismes de confusion. L'argument consiste dans des généralités vagues et indéfinies; le but est de produire dans les esprits une telle confusion qu'on ne puisse avoir aucune idée nette sur le sujet en délibération [1]. » — Même, « à l'exemple de Locke, pour être plus clair et plus bref », Bentham opère un second groupement et range tous les sophismes recommandés par Hamilton et ses congénères en Aristote sous des formules latines : Sophismes 1° *ad verecundiam*; 2° *ad superstitionem*; 3° *ad amicitiam*; 4° *ad metum* ; 5° *ad odium*; 6° *ad invidiam*; 7° *ad quietem*; 8° *ad socordiam*; 9° *ad superbiam*; 10° *ad judicium*; 11° *ad imaginationem* [2].

Énumérer tous les sophismes dans une division ingénieuse et savante, est-ce combattre le sophisme et l'abattre? Bentham, au début de son traité, avait paru le croire : « Le sophisme, écrivait-il, est une hydre dont la force sera détruite, lorsqu'on aura pu mettre toutes ses têtes à découvert [3]. » La réflexion cependant lui vient bientôt : s'il suffit, en effet, de signaler les sophismes, Hamilton alors, ni Cicéron, ni Denys d'Halicarnasse, n'ont rien fait qui mérite le blâme des vertueux juristes du XIXe siècle et il était inutile « d'inviter la morale commune » à prononcer une sentence. Donc, à la classification rationnelle des sophismes

1. Bentham, p. 39.
2. « Pour mieux faire comprendre la pensée de Bentham, nous ajouterons qu'il entend en général par *sophisme* tout argument qui fait appel à un préjugé ou une passion. Ainsi, ces dénominations latines pourraient se traduire ainsi : Appel 1° à la fausse modestie; 2° à la superstition; 3° à l'amitié; 4° à la crainte; 5° à la haine; 6° à l'envie; 7° à l'ordre; 8° à la paresse; 9° à l'orgueil; 10° au jugement; 11° à l'imagination. » (Note de M. Elias Regnault, traduction, p. 40.)
3. P. 38.

politiques, il est nécessaires (sinon, le nouveau traité n'a point de raison d'être) d'ajouter une réfutation en règle. Hamilton a donné, purement et simplement, le mécanisme de la sophistique parlementaire : avis aux dupes, leçon pour les trompeurs. Bentham, lui, prend ouvertement parti.

Ayant exposé, dans son *Traité de législation*, « les arguments qu'il croit bons », il s'attaque maintenant, avec une sainte colère, aux arguments « qu'il juge mauvais ». Il n'en laisse rien debout. Il ne se contente pas de dénoncer et de flétrir les artifices parlementaires ; il démonte pièce à pièce, comme un mécanisme, chaque « moyen de fausseté » qu'il a rencontré chez l'un ou l'autre des « subtils élèves d'Aristote », il décompose chacune de ces déceptions et fourberies ; il ne lâche le sophisme qu'après l'avoir montré funeste dans toutes ses conséquences et méprisable dans toutes ses parties. Suivez-le dans l'exécution des sophismes des *lois irrévocables* et des *vagues généralités*, du *bouclier des prévarications officielles* ; des sophismes d'*autorité*, d'*anarchie*, de l'*admirable institution* : il est impossible d'imaginer une dialectique plus serrée, plus nerveuse, plus vengeresse. Quand il est dans ses bons jours, rien ne subsiste du mensonge qu'il a surpris, saisi au collet et traîné à la barre. Il presse vraiment le sophisme jusqu'à la dernière goutte de fausseté. Il n'est pas moins impitoyable d'ailleurs pour les « simples termes imposteurs que pour les pensées fallacieuses ». — « Le mot *sophisme*, dit-il dans un préambule [1], ne s'applique pas seulement à une opinion fausse ou à une proposition contenant des opinions fausses, mais aussi à tout argument tendant à faire naître une opinion fausse, déjà conçue, pour

1. *Du Sophisme parlementaire*, p. 36.

entraîner ou maintenir dans quelque résolution funeste. » Et rien de ce qui peut tomber sous le coup de cette définition radicale n'est épargné. Il arrache tous les masques, il fait la lumière dans toutes les obscurités, il rétablit l'ordre vrai dans toutes les confusions artificielles; il *balaye* toutes les métaphores. « Dans l'atmosphère d'illusions où travaillent les mauvais gouvernements [1], on emploie le sophisme des *idoles allégoriques* pour appeler sur les hommes en place une considération indépendante de leur bonne conduite. On dit *le Gouvernement* pour les membres du corps gouvernant, *la Loi* pour les hommes de loi et *l'Église* pour les prêtres [2] ». Le loyal Anglais, à qui la Convention nationale a décerné le titre d'honneur de citoyen français, culbute toutes ces *idoles allégoriques* du haut de leur piédestal. Le sophiste a fait ces mots *concrets*; Bentham les refait *abstraits* [3]. — Comment procède la routine pour se défendre contre la réforme? « Dans ce que l'on vous propose, dit l'antinovateur, il n'y a peut-être aucun danger; mais considérez quels sont les auteurs de la proposition, et soyez convaincus que, derrière ces prétendus bienfaits, se cachent de ténébreux projets. Si vous laissez passer ces mesures en apparence innocentes, d'autres, d'un caractère plus dangereux, les suivront et devront passer de même [4]. » Et alors Bentham, après avoir montré dans un beau raisonnement, de forme mathématique, combien il est absurde de repousser A qui est une bonne mesure, à cause de B qui est une mesure mauvaise : « Ces principes politiques sont absolument ceux que l'on attribue à Hérode dans le massacre des

1. *Du Sophisme parlementaire*, p. 150.
2. *Id.*, p. 164.
3. *Id.*, p. 165.
4. *Id.*, p. 109.

innocents; et les hommes qui font valoir ces principes doivent avouer qu'à la place d'Hérode, ils eussent agi comme lui. »

Les divers sophismes que Hamilton avait tranquillement exposés, Bentham les dénonce et les détruit ainsi les uns après les autres; et, quels que soient les défauts de son livre, les mêmes d'ailleurs que ceux de la *Logique*, on n'assiste pas sans un vif plaisir à cette série d'exécutions. On a beau penser, en effet, que l'auteur de la *Logique*, en fournissant aux rhéteurs un véritable arsenal d'armes redoutables et sûres, nous a, par la même occasion, mis en garde contre « ces instruments de déception [1] »; il est toujours agréable de recueillir, alors même qu'elles ne sont pas d'une indispensable utilité, les énergiques protestations d'une âme honnête et droite. Bentham, cependant, se contente-t-il de proclamer *faux* les arguments que Hamilton a donnés sans les accompagner d'épithète d'aucune sorte? Le vertueux jurisconsulte borne-t-il son ambition à crier sur les toits, pour que tout le monde l'entende, ce que les seuls initiés lisaient déjà entre les lignes du sceptique homme d'État? Non, Bentham fait plus et il fait mieux. Comme il n'est pas sans connaître la manie de généraliser qui est la tendance naturelle du lecteur simpliste, il soupçonne que l'éloquence parlementaire elle-même, et avec elle le régime représentatif tout entier, seront rendus responsables des vices que Hamilton a signalés et qu'il a, lui, flétris. Il n'est parti en guerre que contre le sophisme politique : de déduction en déduction, les dupes, dont il a dessillé les yeux, vont incriminer et l'art même de la parole, le plus beau des arts quand il est au service d'une noble cause, et le système séculaire où il voyait,

1. *Du Sophisme parlementaire*, p. 110.

en bon Anglais, le palladium de la liberté nationale. Cette déduction finale qu'il prévoit, Bentham la repousse. *Cave a consequentiariis*, dit un adage de la scolastique dont Bentham a compris la haute prudence; d'avance il fait contre les tireurs de conséquences d'énergiques réserves. Il a considéré comme un devoir « de verser le blâme non seulement sur ceux qui emploient les sophismes, mais aussi sur ceux qui les acceptent, sous quelques formes qu'ils se présentent [1] ». Il manquerait à un autre devoir, non moins impérieux, s'il ne protestait contre des conclusions qui n'auraient que l'apparence de la logique et contre des confusions qui ne pourraient être que préjudiciables au bien public.

Donc, si Bentham, après Hamilton, a dressé le tableau des ruses et des pièges de l'éloquence politique, non seulement ce n'est pas dans le dessein de dénigrer et de saper le système représentatif, mais bien au contraire « parce que ce tableau peut être de quelque utilité au système parlementaire lui-même, vu qu'il met au grand jour les moyens ténébreux de l'intrigue et de la corruption, et qu'il signale aux hommes honnêtes toutes les embûches qui peuvent être tendues à leur bonne foi [2] ». Le régime parlementaire étant celui de la libre discussion, est-ce lui porter atteinte, n'est-ce pas lui rendre service que de signaler « les chausse-trapes où il pourrait s'effondrer, les broussailles touffues où le guette ce vice honteux, le mensonge »? Que poursuit ou doit vouloir l'assemblée des représentants de la nation? C'est l'intérêt général. Mais Bentham — aussi bien Hamilton avait-il fait de même — n'a rien omis « pour démontrer la liai-

1. *Du Sophisme parlementaire*, p. 111.
2. Conclusion, *in finem*.

son intime qui existe entre l'intérêt personnel et la mauvaise foi des sophistes ». Par conséquent, le but de l'auteur, et il le proclame, c'est de mettre en garde les amis éclairés du régime parlementaire contre les sophistes et les rhéteurs qui en sont les pires ennemis. « Tout ce qui tend à éclairer une assemblée d'hommes réunis pour délibérer sur les intérêts d'un pays, tend à donner à ces hommes une plus grande moralité. Tout ce qui tend à obscurcir leur intelligence, tend à corrompre leur moral. » Hamilton, soit scepticisme et indifférence, soit qu'il se fiât au sens de pénétration du public, avait donné ses *notes* sans commentaires d'aucune sorte. Bentham, qui est un utilitaire et qui ne pense pas que la masse des lecteurs soit capable de comprendre à demi-mot, établit avec toute la clarté désirable que le sophisme est « la maladie du régime parlementaire », qu'il n'en est pas l'essence. En résumé, il faut chercher à bannir le sophisme du Parlement, il ne faut pas supprimer le Parlement à cause du sophisme. « Quand les sauvages de la Louisiane, dit Montesquieu, veulent avoir du fruit, ils coupent l'arbre au pied, et cueillent le fruit : voilà le gouvernement despotique [1]. » Il y a d'autres sauvages qui, pour couper une branche malade, abattent l'arbre tout entier, et c'est contre eux que Bentham prend soin de s'inscrire en faux.

Le sophisme sera-t-il jamais entièrement banni des assemblées délibérantes ? On ne saurait l'espérer, car il en est des maladies de l'esprit comme de celles du corps : on peut en atténuer les effets fâcheux, on n'en peut détruire l'espèce. Mais empêcher les progrès du mal, c'est déjà beaucoup, et des livres comme ceux de Bentham et de Hamilton peuvent précisément

1. *Esprit des lois*, liv. V, chap. XIII.

servir à affaiblir le sophisme parlementaire. Aujourd'hui, sous la République, comme naguère sous la monarchie de Juillet, alors qu'Elias Regnault pouvait écrire que, « chez nous comme à Rome, les dépouilles de Carthage sont devenues la proie d'un joueur de flûte », la rhétorique supplée à trop de choses au détriment de l'État. Dévoiler ses artifices et ses ruses, vulgariser ses secrets, révéler « ses procédés ordinaires de fabrication », c'est donc en diminuer le prestige et l'influence et, par conséquent, c'est faire une œuvre qui peut n'être pas inutile. « Voilà qui gênera nos bons rhéteurs de Westminster », disait Samuel Johnson en rendant à Hamilton le manuscrit de la *Logique parlementaire*. C'est dans l'espoir — pourquoi le cacher? — de gêner un peu dans leur commerce nos bons rhéteurs du Palais-Bourbon que nous avons fait passer la Manche à ce petit livre.

Avril 1886.

GAMBETTA ORATEUR

GAMBETTA ORATEUR

LECTURE FAITE LE 7 JANVIER 1884
A L'ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENS SECRÉTAIRES
DE LA CONFÉRENCE DES AVOCATS [1]

Je veux d'abord remercier notre président [2] qui m'a désigné pour vous entretenir de Gambetta. Très proche lui-même de ce noble cœur, il savait par quelle affection, qui a été la force et la joie de ma jeunesse, Gambetta avait répondu à mon admiration. C'est à ces liens cruellement brisés que M. Allou a pensé en me choisissant. Je lui en exprime ma profonde reconnaissance.

C'est l'image de Gambetta orateur que je voudrais évoquer devant vous, d'abord parce que, dans le cadre étroit de cette notice, il serait impossible de reprendre dans son entier une existence qui fut pendant douze années l'histoire même de la France et de la République; ensuite, parce qu'une éloquence comme celle-là vaut la peine d'être étudiée séparément. Chez Gambetta, l'orateur assurément n'était pas tout l'homme.

1. M. Gambetta avait été secrétaire de la Conférence des avocats pendant l'année judiciaire 1862-1863, avec le numéro 3, sous le bâtonnat de M. Dufaure.

2. M. Édouard Allou, ancien bâtonnier, sénateur.

Mais la parole était sa véritable puissance et son arme principale, arme magnifique et redoutable entre toutes. L'histoire dira les combats qui en ont éprouvé la trempe. Nous pouvons examiner dès aujourd'hui quelle fut l'arme et comment elle fut forgée.

Gambetta était né orateur. Fils de cette robuste terre du Quercy qui joint à la généreuse Gironde, patrie de Guadet et de Gensonné, la brûlante Provence qui donna au monde Mirabeau, il mêlait dans ses veines au sang riche et substantiel des vieux légistes qu'il avait reçu de sa mère le feu des improvisateurs italiens. Aussi, au contraire de la plupart des hommes dont le jugement est faible quand les passions sont fortes, il était fort par le jugement autant que par la passion. Il a la fougue du Midi, et sa parole qui jaillit de source, comme une lave abondante, paraît souvent impatiente de rompre les digues et de déborder. Mais sa raison, haute et sereine, fortifiée et comme cuirassée par l'étude du droit et de la philosophie, oppose un barrage à cette inondation et donne aux flots de son éloquence, sans rien diminuer de leur élan, la régularité puissante des grands fleuves. Il a le goût très prononcé des controverses juridiques, même des discussions de texte et de simple procédure ; et les finesses subtiles de l'ancien barreau n'ont rien qui déplaise à la souplesse de son talent. Mais son cœur chaleureux se lasse bientôt de cette chicane, un coup d'aile le soulève, et son éloquence apparaît comme le talent de passionner la raison.

Être né avec le don généreux de la parole suffit à beaucoup de jeunes hommes : pour agir « par une sorte d'impression purement mécanique [1] » sur un peuple éternellement amoureux du cliquetis des mots,

1. Buffon, *Discours sur le style.*

est-ce que la véhémence oratoire n'est pas assez? Est-ce qu'un verbe abondant n'est pas tout le bagage, toute l'armure que réclame la politique? « Le corps parle au corps [1] », c'est assez. Un grand nombre de jeunes républicains pensaient ainsi vers la seconde moitié de l'Empire; Gambetta eut le bonheur d'avoir la conscience plus exigeante. Précisément parce qu'il se sentait capable de mériter un jour de la reconnaissance publique, il était affamé de toute espèce de connaissances et il n'éprouvait aucune hâte de se jeter dans la mêlée avant l'heure et sans un arsenal bien fourni. Dès le premier jour, le dehors, le jeu, le coup de théâtre, l'appareil sonore, ne lui semblèrent que le moyen et non le but. Avec le ton, les gestes et le fracas des paroles il voulut encore les choses, les pensées et les raisons. Le mot *orateur*, dans notre langue, n'exprime que la facilité de la parole. Mais Gambetta le traduisit comme on le comprenait à Rome, au beau temps de la République : *orator*, citoyen instruit dans toutes les matières de l'Etat et ayant pénétré toutes les affaires du gouvernement. De là cette première qualité de son éloquence : elle n'est pas un vain manteau qui cache la faiblesse ou même l'absence des idées. Elle entoure un corps robuste, des muscles bien nourris, elle n'est que la forme extérieure d'un système politique et social qui est lui-même le résultat d'un emmagasinement extraordinaire de pensées et d'une vaste succession d'études.

Cependant il n'avait point abandonné son génie oratoire aux hasards d'un développement sans règle, et, comme la politique, il étudia l'éloquence. Le travail fut analogue : assouplir les qualités qu'il avait reçues de la nature, les discipliner, les orienter vers l'ordre,

1. Même discours.

la mesure et l'harmonie. D'autres, depuis Démosthène jusqu'à Jules Favre, avaient commencé par lutter contre les difficultés d'une élocution pénible : Gambetta dut commencer par livrer bataille à une facilité, à une exubérance périlleuses. Pendant les huit années qu'il passa au barreau avant d'entrer au Corps législatif, il plaida fort peu et ne chercha pas à plaider davantage. Ses débuts, qui avaient excité une vive attention, l'avaient effrayé au lieu de l'éblouir. Il reconnut que la pente était glissante, et ce jeune homme enthousiaste, cet homme de grande et forte vie, s'arrêta, se cramponna, résista à des sollicitations nombreuses.

Étudier les maîtres de son art fut dès lors une de ses principales occupations, d'abord ceux qui régnaient à la tribune et à la barre, Thiers, Jules Favre, Crémieux, Lachaud, et celui qu'avec raison il admirait comme le plus grand de tous, Berryer; puis, surtout, les anciens, les orateurs de la Révolution et ceux de la monarchie parlementaire, qu'il lut et relut au *Moniteur* de la première à la dernière ligne, les prédicateurs de la chaire, et enfin, dans le texte original, Cicéron et Démosthène. Il se nourrit ainsi pendant plusieurs années, « du lait pur et substantiel de la sainte antiquité [1] ». Seulement, de temps à autre, il s'échappait, et dans quelque harangue éclatante, à la cour d'assises, dans les conférences du stage, à la conférence Molé, dans les réunions publiques, il ouvrait une écluse aux pensées qui bouillonnaient en lui; ces manifestations d'une force oratoire impétueuse et déjà invincible remplissaient ses auditeurs d'étonnement; mais elles ne marquaient pour lui que l'étiage de son progrès.

1. Expressions de d'Alembert.

Des études superficielles conduisent à l'imitation des modèles qu'on a eus sous les yeux; des études profondes ramènent à l'originalité, à la nature, mais elles y ramènent le talent avec une sève clarifiée et fécondée. Ce fut le cas de Gambetta. Préparé par cette remarquable éducation, il innove dans l'éloquence de la même manière à peu près qu'en politique. En politique, il se dégage des théories absolues et des conceptions nébuleuses qui depuis un demi-siècle arrêtaient la marche de son parti; il apparaît tout de suite, bien qu'au banc le plus élevé de l'opposition irréconciliable, comme un homme de gouvernement. Orateur, il dépouille l'éloquence républicaine des oripeaux et des lieux communs qui lui venaient de Jean-Jacques, et, « secouant jusqu'au despotisme de la langue [1] », réclame une forme simple et vigoureuse pour des idées pratiques et saines. Ce n'est pas qu'il ne soit capable, lui aussi, de dérouler en d'amples et sonores tirades la rhétorique romaine. Lisez, dans le plaidoyer pour Delescluze, « l'appel à la conscience humaine qui est impuissante à réagir, malgré le défilé sublime des Socrate, des Thraséas, des Cicéron, des Caton, des penseurs et des martyrs qui protestent au nom de la religion immolée, de la morale blessée, du droit écrasé sous la botte d'un soldat ». Mais c'est l'exception, et voici la marque habituelle et particulière de son éloquence. Après une merveilleuse série d'orateurs qui s'inspirent à l'étranger, Berryer et Jules Favre à Athènes, Dupin et Ledru à Rome, Guizot à Londres, lui, parlant fort et ferme, il apparaît comme le verbe vivant du vieux terroir national, et après les éloquences romaine, grecque, italienne, anglaise,

1. Expressions de Mirabeau dans la Correspondance avec Lamarck.

c'est l'éloquence gauloise qui éclate en lui. Oui, gauloise. La langue du XVIIIe siècle, claire et vive comme l'eau de roche avec Voltaire, majestueuse et chargée de métaphores avec Rousseau, d'une nerveuse et prégnante brièveté avec Montesquieu, n'est pas la sienne. Sa langue est celle du XVIe, le parler large et plein qui puise les mots dans le riche et robuste lexique du peuple, les pousse en avant, drus et nombreux, sans autre méthode que celle qui est nécessaire à marquer le progrès des idées, étale les images, surabonde de belle humeur et appelle les choses par leur nom. L'expression énergique et pittoresque est souvent un peu grosse; le flux des paroles est parfois tumultueux; les images sont parfois banales. Mais les images qui sont usées chez l'écrivain se rajeunissent à l'éclair rapide qui jaillit de la tribune, la sûreté de la pensée remet dans le désordre des mots une harmonie supérieure, et les mots eux-mêmes, les plus vulgaires et les plus rudes, emplissent la bouche et éveillent les échos.

Que cette haute graisse d'éloquence, si l'on peut ainsi traduire l'*oratoria ubertas* des Latins, ne soit pas toujours compatible avec la correction académique ou même grammaticale, cela n'a rien qui doive surprendre. Même dans les deux dernières années de sa vie, bien que son style se fût beaucoup allégé et que sa phrase, sans rien perdre de son ampleur, se dégageât dans une construction tous les jours plus régulière, Gambetta l'avouait en riant : « Je ne travaille point, disait-il, pour le *Courrier de Vaugelas*. » Et sa phrase en effet était la plus imprévue, la plus audacieuse, qu'on eût entendue depuis les orateurs populaires de la Révolution. Il a pris possession de la tribune, le front haut, le geste plein d'empire et de commandement, tantôt emporté par la colère, dans une attitude

de fougue tribunitienne, tantôt avec ce don terrible de la familiarité, modulant sa voix chaude et vibrante pour émouvoir ou pour convaincre; et les périodes succédant aux périodes, roulant comme de grandes nappes d'eau où se reflète le soleil, font surgir dans l'esprit de l'auditeur des images d'une rayonnante clarté. Mais Gambetta a cessé de parler, il s'agit maintenant de transcrire les paroles saisies au vol, de fixer cette lave sur le papier : un problème inextricable commence. Les mots sont là, les substantifs les plus précis, les adjectifs les plus appropriés. Mais où est le verbe? où est le sujet? où est le complément? Voici, dans une masse compacte, vingt lambeaux de phrase, chacun isolément irréprochable, et tous ayant formé, à l'audition, un ensemble d'un majestueux équilibre. Mais il n'y a pas de phrase, et ponctuer ce flux de paroles est impossible. Il faut se résigner à prodiguer les *tirets* et les *trois points* [1].

1. Je choisis un exemple entre mille, dans le discours sur l'amnistie, le passage où l'orateur expliqua l'élection de Trinquet par un quartier de Paris : « Eh bien, je vous le dis, l'élection de Trinquet, c'est la dernière manœuvre d'un parti dans la main duquel on va briser l'arme nécessaire et unique; l'élection de Trinquet, de Trinquet qui, heureusement, a été gracié; de Trinquet qui a payé pour beaucoup d'autres; de Trinquet qu'on appelait tout à l'heure le galérien; de Trinquet, — je peux bien le dire avec le sentiment de ce que vaut ici un pareil témoignage, — de Trinquet qu'on eût dû faire revenir plus tôt, car il était de ces galériens qui sont allés au bagne, non pas pour les crimes qu'ils avaient commis, mais pour la solidarité qu'ils avaient acceptée et que d'autres plus heureux, plus habiles, avaient déclinée par la fuite... » Il y eut, quand Gambetta prononça ces paroles, un frémissement dans l'Assemblée. Mais essayez de construire la phrase et vous ne trouverez qu'un sujet (*l'élection de Trinquet*) qu'aucun verbe ne suit. Le nom de ce vaincu, prononcé avec un certain accent, a éveillé chez l'orateur le souvenir du passé. Quel est cet homme? Voilà ce qu'il faut dire. *Il a payé pour beaucoup d'autres.* Comment? Pourquoi? *Car il était de ces galériens...* Et les autres? *Ils ont décliné*

Ainsi, chez Gambetta, point de correction grammaticale, point d'ossature régulière dans le discours, et cela par deux raisons : d'abord, parce que sa parole est toujours soudaine, toujours improvisée; ensuite, parce que la trame serrée et savante du discours est une sujétion dont son libre génie ne veut pas s'accommoder. Comme Mirabeau, il pense et parle à tire-d'aile. Comme lui, s'il donne sa phrase oratoire de toute l'haleine de sa vaste poitrine, il est incapable de résister à l'appel séduisant des idées multiples que le choc des interruptions ou le hasard de sa propre parole a fait surgir devant lui. Dès qu'une image a éveillé une autre image, il faut qu'il l'exprime aussitôt, dans une longue incidente ou dans un développement nouveau. Un discours de Gambetta est un enchaînement continuel de parenthèses.

Mais si la correction de la phrase fait défaut, il en est autrement de la propriété des mots et des termes. La passion a beau précipiter la marche de sa pensée : l'abondance désordonnée des idées n'en exclut point la justesse, et ses conceptions sont trop claires pour n'être pas exprimées clairement. La clarté est en effet son grand souci et il entend l'obtenir à tout prix, sans plus reculer devant les redites que devant les néologismes. Plutôt que de laisser à sa pensée une forme qui ne la traduise pas avec la fidélité d'un moulage, il revient deux et trois fois sur l'expression, l'atténuant ou la fortifiant, mais la rendant toujours plus adéquate à son idée, à l'impression qu'il veut produire. Il lui importe peu qu'il en résulte quelque lourdeur ou quelque grave défaut d'harmonie. Ce qu'il veut, c'est

par la fuite... Et le mouvement oratoire s'interrompt à mi-route, mais aucun passage de ce discours n'a mieux établi la raison profonde qui faisait l'amnistie juste et nécessaire.

être compris, c'est gagner la bataille, c'est réussir dans l'œuvre de conviction qui est la cause finale de l'éloquence, c'est s'acquitter de sa fonction « d'un dictateur de la persuasion ». Aussi, la lumière diffuse ne lui suffit-elle pas ; il faut qu'une lumière maîtresse vienne de temps à autre éclairer l'idée maîtresse du discours et détacher dans cette accumulation formidable de mots ce qui est or pur. Alors, une formule, frappée comme une médaille antique, résume toute une harangue, toute une bataille, tout l'effort d'un parti et, dans une consonance qui marque encore la vigueur de la pensée, devient le cri de guerre qui conduira l'armée républicaine à la victoire.

A moins qu'il n'ait été provoqué par quelque interpellation qui l'ait ébranlé dans les fibres profondes de son être, soit que la République, soit que la Patrie aient été outragées, il ne commence aucun discours sans embarras. La tribune est son élément, et pourtant le préambule de chacune de ses harangues est marqué par quelque chose de vague, d'obscur et d'hésitant ; il n'est pas jusqu'à l'empâtement d'un débit sourd qui ne semble obliger les auditeurs à participer à l'affranchissement difficile de sa pensée. Comme un de ces vastes oiseaux de mer qui, s'étant reposé sur le rivage, ne réussit pas du premier coup à s'élever de nouveau dans les airs, se bat les flancs d'une aile pesante et ne commence à voler d'une course rapide et sûre qu'après avoir atteint les hautes régions du plein ciel, lui aussi se dégage lourdement de son sujet, et sa parole reste maladroite et gauche aussi longtemps qu'il n'a pas pris tout son essor. Mais alors, quand il s'est emparé de la tribune et qu'il étreint son sujet, nul ne lui est comparable pour l'ampleur du langage, pour la fierté de l'attitude, le son pénétrant de la voix, la force des gestes, pour la beauté des colères et

la science de la dialectique. Mirabeau, Berryer, Gambetta, voilà bien la grande trilogie de l'éloquence française. Il improvise, mais il sait d'où il part et où il va : dès le seuil de son discours il voit comme un sommet élevé le but où il tend, et chacun le devine avec lui. Subjuguer l'Assemblée, forcer l'âme de l'auditeur à répondre à la sienne, c'est son but, il ne le cache point; mais pour l'atteindre, les artifices oratoires, les réticences, les ruses, les habiletés de second ordre sont des procédés qu'il dédaigne.

Après qu'il a fait une première revue de ses preuves et les a disposées pour l'attaque en ordre de bataille, il s'en va droit devant lui, au pas militaire, sonnant la charge, soulevé à chaque pas par le mouvement des intelligences qui gronde, acclamation ou protestation, autour de lui. S'adressant dans l'espace de quelques minutes à la raison et à la passion, il apparaît, comme dans une succession d'éclairs, familier et véhément, emporté et railleur, plein d'arguments saisissants et de traits superbes, pressant et dominateur, ardent et logique, toujours plein de puissance et comme un despote de la tribune, enthousiaste, suivant le sens propre de l'expression grecque, sentant une divinité en lui. Il est tant varié qu'on le dirait multiple, un Protée de l'éloquence. Tantôt il plaide, et le mot de Napoléon revient à toutes les mémoires : « Je suis lion, mais je sais être renard »; il argumente avec une justesse et une finesse qui captivent; il tire d'une cause, d'un simple texte, d'un mot imprudent, tout ce qu'on peut y trouver à la fois de spécieux et de solide; sa vaste et fidèle mémoire alimente son discours d'exemples; il est logique, nerveux et perfide comme Sheridan ou Démosthène lui-même. Tantôt allant et venant à la tribune, secouant ses cheveux, balayant le marbre de sa large main, il

s'abandonne au seul génie de l'éloquence, et le frisson du sublime court dans toutes les veines. Quand il raille, son ironie est terrible. Elle est massue, mais massue hérissée de pointes, qui assomme et déchire du même coup. Quand il supplie, sa voix mâle prend un accent pathétique et tendre, celui de la Patrie elle-même qui implore; et les émotions de son âme, quand l'image du territoire démembré ou des armées trahies surgit devant lui, arrachent des larmes aux yeux les plus arides. Quand la colère le saisit, c'est un géant qui tonne, et malheur à celui sur qui s'abat cette tempête de foudres! Mais il n'est jamais le jouet des orages qu'il a déchaînés; la colère l'embrase dans tout son être physique, et pourtant il ne raisonne jamais mieux que dans l'emportement : l'irritation dégage chez lui comme une logique supérieure à celle de la raison calme, et Gambetta en colère, c'est deux fois Gambetta.

L'inspiration oratoire, celle qui consiste à évoquer les grands souvenirs et les grands hommes de l'histoire, est rare dans ses discours; mais les images, tour à tour éblouissantes et familières, empruntées souvent au domaine de la science, sont très fréquentes. Ses ripostes sont cruelles et promptes, et il met souvent autant de choses dans un mot que dans un discours. Dépositaire de l'autorité de la Chambre, il était incomparable pour la dignité dans les occasions solennelles, la ferme bienveillance dans l'ordinaire des séances, le dédain quand l'insulté n'est pas le président de la Chambre, mais lui-même. Ministre des affaires étrangères ou chef du grand parti qu'il avait fondé, lorsque le sujet est de ceux qui exigent une réserve sévère de langage, un diplomate qui serait orateur, Talleyrand parlant comme il savait écrire, ne serait pas plus souple, plus délicat ni plus

ingénieux. Il reste toujours lui-même, et cependant il sait accommoder son éloquence à toutes les conditions du milieu. Parfois il s'amuse à réaliser de véritables tours de force. Ici, dans une réunion populaire où toute une armée d'ouvriers et de paysans se presse pour l'entendre, il développe une théorie de la plus haute philosophie politique, et cette théorie, approfondie, creusée, retournée dans tous ses problèmes, pénètre en ces cerveaux à peine dégrossis comme dans l'étoffe la plus souple. Là, dans une Assemblée législative grave et souvent prévenue contre lui, c'est la passion qu'il fait éclater et qui arrache les applaudissements aux plus hostiles, parfois même le vote aux plus rebelles.

Ainsi, présenter Gambetta comme un orateur tout d'extérieur, une espèce de monstre, grand surtout par sa voix, sa tête de lion, sa crinière, son sourcil, ses grands gestes, serait commettre un ridicule contresens. Assurément, il n'a pas remporté ses plus éclatants triomphes comme métaphysicien politique, et ses grandes victoires oratoires, celles qui résonnaient d'un bout à l'autre du territoire de la République et jusqu'aux confins les plus reculés du monde, il les a gagnées dans l'attaque et l'assaut contre les puissants du jour, alors qu'il forgeait et mélangeait dans sa parole sa passion personnelle et celle de ses amis, avec toutes les marques brûlantes de l'éloquence tribunitienne, flamme, élan, audace, mais aussi avec les défauts ordinaires de cette éloquence, je ne sais quoi d'exagéré, d'injuste et de banal. Les harangues indignées contre le régime de Décembre, depuis le coup de tonnerre du procès Baudin jusqu'à l'effroyable malédiction contre la trahison de Metz; les réquisitoires contre les chefs des réactions royalistes et cléricales contre ceux qui détestent la cause

de la Révolution et contre ceux qui la compromettent, voilà certes ses plus illustres triomphes, ses Austerlitz et ses Iéna. Mais ces pages embrasées ne sont pas tout son œuvre. Des discours, en effet, où la passion prend la premiere place, il en est comme des abeilles qui meurent de leur victoire. Qu'en reste-t-il quand la bataille est gagnée, quand l'ennemi a disparu? « Voilà bien le mot, mais où est le geste? Voilà le cri; où est l'accent? Voilà la parole; où est le regard? Voilà le discours; où est la comédie du discours? [1] » C'est à peine si, dans l'histoire de l'éloquence, quelques grands cris font exception à cette règle, — l'évocation des guerriers morts à Marathon, le serment du consul romain : « Je jure que j'ai sauvé la patrie! » la nuit, la nuit effroyable où Madame est morte, la réponse de Mirabeau au marquis de Dreux-Brézé, le défi de Danton : « De l'audace! toujours de l'audace! », l'anathème de Berryer : « On ne parle pas ainsi de la France! » Mais, d'ordinaire, plus l'éloquence est retentissante, moins l'écho en est durable. La seule éloquence qui vive et qui défie le temps et l'occasion, c'est celle de la raison. Celle-là est éternelle comme la raison même. C'est cette éloquence qui a donné la durée aux plaidoyers de Démosthène comme aux sermons de Bossuet. C'est elle qui transmettra à la postérité la plus lointaine les discours de Gambetta pour l'éducation politique du peuple.

En effet, c'est là qu'il excelle, qu'il est vraiment original et le premier dans un genre nouveau. D'autres ont manié comme lui, et même mieux que lui, l'invective et la prière, la menace et l'ironie, la colère et la pitié. Nul ne l'a égalé dans la prédication de la Révolution française. Tout ce qu'il y a de meilleur

1. Victor Hugo, *Sur Mirabeau*.

en lui, l'ensemble et le concert de ses étonnantes facultés, l'immensité de ses études et de ses connaissances, l'élévation et la largeur de ses vues, la solidité de sa raison, sa connaissance des affaires, la profondeur de ses théories, tout cela Gambetta l'a fondu dans l'éloquence spéciale qu'il a mise au service direct de la démocratie pour l'éducation de la nation émancipée. Ayant composé une politique de gouvernement dont les principes de 89 étaient le point d'appui, les nouvelles couches sociales le levier et la reconstitution de la grandeur française le but, il s'agissait de faire pénétrer cette doctrine au cœur même de la nation. Or, aucun moyen n'était plus efficace que la propagande par la parole : où passe l'article du journal, le discours marque une empreinte profonde, et c'est à l'éloquence qu'il a recours, tantôt dans les banquets populaires qui réunissent des centaines de convives, tantôt dans les conférences. Là, sans entraves, sans gêne d'aucune sorte, le tribun républicain peut devenir prédicateur et exposer sous toutes ses faces toutes les parties de sa doctrine. Là, il est éloquent parce qu'il est simple, et vraiment grand orateur parce qu'il ne cherche pas à l'être. Il démontre et il enseigne; et pour démontrer, pour enseigner, il rejette tout le fatras des épithètes sonores, il n'accumule plus les énumérations comme des ornements, mais comme des preuves; il ne cherche pas l'harmonie des mots, mais seulement l'enchaînement des idées. Dans ces discours, le caractère de son éloquence c'est la justesse et non l'audace, et la majesté de l'expression n'est plus que la marque de la sûreté du bon sens. Hier, quand il s'agissait de renverser les derniers vestiges de l'ancien régime, c'était la bataille, et il valait mieux frapper fort que juste; c'était l'heure de l'éloquence révolutionnaire.

Aujourd'hui, il s'agit de fonder le gouvernement républicain sur ces bases inébranlables : la recherche continue et patiente du progrès dans les lois, et dans les mœurs le respect de la légalité, — et c'est à la raison et au bon sens qu'il s'adresse, sans une heure d'impatience, résolu à reprendre et à recommencer ses démonstrations jusqu'à ce que l'œuvre de lumière soit parfaite. Éparse dans cinquante discours prononcés aux quatre coins de la France, c'est toute la Charte d'un monde nouveau. Ni la sobriété savante d'un Montesquieu, ni l'austère dogmatisme d'un Sieyès, ni la métaphysique élégante d'un Condorcet n'eussent convenu à cette propagande. Plus cette philosophie gouvernementale est nouvelle pour le peuple tumultueux des villes et le peuple encore ignorant des campagnes, plus il importe de la rendre familière par la forme et acceptable à tous, vraiment démocratique. « L'orateur doit être personnel, avait-il dit dans un essai de jeunesse, il doit suivre la nature et fuir la convention, se creuser lui-même. Avec la nature, la parole perd quelques atours, mais gagne en virilité, en véhémence. Tacite a raison : il vaut mieux revêtir l'orateur d'une étoffe même grossière que lui donner le fard et les ajustements d'une courtisane. »

On a vanté souvent la correction irréprochable de Démosthène qui prononçait, lui aussi, ses discours sur l'Agora devant le peuple tout entier; et le plaisir très vif que les Athéniens prenaient moins encore à ses pensées qu'à l'agencement rythmique de ses phrases où jamais plus de deux syllabes brèves ne se sont succédé sans raison. Mais quel était ce peuple? Quelques milliers de citoyens, dont l'éloquence était l'occupation quotidienne, et à qui l'institution de l'esclavage donnait de longs loisirs, sous le ciel bleu de la Grèce,

pour la culture raffinée de l'esprit. Ici, le peuple, c'est dix millions d'hommes, ouvriers, paysans, petits bourgeois, artisans, dont toute l'existence est absorbée par les soucis de la vie matérielle. Est-ce qu'à ce peuple, aux rudes ouvriers de Belleville, aux marins du Havre et de Honfleur, aux filateurs et aux tisserands de Lyon et de Lille, aux âpres montagnards du Dauphiné et de la Savoie, aux paysans de l'Yonne et de la Nièvre courbés sur la glèbe, on parlerait utilement le même langage qu'aux plébéiens aristocratiques de la cité de Minerve? Non, vraiment, ce serait perdre ses peines, lâcher le triomphe de l'idée pour la gloire vaine des académies. Ici, il importe peu que le discours perde quelque chose en sobriété et en convenance, s'il gagne autant et plus en sincérité, en énergie et en puissance de persuasion, si l'idée surtout se dégage lumineuse et forte....

Et telle elle se dégage, en effet, dans cette merveilleuse série de promenades oratoires où, vraiment, sous la parole de Gambetta, naquit une démocratie nouvelle. Du nord au sud et de l'est à l'ouest, chaque fois que les vacances parlementaires lui en donnaient le loisir, il allait répandre, sans une heure de lassitude, ses fortes doctrines, les principes et les règles d'une conduite politique très sage, et toujours le principe le plus important à comprendre, la règle la plus utile à pratiquer à l'heure où il parlait, recommander la patience et le courage, démontrer la nécessité et l'excellence de la République, semer la confiance à pleines mains. A Bordeaux : « Que pour tout le monde il soit bien entendu que, lorsqu'en France un citoyen est né, il est né un soldat. » A Saint-Quentin : « Ne parlons jamais de l'étranger; mais que l'on comprenne que nous y pensons toujours. » Au Havre : « Il n'y a pas de remède social, parce qu'il n'y a pas *une* ques-

tion sociale. » A Grenoble : « Le pays, après avoir essayé bien des formes de gouvernement, veut s'adresser à une autre couche sociale pour expérimenter la forme républicaine. » A Lille : « Ce qui constitue la vraie démocratie, ce n'est pas de reconnaître les égaux, c'est d'en faire. » A Belleville : « Le Sénat sera le grand conseil des communes de France, l'ancre de salut de la République. » A Lyon : « Nous ne sommes pas une République fermée, nous n'exigeons que la loyauté dans le concours et la sincérité dans les actes.... » A Paris : « Je me sens assez libre pour être à la fois le dévot de Jeanne la Lorraine et l'admirateur et le disciple de Voltaire. » A Versailles : « C'est parce que l'armée est la représentation exacte et complète de la France qu'il importe plus que jamais qu'elle ne délibère pas sous les armes, que sa discipline soit immuable et inflexible. » A Romans : « La démocratie doit être un parti d'ordre et de consolidation, parce qu'elle est le seul parti en état de régénérer la France. » A Cherbourg : « Les grandes réparations peuvent sortir du droit. » A Cahors : « Ne criez pas : *Vive Gambetta!* criez : *Vive la République!* car il faut que les têtes jeunes se pénètrent de cette idée, que les hommes ne sont rien et que les principes sont tout.... » Et l'espérance, à ces paroles, renaissait dans les cœurs, de longs lendemains apparaissaient à nos yeux, nul ne se doutait que cette vie serait aussi courte que glorieuse, qu'elle passerait au ciel sombre de notre histoire contemporaine comme un météore. Quinze ans à peine! 1868, le plaidoyer pour Delescluze, l'explosion de la conscience publique qui fut le signal du réveil définitif de la France; — 1870, le discours contre le plébiciste, cet exposé de la politique tirée du suffrage universel qui produisit sur Guizot une telle impression, qu'après l'avoir lu, tout à coup, comme le vieil

Entelle ramassant une dernière fois ses cestes, ce vétéran rompit un silence de vingt années, et lui qui avait été le rival de Thiers, de Lamartine et de Ledru, prononça pour lui seul et son fils, qui l'écoutait, son dernier discours en réponse à Gambetta; — 1882, le discours sur les affaires d'Égypte, le chant du cygne qui est une vision si étonnante de l'avenir, où furent prononcées ces paroles, véritable testament du patriote qui allait mourir : « Dans un grand gouvernement comme le gouvernement de la République française, il y a un devoir étroit qui s'impose à ceux qui ont l'honneur d'être les dépositaires du pouvoir, c'est de ne pas laisser amoindrir dans leurs mains le patrimoine de la France; et c'est justement parce que ce patrimoine est ancien qu'il n'en est que plus sacré! »

Aussi bien, voilà dans ces dernières paroles la pensée dominante de Gambetta, celle qui illumine vraiment toute sa vie et qui continuera l'écho de ses accents à travers les siècles. C'est pour maintenir d'abord, ensuite pour reconstituer l'intégrité du patrimoine sacré de la France, qu'il a lutté et souffert. C'est dans cette préoccupation de toutes les heures qu'il a trouvé ses accents les plus éloquents, enseignant à ses amis la patience et l'obstination indomptable, prêchant l'union de tous les républicains et de tous les Français, ce qu'il appelait, d'une expression admirable, l'*Édit de Nantes des partis*, répétant sans cesse que le patriotisme est la première des vertus civiques et celle qui les résume toutes, faisant pénétrer au plus profond des cœurs, naguère encore défiants, le culte passionné de l'armée nationale, « espoir suprême et suprême pensée ».

Un jour, — car comment ne pas rappeler encore ce discours? — un jour, dans un banquet sur la frontière

de la Suisse, un convive qui lui portait un toast avait prononcé cette phrase : « Mais si, à la suite d'événements improbables, on était disposé à essayer de nouveau d'un régime monarchique, oh! alors, nous nous souviendrions que près de nous se trouve un petit pays qui a su conquérir de grandes libertés et qui veut le maintien des institutions républicaines; là où se trouve la liberté doit exister une patrie. » Et Gambetta répondit : « Ah! oui, la France glorieuse et replacée, sous l'égide de la République, à la tête du monde, groupant sous ses ailes tous ses enfants désormais unis pour la défendre au nom d'un seul principe et présentant au monde ses légions d'artistes, d'ouvriers, de bourgeois et de paysans; ah! oui, il est bon de faire partie d'une France pareille, et il n'est pas un homme qui, alors, ne se glorifiât pas de dire, à son tour : Je suis citoyen français! Mais il n'y a pas que cette France, que cette France glorieuse, que cette France révolutionnaire, que cette France émancipatrice et initiatrice du genre humain, que cette France d'une activité merveilleuse et, comme on l'a dit, cette France nourrice des idées générales du monde : il y a une autre France que je n'aime pas moins, une autre France qui m'est encore plus chère, c'est la France misérable, c'est la France vaincue et humiliée, c'est la France qui est accablée; c'est la France qui traîne son boulet depuis quatorze siècles; la France qui crie, suppliante, vers la justice et vers la liberté; la France que les despotes poussent constamment sur les champs de bataille, sous prétexte de liberté, pour lui faire verser son sang par toutes les artères et par toutes les veines; la France que dans sa défaite on calomnie, que l'on outrage; oh! cette France-là, je l'aime comme on aime une mère; c'est à celle-là qu'il faut faire le sacrifice de sa vie, de son amour-propre et de ses jouissances égoïstes; c'est de

celle-là qu'il faut dire : Là où est la France, là est la patrie. »

Lorsqu'un homme a prononcé de pareilles paroles et qu'à travers les luttes politiques les plus ardentes, il n'a pas été infidèle une heure à un pareil amour de son pays, on peut attendre en toute tranquillité le jugement qui sera porté par la postérité sur sa mémoire. Que d'autres, dans la révolution ou dans le gouvernement, dans le maniement des hommes et dans la triture des idées, aient déployé des qualités supérieures aux siennes, c'est une question sur laquelle la discussion sera sans doute ouverte pendant très longtemps. Mais jamais la France n'a été plus adorée que par lui, et nul n'a proclamé ce culte dans un plus poignant et plus généreux langage. Je vous ai donné lecture d'un court fragment du discours prononcé à Thonon. Vous lirez vous-mêmes ou vous relirez les circulaires et proclamations de la Défense nationale, les dépêches à Jules Favre et au général Trochu. Il n'est pas besoin de commentaires pour de telles pages, et l'on ne peut porter sur elles qu'un seul jugement : comme Rouget de l'Isle qui n'a pas composé la *Marseillaise*, mais qui l'a *trouvée*, selon le fameux récit de Michelet, dans la foule émue, dans l'atmosphère brûlante, dans les bataillons de volontaires accourus à Strasbourg, dans les prières des femmes, les pleurs des cloches, le tonnerre lointain des canons, — Gambetta, dans les appels aux armes et les *Sursum corda!* de l'année terrible, a été la voix même de la patrie : Gambetta était alors plus grand que Gambetta.

Aussi, tant qu'il y aura une France sur la carte du monde, les discours de la Défense nationale seront jeunes et glorieux dans la mémoire des hommes. Car ces discours ont ranimé l'âme découragée de la nation. Car ils ont dressé contre l'invasion du Nord les

dix armées héroïques par qui l'honneur, à défaut de la fortune, a été sauvé. Car, dans les autres discours de Gambetta, on peut apprendre à aimer la liberté, la démocratie, la justice, la sagesse, la République; mais dans ceux-ci, on apprend mieux : on apprend « à aimer la Patrie jusqu'à la mort [1] ».

1. Discours du 21 février 1881, à la Chambre des députés.

NOTES ET SOUVENIRS

GORDON

LA MALADIE ET LA MORT DE GAMBETTA

GORDON

I

J'ai passé dans la compagnie du général Gordon l'un de mes plus charmants *chapitres* de voyage.

C'était vers la fin de janvier 1880; je venais de parcourir pendant trois mois la Syrie, depuis Balbeck jusqu'à El-Kantara, et la basse Égypte, alors prospère et tranquille, un véritable jardin d'Éden. Je n'ai jamais quitté l'Orient sans tristesse, et, ce jour-là, comme je m'embarquais à Alexandrie pour Naples, mon regret était plus vif encore que d'ordinaire. Assis à l'arrière du navire, je ne pouvais détacher mes yeux de ce rivage égyptien où s'élevait au grand soleil, toute débordante de vie, la ville immense que le génie grec avait faite et qui est restée grecque depuis deux mille ans. Les belles maisons du quartier européen resplendissaient dans la chaude lumière, et des centaines de barques, légères et bruyantes, volaient sur les eaux bleues de la rade. Qui nous eût dit alors que, trois ans plus tard, la furie d'une soldatesque et d'une populace également sauvages ferait de ce monument de gloire et de travail une effroyable ruine?

Au dernier moment, comme le *steamer* allait lever l'ancre, nous aperçûmes un caïq qui se dirigeait vers nous à force de rames et qui bientôt accosta. « Gordon pacha! » crièrent mes voisins, et, l'instant d'après, le général sauta sur le pont. Je quittai le spectacle d'Alexandrie pour considérer le fameux vainqueur des Taï-Pings, qui s'était rapproché de notre groupe. C'était alors un homme d'une quarantaine d'années, de taille moyenne, très maigre, la démarche inquiète, les yeux très doux, vagues, comme perdus dans un monde lointain de pensées, le teint haut en couleur, de ce bronze rouge que donne la complexion *brique* des Anglais quand elle a été dorée par le soleil des tropiques. Il semblait et il était, en effet, à la fois accablé de lassitude et rongé de colère. Quelques personnes qui l'avaient rencontré au Caire l'abordèrent avec de grandes marques de déférence. Il les reçut froidement et leur tourna le dos pour se mettre à arpenter le pont en fumant des cigarettes. Pendant toute la journée il resta seul ainsi à marcher à grands pas, de la poupe à la proue, comme un lion en cage. Ce n'était pas une connaissance facile à commencer.

Cependant, vers le soir, à l'heure où la tranquillité des mers orientales se communique aux plus agités avec une force invincible, Gordon parut se calmer. Il rejoignit le capitaine, avec qui je causais, et la conversation s'engagea en langue anglaise : « D'où venez-vous? » Je lui résumai en anglais mon voyage de Syrie. « Quel a été votre itinéraire? » Je pris l'album qu'il me tendait et dessinai un croquis assez exact de ma route. « Ah! c'est très bien; vous aimez la géographie! » Et de ce moment nous fûmes amis. La religion et la géographie ont été les deux grandes, les deux seules passions de Gordon. La sainte Bible et un bon atlas, il n'a pas d'autre bagage sur le dromadaire

qui l'emporte à cette heure à travers les déserts de Nubie vers la victoire ou vers la mort.

Le trajet d'Alexandrie à Naples dure environ trois jours; ce furent trois jours de causerie ininterrompue. Il parlait des heures entières d'affilée, en homme qui, ayant passé trois années entières au milieu des barbares, a des arriérés insupportables d'épanchement. L'ex-*roi sans couronne du Soudan* était un vaincu. Il s'était attaché avec enthousiasme à son entreprise du haut Nil — la chasse rude et sans merci aux marchands d'esclaves, aux trafiquants de chair humaine — lorsqu'il céda un jour à la fâcheuse inspiration de se mêler des affaires intérieures de l'Égypte, qui ne le regardaient pas. Très attristé par la chute de son maître et ami Ismaïl, Gordon avait adressé une série de remontrances comminatoires au nouveau vice-roi, aux membres du cabinet Riaz, aux consuls de France et d'Angleterre, aux contrôleurs généraux; le scandale au Caire avait été violent, le cabinet de Londres s'était fâché et Gordon avait reçu une lettre de rappel. C'est à cet ordre qu'il obéissait quand je l'avais rencontré, encore tout ulcéré par « l'injustice » de son gouvernement et « l'ingratitude » du khédive. Non point que Gordon répugnât à revenir à Londres, où il se proposait de livrer bataille à l'avant-garde des partis libéraux. Mais avoir quitté le Soudan avant l'heure et abandonné son œuvre à peine ébauchée à des successeurs qui n'auraient point sa croyance ni son indomptable énergie, cette pensée était une torture, et naturellement il y revenait sans cesse. Il me raconta ainsi tous les épisodes de sa mission au Soudan, sans insister cependant sur sa captivité en Abyssinie, et tous les projets qu'il avait formés pour changer en un Eldorado le « pays des noirs sans limites ».

D'ailleurs, il n'entendait point son œuvre en poli-

tique, mais en croyant; c'était pour l'Évangile, pour le Christ qu'il avait combattu, et la foi de ce héros illuminé se répandait en préceptes que je recevais comme il convient. Ce diable d'homme, parlant presque à la fois anglais et français, mêlant aux observations d'une expérience profonde les fantaisies d'une imagination mal réglée, inventant toutes les heures un nouveau partage du monde et surtout de l'empire ottoman, chantant tour à tour les louanges éternelles de Dieu et flétrissant la « gredinerie » du ministère tory, était bien le compagnon de voyage le plus amusant qu'il fût possible de rêver. « Il faut chasser les infidèles, disait-il, donner Constantinople aux Russes, la Syrie avec Jérusalem à la *belle* France, l'Égypte à la *perfide Albion.* » Et la nuit douce envahissait le ciel pendant que nous devisions de la sorte; les étoiles s'allumaient, la côte de Sicile se perdait dans le lointain, et le rouge volcan de Lipari illuminait la mer.

II

Nous nous séparâmes en débarquant à Naples, Gordon pour se rendre au débotté chez Ismaïl pacha, qui avait envoyé un officier à sa rencontre. Le soir, en rentrant à l'hôtel, je trouvai une lettre de Gordon. L'ex-khédive l'avait prié de m'engager à déjeuner pour le lendemain, et mon nouvel ami ajoutait : « Je vous prie de tenir vos oreilles ouvertes, car Ismaïl est un homme extraordinaire. » Gordon d'ailleurs devait être de la partie.

Nous passâmes toute la journée du lendemain à la *Favorite.* Le khédive détrôné promenant dans les grands jardins d'un autre roi découronné les mélancolies amères de la première année d'inaction forcée, cette cour réduite à sa plus simple expression, le voi-

sinage mystérieux de deux ou trois harems parqués dans une des ailes du château et que plusieurs évasions heureuses venaient d'agiter d'un esprit général de révolte, la mer bleue semée d'îles s'étendant devant les terrasses, et derrière les grands murs, par cet hiver exceptionnel, le sommet du Vésuve saupoudré de neige, tout cet assemblage formait le plus étonnant spectacle. Ismaïl parlait avec dignité de son exil et des fautes qui avaient amené son abdication. On avait été injuste à son égard; mais lui-même avait été souvent mal inspiré, mal conseillé; s'il avait la conviction que l'histoire rendrait hommage aux grandes choses que son règne avait réalisées, il tenait à prendre les devants pour reconnaître lui-même ses erreurs; il pouvait affirmer cependant que ses intentions avaient toujours été d'un *patriote* et qu'il faisait des vœux pour la prospérité continue de *son* Égypte, pour *son* fils, pour *son* canal de Suez, *ceci et cela et tout cela.* A chaque instant il en appelait au témoignage de Gordon, qui disait *amen* à toutes ses paroles.

Le soir en revenant à Naples, le lendemain à Pompéi, Gordon n'arrêta pas de ramener la conversation sur Ismaïl et les affaires du Soudan. Ni la gaieté charmante de la Chiaia, ni la douce majesté des ruines romaines, ni la vue du Vésuve fumant sous sa chape blanche, ne pouvaient le distraire de sa pensée dominante. Dans la correspondance que nous avons plus tard entretenue pendant quelques mois, il revenait de même, à chaque page, à son cher Soudan. « J'ai dit à lord Lyons, m'écrivait-il le 5 février, que je ne resterais point tranquille tant qu'on ne ferait rien pour mes troupeaux du Soudan (*I would not stay quiet unless something was done for my flocks in Soudan*) et que, si le gouvernement anglais n'agissait point, ce serait le gouvernement français qui prendrait en main

la juste cause des pauvres esclaves. » Relisant aujourd'hui ces lettres de Gordon et me rappelant nos causeries, je ne puis assez admirer la clairvoyance qui lui montrait dans la mauvaise administration du Soudan un danger redoutable pour l'Égypte et les intérêts européens dans la vallée du Nil.

« Ce serait dommage, disait-il dans une autre lettre, de perdre un pays comme la région du haut Nil, et il est aussi important de bien gouverner le Soudan que l'Égypte, l'un étant la tête et la poitrine, l'autre le ventre et les jambes (*sic*, en français). Dites bien à Gambetta d'insister sur le contrôle, sur le Soudan.... Ne pas perdre le Soudan, c'est ma prière. » Récapitulant toutes les fautes qui avaient été commises par M. Disraëli, il s'indignait, menaçait, m'annonçait qu'il se préparait à faire dans les journaux de l'opposition une âpre campagne (il la fit en effet vers le printemps de cette même année avec un retentissement énorme), qu'il voyait l'avenir en noir, qu'il finirait mal. (*I know I shall end in a Cayenne, ask Gambetta to get me out*[1].) — « Il n'y a guère qu'une consolation, ajoutait-il avec belle humeur ; la vie serait trop triste s'il n'y avait pas de saltimbanques.... » Les saltimbanques, *the mountebanks*, il ne désignait jamais lord Beaconsfield et ses amis sous un autre nom. Hé ! certes, oui, la vie, sans les saltimbanques, serait trop triste !...

III

C'est à Paris, au mois de mai ou de juin 1880, que j'ai vu Gordon pour la dernière fois. Le cabinet whig qui venait de se constituer sous la présidence de

1. « Je sais que je dois finir dans *un* Cayenne ; demandez à Gambetta de m'en tirer. »

M. Gladstone l'avait désigné pour accompagner, en qualité de secrétaire général, le marquis de Ripon, vice-roi des Indes; Gordon, en passant par Paris, était venu me voir. Je le trouvai, comme par le passé, plein d'activité et de mysticisme, très batailleur et très pieux, toujours enthousiaste pour la revision de la carte du monde. Il se proposait de réaliser aux Indes de très grandes choses. Il n'y est pas resté six mois. S'étant brouillé avec lord Ripon, il entreprit une nouvelle série de voyages, et le télégraphe, de semestre en semestre, signalait sa présence aux quatre points cardinaux, en Chine où il ne cacha point son mépris pour l'armée impériale qui avait remplacé celle qu'il avait formée en 1863, au Japon, au Cap, en Palestine, où il cherchait l'emplacement exact du nombril du monde, à Constantinople. Le mois dernier, il était à Bruxelles, à la veille de partir pour le Congo. C'est là qu'une dépêche de lord Granville est venue le rappeler à Londres, et, dès que le nom magique du Soudan a sonné de nouveau à son oreille, il n'a pas hésité : il est parti avec les pleins pouvoirs du gouvernement de la reine et un million en or.

Hélas! pauvre Gordon! qu'est-il allé faire tout seul, sans même une escorte de soldats anglais, dans les grandes plaines de sable de la haute Nubie où rôdent les tribus pillardes des Schillouks? Derrière lui, en Égypte, il laisse les rancunes sans nombre que son insolent orgueil avait soulevées il y a quatre ans et qui ne sont pas calmées encore [1]. Devant lui, au Soudan, il trouvera la haine des marchands d'esclaves qu'il avait pourchassés avec tant de courage pendant sa courte dictature et qui sont les véritables fauteurs de l'insurrection du continent inconnu, les anabap-

1. Livre bleu, février 1884.

tistes du Prophète noir, du Jean de Leyde du Darfour. Que lui serviront son or et sa Bible dans cette affreuse impasse où il ne peut plus ni avancer ni reculer sans péril de mort? S'il devait trouver à Khartoum et à Berber, au lieu de ces troupes égyptiennes qui n'ont jamais été que le limon du Nil, une douzaine de beaux régiments anglais, quelle croisade il pourrait entreprendre, le fier et hardi soldat, contre la horde de nègres et de bédouins qui tiennent le drapeau vert du mahdi! Mais il ne trouvera rien, et tous ceux d'entre nous qui avons connu, fût-ce seulement pendant quelques jours, cet Anglais de bonne race, nous tremblons pour lui. Hier, on annonçait, par erreur, qu'il avait été fait prisonnier; demain, peut-être, on ne se trompera pas, en annonçant qu'il a été massacré.

On en veut beaucoup au ministère Gladstone d'avoir perdu pour la civilisation cette terre immense du Soudan dont Gordon avait commencé la conquête contre la barbarie. On lui en voudrait davantage si Gordon devait rester là-bas, dans les sables brûlants du Bahr-el-Abiad, victime expiatoire de la faute des autres....

16 février 1884.

LA MALADIE

ET

LA MORT DE GAMBETTA

La calomnie qui s'est acharnée contre Gambetta pendant sa carrière politique n'a pas même respecté sa dernière maladie; elle s'efforce d'accréditer dans un pays, toujours avide de romanesque et toujours crédule, des fables inventées de toutes pièces, qui n'ont même pas le mérite de la vraisemblance. Il appartient à ceux qui l'ont connu de près d'étouffer dans le germe des légendes que le silence ferait bientôt passer au rang de faits établis.

C'est le lundi 27 novembre, à onze heures moins un quart du matin, dans sa maison des Jardies, à Ville-d'Avray, que Gambetta s'est blessé à la main droite d'un coup de revolver. Voici dans quelles circonstances :

Il avait passé la matinée avec l'un de ses amis de la Défense nationale, le général d'artillerie Thoumas, qui était venu de Versailles à Ville-d'Avray pour causer avec lui de questions militaires. Vers dix heures et demie, comme le général Thoumas se levait pour prendre congé, Gambetta le pria de rester à déjeuner.

Le général, qui était attendu à Versailles, ne put accepter et partit. Gambetta monta au premier étage, dans sa chambre à coucher. Un revolver à bascule, construit sur un nouveau modèle, était sur une table. Gambetta aimait beaucoup les armes à feu, les maniait souvent avec imprudence, et, du reste, à la campagne, dans un quartier relativement peu fréquenté, au fond d'un jardin mal enclos, avoir chez soi des armes toutes prêtes était une précaution presque indispensable. Ce jour-là (selon le récit invariable qu'il fit depuis à tous ses amis), Gambetta, tenant l'arme dans la main gauche, en fait d'abord basculer le canon qu'il veut ensuite remettre en place. Mais une cartouche, restée dans le revolver, est engagée en partie dans le cylindre. La résistance du canon, quand Gambetta cherche à le rabattre sur le tonnerre, s'en trouve accrue. Il exerce alors une pression violente avec la main droite appuyée sur la tranche de la bouche, pendant que la gauche continue à soutenir la poignée; le coup part en crachant entre le tonnerre et le canon, et la balle entre vers le milieu de la paume de la main droite, au-dessous de la partie charnue où commence le pouce. La balle pénètre aussitôt sous la peau parallèlement au tissu superficiel et suit un peu obliquement le trajet des gaines musculaires; elle ressort à cinq centimètres environ du poignet et à la partie interne du bras.

L'amie dévouée [1], qui allait devenir la victime de la plus cruelle curiosité, accourut au bruit avec les domestiques et donna les premiers soins au blessé. Quelques minutes après, un premier pansement fut fait par le docteur Gille, de Ville-d'Avray. Le docteur Lannelongue arriva vers une heure; il vérifia et com-

1. Mme Léonie Léon.

pléta le pansement de son confrère. Toute blessure à la main est une blessure sérieuse, même lorsque la balle n'a fait, comme c'était le cas, que traverser les chairs sans léser aucune artère. Ce qui rendait plus grave l'accident du 27 novembre, c'était d'abord l'état général de la santé de Gambetta, qui depuis longtemps déjà inspirait à ses amis de secrètes inquiétudes; ensuite la disposition des lieux où le blessé allait être confiné.

Trop de personnes ont fait depuis quelques jours le pèlerinage des Jardies pour qu'il soit nécessaire de décrire longuement cette petite propriété, « le fruit des millions volés pendant la Défense nationale et dans les spéculations de Tunis et d'Égypte ». Un ravin profond, très vallonné, imprégné par l'écoulement des eaux pluviales qui descendent des collines surplombantes; puis, dans un angle, juste dans l'exposition la moins salubre, une pauvre maison, une bicoque de jardinier, qui tremble au moindre souffle d'orage et que l'humidité pénètre de toutes parts. On a vu le médiocre aménagement de cette bâtisse, le salon pauvrement meublé, décoré de quelques gravures insignifiantes, l'antichambre qui servait de salle à manger au jardinier de Balzac, l'escalier qui conduit à la petite chambre à coucher du premier étage, si étroit que la descente du cercueil a semblé d'abord impossible. Voilà l'endroit où Gambetta venait chercher de temps en temps quelque repos pour son cerveau excité par un travail incessant, réparer à la hâte ses forces constamment sollicitées par de nouvelles fatigues. Voilà la maison où, guéri à peine d'une blessure en apparence peu dangereuse, il a succombé, par une sorte de choc en retour, aux atteintes du mal qu'il couvait depuis quelques années et qui devait éclater, terrible et foudroyant, le jour même où la cicatrisation presque

complète de la main transpercée semblait écarter tout péril immédiat.

Il n'appartient qu'aux hommes de science de faire l'historique des crises successives qu'a traversées la maladie dernière de Gambetta. Le procès-verbal d'autopsie, qui vient d'être publié, est d'ailleurs un premier document d'une autorité irréfutable, et qui coupe court à bien des discussions pénibles [1]. Nous avons aujourd'hui cette consolation de savoir que la science a fait pour sauver Gambetta tout ce qu'elle pouvait et devait faire. Comment en eût-il été autrement? Les docteurs Lannelongue et Siredey lui étaient attachés depuis longtemps; Paul Bert avait été pendant douze années l'un des plus fidèles parmi ses compagnons de lutte; Fieuzal était un camarade de collège; Trélat, Charcot, Verneuil apportaient à ces confrères le concours de leur expérience et de leur affection. On a

1. Ville-d'Avray, 2 janvier, 11 heures.

L'autopsie, faite avec le plus grand soin et dont le procès-verbal détaillé sera publié ultérieurement, a fait reconnaître :

1° Une inflammation ancienne de l'intestin ayant produit un rétrécissement de la terminaison de l'intestin grêle et de la valvule iléo-cæcale;

2° Une large et profonde infiltration purulente siégeant en arrière du côlon et dans la paroi abdominale;

3° Un léger degré de péritonite généralisée qui s'est produite dans les derniers moments de la vie.

Les autres organes ne présentaient aucune lésion. La blessure était complètement cicatrisée.

En somme, M. Gambetta a succombé à une pérityphlite et péricolite suppurées. Toute intervention chirurgicale eût été illégitime et dangereuse.

Elle n'eût eu d'autre résultat que d'abréger la vie.

Ont signé : les professeurs Paul Bert, Brouardel, Charcot, Cornil, Trélat, Verneuil; — les docteurs Lannelongue, Siredey, Fieuzal, Liouville, Mathias-Duval, Laborde, Guerdat, Gille; — M. Paul Gibier, interne des hôpitaux.

été, on sera peut-être injuste pour l'un ou l'autre de ces hommes; la portion éclairée de l'opinion publique leur rendra à tous ce même témoignage qu'ils ont fait leur devoir.

L'accident du 27 novembre n'avait causé aux amis de Gambetta qu'une courte alarme. Telle était leur foi en cet homme si nécessaire à la grandeur de la République et au relèvement de la Patrie qu'on annonçait couramment, pour les premiers jours de janvier, le retour de Gambetta à Paris. La commission du recrutement, dont il était l'âme, ne voulut pas délibérer en son absence et s'ajourna. Du reste, il ne tarda pas à recevoir des visites dans sa chambre de malade. Il continuait à lire les journaux, les lettres qu'on lui adressait de tous les coins du monde. Il continuait à s'informer de tout, et, si le corps était condamné à l'immobilité, l'esprit, toujours en travail, ne sacrifiait aucun des grands intérêts qui lui étaient confiés. Il me chargea, à plusieurs reprises, d'aller entretenir de sa part, au sujet des affaires du Tonkin, le président du conseil, M. Duclerc.

La blessure, sous la direction du docteur Lannelongue, guérit rapidement, sans suppuration. Vers la fin de la première quinzaine de décembre, le malade put même profiter de quelques éclaircies pour sortir deux ou trois fois en voiture dans les bois de Ville-d'Avray; il se promena dans son jardin. Je l'avais vu le lendemain de l'accident; je le revis presque tous les jours jusqu'au samedi 16, où je le trouvai pour la première fois triste et souffrant d'un malaise encore mal défini. Malgré un optimisme qui s'obstinait à confondre les désirs avec la réalité, les amis qui lui rendirent visite ce jour-là, Challemel-Lacour, Ferdinand Dreyfus et moi, nous reçûmes une douloureuse impression; Gambetta était travaillé manifestement

par un grand mal intérieur. Il causait peu et sans entrain. Nous partîmes avec un premier pressentiment sinistre : nous ne devions le revoir que sur son lit de mort.

C'est le 17 décembre que l'inflammation de l'intestin se déclara. On sait quel en a été le progrès rapide. Les quelques notes qui révélèrent au public la gravité de la situation, et dont les termes étaient sagement atténués pour ménager le moral du malade, rencontrèrent beaucoup d'incrédules; elles ne désarmèrent pas la malignité. On avait, dès les premiers jours, accumulé sur la cause de l'accident mille récits faux et absurdes; on prétendit fouiller dans la vie privée de l'homme qui succombait à la dépense excessive d'activité, de travail, qu'il avait faite pour la France, à l'épuisement de la force qu'il avait prodiguée sans compter, à pleines mains, pour le pays dont il avait dit un jour avec un accent pénétrant « qu'il l'aimait jusqu'à la mort ». On en arriva à cette honte : des journaux prussiens rappelèrent à la pudeur les « cannibales de Paris » qui piétinaient d'avance sur le cadavre.

La *République française* a raconté le détail exact et simple de la mort du grand citoyen [1]; rien de ce qui

1. « M. Gambetta a rendu le dernier soupir avant-hier, 31 décembre 1882, à minuit moins cinq minutes.

« Dès le matin, on avait pu constater une aggravation notable dans l'état du malade; néanmoins il était encore permis de se faire illusion, puisqu'à neuf heures et demie il avait pu, sans trop de difficultés, changer de lit avec le seul concours de l'interne de service et de M. Étienne. Toutefois l'interne, toujours très circonspect jusque-là, ne pouvait taire les appréhensions que lui causait l'état du malade.

« Dans l'après-midi, en effet, le mal s'accrut encore, et les forces diminuèrent à vue d'œil. Quelques-uns des amis personnels de M. Gambetta, prévenus à temps, purent se rendre dans la soirée à Ville-d'Avray, où ils apprirent, en arrivant, que la

a été dit ailleurs ne mérite de créance. Gambetta ne s'attendait pas à une fin si proche. Il avait un sentiment trop profond de la mission qui lui restait à accomplir pour soupçonner que la mort brutale pût l'arrêter à mi-route. C'est du moins l'impression qu'ont ressentie tous ceux qui ont eu le triste bonheur de le soigner pendant ses derniers jours. Mais il avait le cœur si délicat, si bon, qu'il a bien pu garder pour lui seul ses appréhensions funèbres, de crainte d'attrister davantage celle qui le soignait. Pas une plainte n'est sortie de ses lèvres. Deux heures avant de rendre le dernier souffle, il a remercié d'un geste, d'un sourire, le docteur Lannelongue. Il a peut-être reconnu dans un dernier regard son ami des premiers jours, Eugène Spuller. Quand nous sommes arrivés à Ville-d'Avray, Rouvier, Barrère, Isambert, Colani et moi, tout était fini : il n'avait pas survécu à cette année 1882 qui avait été si cruelle pour lui, si malheureuse pour la France et dont la crainte superstitieuse l'avait obsédé depuis le commencement de sa maladie....

Dans la petite chambre étroite et mal close, Gambetta était étendu sur son lit de mort, la figure ra-

situation était désespérée. On envoya immédiatement chercher M. et Mme Léris, le beau-frère et la sœur de M. Gambetta, ainsi que ceux de ses amis qui n'avaient pu être encore avertis. MM. Arnaud (de l'Ariège) et Arène partirent, dans ce but, pour Paris.

« Cependant le terrible mal gagnait de minute en minute; autour du mourant MM. Spuller, Paul Bert, Étienne et Fieuzal se tenaient anxieusement, attendant d'une minute à l'autre la catastrophe. Elle se produisit à minuit moins cinq.

« L'agonie avait commencé à dix heures; mais c'est seulement à onze heures que M. Gambetta avait perdu connaissance et qu'il avait exhalé quelques faibles plaintes. Il s'est éteint, on peut le dire, sans souffrance et sans se douter que la mort était si proche. » (*République française* du 2 janvier 1883.)

jeunie entre les larges boucles blanches de sa chevelure, l'homme de 1869, d'avant les épreuves de l'année terrible. Nous avons passé là toute la nuit, rappelant les souvenirs du passé, regardant avec angoisse dans l'avenir. A l'aube, la nouvelle funèbre se répandit dans Paris et le pèlerinage commença; chaque train amenait des centaines d'amis connus et inconnus. Cette journée du 1er janvier était douce et claire comme une matinée de printemps; la maison, le jardin ensoleillé ne désemplissaient pas. Bien des adversaires d'hier mêlaient leur douleur à la nôtre. Bonnat, Falguière, Antonin Proust, Carjat, Bastien-Lepage, ont pu garder pour la postérité le dernier aspect de cette grande figure. Tous répétaient : « Cette mort, c'est une défaite. »

... Il me reste un devoir à accomplir, en ce jour même des grandes funérailles que mène la France. Une femme s'est trouvée, fidèle, dévouée, infatigable de bonté et de soins affectueux, qui a veillé pendant trente-quatre mortelles nuits au chevet de l'homme dont le cœur lui avait fait une si large place. Nous connaissons cette femme à peine de nom, mais nous devinons ce qu'elle a souffert, nous savons comment elle a répondu aux calomnies dont on l'a abreuvée : elle a été tout entière à son devoir, à son amitié. Cette âme brisée impose à tous ceux qui ont aimé et admiré Gambetta une profonde sympathie. De loin, dans l'ombre, nous lui vouons une reconnaissance discrète pour les rayons de joie qu'elle a répandus sur cette grande vie, pour les tendresses consolantes dont elle a réchauffé sa fin....

6 janvier 1883.

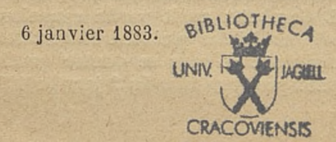


TABLE DES MATIÈRES

Coulommiers. — Imp. P. Brodard et Gallois

L'ANNÉE SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIELLE

OU

EXPOSÉ ANNUEL DES TRAVAUX SCIENTIFIQUES, DES INVENTIONS ET DES PRINCIPALES APPLICATIONS DE LA SCIENCE A L'INDUSTRIE ET AUX ARTS, QUI ONT ATTIRÉ L'ATTENTION PUBLIQUE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

PAR LOUIS FIGUIER

32 volumes (1857-1889), à 3 francs 50 le volume

ACCOMPAGNÉS D'UN VOLUME DE

TABLES DES MATIÈRES ET NOMS D'AUTEURS

CONTENUS DANS LES VINGT PREMIERS VOLUMES

Prix du volume des Tables, 3 fr. 50

La demi-reliure en chagrin, plats en toile, se paye en sus, par volume, avec tranches jaspées, 1 fr. 50 c.; — avec tranches dorées, 2 fr.

Depuis que M. Louis Figuier a commencé la publication de *l'Année scientifique et industrielle*, la popularité de ce recueil n'a fait que s'accroître, et il faut ajouter que ce succès est parfaitement mérité. M. Louis Figuier est le plus ancien et le plus autorisé de nos écrivains scientifiques. Son talent d'exposition et sa longue habitude de ce genre de travaux, expliquent la valeur de cette publication.

D'une lecture attrayante et facile, *l'Année scientifique et industrielle* s'adresse à toutes les classes de la société; elle a aussi bien sa place sur la table des salons que dans l'atelier, ou dans la bibliothèque du savant. Personne aujourd'hui n'a assez de loisirs pour suivre pas à pas le développement des différentes branches des sciences physiques et naturelles, développement qui devient plus rapide de jour en jour. Le recueil périodique fondé par M. Louis Figuier répond donc à un besoin universel. Il fournit au public un moyen commode et facile de se tenir au courant du progrès scientifique. Il lui évite la peine de lire les publications écrites pour les savants spéciaux, et hérissées de termes techniques. M. Louis Figuier se charge d'accomplir cette tâche laborieuse. Il fait le triage des nouvelles scientifiques contenues dans les journaux français et étrangers, ne conserve que ce qui peut convenir aux besoins de ses lecteurs, et range ensuite tous ces faits, disparates en apparence, dans un ordre méthodique, qui en augmente la valeur, en facilitant au lecteur la recherche de ce qui l'intéresse.

La science, qui formait depuis longtemps la base de l'industrie et des arts, est entrée, de nos jours, dans toutes les habitudes de la vie : témoin les chemins de fer, le télégraphe électrique, la photographie, l'éclairage au gaz, la lumière électrique, la galvanoplastie, les sonnettes électriques, le téléphone, etc. Il faut donc, bon gré, mal gré, s'intéresser à la science, ou du moins prendre, de temps en temps, de ses nouvelles. Si l'attrait seul du savoir ne nous portait à nous enquérir des découvertes de nos savants, notre intérêt bien entendu nous le conseillerait. Le manufacturier, l'agriculteur, le commerçant, l'artiste, l'homme du monde, ont besoin de connaître les progrès accomplis chaque année dans le domaine de la science pure

ou appliquée. Pourraient-ils trouver un moyen plus commode de s'initier à ses progrès que la lecture de *l'Année scientifique*?

La collection des volumes annuels de M. Louis Figuier, véritable répertoire des progrès scientifiques accomplis en France et à l'étranger, formera les archives historiques de la science et de l'industrie de notre temps.

Dans cet utile ouvrage, tout vient se ranger à sa place, de manière à satisfaire l'esprit du lecteur et à lui faciliter la recherche des faits qui l'intéressent. Chacun, en le consultant, peut s'y retrouver sans peine, grâce à la distribution méthodique des sujets.

L'Année scientifique est divisée en treize chapitres : Astronomie. — Météorologie. — Physique. — Mécanique. — Chimie. — Art des constructions. — Histoire naturelle. — Voyages scientifiques. — Hygiène publique. — Physiologie et médecine. — Agriculture. — Arts industriels. — Expositions.

Un quatorzième chapitre, ayant pour titre *Académies et Sociétés savantes*, est consacré à l'énumération des récompenses et prix décernés dans les séances solennelles et annuelles, par l'Académie des sciences de Paris, l'Académie de médecine, la Société d'Encouragement, etc., ainsi qu'à l'analyse des travaux des Congrès et Associations scientifiques.

Dans le quinzième et dernier chapitre, intitulé *Nécrologie scientifique*, l'auteur fait connaître les noms des savants les plus distingués que la science a perdus dans le courant de l'année. Il donne, à cette occasion, une courte biographie de chacun de ces savants, et un exposé de leurs travaux.

Le nom d'*Année scientifique et industrielle* est donc bien justifié par cet ouvrage, qui présente, en effet, le reflet fidèle et raisonné de tout ce qui s'est passé d'important, chaque année, en matière de science et d'industrie.

Il a paru nécessaire de composer une TABLE GÉNÉRALE des vingt premiers volumes de l'ouvrage. Les TABLES DE L'ANNÉE SCIENTIFIQUE, publiées en 1877, et qui forment un volume de 300 pages, du format de *l'Année scientifique*, sont le complément indispensable de cette collection.

La trente-deuxième *Année scientifique*, qui a paru en 1889, renferme le tableau des découvertes et des travaux scientifiques accomplis pendant l'année 1888.

Pour donner une idée des sujets traités dans ce volume, nous mettrons sous les yeux du lecteur un extrait de sa *Table des matières*.

EXTRAIT DE LA TABLE DES MATIÈRES

DE LA TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIELLE

Astronomie. — Principaux phénomènes astronomiques de 1888 : petites planètes, comètes, étoiles filantes, bolides, éclipses. — Nébuleuses découvertes dans les Pléiades. — Étude spectrale du soleil faite par M. Janssen au pied du dôme du Mont-Blanc. — La méridienne de Laghouat. — Nouvelles observations de la planète Mars; les hypothèses de M. Flammarion jugées par M. Fizeau. — Nouveaux anneaux de Saturne. — Phases de Jupiter. — Travaux préparatoires pour l'exécution de la carte photographique du ciel. — L'heure nationale. — Rapport sur l'état de l'Observatoire de Paris, pour l'année 1887.

Météorologie. — L'été de 1888. — Trombes et cyclones en 1888. — Coups de foudre extraordinaires. — Relation entre les pluies d'étoiles filantes et les perturbations atmosphériques terrestres. — Structure des éclairs. — Halo solaire. — Mirages. — Les Pyrénées, vues de Marseille. — L'atmosphère de Londres. — Prétendue pluie de sang.

Physique. — La ligne téléphonique de Paris à Marseille. —

Système de communication téléphonique entre les trains en marche et les gares voisines. — Emploi du téléphone dans le service télégraphique. — La téléphonie sous-marine. — Le *phono-signal*, pour la télégraphie sous-marine. — Bouée téléphonique en rade du Havre. — Eclairage électrique du grand Concours de Bruxelles. — La lumière électrique dans les phares. — Éclairage électrique des théâtres de Genève, de la Rochelle et de Montpellier. — Le nouveau phonographe de M. Edison. — Le graphophone. — Pile électrique légère. — Pile au fer. — Pile à la gélatine. — Nouveau thermomètre à gaz. — Nouvelle lampe de sûreté — Nouvel éolipyle. — Le radiographe.

Mécanique. — La tour Eiffel. — L'ascenseur hydraulique des Fontinettes. — Nouveau chemin de fer funiculaire, à Lyon. — Le vent employé comme force motrice, pour produire un courant électrique. — Les *monte-charges* de l'hôtel des Postes. — Nouveau *block-system*, pour le service des chemins de fer. — Machine à vapeur de pétrole appliquée à un canot. — Distribution de force motrice par l'air comprimé. — Quadricycle pour chemins de fer. — La traction électrique en France, en Allemagne, aux États-Unis. — Transmission de la force dans les mines par l'électricité. — Le croiseur le *Forbin*. — Le *Coureur*, nouveau torpilleur. — Les bateaux sous-marins électriques. — Le *Gymnote*, le *Paral* et le bateau sous-marin expérimenté sur la Seine. — Les aérostats appliqués à la guerre maritime.

Chimie. — Production artificielle du rubis, de l'émeraude et du diamant. — Nouvel acide oxygéné du soufre. — Recherches démontrant que l'air expiré par l'homme, contient un agent toxique. — Procédé de préparation de l'antipyrine. — La saccharine, ou sucre de houille. — La spongine. — L'anagyrine. — La vanilline. — Alcaloïdes extraits de l'huile de foie de morue. — Alcaloïde extrait du Fruit-de-loup (*grandiflorine*). — L'essence d'*eucalyptus globulus*. — Matière cristallisée active du bois d'Ouabaïa. — Les alcools d'industrie. — Succédané de la gomme arabique. — La *bellite*.

Art des constructions. — Le chemin de fer transcaspien. — Le puits artésien de La Chapelle. — L'*Oued-Rir'* et les nouvelles oasis de création française. — Un changement de programme dans les travaux de l'isthme de Panama. — Chemin de fer souterrain à Londres. — Le nouveau port du Havre; le bassin Bellot; le canal de Tancarville. — Les travaux du port de Tunis. — Canal entre la mer du Nord et la Baltique. — Canal de Pérékop. — Projet d'alimentation de Paris au moyen des eaux du lac de Neuchâtel. — Les ponts démontables. — Transport d'un hôtel et d'un phare. — Un incendie provoqué par une inondation.

Histoire naturelle. — Les éruptions volcaniques et les tremblements de terre, en 1888. — La faune primordiale découverte en France. — Les forêts sous-marines du littoral normand et armoricain. — La nasse appliquée aux recherches zoologiques. — Le poisson-lune. — Les ravages des criquets en Algérie. — Un village de castors. — Les centenaires en France. — Mouvement de la population en France et en Allemagne en 1887. — Le *yaraque*, boisson fermentée préparée chez les Indiens du haut Orénoque.

Voyages scientifiques. — Découverte d'une île inconnue. — Passage en hiver des détroits de la mer Baltique. — L'expédition du lieutenant Gordon à la baie d'Hudson. — Voyages dans l'est et le sud du continent africain. — L'expédition de Stanley. — Mission au Soudan occidental. — La canonnière, le *Niger* à Tombouctou. — Une excursion à travers l'Afrique. — Une excursion au Cambodge. — Voyage à Angkor. — Les voies navigables en Cochinchine et au Cambodge. — Un explorateur russe pour le Thibet. — Missions dans l'Amérique centrale. — Expédition projetée au pôle sud. — Un serpent chef de district.

Hygiène publique. — Épuration des eaux d'égout par l'électricité. — Conservation des substances alimentaires. — Le recueille-

poussières. — Les vins plâtrés. — Traitement préventif du rouge de la morue. — Altération des vins par les alcools supérieurs et par le *bouquet*. — La saccharine. — Le lait bleu. — Le képhir.

Médecine et physiologie. — La maladie et la mort de l'empereur d'Allemagne Frédéric III. — La découverte du vaccin du choléra, chez les animaux, par M. Gamaleïa. — M. Pasteur, sa jeunesse et ses travaux. — Destruction des lapins en Australie, par l'inoculation du *choléra des poules*. — Présence du bacille typhique dans le sol. — Le *choléra des canards*. — Effets des armes nouvelles. — Le venin des anguilles. — La cigale vésicante de la Chine et du Tonkin. — La prétendue action des médicaments à distance. — Le miroir aux alouettes, son action somnifère. — Le coup de soleil électrique. — Les femmes électriques. — Les exécutions capitales par l'électricité. — Le corps humain métallisé. — Le cadavre presse-papier.

Agriculture. — La reconstitution des vignes françaises par les vignes américaines. — Nouveau traitement des écorces de la ramie. — Le *cay-cay*, arbre à graisse de l'Indo-Chine. — Les arbres à lait et à beurre. — Traitement du *black-rot*. — Le *phylloxéra* du café. — La culture du pyrèthre en France. — Destruction de la *Sipha-opaca* dans les champs de betteraves. — Traitement de la maladie de la pomme de terre. — Résultat de la culture du blé à épi carré. — Le hannetonage. — Gisements de phosphate de chaux en Algérie. — Utilisation des jus de tabacs pour l'agriculture. — Application du sulfate de cuivre aux arbres fruitiers. — Un chou nouveau; fraises nouvelles.

Arts industriels. — Le métal delta. — La soudure électrique. — Dépôt électrolytique d'aluminium. — Nouveau procédé d'étamage. — Le gaz de copeaux. — Éclairage micrographique. — La *photofusée*. — Le *lucigène*. — Stéréochromie sur verre. — Le filtre Gerson. — Equerre à tracer les parallèles. — L'ellipsographe. — Le tire-ligne polygraphe. — Crayons pour dessiner sur le verre. — La braise chimique. — Avertisseur électrique du grisou. — Caractères en papier pour affiches.

Expositions. — Les expositions de Barcelone, de Bruxelles, de Bologne, de Copenhague, d'Ostende, de Tunis. — Exposition allemande concernant la protection contre les accidents du travail. — Exposition de la Société de physique, à Paris. — Exposition de sauvetage et d'hygiène. — Exposition d'hygiène urbaine, à Rouen. — Exposition régionale agricole, à Paris. — Exposition d'horticulture, à Paris. — Exposition des produits de l'art samoyède.

Académies et Sociétés savantes. — Séances publiques de l'Académie des sciences de Paris, de l'Académie de médecine et de la Société d'Encouragement. — Réunion à Paris des Sociétés savantes. — Association française pour l'avancement des sciences : Congrès d'Oran. — Le Congrès pour l'étude de la tuberculose. — Le Congrès de chirurgie. — Inauguration de l'Institut Pasteur. — Inauguration d'un laboratoire d'électricité à Paris. — Le Congrès des Sociétés géographiques. — Le laboratoire maritime de la plage de Saint-Vast. — Inauguration du monument du général Meusnier, de la statue de Léonce de Lavergne, de la statue d'Ampère, de la statue de Parmentier, de la statue du Dr Guépin. — Le centenaire de La Pérouse. — Le centenaire de l'Université de Bologne. — Le centenaire australien.

Nécrologie scientifique. — H. Debray. — Le général Perrier, — Hervé Mangon. — J.-E. Planchon. — Le Dr Blot. — Le Dr Combal. — Timbal-Lagrave. — Le Dr Constantin James. — Le Dr Martin Saint-Ange. — Le Dr Fieuzal. — Le Dr Émile Bégin. — Le Dr Bertherand (d'Alger). — Morière. — Durand-Claye. — Rampont. — F.-J. Raynaud. — Gaulard. — Cabanellas. — Guibal. — Orsel. — Armand. — Clausius. — Crampton. — Corliss. — Asa Gray. — Houzeau. — Proctor. — Albert de Dietrich. — Spencer F. Baird. — Prjevalsky, etc.

16573 — Imprimerie A. Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris.